

UNIVERSITÉ DE PARIS --- FACULTÉ DES LETTRES

UNE
PETITE VILLE DU HAUT-MAINE

AU XVIII^{me} SIÈCLE

SILLÉ-LE-GUILLAUME (1700-1789)

Essai d'Histoire sociale

« ...J'approche d'une petite ville et je suis déjà sur une hauteur d'où je la découvre. Elle est située à mi-côte..., elle a une forêt épaisse... Je la vois dans un jour si favorable que je compte ses tours et ses clochers; elle me paraît peinte sur le penchant de la colline. »

LA BRUYÈRE, Caractères.

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

PAR

MAURICE TERMEAU

Licencié ès Lettres

Diplômé d'Études supérieures d'Histoire et de Géographie

Diplômé d'Études supérieures des Langues classiques

Membre de la Société historique du Maine

GOURNAY-EN-BRAY

IMPRIMERIE A. LETRESOR

36, Place Nationale

1928

THÈSE
POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

UNE
PETITE VILLE DU HAUT-MAINE
AU XVIII^{me} SIÈCLE
SILLÉ-LE-GUILLAUME (1700-1789)

Essai d'Histoire sociale

*« ...J'approche d'une petite ville et je suis
déjà sur une hauteur d'où je la découvre. Elle
est située à mi-côte..., elle a une forêt épaisse...
Je la vois dans un jour si favorable que je
compte ses tours et ses clochers; elle me paraît
peinte sur le penchant de la colline. »*

LA BRUYÈRE, Caractères.

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

PAR

MAURICE TERMEAU

Licencié ès Lettres

Diplômé d'Études supérieures d'Histoire et de Géographie

Diplômé d'Études supérieures des Langues classiques

Membre de la Société historique du Maine

GOURNAY-EN-BRAY
IMPRIMERIE A. LETRESOR

36, Place Nationale

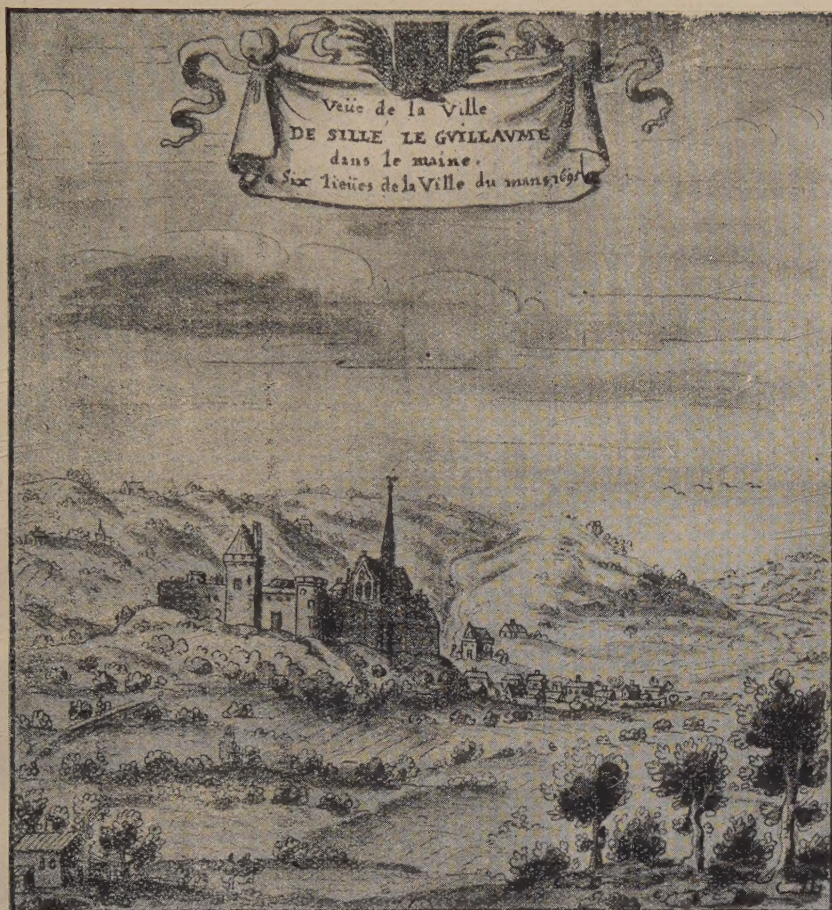
1928

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE



Vue sommaire de SILLÉ-LE-GUILLAUME en 1695

(Bibliothèque Nationale. Cabinet des Estampes, Va 194)

PRÉFACE

Le présent travail a pour objet l'histoire sociale d'une petite ville du Haut-Maine au XVIII^e siècle : SILLÉ-LE-GUILLAUME. Nous ne l'avons pas entrepris par chauvinisme local; toutes les bourgades de toutes les provinces doivent solliciter au même titre l'attention des historiens. Entre les grandes villes et les villages de l'ancienne France, fort bien étudiés dans d'érudits travaux, se placent des communautés intermédiaires dont l'histoire est moins fouillée : ce sont les petites villes. Comment s'y faisait l'administration seigneuriale ? Le seigneur n'y résidait presque jamais; il habitait tantôt la Cour, tantôt Paris. Quelle attitude prenaient les officiers de sa justice à l'égard de la population, — et réciproquement ?... Toute grande seigneurie comprenait une mouvance, gérée par les officiers, et un domaine, affermé à des fermiers « généraux ». Quels étaient avec précision les droits respectifs des uns et des autres ?... L'Assemblée Constituante supprimera les collégiales. Comme Sillé-le-Guillaume possédait un chapitre, l'étude de la collégiale nous montrera la nécessité de ces suppressions... Dans les anciennes paroisses, la gestion des affaires publiques était assurée, on le sait, par les habitants eux-mêmes réunis en assemblée sous le nom de « général des habitants » ; mais dans les agglomérations plus importantes, existaient des hôtels de ville. A Sillé, ces deux régimes d'administration municipale ont alterné et plus d'une fois coexisté. La perception des impôts, en particulier la collecte, la milice, la corvée des chemins, le paupérisme des campagnes soulèvent autant de questions dont l'intérêt n'est nullement épuisé. Nous avons poursuivi notre travail jusqu'en 1789; nous nous sommes proposé, en effet, d'approfondir les premiers troubles sociaux

II

causés dans une petite ville par l'effervescence révolutionnaire; normalement, toute monographie de ce genre devrait se terminer au 20 septembre 1792; nous la compléterons ultérieurement.

Notre travail comprend cinq chapitres; les quatre premiers étudient l'histoire féodale, religieuse, sociale et économique de Sillé-le-Guillaume sous l'ancien régime; le cinquième envisage les perturbations survenues au début de la Révolution; la comparaison des uns et des autres imposera des conclusions motivées.

Nous publions cinq appendices : une biographie de la princesse de CONTI, qui fut baronne de SILLÉ pendant une cinquantaine d'années, — le testament de cette princesse, dont l'original est conservé aux Archives Nationales (X^{ia} 9164) — l'acte de foi et hommage rendu à Monsieur, comte du Maine, le 28 mars 1775, par le duc de la VALLIÈRE, baron de SILLÉ — les lettres de provisions d'un procureur postulant au bailliage seigneurial — le cahier des plaintes, doléances et remontrances de la ville (5 mars 1789), déjà publié par M. l'abbé GIRAUD (« Révolution dans la Sarthe », octobre-décembre 1913, n° 28, p. 129 et suiv.).

Nous ajoutons encore deux plans et trois gravures : un plan de Sillé-le-Guillaume en 1789, très sommaire malgré les apparences, et un plan du couvent des Minimes en 1774, une vieille « veüe » de 1695, fort peu précise, mais curieuse, conservée aux Estampes de la Bibliothèque Nationale (Va 194), un portrait de la princesse de CONTI et une photographie du château actuel.

Nous sommes loin de prétendre avoir tout dit en détail sur l'histoire de Sillé-le-Guillaume au XVIII^e siècle. Ainsi, l'histoire du château et de la baronnie demanderait, à elle seule, une longue monographie. Le regretté M. Robert TRIGER, ancien président de la Société Historique du Maine, nous avait demandé d'approfondir l'étude de la mouvance considérable de la baronnie de SILLÉ; nous n'avons pas traité dans ce travail — thèse de doctorat — cette question d'ordre trop exclusivement local; nous avons cependant amassé de nombreux documents; les recherches

III

sont fort difficiles, car une partie importante des papiers seigneuriaux a disparu pendant la Révolution... Nous accueillerons avec le plus bienveillant intérêt toutes les remarques et toutes les critiques qui nous seront adressées; nous les souhaitons même, car elles compléteront notre travail et serviront avec utilité la cause des études historiques.

Le pays de Sillé-le-Guillaume a été peu étudié par les érudits de la province; sous ce rapport, c'est une région déshéritée; nombreux pourtant y sont les vestiges du passé. Mentionnons la « Notice sur Sillé » de M. HUCHER, résumé de notes très diverses sur le château et l'église Notre-Dame, — la monographie fort remarquable de M. L'HERMITTE, archiviste départemental, sur « Le vieux Collège », — celles de M. CHARLES et de M. LIGER sur « *L'oppidum carlovingien* » de la forêt, — celle de M. FROGER sur « Les établissements de charité », — celle, si utile, de M. ANGOT, sur la vieille famille de SILLÉ... Divers articles ont paru dans les « Alpes Mancelles », journal hebdomadaire de SILLÉ-LE-GUILLAUME, en 1881, sous la signature Ed. B. (Edouard BACHELIER); ils sont basés uniquement sur les archives communales et sur des actes notariés; d'autres furent publiés de 1903 à 1905 par J. GAUDIN; ce sont des articles de journaliste, non des travaux d'historien.

Les sources de notre travail se divisent en sources manuscrites et en sources imprimées. Les premières sont constituées par des documents d'archives ou de bibliothèques, les secondes par des publications de documents et par tous les ouvrages signalés à la bibliographie.

Les Archives Nationales nous ont fourni d'utiles renseignements, notamment les sous-séries R³ et R⁵, qui renferment les papiers des maisons de CONTI et de PROVENCE. Aux archives départementales de la Sarthe nous avons consulté les principales séries, même « modernes »; c'est là que se trouvaient les documents essentiels. Quelques manuscrits de la Bibliothèque du Mans nous ont apporté plusieurs détails. La série C des archives départementales d'Indre-et-Loire contient toute la correspondance entre

IV

l'intendant de Tours et le subdélégué de Sillé. Aux archives communales de Sillé-le-Guillaume nous avons dépouillé quatre registres des délibérations de la municipalité, le premier de 1784 à 1789, le second de février 1790 à octobre 1791, le troisième de l'an II à l'an III inclusivement (jusqu'à fructidor), le quatrième de pluviôse an IX au mois d'août 1815; nous avons étudié, en outre, la matrice de rôle pour la contribution mobilière de 1792. Aux archives hospitalières de Sillé, déjà utilisées par L. FROGER, sont conservés tous les papiers relatifs à la confrérie de la Charité établie en 1660 et à l'ancien hôpital. Les minutes des deux notaires de Sillé, MM. LEROUX et BRIÈRE, nous ont fourni les plus précieux renseignements; à l'étude LEROUX, en particulier, nous avons compulsé plusieurs milliers de documents; il est vrai que de nombreuses « pratiques » se trouvent réunies dans ce minutier. Les archives de la famille de DREUX-BRÉZÉ et un manuscrit de M. BACHELIER sur l'histoire de Sillé, nous ont précisé certains points de détail.

Le nombre d'ouvrages mentionnés dans la bibliographie est assez élevé; nous y avons inscrit tous les travaux que nous avons lus ou consultés. Les références archivistiques ou bibliographiques indiquées au bas des pages sont en abrégé; le lecteur n'aura qu'à se reporter soit aux abréviations placées en tête du volume, soit à la bibliographie.

Nous adressons nos plus respectueux remerciements à tous ceux qui, de près ou de loin, directement ou indirectement, nous ont aidé dans notre travail, particulièrement nos professeurs de la Sorbonne, MM. Camille BLOCH et Philippe SAGNAC, M. J. L'HERMITTE, archiviste départemental, M. BLIN, archiviste-adjoint; M. LEBRETON, maire de Sillé-le-Guillaume; M. SAISON, secrétaire de mairie; M. le chanoine JULIENNE, curé de Sillé-le-Guillaume; MM. LEROUX et BRIÈRE, notaires à Sillé; M. DE DREUX-BRÉZÉ, maire de Mont-Saint-Jean; MM. BACHELIER et LEBOUCHER, MM. DE LINIÈRE et LEROUX, de la Société historique du Maine.

Puissions-nous, sous la sécheresse et l'aridité des documents d'archives, avoir fait jaillir la vie, « la vie discontinue, illogique,

V

la vie insoupçonnée et pourtant réelle, enclose dans les cadres inanimés de l'administration et dissimulée sous les sèches formules de la loi !... » (1).

Nous souhaitons ainsi d'avoir pu ressusciter la vieille physionomie de notre petite ville. Puisse surtout la connaissance de son histoire, aviver au cœur de ses habitants l'amour du sol natal !...

Paris, 25 avril 1928.

Maurice TERMEAU.

¹ C. BLOCH. — Discours prononcé au Congrès des Sociétés Savantes, à Caen (22 avril 1911).

SOURCES

A) Sources Manuscrites

1. ARCHIVES NATIONALES.

B III 78 et 79, D III 229, E 2000, F¹¹ 400, H⁴ 2935², H⁴ 3105, JJ 175, K 542, K 545, K 577, N² Sarthe III, O¹ 630, O¹ 1043, O¹ 1781, O¹ 3620, P 352², P 354¹, P 358³, P 425, P 427¹, P 405², P 2084, R³ 107 à R³ 116, R⁵ 165, R⁵ 232, R⁵ 469, V⁷ 41, X^{1a} 1094, X^{1a} 8395, X^{1a} 8667, X^{1a} 9163 et 9164, Y 271.

2. BIBLIOTHÈQUE NATIONALE.

A) *Manuscrits.*

Ms 10265, 11372, 12690, 12691, 12692, 14177.

B) *Estampes.*

Hd 9 b, Va 194.

3. BIBLIOTHÈQUE DE L'ARSENAL.

Ms 5770.

4. ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA SARTHE.

— B 13, B 1347, B 1449, B supplément (fonds du bailliage seigneurial de Sillé), C 78, C 82, C 88, C 96, C 97, E 21, E 147, E 149, E 226, E 227, E 229, E 231, E 321, E 322, E 326, G 1, G 9, G 400, G 407, G 409, G 462, G 466, G 467, G 468, G 469, H 755, H 756, H 757, H 821, H 1317

VIII

à H 1358, L 280, L 349, L 366, L 584, Q 10/4,
S 52, S 56, S 66/1, S 66/3, S 86/1, S 113/1^{bis},
S 113/3, SS 21-25.

— Pouillé du diocèse du Mans (1772).

— Fonds municipal : N^{os} 50, 52, 61, 137, 138, 142, 598,
603.

5. BIBLIOTHÈQUE DU MANS.

Maine 1873, 1874, 1878 (10).

Ms 275 *bis*. — Plan n° 8930.

6. ARCHIVES DE LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE.

Registre 1 des délibérations.

7. ARCHIVES DÉPARTEMENTALES D'INDRE-ET-LOIRE.

B 66, C 33, C 48, C 95, C 98, C 128, C 135,
C 143, C 163, C 164, C 172, C 180, C 248, C 329,
C 355, C 356, C 403, C 406, C 586, C 679.

8. ARCHIVES COMMUNALES DE SILLÉ-LE-GUILLAUME.

— Registres 1, 2, 3, 16 des délibérations de la municipalité.

— Matrice de rôle pour la contribution mobilière (1792).

— Registres paroissiaux du XVIII^e siècle.

9. ARCHIVES HOSPITALIÈRES DE SILLÉ-LE-GUILLAUME.

~~Archives~~

A 1, A 2, B 8, B 10, E 1 à E 25.

10. ARCHIVES DE LA FAMILLE DE DREUX-BRÉZÉ.

Papiers divers.

11. MINUTES DE M. LEROUX, NOTAIRE A SILLÉ.

Nombreuses minutes du XVIII^e siècle.

IX

12. MINUTES DE M. BRIÈRE, NOTAIRE A SILLÉ.

Nombreuses minutes du XVIII^e siècle (particulièrement de notaires seigneuriaux).

13. MANUSCRIT DE M. BACHELIER.

Recherches sur l'histoire de Sillé.

14. TITRES DE PROPRIÉTÉ DE M. LÉBOUCHER.

— Relatifs à l'ancien presbytère de Saint-Etienne et à l'ancien hôpital.

B) Sources Imprimées (Bibliographie) (1)

Affiches du Maine (XVIII^e siècle).

Almanach du Maine (1788). — Le Mans, in-12. [Lc 29/64.

Almanach Royal (1789).

« *Alpes Mancelles* », journal hebdomadaire de Sillé-le-Guil-
laume (février et mars 1881).

A. ANGOT. — « Dictionnaire historique, topographique et
biographique de la Mayenne ». 3 vol. in-8°, Laval,
Goupil, 1903.

— « La Baronnie de Sillé » (Bulletin de la Commission hist.
et arch. de la Mayenne, année 1920).

Archives de la Mayenne (Inventaire).

Archives de la Sarthe (Inventaires).

1 Les cotes indiquées à la suite de quelques volumes sont les cotes
de la Bibliothèque Nationale.

X

D'ARGENSON (Marquis). — Journal et mémoires publiés par E.-J.-B. Rathery. 9 vol. in-8°. — Paris, Renouard, 1859-1868.

A. AULARD. — « Histoire politique de la Révolution Française ». Paris, Colin, 1901, in-8°.

A. BABEAU. — « Le village sous l'ancien régime ». Paris, Perrin, 1915, in-8°, 415 p.

— « La vie rurale dans l'ancienne France ». Paris, Perrin, 1885, in-16, 382 p.

E. BARBIER. — « Journal historique et anecdotique du règne de Louis XV », publié par A. de la Villegille. — Paris, Renouard, 1856, 4 vol. in-8°.

Ed. de BARTHÉLEMY. — « Une nièce de Mazarin; la princesse de Conti ». — Paris, Didot, 1875.

— « Mademoiselle de Choin ». — Paris, Techener, 1872, 48 p. in-8°. [Réserve Ln²⁷ 26989.]

G. BASSET D'AURIAC. — « Les deux pénitences de Louise de la Vallière ». — Paris, Perrin, 1924, 278 p. in-8°.

A. BELLÉE, DUCHEMIN, DUNOYER et BRINDEAU. — « Cahiers des plaintes et doléances des paroisses de la province du Maine ». — Le Mans, 1881-1892, 4 vol. in-18.

[Le 24/254.]

A. BELLÉE. — « Recherches sur l'instruction publique dans le département de la Sarthe avant et pendant la Révolution ». Le Mans, Monnoyer, 1875, in-8°.

A. BERTRAND. — « L'hôtel de ville de Versailles » (revue « Versailles Illustré », 1896-1900).

F.-Y. BESNARD. — « Souvenirs d'un nonagénaire », publiés par Célestin Port. — Paris, Champion, 1880, 2 vol. in-8°.

XI

C. BLOCH. — « Discours prononcé au Congrès des Sociétés Savantes, à Caen, le 22 avril 1911 ».

— « L'assistance et l'Etat en France à la veille de la Révolution ». — Paris, Picard, 1908, in-8°.

F. DE BOUTARIC. — « Traité des droits seigneuriaux et des matières féodales ». — Toulouse, « les Libraires Associés ». 1775, in-4°.

A. BRETTE. — « Documents relatifs à la convocation des Etats-Généraux de 1789 ». — Paris, 1894-1914, 4 vol. in-4°.

BRUNET. — « L'hôtel de ville de Versailles et ses peintures anciennes » (Conférences des Sociétés Savantes de Seine-et-Oise, 1904, T. II).

Th. CAUVIN. — « Géographie ancienne du diocèse du Mans ». Paris, Derache, 1845, in-folio. [Lc¹⁸ 83.

— « Supplément à la topographie du diocèse du Mans ». — Le Mans, Monnoyer, 1843, in-12.

— « De l'administration municipale dans la province du Maine ». — Le Mans, Monnoyer, 1842, in-12.

[LK² 1130.

M^{me} DE CAYLUS. — « Souvenirs » (Mémoires pour servir à l'histoire de France, T. VIII, Paris, 1839, in-4°).

R. CHARLES. — « Un oppidum carlovingien dans la forêt de Sillé-le-Guillaume ». — Tours, Bouserez, 1879, in-8°.

[Lj⁹ 2003.

— « L'invasion anglaise dans le Maine de 1417 à 1428 ». Mamers, Fleury, 1889, in-8°.

COLBERT. — « Lettres, instructions et mémoires », publiés par P. Clément. — Paris, Imprimerie Impériale, 1868, 5 vol. in-4°.

Coutume du Maine (Nouveau Coutumier général. Paris, Brunet, 1724, T. IV).

DANGEAU (Marquis DE). — « Journal » publié par MM. Soulié,

XII

Dussieux, de Chennevières, Mantz et de Montaignon.
Paris, Didot, 1860, 19 vol. in-8°.

F. DUMAS. — « La généralité de Tours au XVIII^e siècle. Administration de l'intendant du Cluzel (1766-1783) ». — Paris, Hachette, 1894, in-8°.

L. DUSSIEUX. — « Le château de Versailles. Histoire et description ». — Versailles, Besnard, 1881, 2 vol. in-8°.

A. D'ESPAULART. — « Recherches sur l'origine des intronisations religieuses et féodales des évêques, principalement dans le Maine ». — Tours, Lecesne, 1848, in-8°. [LK² 2633.

FÉLIBIEN. — « Description sommaire, ancienne et nouvelle de Versailles ». — Paris, Chrétien, 1703, in-12. [LK⁷ 10182.

J. DE FLORIAN. — « Fables ». (Panthéon littéraire, petits poètes français, T. II, Paris, Desrez, 1839).

L. FROGER. — « Les établissements de charité à Sillé-le-Guil-laume » (XVII^e et XVIII^e siècles). — Mamers, Fleury, 1891, in-8°. [8° R pièce 5136.

L. GALLOUEDEC. — « Le Maine ». — Paris, Hachette, 1925, in-8°.

Gazette de France.

A. GROSSE-DUPERRON. — « Tableau de la province du Maine (1762-1767) ». — Laval, Goupil, 1913, in-8°. [LK² 5780.

— « Ville et pays de Mayenne ». — Mayenne, Poirier, 1908, in-8°.

GROUCHY (Vicomte DE). — « Meudon, Bellevue et Chaville ». Paris, 1893, in-8°.

G. GRUEL. — « Chronique d'Arthur de Richemond, connétable de France », publiée par Levavasseur. — Paris, Renouard, 1890, in-8°.

P. GUYOT. — « Répertoire universel et raisonné de jurisprudence

XIII

civile, criminelle, canonique et bénéficiale ». — Paris, Dorez, 1783, 64 vol. in-8°. — Paris, Visse, 1785, 17 vol. in-4°.

E. HUCHER. — « Notice sur Sillé-le-Guillaume et ses environs ». Le Mans, Monnoyer, 1855, in-8°. [LK⁷ 12622.

F.-A. ISAMBERT, DECRUSY et JOURDAN. — « Recueil général des anciennes lois françaises, depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789 ». — Paris, Verdière, 1827, 29 vol. in-8°.

P.-D. JANVIER. — « La Bienheureuse Jeanne-Marie de Maillé, baronne de Sillé ». — Tours, Oratoire de la Sainte-Face, 1888, in-18.

N.-I. KAREIEV. — « Les paysans et la question paysanne en France dans le dernier quart du XVIII^e siècle », traduit du russe. — Paris, Giard et Brière, 1899, in-8°.

LA BRUYÈRE. — « Caractères » (Collection des Grands Ecrivains). — Paris, Hachette, 3 vol. in-8°.

LA FONTAINE. — « Œuvres » (Collection des Grands Ecrivains). Paris, Hachette, 1892.

J. LAIR. — « Louise de la Vallière et la jeunesse de Louis XIV. » Paris, Plon, 1907, in-8°.

E. LAURAIN. — « Essai sur les présidiaux ». Paris, Larose, 1896, in-8°.

E. LAVISSE. — « Histoire de France » (Tome VII²). — Paris, Hachette.

A. LEDRU. — « Les premiers temps de l'église du Mans. Légende et histoire ». — Le Mans, Benderitter, 1913, in-18.

LEPAIGE. — « Dictionnaire topographique, historique, généalogique et bibliographique de la province et du diocèse du Maine ». — Le Mans, Toutain, 1777, 2 vol. in-8°.

XIV

Le Prince d'ARDENAY. — « Mémoires ». — Le Mans, 1880, in-8°.

J. L'HERMITTE. — « Le vieux collège de Sillé-le-Guillaume ». — Le Mans, Drouin, 1909, in-8°. [8° R pièce 12139.

— « Notice bibliographique sur les observations de M^e Lauenay, curé de Ruillé-le-Gravelais (1771-1790) » (Rev. hist et arch. du Maine, T. 69).

F. LIGER. — « Le donjon carolingien de la forêt de Sillé ». — Paris, Champion, 1899, in-8°.

MADAME (Elisabeth-Charlotte, duchesse d'Orléans). — « Correspondance » publiée par E. Jaeglé. — Paris, Bouillon, 1890, 3 vol. in-8°.

— « Mémoires ». — Bruxelles, Cautaerts, 1827, 2 vol. in-18.

M^{me} DE MAINTENON. — « Lettres inédites à la princesse des Ursins ». — Paris, Boreange, 1826, 4 vol. in-8°.

M. MARION. — « Dictionnaire des institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles ». — Paris, Picard, 1923, in-8°.

« Mémoire pour le chapitre de l'église collégiale de Notre-Dame de Sillé-le-Guillaume » (1788). — Bibliothèque du Mans, Maine 820/18.

« *Mercure de France* ».

J. DE LA MONNERAYE. — « Le régime féodal et les classes rurales dans le Maine au XVIII^e siècle ». — Paris, Recueil Sirey, 1922, in-8°.

M^{me} DE MONTPENSIER. — « Mémoires » (Mémoires pour servir à l'histoire de France, T. IV, Paris, 1838).

R. MUSSET. — « Le Bas-Maine. Etude Géographique ». Paris, 1917, in-8°.

NEPVEU DE LA MANOUILLÈRE. — « Mémoires » publiés par l'abbé G. Esnault. — Le Mans, Pellechat, 1879, 2 vol. in-8°.

XV

- P. DE NOLHAC. — « Histoire du château de Versailles ». — Paris, Marty (et Paul), 1911, 2 vol. in-folio.
- J.-R. PESCHE. — « Dictionnaire topographique, historique et statistique de la Sarthe ». — Le Mans, Bondu, 1842, 6 vol. in-8°.
- Dom P. PIOLIN. — « Histoire de l'église du Mans ». — Paris, Vrayet de Surcy, 1863, 6 vol. in-8°.
- E. PLANTET. — « Mouley Ismaël, empereur du Maroc, et la princesse de Conti ». — Paris, Plon, 1912, in-8°.
[Oj³ 284.]
- A. PROUST. — « Archives de l'Ouest », IV (Maine, Anjou et Berry). — Paris, 1867-1869, in-8°.
- « *Recueil des historiens des Gaules et de la France* », T. XII. Paris, Desaint, 1781, in-folio.
- « *Règlement pour les sœurs de la Charité de Sillé-le-Guillaume* » (1824). — Bibliothèque du Mans, Maine, 502.
- P. RENOUVIN. — « Les assemblées provinciales de 1787. Origines, développement, résultats ». — Paris, Picard, 1921, in-8°.
- « *La Révolution dans la Sarthe et les départements voisins* », n^{os} 6 et 11.
- ROBERT. — « L'instruction au XVIII^e siècle dans les anciennes paroisses de la circonscription d'inspection primaire de Sillé-le-Guillaume ». (Revue hist. et arch. du Maine, T. 39, 40, 41, 42, 43, 44).
- Ph. SAGNAC. — « La législation civile de la Révolution française (1789-1804) ». — Paris, Hachette, 1898, in-8°.
- « La propriété foncière et les paysans en France au XVIII^e siècle, d'après les travaux de M. Loutchisky ». — Mâcon, Protat, in-8°.
[Ll⁶ 158]

XVI

Ph. SAGNAC et P. CARON. — « Les comités des droits féodaux et de législation et l'abolition du régime seigneurial ». — Paris, Imprimerie Nationale, 1907, in-8°.

Ph. SAGNAC. — « Quomodo jura domini aucta fuerint regnante Ludovico sexto decimo ». [L:² 106]

H. SÉE. — « La vie économique et les classes sociales en France au XVIII^e siècle ». — Paris, Alcan, 1924, in-8°.

M^{me} DE SÉVIGNÉ. — « Lettres » (Collection des Grands Ecrivains). — Paris, Hachette, 1866.

SAINT-SIMON. — « Mémoires » (Collection des Grands Ecrivains). — Paris, Hachette.

G. SOREAU et MARC LANGLOIS. — « Légendes et contes du Maine ». — Paris, Gautier, 1898, in-8°.

SOURCHES (Marquis DE). — « Mémoires secrets et inédits de la Cour de France sur la fin du règne de Louis XIV », publiés par A. Bernier. — Paris, Beauvais, 1836, 2 vol. in-8°.

SPANHEIM. — « Relation de la Cour de France en 1690 » (édition Bourgeois). — Paris, Picard, 1900, in-8°.

R. TRIGER. — « Etude historique sur Douillet-le-Joly ». — Mamers, Fleury, 1884, in-4°.

— « L'Agriculture en 1762 dans le canton de Fresnay. Mémoire inédit de M. de Perrochel ». — Mamers, Fleury, 1898, in-8°.

— « La légende de la reine Berthe et la fondation des églises de Moitron, Ségnie, Saint-Christophe du Jambet et Fresnay ». — Mamers, Fleury, 1883, in-8°. [Lk¹ 23680]

— « L'année 1789 au Mans et dans le Haut-Maine ». — Mamers, Fleury, 1889, in-8°.

R. TRIGER et DUCHEMIN. — « Les premiers troubles de la Révolution dans la Mayenne ». — Mamers, Fleury, 1888, in-8°.

XVII

R. TRIGER. — « Les travaux publics au Mans à l'époque de la Révolution et l'ingénieur Bruyère » (Revue hist. et arch. du Maine, T. 38 et 39).

VILLARS (Maréchal DE). — « Mémoires » publiés par le marquis de Vogüe. — Paris, Renouard, 1904, 6 vol. in-8°.

WISMES (Baron DE). — « Le Maine et l'Anjou archéologiques, historiques et pittoresques ». — Nantes, Forest et Grimaud, 1862, 2 vol. in-folio. [Lk² 1138

ABRÉVIATIONS

Arch. Nat.	=	Archives Nationales.
Arch. dép.	=	Archives départementales.
Arch. hosp.	=	Archives hospitalières.
Arch. com.	=	Archives communales.
Art.	=	Article.
Bib. Nat.	=	Bibliothèque Nationale.
Bib. du Mans	=	Bibliothèque du Mans.
Min. LEROUX	=	Minutes de M. LEROUX, notaire à Sillé.
Min. BRIÈRE	=	Minutes de M. BRIÈRE, notaire à Sillé.
Ms BACHELIER	=	Manuscrit de M. BACHELIER.
Reg. 1, 2, 3, 16	=	Registre 1, 2, 3, 16 des délibérations de la municipalité de Sillé.
Reg. des bapt., mar. et sép.	=	Registre des baptêmes, mariages et sépultures.



SILLÉ-LE-GUILLAUME en 1789

(Arch. de la Sarthe, S 66/3)

INTRODUCTION

L'aspect de Sillé-le-Guillaume à la fin de l'ancien régime

Devisons du passé comme font les vieillards.

SAINTE-BEUVE

Au XVIII^e siècle, Sillé-le-Guillaume est une petite ville du Haut-Maine, sur les confins du Bas-Maine et de la Normandie. Son aspect d'alors diffère sensiblement de son aspect actuel. Les travaux entrepris au cours du siècle dernier ont enjolivé, mais transformé presque complètement la vieille et humble cité. Humble, elle l'est en effet : sa population ne dépasse pas 1.800 âmes. Dominée par les tours massives de son château et les clochers et les clochetons de ses deux églises et de son couvent, Sillé présente à la fin de l'ancien régime la physionomie de ces petites villes de province, calmes, tranquilles, où l'on mène une existence quelque peu monotone, où le moindre événement local fait aussitôt sensation, où l'on naît, où l'on meurt sans avoir jamais bien connu les crises financières ou sociales qui peuvent secouer le royaume.

Sillé a une étendue moitié moindre qu'aujourd'hui. Le voyageur venant du Mans, « capitale » de la province, arrive dans la petite ville par le chemin actuel du Long-Boyau, près de l'auberge de Godard. Il peut voir, vers 1787, les premiers travaux de la grande route du Mans, dont on poursuit alors la construction. Il monte avec peine, essouffé, geignant, la rude pente de la grande rue; à sa droite et à sa gauche des maisons basses dressent une façade souvent délabrée; la grande rue limite Sillé à l'ouest; des jardins, des champs et des prairies couvrent tout l'emplacement où se dresseront plus tard le quartier de la gare et la place de la République. Laissant à sa droite les rues du Pont-d'Enfer et de la Tête-Noire (1), il parvient au carrefour

1 La rue actuelle de Fresnay n'existait pas.

de l'Ecce-Homo, sur le sommet de la côte, où s'érige la vieille église de Sillé, l'église Saint-Etienne. Elle n'a aucun style; ses pierres se dégradent et son grand clocher menace ruine. Près de l'entrée principale, une porte donne accès aux jardins et aux bâtiments de l'hôpital. C'est là que sont soignés les malades pauvres et que les petites filles reçoivent une instruction élémentaire. Justement, voici une bande de ces petites gamines qui s'avance en silence sous la conduite d'une sœur; notre voyageur salue poliment la religieuse; il donne un nouveau coup de chapeau à M. le curé de Saint-Etienne, l'abbé PAULMIER, qui sort de son presbytère. Des habitants passent, s'arrêtent, causent entre eux; ce sont les boutiquiers et les marchands de la ville; un paysan, monté sur son cheval, s'arrête au cabaret du Grand-Turc, situé près de l'église; il engage une conversation avec l'aubergiste, François LEMARCHAND : les grains seront chers cette année; il faudra sans doute du blé étranger; les pommes, par contre, seront nombreuses; les pommiers sont bien préparés... etc... Une énorme voiture de roulier, lourdement chargée, est à grand'peine traînée par quatre chevaux; elle se dirige vers la rue Dorée, très étroite, qui conduit à la grande place des halles; notre voyageur la suit; voici les halles où grouille, les jours de foires et de marchés, une foule de cultivateurs et de fermières. où Monsieur le bailli de Sillé tient ses audiences, où les habitants se réunissent pour désigner les administrateurs de l'hôpital et nommer, à leur grand désespoir, les collecteurs. Une rue tortueuse, rocailleuse, abrupte, la plus curieuse de Sillé au XVIII^e siècle, la rue de Mayenne, monte vers les prairies qui dominent la ville. C'est autour de la place des Halles que la vie s'est localisée; là se tiennent les marchés aux grains, aux bestiaux, aux denrées; là se dressent les principales auberges, disparues aujourd'hui, comme les « Trois Rois », le « Plat d'Etain », l'« Ecu de France »; là est le jeu de Paume... Longeons les bâtiments de l'« Ecu de France » et descendons la rue de la Poterne, aujourd'hui de la Fontaine. Presque à chaque pas le voyageur trébuche. Toutes les rues de la ville sont si mal pavées et si sales ! Les tas de fumier ne sont pas rares; les porcs, comme les chiens, circulent librement; personne, semble-t-il, ne songe à s'en offusquer... L'église Notre-Dame se dresse fièrement sur une petite colline; c'est une collégiale où de

bons chanoines célèbrent l'office divin, mais ces Messieurs ont entre eux ou avec l'autorité supérieure de continuelles discussions... Voici Monsieur le chanoine JOUBERT qui, vu son grand âge, grimpe péniblement l'escalier; plus loin, Monsieur TROUILLARD, curé de Notre-Dame, éclate de rire à une plaisanterie que lui raconte Monsieur le chanoine LALANDE... Peu à peu tout le chapitre se réunit et bientôt s'élèvent dans la collégiale, aux sons graves de l'orgue, de lentes psalmodies... Tout près l'imposant château symbolise la domination seigneuriale; les sujets de la baronnie peuvent contempler avec une crainte respectueuse l'énorme donjon et les tours à mâchicoulis. Madame la Duchesse DE CHATILLON, baronne de Sillé, ne réside pas, mais les officiers de sa justice exercent pour elle tous ses droits. Monsieur le bailly est un des personnages les plus considérés de la petite ville... A l'est du château s'étend une esplanade que surmontent les « Promenades ». Elles sont plantées de tilleuls (1); de cette éminence, un ravissant paysage charme les yeux : ce sont les prairies verdoyantes du fond de la vallée, les hauteursboisées d'Oigny, et, cernant l'horizon, une chaîne mollement ondulée de « collines bleues »... A l'extrémité de l'esplanade se trouvent une chapelle et des bâtiments : c'est le couvent des Minimes; il n'est plus habité que par deux religieux.

Tel est, brièvement résumé, l'aspect de Sillé-le-Guillaume à la fin de l'ancien régime. Sans doute, les rues étroites, défoncées, sales, ne sont pas à son avantage et font de cette humble cité l'une des plus laides du Haut-Maine (2), mais que le voyageur s'éloigne un peu, gravisse le versant opposé, il voit une physionomie toute différente et fort pittoresque. Les tours du château, les clochers des églises, le clocheton du couvent, toutes les maisons échelonnées sur le coteau transfigurent la petite ville et lui donnent un air de coquette rusticité...; on la dirait « peinte sur le penchant de la colline ».

Esquissons maintenant son histoire.

1 Les promenades publiques de Sillé, aménagées en 1770, étaient situées sur l'emplacement actuel de la gendarmerie.

2 PESCHE. *Dictionnaire de la Sarthe*. T. VI, p. 122.

CHAPITRE PREMIER

La Baronnie de Sillé-le-Guillaume et l'administration seigneuriale

Aperçu historique sur la baronnie de Sillé du XI^e au XVII^e siècle. — Les seigneurs barons. — Le château. — La baronnie : mouvance et domaine; vassaux et censitaires. — Les droits et les monopoles seigneuriaux. — Le bailliage seigneurial de Sillé-le-Guillaume. — Les fermiers généraux de la baronnie. — Les droits respectifs du seigneur et des fermiers généraux. — L'administration domaniale.

Très ancienne dans l'histoire du Maine, la baronnie de Sillé-le-Guillaume acquit une importance considérable au cours de l'époque médiévale (1). Son premier seigneur connu avec certitude, — Guillaume I^{er}, — vivait vers 1049 (2). Ce seigneur est peut-être même le constructeur de la première forteresse. En 1070, HUGUES DE SILLÉ s'illustre — ou se déshonore — en réprimant l'insurrection des Manceaux groupés dans une association, ou Commune. Les insurgés avaient dans leurs rangs l'évêque du Mans et marchaient précédés de la croix et de la bannière. Il y eut ainsi sous les murs du château de Sillé une violente échauf-

1 Mentionnons pour mémoire seulement l'existence, dans la forêt de Sillé, d'un oppidum carlovingien, construit lors des invasions du IX^e siècle. Au XV^e siècle, on ne savait déjà rien de précis sur ce vieux « chastelet ». — Cf. les travaux de R. CHARLES et de LIGER. — Cf. R. TRIGER. « Etude... sur Douillet », p. 30-31. Arch. de la Sarthe, E 227. — Cf. SOREAU et LANGLOIS. « Légendes et contes du Maine », p. 187-192.

2 L'existence d'un Guillaume de Sillé en 960 ou 993 ne repose sur aucun document historique (Notes de M. TRIGER). Sur la maison et la baronnie de Sillé, cf. ANGOT, « Bulletin de la Commission historique et archéologique de la Mayenne », Année 1920, T. 36, p. 135-152.

fourée; HUGUES triompha grâce à une ruse de guerre peu loyale; l'évêque du Mans fut même fait prisonnier (1).

Vers le milieu du XIV^e siècle, la baronnie était possédée par ROBERT II DE SILLÉ. Il avait épousé une pieuse jeune fille : JEANNE-MARIE DE MAILLÉ. Celle que l'Eglise devait plus tard saluer du titre de « bienheureuse » était née en Touraine, près du village de Saint-Quentin, le 14 avril 1331. Son enfance s'écoula dans une chrétienne ferveur; elle fit même un vœu de virginité perpétuelle. Pourtant, elle épousa le jeune ROBERT II, qui, il est vrai, respecta fidèlement son désir. « Doués de toutes les vertus chrétiennes, les jeunes seigneurs firent des prodiges de charité et de dévouement pour secourir leurs vassaux. Le château de Sillé fut ouvert à toutes les infortunes; les pauvres y trouvèrent d'abondantes aumônes, les malades des soins dévoués, tous sans distinction des encouragements plus précieux encore que les secours matériels... » (2). De nombreux malheurs fondirent bientôt sur les époux. MARIE tomba gravement malade; ROBERT fut blessé à la suite du roi JEAN, peut-être à la bataille de Poitiers; le château de Sillé fut pillé et saccagé en 1359 par le fameux ROBERT KNOLLES; ROBERT, fait prisonnier, eut à subir au château de la Gravelle une dure captivité; il mourut en 1363 et fut enseveli dans l'église collégiale, près de ses ancêtres. Après sa mort, ses héritiers expulsèrent brutalement du château MARIE DE MAILLÉ; elle se retira quelque temps au château de Maillé, puis à Tours. C'est là qu'elle mourut, le 28 mars 1414, après une vie de pénitence, de charité, d'abnégation. Une statue et un vitrail de LOBIN, dans l'église de Sillé, perpétuent son souvenir (3).

Comme toute la province du Maine, la petite ville éprouva maints dommages et maintes souffrances pendant la guerre de Cent-Ans. Tour à tour, elle fut prise et reprise par les Français et par les Anglais. FALSTOFF, capitaine de Fresnay et d'Alençon, s'en empare avec l'aide du sire de SCALLES, le 1^{er} octobre 1424;

1. Recueil des historiens des Gaules et de la France, T. XII, p. 540.

2. R. TRIGER, « Etude... sur Douillet », p. 55-56.

3. *Acta sanctorum*, T. IX, p. 733-762. — Dom PIOLIN, « Histoire de l'Eglise du Mans », T. V, p. 9-17. — P.-D. JANVIER, « La bienheureuse Jeanne-Marie de Maillé ».

les Français la reprennent en 1430. Trois ans plus tard, une campagne est activement menée par le comte d'ARUNDEL; après la prise de Saint-Cenery au mois de janvier 1434, d'ARUNDEL vient assiéger le château de Sillé avec des forces considérables. Le chef de la garnison, AIMERY D'ANTHENAISE, se défend avec vaillance, mais une transaction intervient entre les défenseurs du château et les ennemis. Cette transaction n'est pas respectée en partie par les Anglais; ils s'emparent de Sillé par surprise le 11 ou le 12 mars 1434, rasent ou démantèlent les fortifications, ravagent tout le pays. C'est à peine s'ils reçoivent à « obéissance et subgeccion les gens d'église, bourgeois, commun manans et habitans de la ville de Sillé-le-Guillaume... » (1).

En 1459, ANNE DE SILLÉ, héritière de GUILLAUME VII, pour payer les créanciers de son fils, vendit sa baronnie à Jacques LECAMUS, bourgeois d'Angers, qui la revendit à Bertrand DE BEAUVAU, chambellan du Roi, seigneur de Précigné. Bertrand DE BEAUVAU, de son côté, l'échangea contre le prix de 14.000 écus d'or à son fils Antoine, le 27 juin 1466 (2). La somme était payable en vaisselle d'or et d'argent, en bijoux, en coupes dorées, etc... (3).

C'est aux DE BEAUVAU, Bertrand ou Antoine, qu'est attribuée avec raison la construction du château actuel de Sillé. Il ne laisse rien deviner de la forteresse primitive. D'après HUCHER, on retrouverait cependant quelques vagues débris dans le mur situé près d'une tour angulaire. Le blason de Bertrand DE BEAUVAU est empreint dans la maçonnerie du donjon.

Aux DE BEAUVAU succédèrent comme possesseurs de la terre de Sillé les familles DE MONTEJEAN, D'ACIGNÉ et DE COSSÉ-BRISSAC.

Au début du XVII^e siècle, la baronnie était aux mains de François DE COSSÉ, duc de Brissac, pair et grand pannetier de

1 Arch. Nat., J.J. 175, pièce 360. — Cf. Guillaume GRUEL. « Chronique d'Arthur de Richemond », chap. 55. p. 82-86. — R. CHARLES. « L'invasion anglaise dans le Maine de 1417 à 1428 ». — Cf. les divers travaux de M. TRIGER.

2 M. HUCHER a publié cet acte de vente très curieux dans sa « Notice sur Sillé », p. 59.

3 Cf. HUCHER, ouv. cit. — Cf. aussi de WISMES. « Maine et Anjou », T. I., introduction, p. XVII.

France. Fils de Charles II DE COSSÉ et de Judith D'ACIGNÉ, il naquit en 1581. Il épousa d'abord Jeanne DE SCHOMBERG, puis Guyonne DE RUELLAN. Du second mariage naquirent neuf enfants dont une fille Marie, en 1621. A l'âge de 16 ans, la jeune Marie DE COSSÉ fut mariée à Charles II DE LA PORTE, duc de la Meilleraye. Sept ans après son mariage, elle acquérait de son frère aîné, Louis DE COSSÉ, la baronnie de Sillé. Le 13 mai 1644, elle en prenait possession (1). Le duc de la Meilleraye mourut en 1664; peu auparavant, il était venu visiter la terre de Sillé. Après lui, sa veuve posséda la baronnie pendant dix-sept ans (2). Le 13 janvier 1681, elle la vendait « à très haut, très puissant et excellent prince Monseigneur Louis, comte DE VERMANDOIS », représenté par COLBERT, contrôleur général des finances, « en vertu du pouvoir à luy donné par ordre écrit et signé de la propre main de Sa Majesté ». La vente était faite moyennant 355.500 livres (3). Le jeune comte DE VERMANDOIS racheta ses incartades.

Louis, comte DE VERMANDOIS, né le 2 octobre 1667 et légitimé en 1669, était fils naturel de Louis XIV et de Mademoiselle DE LA VALLIÈRE. C'était un jeune homme de belle taille, au physique agréable, bien qu'il louchât légèrement. Il tenait de son père la charge importante d'amiral de France; il comptait à la Cour de fidèles affections, celle de Madame, par exemple, qui l'aima toujours comme une mère. Malheureusement, il fut entraîné dans de fâcheuses débauches, courantes à l'époque, par le chevalier DE LORRAINE, et son frère le comte DE MARSAN. Le roi s'irrita, refusa de voir son fils, le fit emmener en Normandie (4). Le jeune comte DE VERMANDOIS racheta ses incartades par une brillante conduite au siège de Courtray, en Flandre. Il mourut dans la nuit du 17 au 18 novembre 1683, à l'âge de 16 ans (5).

1 Extrait d'une des remembrances de la baronnie de Sillé. Arch. de l'hôpital de Sillé A2. — Arch. de la Sarthe E21. Marie de COSSÉ ne reçut pas en dot la terre de Sillé, comme le dit PESCHE (Dictionnaire, T. VI, p. 138).

2 Elle possédait aussi la baronnie de Montreuil-Bellay.

3 Arch. Nat. R3 114. H4 3105.

4 La terre de Sillé n'aurait-elle pas été, dans l'esprit de Louis XIV, un lieu d'exil pour le comte de Vermandois ?

5 « Mémoires » de Madame, de Mademoiselle de MONTPENSIER. — « Souvenirs » de Madame de CAYLUS. — SPANHEIM. « Relation de la Cour de France... ». — J. LAIR. « Louise de la Vallière... », p. 344-348. — Sur la légitimation, cf. Arch. Nat. Xra 8667.

Sa succession devait revenir à sa sœur la princesse DE CONTI; cependant le Domaine s'empara de tous ses biens. Il fallut l'intervention personnelle de Louis XIV; des lettres-patentes de 1684, modifiées par d'autres lettres en 1714, autorisèrent la princesse DE CONTI à disposer librement de l'héritage (1).

Vers la même époque, depuis 1682, la baronnie de Sillé avait dû subir différents avatars qu'il serait trop long d'énumérer ici. Il y avait eu des saisies, des criées, des oppositions aux criées, notamment saisie féodale en 1685 pour défaut de foi et hommage, etc... C'est seulement le 2 décembre 1700 que la princesse DE CONTI posséda effectivement la baronnie.

Sur les 355.500 livres, qui représentaient le prix de vente de Sillé, il était encore dû à la mort du comte DE VERMANDOIS 132.836 livres. Les intérêts en furent payés à la duchesse DE LA MEILLERAYE par la princesse DE CONTI jusqu'en 1692. A cette époque, le principal de la somme fut donné par Marie DE COSSÉ à son neveu, Timoléon, lors de son mariage avec Marie-Louise DE BECHAMEIL (2).

Son Altesse Sérénissime Madame la Princesse DE CONTI, baronne de Sillé-le-Guillaume, montra toujours la plus bienveillante charité pour les habitants de la petite ville. Il est regrettable que son souvenir ait complètement disparu. Elle mourut à Paris le 3 mai 1739 (3).

D'après une clause de son testament, ce fut son neveu à la mode de Bretagne, Louis-César DE LA BAUME LE BLANC, duc de la Vallière, qui devint possesseur de la baronnie de Sillé (4). C'était un célèbre bibliophile; il habitait, vers la fin de sa vie, à Paris, dans son hôtel de la rue du Bac; en 1732, il avait épousé Anne-Julie-Françoise DE CRUSSOL, dont il eut une fille en 1740, Adrienne-Emilie-Félicité. Cette dernière hérita de la baronnie à la mort de son père. Elle avait épousé, le 4 octobre 1756, Louis GAUCHER, duc de Châtillon, qui mourut en 1762.

1 Inventaire après décès de la princesse de Conti. — Arch. Nat., X7a 9164.

2 Arch. Nat. R3 107, R3 109. — En 1700, la somme fut réduite à 112.836 livres, R3 113.

3 Cf. notre appendice I.

4 Cf. notre appendice II.

C'était Madame Adrienne-Emilie-Félicité DE LA BAUME LE BLANC DE LA VALLIÈRE, duchesse de Châtillon, qui possédait à la fin de l'ancien régime la terre et baronnie de Sillé-le-Guil-laume. En 1782, elle visita Sillé; les habitants lui firent une solennelle réception.

Le symbole de la domination seigneuriale était alors le château. Situé à mi-côte d'une petite colline, surplombant la ville, le château de Sillé présentait à la fin du XVII^e siècle un aspect fort différent de l'aspect actuel. Rebâti sur les ruines de la vieille forteresse par les DE BEAUVAU à la fin du XV^e siècle, il comprenait encore une double enceinte de murailles.

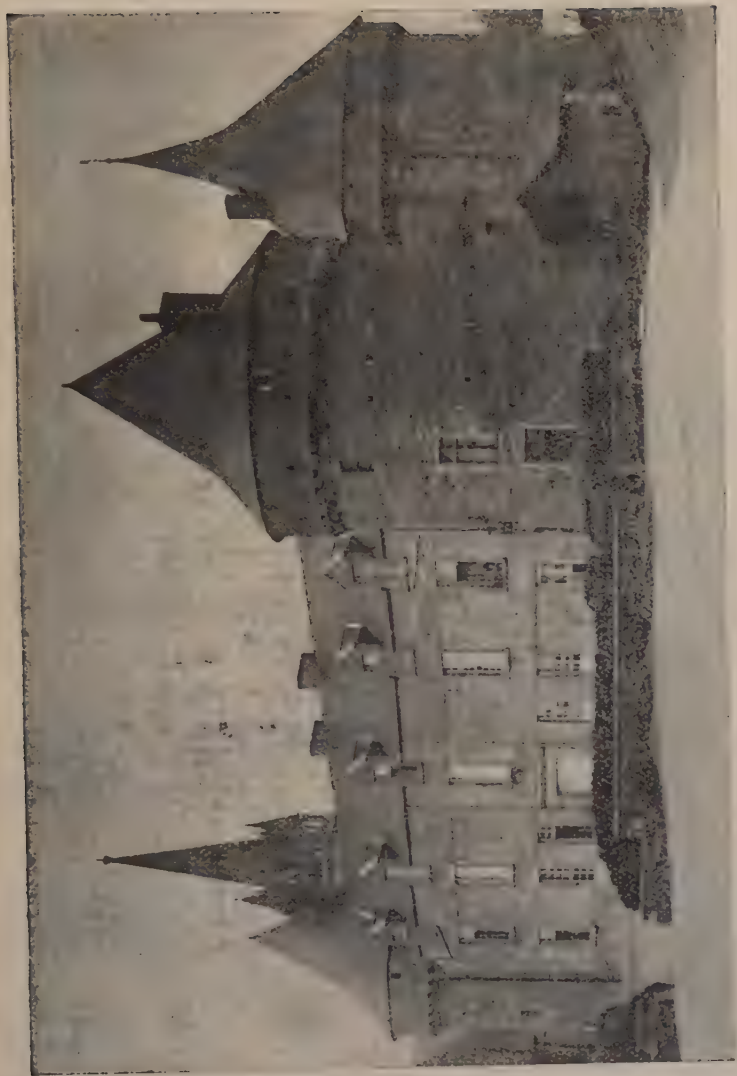
1. L'enceinte du château, protégée par six tours. Vers 1657, on avait même démolì une autre tour dite le « vieil donjon ». Actuellement, le château de Sillé ne comporte plus que quatre tours : le donjon, la tour dite de Précigné (mairie actuelle) et les deux tours situées près de l'église Notre-Dame. Le faite de chacune d'elles est enserré par un réseau de mâchicoulis.

2. L'enceinte de la basse-cour, qui encerclait la collégiale Notre-Dame et quelques autres bâtiments (1).

La disposition des enceintes de Sillé à la fin du XVII^e siècle donne lieu à une double remarque : ou bien les Anglais n'ont pas détruit toutes les fortifications en 1434, comme on le croit quelquefois, et alors la seconde enceinte était fort ancienne; ou bien les Anglais ont tout rasé, et alors les constructions faites par les DE BEAUVAU étaient beaucoup plus importantes que ne le laisseraient supposer les bâtiments actuels.

En 1721, des courtines reliaient entre elles, d'une part, la tour du Nord-Est, dite de Précigné (mairie actuelle), et le donjon, d'autre part, le donjon et les deux tours « proche l'église Nostre-Dame ». Les bâtiments occupés par le collège actuel entre la tour de Précigné et la tour Sud-Est avaient été construits peu auparavant; toutefois, la partie comprise entre les deux tours du Sud était de date plus ancienne; elle remontait peut-être même aux DE BEAUVAU.

1 Cf. le plan de 1695 où cette disposition se remarque parfaitement. — Cf. l'aveu rendu au Roi en 1672. Arch. Nat. P. 4052. — La seconde enceinte était détruite au XVIII^e siècle.



Cliché BROUX.

Le château de SILLÉ-LE-GUILLAUME (état actuel)

Les deux vastes salles avec cabinets au premier étage constituaient les appartements particuliers de S. A. S. la princesse DE CONTI; derrière le château, s'étendaient une cour et des jardins; par-devant était une esplanade, qui portait le nom de « demi-lune ». Le château de Sillé, où les seigneurs n'avaient presque jamais résidé depuis longtemps, était en 1721 dans un extrême délabrement; il avait besoin de très urgentes réparations; la majeure partie des vitres étaient brisées; la plupart des charpentes devaient être refaites, etc... C'est dans les années postérieures, probablement vers 1730, que les travaux nécessaires furent effectués (1).

La partie la plus caractéristique du château était le donjon, « non plus toutefois l'édifice essentiellement militaire des premiers temps de la féodalité, mais bien le donjon du seigneur haut-justicier sur la fin du moyen-âge, c'est-à-dire, un signe d'autorité plutôt qu'un moyen de défense, et le plus souvent, comme à Sillé, un instrument pour l'exercice de cette autorité. De là, l'élévation de cette tour, sa toiture effilée, faite pour être vue de loin, ses étages transformés en prison, ses fenêtres bardées de fer... » (2).

Le donjon de Sillé renfermait, au XVIII^e siècle, les prisons. Elles étaient singulièrement délabrées, elles aussi, et plus d'une fois, des prisonniers tentèrent de s'évader; en 1790, le mauvais état des cachots provoquait encore des réclamations; les geôles étaient louées par le seigneur; les « geolliers et guichettiers » jouissaient de certains droits (3).

Comme le seigneur ne résidait presque jamais, l'administration et la surveillance du château incombait à un « capitaine », il cumulait cette fonction avec celle de « conservateur des chas-

1 « Visitte et mon rée du Château de Sillé » (1721). Acté devant J. MESLIER. Min. LEROUX. Sur le château de Sillé, cf. les divers « guides » de la Sarthe. — Cf. de WISMES, « Maine et Anjou », T. I. — Ms BACHELIER. — Arch. Nat. R3 113. — Arch. de la Sarthe, E 231.

2 WISMES. « Maine et Anjou », T. I. Article de G. de l'ESTANG. — Sur les curieux redans du donjon, cf. HUCHER, *ouv. cit.*, p. 6.

3 Arch. de la Sarthe E 231. — Bail des prisons (1735, 1737). Actes devant J. MESLIER. Min. LEROUX, Ms BACHELIER.

ses » de la baronnie; le dernier capitaine du château de Sillé fut BÉRANGER DE SARDY. Il reçut ses lettres de provisions le 22 juin 1781 (1).

La baronnie de Sillé-le-Guillaume, comme toute seigneurie normale, comprenait deux parties essentielles : une mouvance et un domaine. La mouvance était l'ensemble des terres sur lesquelles le seigneur ne jouissait que d'un droit de directe et exerçait seulement l'autorité que lui conférait « sa qualité de chef d'un groupement féodal » (2). Le domaine, au contraire, était la propriété personnelle et utile du seigneur; souvent, comme à Sillé, le domaine était affermé.

Il importe donc d'étudier, d'une part, la mouvance de la baronnie avec tous les droits et les monopoles seigneuriaux; d'autre part, le domaine proprement dit.

Comme toute seigneurie importante, la baronnie de Sillé comprenait des fiefs, des terres hommages et des censives. Le fief « était la tenure noble par excellence » (3). Il était astreint à certains « services » envers la baronnie et jouissait de diverses prérogatives. La terre hommagée était tenue aux mêmes « services » que le fief, mais elle n'avait au-dessous d'elle aucun sujet et ne possédait aucune mouvance. La censive était une terre essentiellement roturière qui devait à la seigneurie des redevances — corvées ou cens — et qui subissait tous les inconvénients du régime féodal. Les censives formaient la majeure partie des terres.

La mouvance de la baronnie de Sillé-le-Guillaume était une des plus considérables de la province du Maine. Elle s'étendait, dans son ensemble, en tout ou en partie, sur environ 35 paroisses, y compris les fiefs et seigneuries en dehors du corps principal de la baronnie. Il est vrai que sur telle paroisse la mouvance était parfois insignifiante; à Conlie, par exemple, il n'y avait guère qu'une petite partie de maison qui relevait de Sillé (4).

1 Arch. de la Sarthe. Fonds du bailliage seigneurial de Sillé. B supplément.

2 J. de la MONNERAYE. « Le régime féodal... dans le Maine », p. 10.

3 J. de la MONNERAYE. Ouv. cit., p. 8.

4 Cf. les divers aveux, en particulier celui de 1672. Arch. Nat. P 4052. — Inventaire des titres de la baronnie (1733). Arch. de la Sarthe 1 226. — Plan de la baronnie, dressé par DUCREUX DE LAUNAY. — Bib. du Man, ancien n° 8930. — Arch. d'Indre-et-Loire C 329. — LEPAIGE indique seulement 27 paroisses; ce sont, semble-t-il, les paroisses du corps principal de la baronnie.

Il est fort difficile d'étudier cette mouvance en détail; elle était d'une invraisemblable complication. Elle s'étendait au nord-ouest jusqu'à Grazay, au sud jusqu'à Vallon, à l'est jusqu'à Assé-le-Riboul, au nord jusqu'à Assé-le-Boisne.

Parmi les fiefs les plus importants qui relevaient de la baronnie, citons :

— La châteltenie de Vassé, tenue à foi lige de Sillé.

— La seigneurie de Pezé, tenue à foi lige. Le seigneur devait faire à ses dépens, chaque année, en temps de guerre, 40 jours et 40 nuits de garde à la porte du château de Sillé, « monté et armé comme chevallier et escuier ».

— La châteltenie de Vallon, tenue à foi lige.

— La seigneurie de Ruillé tenue à foi et hommage simple. Le seigneur devait chaque année 8 jours de garde au château de Sillé « avec armes et chevaux ».

— Les seigneuries de Sallaines, de Chauffour, à Crissé, tenues à foi et hommage lige. Le seigneur devait 40 jours de garde, par an, au château de Sillé « armé et monté suffisamment ».

— La châteltenie de Clermont, à Segrie, tenue à foi et hommage simple. Le seigneur devait 40 jours et 40 nuits de garde à la porte du château de Sillé, chaque année, « monté et armé comme un chevallier escuier à ses dépens ».

— La seigneurie de Grillemont, à Vimarcé, tenue à foi et hommage lige.

La châteltenie d'Orthes, une des plus importantes. Le seigneur devait 40 jours de garde au « chastel » de Sillé + un chevalier de service lorsque le baron de Sillé accompagnait le comte du Maine à la guerre. Ce chevalier allait jusqu'à Pontlieue aux frais du seigneur d'Orthes (8 livres); au-delà de Pontlieue, il était défrayé par le baron de Sillé.

— Les fiefs et seigneuries de Courtarvel, de la Lucazière, de Mandan, de Combran, de la Motte-Pichard, de Cordé, de Bures, etc... (1).

Quantité de terres relevaient ainsi de la baronnie, soit en nuesse soit en arrière-fiefs.

Quant aux censives, elles étaient constituées soit par des terres aux alentours de Sillé ou sur les paroisses voisines, soit par des maisons de la ville. Les maisons de Sillé ne relevaient pas toutes directement de la baronnie, — tant s'en faut. Les unes mouvaient du fief du chapitre, les autres du fief de la Motte-Pichard, celles-ci du fief de Belle-Branche, celles-là du fief de Champagne, d'autres de la châtellenie d'Orthes, etc... (2). Une même maison relevait parfois de deux et même trois seigneuries. Ainsi, la maison de Godard, au bas de la ville, mouvait de la baronnie de Sillé, mais le jardin dépendait du fief du Val-des-Prés. L'auberge du Dauphin, dans la rue de Mayenne, mouvait de trois seigneuries : le fief de Villiers, la châtellenie d'Orthes et la baronnie de Sillé. Une moitié de la salle d'auberge relevait d'Orthes; l'autre moitié, avec la cheminée, relevait de Villiers (3). Toutes ces mouvances s'entrecroisaient dans un inextricable imbroglio.

Inversement, la baronnie de Sillé-le-Guillaume avait trois suzerains : elle relevait à foi et hommage ligé :

1. Du Roi, à cause de son comté du Maine — du comte de Provence, depuis 1771.

2. Du duc de Mayenne, à cause de son duché.

3. De l'évêque du Mans, à cause de la baronnie de Touvoie (4).

¹ Sur l'acquisition de Courtoussaint en 1717 par la princesse de CONTI. Cf. TRIGER. « Etude... sur Douillet », p. 181. — Cf. Bib. Nat. F 21.077, T, 33, — Nous avons mentionné les journées « de garde » par curiosité, pour rappeler le souvenir de l'époque féodale.

² Arch. de la Sarthe, H 756, 757, 821. E 149, 229. ,

³ Terrier du fief de Villiers, E 149.

⁴ Cf. les « foi et hommage » rendus au roi en 1605, 1610, 1669, 1704, 1716, 1740, 1775. — Arch. Nat. P 3522, 3541, 3583, 425, 4271, R^o 469, R³ 114.

Le 20 novembre 1672, un aveu, sur parchemin, fut rendu par la duchesse DE LA MEILLERAYE, Marie DE COSSÉ, au roi son souverain seigneur », pour raison de la terre de Sillé (1).

Au XVIII^e siècle, le baron ne rendait pas toujours personnellement hommage; il nommait un procureur pour le remplacer.

La vassalité du baron de Sillé à l'égard de l'évêque du Mans se traduisait par une obligation fort ancienne et fort pittoresque. Il était tenu, avec sept autres vassaux de la baronnie de Touvoie, de porter l'évêque lorsqu'il faisait sa première entrée dans la cathédrale. Le baron de Sillé lui servait aussi d'échanson à table; à la fin du festin, il avait le droit d'emporter la coupe dans laquelle l'évêque avait bu. Cette curieuse coutume était tombée en désuétude depuis longtemps, mais elle est encore mentionnée dans l'acte de foi et hommage lige rendu par JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, procureur du baron, à l'évêque du Mans, le 17 avril 1776 (2). La baronnie de Sillé devait en outre, chaque année, 60 livres de cire à la baronnie de Touvoie.

Les fiefs qui entraient dans la mouvance de Sillé étaient généralement assujettis à certaines redevances, appelées « services ». Les terres hommagées les devaient également. Ce services, lorsqu'ils s'acquittaient en argent, n'atteignaient jamais un chiffre considérable. Plusieurs terres nobles payaient une redevance qui représentait l'ancienne paire d'éperons. Le seigneur de Combran, par exemple, devait une paire d'éperons blancs abonnés à 7 sols 6 deniers; de même, le seigneur de Courtemanche.

Lorsque le fief appartenait à des religieux, la redevance était constitué par « le divin service » — ainsi, les religieux de Beaulieu, pour le fief de l'Habit, à Domfront-en-Champagne, les Pères Jésuites de la Flèche pour le fief de Bellebranche.

Sur les possessions roturières, la baronnie percevait, en principe chaque année, un cens, c'est-à-dire une rente. Les cens

1 Arch. Nat. P 4052. Un aveu fut rendu au seigneur de Mayenne en 1660 par le duc de la MEILLERAYE, baron de Sillé. Cf. Arch. de la Sarthe E 227 (fonds La Vallière).

2 Arch. de la Sarthe G 1, liasses 1 et 2. — Cf. aussi G 9. — Cf. d'ESPAULARD. « Recherches sur l'origine des intronisations religieuses et féodales... », p. 17, 18 et 26.

étaient presque toujours des rentes en argent. Extrêmement faibles, elles atteignaient tout au plus quelques sols; quelques-unes, très rares, dépassaient 50 sols. Ainsi, le lieu de Pain-Perdu, à Saint-Rémy, doit 2 sols de cens; le lieu de la Gaulerie, au Grez, 8 sols; le lieu du Ponceau, à Saint-Rémy, 10 sols; une maison avec jardin sur la grande-rue de Sillé 6 deniers; deux maisons près de l'église Saint-Etienne, 5 deniers; deux maisons à côté des halles, 20 sols 6 deniers, etc... C'est qu'en effet, la valeur de l'argent avait diminué au cours des siècles; tel cens qui, au moyen-âge, représentait pour le censitaire une véritable charge, n'avait plus, à la fin du XVIII^e siècle, qu'une valeur minime. Le cens était le plus général des droits dus au seigneur et il entraînait, le cas échéant, le paiement de droits beaucoup plus importants et plus productifs, comme les lods et ventes.

Les rentes seigneuriales comportaient aussi des paiements en nature, soit des boisseaux de grains, soit des volailles. Elles étaient bien plus onéreuses que les cens en argent. Faute de documents précis, il est impossible d'établir un rapport entre les deux. Ainsi, les propriétaires du lieu des Baudronnières étaient astreints au paiement de trois boisseaux d'avoine, ceux du champ de Mangé, à Crissé, devaient 3 boisseaux de froment; le curé de Crissé, 3 sols 6 deniers et une geline; les propriétaires du lieu de la Pâquerie, à Rouessé, 20 sols et deux chapons; ceux du lieu de la Cochetterie, à Sillé, 2 boisseaux $\frac{1}{4}$ d'avoine, etc... (1). Mentionnons encore la redevance curieuse due pour une maison et jardin, au Long-Boyau, à savoir : « un fromage frais, une fouasse bordée et un pot de vin claret », payables au jour de Saint-Martin.

Tous les baux sans exception passés sous l'ancien régime mentionnent des droits et devoirs seigneuriaux. Ils sont généralement conçus de la manière suivante : « ...à la charge, par ledit acquéreur, de tenir les dites terres censivement du fief et seigneurie de X... et d'y faire les obéissances seigneuriales et féodales requises par la Coutume et d'y payer à l'avenir les cens, rentes,

1 Livre de recette des rendues dues à la baronnie de Sillé, Arch. de la Sarthe E 231.

charges et devoirs seigneuriaux et féodaux tels qu'ils sont dus à partir des derniers termes, quitte du passé... ». Parmi ces devoirs seigneuriaux, il faut entendre les corvées. Reconnaissons cependant que les corvées dues à la baronnie de Sillé par tel ou tel censitaire étaient rares. Elles consistaient seulement dans des journées de fenaïson. Les chanoines de Sillé, en particulier, pour une maison près du four banal, devaient une « corvée à fanner ». Bien qu'elles aient été peu lourdes pour les paysans, leur suppression était fortement désirée.

Les cens et rentes seigneuriales étaient payables soit « en frarache » ou « frèche », soit « séparément », c'est-à-dire que, tantôt plusieurs héritages appartenant à divers propriétaires formaient un seul et même groupe pour le paiement des cens, tantôt chaque propriétaire acquittait seul ses redevances. Cette organisation avait ses avantages, mais elle présentait aussi des inconvénients, car chaque fraracheur était débiteur solidaire de la frarache entière. La frèche comprenait parfois des terres assez étendues et des redevances en proportion. Ainsi, celle des Baudronnières devait à la baronnie de Sillé 58 boisseaux $\frac{2}{3}$ d'avoine (mesure de Sillé), 5 gelines et 36 sols 10 deniers en argent.

La ville de Sillé était aussi divisée en fraraches; chaque maison ne constituait pas nécessairement, comme on pourrait le croire, une seule frèche; il y avait parfois deux et même trois maisons (1).

Les cens et rentes seigneuriales n'étaient pas toujours payées à époque fixe; il y eut souvent des retards d'année en année; en 1772, les cens pour quelques héritages situés à Sillé n'avaient pas été payés depuis 29 ans; quelquefois, la mauvaise volonté des censitaires était évidente; le bailly prononçait des condamnations relatives à ces paiements. En 1786, une procédure eut lieu au sujet de la frèche du pré de Launay consistant en 21 boisseaux de froment, 3 chapons, 3 gelines et 3 livres en argent (2).

Voici comment s'effectuait, en principe, la perception des redevances seigneuriales à Sillé dans les dernières années de

1 Cf. diverses déclarations de censitaires. Arch. de la Sarthe E 229.

2 Arch. de la Sarthe, B 1449.

l'ancien régime. Elle se faisait à la diligence du procureur général fiscal par un receveur particulier désigné à cet effet, dans le courant du mois de novembre. Ces deux officiers seigneuriaux avertissaient les vassaux et censitaires par une convocation lue en chaire et publiée dans toutes les paroisses du ressort de la baronnie. Le terrier, les remembrances et les anciens titres de la seigneurie servaient à l'établissement et au contrôle des redevances. La recette ne pouvait se faire qu'au château de Sillé; les paysans devaient donc se transporter à la ville; le dérangement leur était quelquefois plus onéreux que le cens lui-même. Le receveur préposé à la recette était tenu de donner des quittances à tous les vassaux et sujets qui en faisaient la demande. Les redevances se percevaient, on l'a vu, soit en argent, soit en volailles, soit en grains. Les rentes payables en volailles étaient rachetables; on prenait pour base les prix courants du marché de Sillé. Si, au contraire, les sujets préféraient payer en nature, les poules, chapons, gelines, etc..., étaient vendus immédiatement par les soins du receveur. Pour les rentes en grains, il n'est pas question de rachat; les blés, avoines, orges, apportés par les censitaires étaient déposés dans les greniers du château.

Le receveur était gratifié de 1 sol 6 deniers par livre sur la recette générale des droits seigneuriaux, mais tous les faux frais étaient à sa charge. Le greffier secrétaire des archives recevait 24 livres, le bailli 12 livres et le procureur fiscal 12 livres (1).

Le même receveur devait s'occuper aussi des droits casuels ou de certains autres profits : chevaux de service, déports de minorité, droit de tiers et danger, confiscations, épaves, droits de déshérences, aubaines, bâtardises, indemnités, rachats, lods et ventes.

Les droits pour chevaux de service étaient dus par plusieurs fiefs; ces droits n'étaient exigibles qu'une fois dans la vie du seigneur et leur abonnement était d'une minime importance (2).

Le déport de minorité consiste « en une espèce de garde seigneuriale, qui donne le droit au seigneur sous différentes

1 Bail des fermiers généraux de la baronnie (13 juin 1786). — Articles 11-15, 23, 24, 29. Min. LEROUX.

2 Ainsi, le châtelain d'Orthes, pour sa terre de la Bellière, devait un cheval de service abonné à 50 sols.

conditions de percevoir les fruits des fiefs appartenant au mineur... il y a tant de moyens d'éviter que ce droit tombe au seigneur qu'il est fort rare qu'il ait lieu » (1). A Sillé, le droit de déport de minorité ne devait être perçu qu'après avoir été « liquidé » par les officiers de la baronnie tenant leur assises (2).

Le tiers et danger était dû au seigneur en cas de vente de bois relevant de la baronnie. Il se composait du droit de tiers auquel s'ajouter le droit de danger.

Les confiscations se faisaient sur les biens des condamnés à mort et avaient lieu soit au profit du roi, soit au profit des seigneurs haut-justiciers. La Coutume du Maine n'admettait que la confiscation des biens meubles (3).

Les épaves, les successions laissées sans héritiers (deshérences), les héritages abandonnés par des étrangers fixés dans le pays sans naturalisation (aubaines) ou par des bâtards sans postérité (bâtardises), revenaient de droit au seigneur (4).

Tous ces droits casuels n'étaient presque d'aucun profit. Au contraire, les rachats et les lods et ventes constituaient pour la baronnie une source d'importants revenus. C'étaient des droits de mutation. D'après la Coutume du Maine, le droit de rachat ne concernait « que les terres hommées ou les rentes assises sur les biens nobles, mais non les censives » (5). Il équivalait à une année du revenu; une donation ou une succession « par moyen », selon l'expression de la coutume, donnait ouverture à ce droit. Quant aux lods et ventes, c'étaient les droits seigneuriaux de beaucoup les plus productifs. Ils étaient dus au seigneur en cas de mutation de propriétés tenues à cens envers lui. La Coutume fixait la quotité de ce droit au douzième du prix de vente, mais dans la plupart des cas, le seigneur accordait certaines remises. A Sillé, le receveur des droits seigneuriaux ne devait recevoir et quittancer les contrats qu'après une exhibition des actes aux assises de la baronnie et l'ensaisinement accordé par la duchesse de Châtillon. Le seigneur avait tout intérêt à faire

1 Arch. Nat. P 2084. Cité par J. de la MONNERAYE. Ouv. cit., p. 75.

2 Bail des fermiers généraux. Art. 17.

3 Coutume du Maine. Art. 157-159. — Cf. MARION. « Dictionnaire des institutions... », p. 128.

4 Cependant au XVIII^e siècle, le droit d'aubaine n'était plus considéré comme droit seigneurial.

5 J. de la MONNERAYE. Ouv. cit., p. 71. — Coutume du Maine, art. 97.

des remises pour ne pas décourager les vendeurs et les acquéreurs; les fraudes se faisaient aussi moins nombreuses; toutefois, ces remises n'étaient accordées que sur l'autorisation personnelle de la duchesse de Châtillon et d'après une approbation par écrit des fermiers généraux de la baronnie. Des ventes recélées, des retards dans les paiements pouvaient occasionner des amendes perçues au profit de la seigneurie (1).

Sur les terres nobles, le droit de mutation s'appelait théoriquement « quint ». Mais, en fait, il recevait aussi l'appellation de lods et ventes. Ainsi, quand Madame DE LA LUZERNE acheta la terre de Chaufour à Crissé, elle dut payer à la baronnie 800 livres de lods et ventes; une moitié appartenait au seigneur; l'autre moitié au fermier général (2).

La perception des lods et ventes entraînait, de la part du seigneur, la renonciation à tout droit de propriété utile sur l'héritage vendu. Mais il arrivait aussi qu'il se substituait à l'acquéreur, payait au vendeur le prix principal et jouissait de la propriété. C'était le retrait féodal. Légitime dans son principe, ce droit peut engendrer certains abus. A Mont-Saint-Jean, la marquise de Dreux exerçait les retraits de tous les biens vendus; au bout de peu de temps, la paroisse aurait pu lui appartenir (3). La duchesse de Châtillon usa du retrait féodal à plusieurs reprises. En vertu de la Coutume, elle cédait même son droit de retrait à des tiers; la cession de ce droit pouvait présenter des conséquences fâcheuses; il y avait même là une véritable injustice.

Chaque trimestre, le receveur des droits seigneuriaux était tenu de dresser un « état » de toute la recette du trimestre précédent. Son « état » devait comprendre trois chapitres : le premier concernait les cens, rentes, devoirs et services annuels; dans le second, figuraient tous les droits casuels, y compris le tiers et danger, inférieurs à 500 livres; le troisième comprenait tous les droits casuels supérieurs à 500 livres. Dans un chapitre particulier, il avait à consigner toutes les redevances annuelles ou les droits casuels qui n'auraient pas été acquittés. Une copie de ce

1 Les « ventes et issues » équivalaient au double des lods et ventes.

2 Arch. de la Sarthe, E 231.

3 Cahier de doîances de Mont-Saint-Jean. — Bellée, T. III, p. 173.

relevé était adressée au procureur fiscal afin qu'il pût poursuivre les débiteurs.

Toutes ces redevances, annuelles ou casuelles, perçues par la baronnie de Sillé, constituaient les droits utiles; la baronnie possédait aussi d'autres droits, dits honorifiques, qui s'exerçaient dans les églises. Ainsi, au Grez, la minuscule église de ce minuscule village relevait entièrement de Sillé. La duchesse de Châtillon pouvait mettre dans le chœur « un banc à queue » pour elle et sa famille; elle avait droit, la première, à l'aspersion de l'eau bénite, à l'encens et au « baiser de paix ». Allait-on en procession ? Elle suivait immédiatement le curé avant tout autre paroissien. Ses nom et qualités étaient énumérés du haut de la chaire. A sa mort, elle pouvait être inhumée dans le chœur; des « litres et ceintures funèbres » à ses armes entouraient l'église « tant au dedans qu'au dehors ». En son absence, les officiers seigneuriaux de Sillé jouissaient des mêmes honneurs (1).

Indépendamment des droits utiles et honorifiques, la baronnie jouissait de certaines prérogatives que l'on peut qualifier à juste titre de véritables monopoles. C'étaient les banalités, les droits de foires et marchés, les péages (2).

Signalons pour mémoire seulement le droit de banvin dont il est encore fait mention en 1786. C'était le droit exclusif que possédait le seigneur de vendre du vin dans sa seigneurie pendant les 40 jours que durait le ban. Les vins mis en vente devaient être « sains et nets », et vendus « à prix compétent selon le cours du pays » (3).

Infiniment plus importante était la banalité du moulin. Tous les sujets et censitaires de la baronnie, sauf les nobles et les ecclésiastiques, devaient obligatoirement faire moudre leurs grains aux moulins seigneuriaux (4). C'étaient les moulins des Deffais, situés dans la forêt de Sillé, près de plusieurs étangs. Ils étaient alimentés par l'eau d'un petit ruisseau; à la fin du

1 Extrait du terrier de la baronnie de Sillé (2 décembre 1782).
Min. LEROUX.

2 Nous empruntons cette classification à M. de la MONNERAYE.

3 Coutume du Maine. Art. 202. — A Sillé, le droit de banvin aurait pu être relatif aux vignes que la baronnie possédait à Vallon.

4 Toutefois, il fallait habiter la banlieue du moulin, c'est-à-dire dans un rayon équivalent à peu près à 5 kilomètres.

XVII^e siècle, ils servaient aussi de moulins foulerets; les censitaires y venaient « fouler leurs draps », mais à la fin de l'ancien régime, ce n'étaient plus que des moulins blérets (1). On distinguait le moulin d'en bas et les moulins d'en haut. Ces derniers, au nombre de deux, servaient à moudre le froment et le seigle; à l'intérieur, étaient les appareils mécaniques avec les deux meules, l'une dite « courante et agissante », l'autre « gizante et dormante » (2). Les moulins qui faisaient partie du domaine de la baronnie, furent toujours affermés à des particuliers assistés d'un ou de plusieurs domestiques. Des redevances étaient dues au meunier pour la mouture. Autour des moulins se trouvaient l'habitation du meunier, une écurie, deux étables, une boulangerie, des jardins et des prés plantés d'arbres. En 1763, le meunier possédait deux chevaux, deux boeufs, trois taureaux, six veaux, huit vaches, quatre génisses, deux ânes, un porc et des oies (3). En 1783, les moulins des Deffais avaient été mis en location dans les Affiches du Maine (4); ils furent affermés à François POIDEVIN pour 1.200 livres (5). Le fermage des moulins fut toujours un des principaux revenus de la baronnie. Les meuniers, uniquement préoccupés de récupérer leur fermage et d'accroître autant que possible leurs bénéfices, avaient tout intérêt à se montrer rigoureux dans l'exercice du droit de banalité.

Les sujets et censitaires de la baronnie étaient aussi contrainables aux fours banaux. Ils devaient, en vertu de leur condition même, « porter cuire en iceux leurs pastes ». Le souvenir de cet ancien usage persiste encore à Sillé dans le nom d'une rue, dite du Four-Banal.

En 1766, le bâtiment où l'on cuisait les pains des sujets se composait d'un rez-de-chaussée, d'une chambre et d'un grenier. Au rez-de-chaussée, se trouvaient trois fours : un « grand », un

1 Aveux de 1660 et de 1672.

2 Visite et montrée des moulins des Deffais (3 avril 1756). Acte devant Dufay. — Min. LEROUX.

3 « Inventaire des meubles et effets de défunt Jacques Poidevin, meunier aux Defais » (1763). Acte devant J. ROYER. — Min. LEROUX.

4 Affiches du Maine (15 septembre 1783).

5 POIDEVIN céda son bail l'année suivante et fut remplacé par Pierre BOUVET. Deux transactions furent passées, l'une devant Julliot de la MORANDIÈRE, le 28 décembre, 1784, l'autre devant MARTINEAU, le 3 juin 1785. — Min. BRIÈRE.

« moyen » et un « petit »; la chambre et le grenier servaient sans doute à mettre des sacs de farine. Derrière la maison était une cour avec un cellier et une écurie. Dépendaient des fours banaux un champ et un pré à côté du couvent des Minimes et le champ de la Garenne, au-dessus de la rue de l'Anguitard (1). Comme les moulins, les fours étaient affermés à des particuliers, appelés fourniers, qui avaient intérêt, eux aussi, à exiger tous les droits transmis par le seigneur. Il importe cependant de noter une forte diminution dans le fermage des fours banaux; en 1741, le bail atteignait 280 livres; en 1783, il était tombé à 120 livres (2).

L'existence de ces deux banalités — four et moulin — s'était expliquée au moyen-âge, mais au XVIII^e siècle, elle constituait un véritable anachronisme; les paysans et les citadins se libéraient peu à peu et s'enrichissaient progressivement; ils devenaient petits propriétaires; ces institutions surannées leur paraissaient singulièrement onéreuses en 1789; leur premier souci sera d'en réclamer la suppression.

Les jours de foire et de marché, la baronnie percevait plusieurs droits : ceux d'étalage, de mesurage et de language. Les marchandises étalées soit dans les rues (petit étalage), soit sous les halles (grand étalage), étaient passibles d'une taxe. Celle-ci s'élevait, en 1739, pour les marchandises mises en vente hors des halles, à un sol par étal et deux sols aux cinq grandes foires annuelles. Ces foires avaient lieu à la Chandeleur, à la Saint-Jacques, à la Saint-Etienne d'été, à la Saint-Michel, à la Saint-Etienne d'hiver. Les droits d'étalage étaient affermés à des particuliers (3). A leur tour, les fermiers du droit d'étalage sous-louaient tantôt une boutique tantôt un « estail » à des marchands de la ville ou des paroisses voisines. En 1748, par exemple, André LOTTIN, fermier, loue à Gervais POTTIER, marchand mercier

1 Visite et montrée des fours banaux de Sillé (3 septembre 1766). Acte devant François-Pierre BOULARD. — Min. LEROUX.

2 Baux des fours banaux (1^{er} mars 1741 et 16 juillet 1783). — Min. LEROUX.

3 En 1738, l'étalage sous les halles est affermé pour 9 ans à André LOTTIN et sa femme, moyennant 130 livres par an, avec droit de prendre 200 bourrées dans la forêt de Sillé. — Acte devant MESLIER (2 septembre 1738). Min. LEROUX.

à Connée, un « estail » sous les halles pour 10 livres par an; de même à Michel FOUCAUD, marchand mercier à Rouez (1).

Les porcs amenés au marché étaient examinés pour qu'on pût voir s'ils n'étaient pas atteints de ladrerie. En 1759, un porc sain était passible d'une taxe de 2 sols et un porc ladre de 4 sols. Ces droits étaient doublés les jours de foire (2). Ils étaient affermés à un langueyeur. Le bail du langageage, de 20 livres en 1730, atteignait 30 livres en 1738.

La baronnie de Sillé avait ses mesures particulières qui différaient de celles des autres villes ou bourgs, — ce qui entraînait parfois des complications. Pour les grains, la mesure normale était le boisseau. Il pesait à Sillé, « en froment ras », 64 livres, mais à Beaumont, il n'en pesait que 62; à Conlie et à Fresnay il atteignait 68 livres; au Mans, il n'était que de 31 livres 11 onces. Pour les liquides, la mesure ordinaire était la pinte. Elle valait à Sillé 1 litre 21 (système métrique), mais deux lieues plus loin, à Conlie, elle était de 1 litre 52, à Fresnay de 1 litre 27, à Beaumont de 1 litre 23. Enfin, une « busse » valait à Sillé 244 litres 69 (3).

Le droit de mesurage, ou boisselage, était un droit seigneurial. Tous les grains amenés au marché devaient être mesurés au boisseau seigneurial. En 1739, il fallait payer 3 deniers pour le mesurage d'un boisseau, demi-boisseau ou quart de boisseau. Ces droits étaient doublés les jours de foire (4).

En 1785, 47 boisseaux $\frac{1}{2}$ de blé et d'orge payent une taxe de 1 livre 4 sols. Les fruits « tant crus que cuits » étaient également soumis au boisselage. Ce droit, auquel s'ajoutait généralement celui de petit étalage, était affermé comme les autres droits seigneuriaux, mais le fermage s'élevait à un prix assez fort. En 1736, il était de 150 livres; en 1783, il atteignait 250 liv. (5).

Le poids du Roi était un droit également donné à bail. Il se prélevait sur le pesage des marchandises « tant les jours

1 Min. LEROUX. — Actes divers.

2 Arch. Nat. H4 3105.

3 H. ROQUET. — « La Révolution dans la Sarthe », n° 6. Avril-juin 1908, p. 142 et suiv.

4 Arch. Nat. H4 3105. — Arch. d'Indre-et-Loire C 95.

5 Baux du droit de boisselage (Actes du 5 août 1736 et du 17 juillet 1783). Min. LEROUX.

de foires et marchez qu'entretemps ». Le fermier avait à sa disposition des « brancards », des « bassins » et des poids. Le fermage, de 27 livres en 1738, s'élevait à 53 livres en 1784 (1).

Sur toutes les marchandises « passant et repassant » à certains endroits déterminés de la baronnie, le seigneur levait, depuis le moyen-âge, un droit de péage. Diverses appellations servaient à désigner ce droit seigneurial : « billette », « coutume », « prévôté » et « péage ». A l'origine, ce droit avait servi à l'entretien des routes de la seigneurie; il était juste que les usagers prissent à leur charge les réparations des chemins, mais au XVIII^e siècle, le seigneur n'entretenait plus les routes et la perception du péage, devenue sans objet, n'était plus qu'une vexation continuelle pour les producteurs et les consommateurs (2).

Ce droit s'appliquait à toutes sortes d'objets : des denrées, des toiles, des draps, du fil, des clous, des sabots, du sucre, du savon, des « droguisteries », etc... Le tarif était consigné depuis 1739 sur une « pancarte » dressée par le bailli. Voici, à titre d'exemple, quelques extraits de la pancarte :

Une « somme » de bled (3)	6 deniers
— d'oignons	6 —
— de noix	6 —
— de melons	6 —
— de marrons ou de châtaignes.	6 —
Une pièce de toile	3 —
Un rouet	3 —
Une « chartée d'écorse »	2 sols 6 deniers
Une « somme de chaudronnerie ou poêlerie ».	6 —
Une charretée de pierres de taille.	2 sols 6 deniers
Une « somme de sabots »	6 —
Une « somme » de fromages	6 —
Une « somme » de poissons de mer ou d'eau douce	6 —
Un porc	3 —

1 Min. LEROUX. Actes du 2 septembre 1738 et du 16 juillet 1783.

2 Les habitants de Saint-Rémy jouissaient de certains privilèges.

3 Dans la pancarte, le mot « somme » est désigné comme équivalent à une charge de cheval.

Une chèvre	3 deniers
Une brebis ou un mouton.....	1 —
Un cheval, un âne ou un mulet.....	1 sol 3 deniers
Etc..., etc...	

Le tarif était doublé les jours de foires (1). Aux foires de la Chandeleur et de la Saint-Jacques, le droit de péage revenait à l'hôpital de Sillé. Ce droit était toujours affermé. Il importe de signaler qu'à Sillé-le-Guillaume, le fermage, loin de diminuer, comme dans la majeure partie des seigneuries du Maine (2), avait au contraire fort augmenté. De 220 livres en 1738 et en 1762, il s'élève, en 1778, à 370 livres, dont 300 livres pour la baronnie et 70 livres pour l'hôpital (3). L'administration royale voulut s'immiscer dans la perception de ce droit; en 1771, le duc DE LA VALLIÈRE dut fournir les titres en vertu desquels il percevait des péages à Sillé; le droit fut même supprimé quelque temps, puis rétabli. Il subsista jusqu'à la fin de l'ancien régime. C'était un des rares péages qui continuaient d'être exercés dans le Maine à la veille de la Révolution. Mais, dès 1771, il avait été justement signalé comme « onéreux au commerce et sans utilité » (4).

Notons aussi une curieuse coutume encore mentionnée au XVII^e siècle. Lorsque des « poissonniers » « menant et conduisant poisson de mer... » traversaient la ville de Sillé, ils étaient tenus de crier au-devant du château et à tous les carrefours toutes les espèces de poissons qu'ils possédaient; ils devaient séjourner une heure au moins « après ledict cry » pour que les habitants pussent s'approvisionner, et, en outre, payer « une maille seulement » à la baronnie. Faute de quoi, leurs chevaux, leurs bagages et leurs poissons étaient confisqués au profit du seigneur (5). Cette coutume était fort ancienne.

De tous les revenus de la baronnie, il fallait déduire plusieurs rentes annuelles dues à des communautés ou à des particuliers.

1 « Pancarte des droits de péage, prévôté, billette et coutume » (30 avril 1739). Arch. Nat. H⁴ 3105.

2 J. de la MONNERAYE, *Ouv. cit.* p. 96.

3 Lettre de J. MESLIER, subdélégué de Sillé, à l'Intendant de Tours (3 janvier 1778). — Arch. d'Indre-et-Loire C 248.

4 Arch. Nat. H⁴ 29352.

5 Arch. Nat. P 4052.

Ces rentes étaient plus nombreuses, semble-t-il, au début qu'à la fin du siècle. En 1786, celles que devaient payer les fermiers généraux étaient les suivantes :

180 livres aux Minimes pour leur droit de chauffage (19 mai).

30 livres au curé du Grez pour son droit de chauffage (24 juin).

450 livres au prieur de Mont-Saint-Jean pour ses différents droits dans la forêt (1^{er} janvier).

120 livres pour les 60 livres de cire dues à l'évêque du Mans (26 janvier).

6 livres au prieuré de la Fontaine Saint-Martin.

Rentes diverses à la collégiale (1).

A ces rentes s'ajoutaient les réparations faites tantôt au château, tantôt aux métairies du domaine, aux moulins des Deffais, au four banal, etc... Les réparations furent particulièrement nombreuses en 1730 et en 1731 (2).

Les charges annuelles de la baronnie s'élevaient, vers 1787, à près de 6.000 livres, y compris les vingtièmes que la duchesse de Châtillon payait pour tous ses biens-fonds. Les membres de l'hôtel de ville de Sillé, qui donnent ce chiffre, s'empressent d'ajouter « que Madame la duchesse de Châtillon est peut-être le seigneur du royaume le plus rigoureusement imposé... » (3). Leur affirmation est peut-être exagérée; ils avaient, du reste, tout intérêt à s'acquérir les bonnes grâces de la duchesse, car ils cumulaient leurs fonctions municipales avec celles d'officiers seigneuriaux.

Il fallait, en effet, plusieurs officiers pour l'administration de la seigneurie et l'exercice de la justice. La baronnie de Sillé-le-Guillaume avait droit de haute, moyenne et basse justice (4). Son ressort était aussi compliqué que la mouvance. Elle relevait en partie du présidial du Mans, en partie de la barre ducale de Mayenne; l'humble ruisseau du Ruban,

1 Bail des fermiers généraux (1786). Art. 74. — Sur les rentes et charges de la baronnie au début du XVIII^e siècle, ch. Arch. Nat. R3 116; cf. aussi R3 110. — Sur une rente due à l'abbaye de Bellebranche. Cf. Arch. de la Sarthe H 755.

2 Arch. Not. R3 116.

3 Arch. com. de Sillé. Reg. 1 f^o 40 vo. — Arch. de la Sarthe L 280.

4 Coutumes du Maine, Art. 3 et suiv. Art. 44-50. — Sur les justices du Maine 1789, Arch. Nat. B III 79 f^{os} 48-56.

qui coulait au pied du château, constituait la ligne de démarcation (1). La haute justice était reconnaissable aux fourches patibulaires qui, à la fin du XVII^e siècle, se dressaient dans les landes des Barbottières (Saint-Rémy). Selon la Coutume, le seigneur haut-justicier avait droit « à deux piliers à liens par hault et par bas, dedans et dehors... » (2).

C'était au bailli que revenait le soin de rendre la justice, — d'où le nom de bailliage seigneurial donné à cette organisation judiciaire. Monsieur le bailli de Sillé était un des personnages les plus considérés et les plus influents de toute la ville. Il appartenait soit à la bourgeoisie soit à la petite noblesse; il s'intitulait toujours « juge civil, criminel et de police »; il exerçait en même temps la fonction de maître particulier des eaux et forêts de la baronnie; quelquefois il fut aussi président du grenier à sel. Les baillis de Sillé, au XVIII^e siècle, furent Jean HEUVELINE, Guillaume-François PELLISSON DE GENNES, Pierre LE PLAT DE QUINCAI, Jacques-Nicolas MESLIER, Jacques-André GOYET DE L'AMBERDIÈRE, Michel-François BARREAU DE LA TOUCHE (3). Ce dernier reçut ses lettres de provision le 30 décembre 1787 et fut installé le 16 janvier 1788 (4). Les baillis étaient nommés par le baron de Sillé; leur capacité et leur instruction devaient être reconnues; du reste, les baillis possédaient généralement le titre d'avocats en parlement. Leur charge était vénale; en 1705, celle de Jean HEUVELINE s'élevait à 13.000 livres; à partir de 1719, elle devint même héréditaire dans la famille LE PLAT DE QUINCAI. En 1780, à la mort de Jacques-Nicolas MESLIER, une annonce parut dans les « Affiches du Maine », mettant en vente « la charge... de bailli, juge civil, criminel et de police de ladite baronnie de Sillé... ». Les acquéreurs éventuels pouvaient prendre connaissance des titres et papiers nécessaires chez le sieur BACHELIER (5); des bruits malveillants, en tout cas mal

1 Cf. Bellée, *ouv. cit.*, p. XL et XLI. Cf. LAURAIN. « Essai sur les présidiaux ». — Arch. Nat. R⁷ 526. — Arch. de la Sarthe. Fonds municipal n^o 61. — GROSSE-DUPERRON. « Ville et pays de Mayenne », p. 129. — Bib. du Mans. Maine, Ms 1873, f^o 363. — Inventaire des Archives de la Mayenne (A et B). Introduction p. XIX.

2 Coutume du Maine. Art. 49. — Arch. Nat. P 4052.

3 Ed. BACHELIER. « Alpes Mancelles » (6 et 13 février 1881). L'article de M. BACHELIER contient quelques erreurs.

4 Arch. de la Sarthe, E 229.

5 Affiches du Maine. 29 Mai 1780.

fondés, coururent, et l'année suivante les héritiers MESLIER durent préciser, dans une nouvelle annonce, le caractère héréditaire de la charge (1).

Comme le bailliage seigneurial de Sillé avait une juridiction étendue, le bailly était assisté d'un lieutenant, qui pouvait le suppléer. En 1789, le lieutenant de bailly était Jean GUYON. Un autre officier, le procureur fiscal, remplissait les fonctions du ministère public; toutes les affaires judiciaires lui étaient confiées; il instruisait les procès criminels; en 1789, le procureur fiscal était JULLIOT DE LA MORANDIÈRE. Un greffier était chargé des procès-verbaux des audiences, des inventaires, des mercuriales, etc... Ces fonctions ressemblaient « à celles exercées de nos jours par un greffier de tribunal de première instance » (2). L'« office » de greffier était vénal; le 2 juin 1756, il est vendu par Jacques ROYER à Jean-Baptiste COUTELLE, praticien, pour 4.500 livres; le 2 janvier 1788, il est vendu par les héritiers CAILLETEAU au sieur LEMARCHAND, praticien à Rouez-en-Champagne pour 8.000 livres; en trente ans, la valeur de cet office avait presque doublé. En 1789, Pierre MARTINEAU était « greffier en chef » du bailliage de Sillé (3).

Pour défendre les intérêts respectifs des justiciables, il y avait, à la fin de l'ancien régime, quatre ou cinq avocats attachés au bailliage seigneurial. Tel avocat suppléait même parfois le bailly. En 1786, il y avait cinq avocats: BERTHELOT, COUTELLE, TOUCHARD-GRANDMAISON, MARTINEAU, COISNON DES AULNAIS.

En janvier 1786, la duchesse de Châtillon obtint de LOUIS XVI des lettres-patentes lui accordant le droit de nommer, instituer et commettre des procureurs postulants dans sa justice jusqu'au nombre de six; ils devaient être reçus par le bailly (3). La baronnie avait aussi ses notaires; à la fin de l'ancien régime, Pierre MARTINEAU et JULLIOT DE LA MORANDIÈRE étaient notaires seigneuriaux; toutefois, ils n'avaient droit de passer des actes que dans l'étendue de la baronnie et seulement pour les

1 Affiches du Maine, 23 Avril 1781.

2 J. de la MONNERAYE. Ouv. cit., p. 30.

3 Arch. de la Sarthe, B supplément. Fonds du bailliage de Sillé.

4 Arch. de la Sarthe, E 229. Cf. notre appendice IV.

sujets qui en dépendaient. Ils étaient, du reste, en concurrence avec les notaires royaux. »

Trois « commissaires de police », Louis VEAU, André COISNON et Guillaume POIRIER, se trouvaient chargés des affaires matérielles et de l'exécution de quelques ordres du bailli.

Les fonctionnaires seigneuriaux étaient quelquefois en rivalité ou en désaccord soit par intérêt, soit pour tout autre motif (1). On les voit aussi cumuler plusieurs fonctions. Ainsi, en 1778, JULLIOT DE LA MORANDIÈRE était bailli du fief de Bellebranche; en 1789, Jacques-René BACHELIER était à la fois notaire royal, avocat au bailliage et bailli de Vassé, Orthes et Courtarvel.

Un des abus auxquels donnait lieu l'organisation judiciaire seigneuriale était la multiplicité des degrés de juridiction. Un jugement, si infime soit-il, pouvait être porté en appel devant toutes les justices suzeraines. Ainsi, un appel du bailliage de la châellenie d'Orthes ressortissait au bailliage de Sillé, distant de deux lieues; de là à la barre ducale de Mayenne, distante d'au moins huit lieues, et enfin au Parlement de Paris (2). Les chemins de Sillé à Mayenne étaient « affreux et impraticables » pendant les deux tiers de l'année; il fallait plusieurs jours pour parvenir à ce siège suzerain. Que devenaient alors les justiciables? La même remarque s'imposait pour la partie relevant du présidial du Mans, distant de huit lieues.

La justice seigneuriale de Sillé était aussi en butte aux coups des sièges royaux, et particulièrement de la sénéchaussée de Beaumont-le-Vicomte. A la fin de l'ancien régime, dans un long « Mémoire », les officiers de cette sénéchaussée démontraient les réels inconvénients de toutes ces justices subalternes, notamment celle de Sillé, et demandaient leur rattachement au siège royal le plus voisin. Si cette réclamation avait été accueillie, on aurait assurément rattaché Sillé-le-Guillaume à Beaumont (3).

Vers le milieu du siècle, les officiers seigneuriaux recevaient des gages fort modestes; le bailli avait seulement 60 livres par

1 Arch. de la Sarthe, B sup. Bailliage de Sillé. — Arch. Nat. R^s 165.

2 Le duché de Mayenne, en tant que pairie, ressortissait nuement au Parlement de Paris.

3 Ce mémoire est publié par CAUVIN, dans le « Supplément à la Topographie du diocèse du Mans », p. 44 et suiv.

an, un avocat 40 livres, le procureur fiscal, sur qui retombait toute la besogne, était gratifié de 150 livres; à la fin de l'ancien régime, les gages des officiers de justice, qui ne se trouvaient pas à la charge de la baronne, étaient sans doute peu élevés, car, dans leur cahier de doléances, les habitants réclameront des gages honnêtes pour les officiers seigneuriaux (1).

L'exercice de la justice se faisait dans la salle d'audience, appelée encore auditoire; elle était située au premier étage des halles et occupait à peu près le tiers du bâtiment (2). Les audiences avaient lieu en principe tous les huit jours, le mercredi ou le jeudi (3). Mais il arrivait, pour des raisons diverses, que l'audience fût retardée à quinzaine, parfois même pour plusieurs semaines; ainsi les causes s'accumulaient et les procès traînaient en longueur. En cas d'absence le bailli était remplacé par son lieutenant ou par un avocat. Du mois d'août 1782 au mois de décembre 1783, il y eut 29 audiences; de février 1788 au mois de décembre 1789, il y en eut 56. Vingt-neuf causes étaient inscrites à l'audience du 23 juillet 1783; 11 seulement furent jugées; le 13 août suivant, l'audience comportait 33 causes, 4 furent jugées définitivement, et les 29 autres renvoyées à une audience ultérieure.

Les causes les plus diverses étaient plaidées dans ces audiences; chaque partie se choisissait un avocat parmi ceux du siège de la baronnie; souvent une des parties ne se présentait pas; elle était considérée comme « défaillante ».

Le bailli était juge criminel et juge civil. De sa compétence étaient, entr'autres, les enquêtes relatives à des assassinats. Au début du XVIII^e siècle, il y eut, dans le bailliage de Sillé, des exécutions par effigie. En 1708, par exemple, un nommé MONTIÈGE, de la paroisse de Hambers, avait été assassiné; le bailli de Sillé instruisit l'affaire; il se transporta sur les lieux du

1 Sur les gages payés vers 1734, cf. Arch. Nat. R3 116. — En 1690, le bailli recevait 60 livres, son lieutenant 50 livres, le procureur fiscal 40 livres, un avocat 45 livres, les quatre gardes de la baronnie 70 livres chacun; la concierge du château recevait 45 livres. — Arch. Nat. R3 110.

2 Arch. com. de Sillé. Reg. 16 f^{os} 10 vo et 18.

3 D'après l'aveu de 1672, les audiences se tenaient le mercredi et le samedi de chaque semaine. — Tous les renseignements que nous donnons ici proviennent du fonds du bailliage de Sillé (années 1780-1789). Arch. de la Sarthe B supplément.

crime, fit faire l'autopsie de la victime par le sieur BOURGINE, chirurgien, obtint un monitoire qui fut publié et fulminé à Mézangé et à Hambers; il entendit 21 témoins. Soupçonnés, les nommés ROCHERIE et CHAILLOU furent arrêtés, interrogés, reconnus coupables, condamnés à être « pandus et étranglés par effigie ». Le procureur fiscal fit « paindre en portraict » par un peintre du Mans, pour 15 livres, les deux criminels; il requit « l'exécuteur de la haute justice » du Mans qui se chargea de la besogne pour 43 livres. Pour avoir édifié la potence, un charpentier reçut 3 livres 5 sols (1). A la fin du XVIII^e siècle, on ne rencontre plus de ces sentences capitales; mais, en 1786, le bailli instruit encore une affaire relative à la mort suspecte d'une femme. Le mari, qui battait sa femme, était soupçonné d'avoir causé, directement ou indirectement, cette mort. Il se défendit énergiquement, jurant ses grands dieux qu'il devait être à l'abri de tout soupçon, que de son épouse « dépendait son bien-être... », etc., etc... Ses protestations présentèrent, du reste, un aspect assez comique (2).

Les causes criminelles semblent avoir été tout à fait exceptionnelles; au contraire, les causes civiles étaient extrêmement fréquentes. Le bailli avait à se prononcer sur des contestations entre marchands (vente de vaches, achat de roues de charrettes, livraison de bœufs, de chevaux...), entre locataires (détournements de cours d'eaux, questions de propriété...), entre sujets moutaux et meuniers, entre contribuables et officiers fiscaux (de la seigneurie). Il s'occupait des questions de curatelle, désignait des tuteurs, apposait les scellés après décès, condamnait les censitaires récalcitrants, prenait soin des enfants trouvés (3), réglait les successions, les questions de pacage, de prêt d'argent, de tapage nocturne, etc.... Il employait même, si l'on peut dire, des méthodes expérimentales. Le 10 mai 1786, afin de juger par lui-même de la qualité d'un pain, il se fait apporter à l'audience de l'eau bouillante et un plat, coupe le pain en petits morceaux

1 La même année, une « sentence de mort par effigie » est prononcée contre le nommé BESSON, coupable d'avoir assassiné un menuisier. — Arch. de la Sarthe, E 231.

2 « Protestations du sieur LEGROU, marchand à Sillé ». Acte devant R.-L. MASLIN (23 janvier 1786).

3 En 1727, un enfant est trouvé à la porte de l'église Notre-Dame; en 1730, un autre est trouvé « à la racine d'un guignier » dans le jardin du château. Ils furent mis en pension aux frais de la baronnie. — Arch. Nat. R3 116.

et le jette dans l'eau; on vit alors que « le pain se décomposait et formait une espèce de bouillie et que le son dont il se trouvait rempli restait au fond du plat... »; en conséquence, le peu consciencieux boulanger fut condamné à 10 livres d'amende (1). D'autres fois la tâche du baillly était singulièrement délicate, comme dans les questions de paternité. Tel individu, qui avait séduit une pauvre fille, refusait de reconnaître l'enfant; le baillly ordonnait alors une enquête dite « solennelle » pour connaître le véritable auteur de la « défleuraison » (2).

Indépendamment de cette justice contentieuse qu'exerçaient le baillly et les autres officiers seigneuriaux, il y avait une justice domaniale, qui tenait des sessions appelées « assises » et dont les résultats se trouvaient consignés dans des « remembrances ». D'après l'aveu de 1672, les assises de la baronnie se tenaient en principe quatre fois par an :

Dans la semaine qui précédait la Saint-Julien;
— « Pasques fleury »;
— la Saint-Barnabé;
— suivait la Saint-Michel.

On y traitait toutes les questions relatives au domaine et à la mouvance; on pouvait même y rendre des jugements.

Telle était, dans son ensemble, l'organisation féodale et seigneuriale de la baronnie de Sillé-le-Guillaume. Le seigneur ne résidait jamais dans sa baronnie; il habitait généralement Paris (3). L'exploitation du domaine était alors confiée, en majeure partie, à des fermiers généraux, qui furent, au XVIII^e siècle :

René POYBEAU, sieur du Clos (fin du XVII^e siècle);
Le sieur BROSSARD;
Nicolas MAHOT;
Michel ANGOT, sieur du Teil;
Pierre SAUVALLÉ (et les frères RUEL);
Jean BELLOT, bourgeois de Paris (et les frères RUEL);

1 Plumitif des audiences du bailliage (1786). Arch. de la Sarthe B sup.

2 Les textes, qui essaient d'allier la pudeur avec la précision ont parfois dans le choix des expressions les plus curieuses trouvailles.

3 La princesse de CONTI résidait à Versailles, mais vers la fin de sa vie, elle habitait soit à Paris soit à Choisy.

Lucien et Louis MOLLERAT;
René THELLOT, Jean GEORGET et Jean CORBIN;
Les frères LEMARCHAND.

Le dernier bail de la ferme générale de la baronnie de Sillé-le-Guillaume fut passé au château du Chaufour, à Crissé, le 13 juin 1786, entre les frères Jacques-Mathurin LEMARCHAND et Michel LEMARCHAND, sieurs de la Girardièrre, d'une part, et BÉRANGER DE SARDY, capitaine du château et conservateur des chasses, représentant « très haute et très illustre dame Madame Adrienne-Emilie-Félicité DE LA BAUME LE BLANC DE LA VALLIÈRE, duchesse de Châtillon... », d'autre part. Le bail comprend 79 articles répartis en 56 folios (1).

Le domaine de la baronnie comprenait à la fin de l'ancien régime :

Le château de Sillé, les maisons dites de Beauvau, quelques autres maisons en ville.

Les jardins et vergers du château et des maisons.

L'abreuvoir du château, appelé « l'étang ».

Les landes du Grand et du Petit Bercon.

Les landes des Coëvrons.

Les fermiers généraux n'avaient aucun droit sur tous ces biens-fonds, sauf les greniers du château; le domaine qu'ils devaient seulement exploiter comprenait :

La Forge de l'Aune, à Montreuil-le-Chétif, avec toutes ses dépendances;

Le fourneau de Cordé;

La forêt de Bercon et quelques autres bois (pour l'exploitation de la forge);

Les étangs, rivières et ruisseaux de la forêt de Bercon et de la forge de l'Aune;

Le four banal de Sillé;

¹ Un premier bail avait été consenti le 16 mai 1779 aux frères LEMARCHAND par le duc de la VALLIÈRE. Mais certaines difficultés survinrent; ce bail fut résilié et un nouvel accord intervint le 13 juin 1786. Cf. Min. LEROUX. Acte devant CAILLETEAU, notaire à Saint-Rémy.

Les métairies du Gué-Grécier, de la Selle, de la Touasnerie, de Bures, de la Morlière, de Courtoussaint; le bordage de la Mortellerie, celui de la Cour de Cordé;

Les moulins des Deffais;

Le moulin et le bordage de Bernay;

Le grand pré de Sillé, le pré du Four, le champ du Four et celui de la Garenne, à Sillé;

Huit pièces de terre, à Crissé;

Deux prés à Rouez;

Des vignes à Vallon.

Les fermiers généraux jouissaient également d'une partie des droits seigneuriaux et féodaux, à savoir :

Toutes les redevances annuelles dues à la baronnie par les censitaires ou les vassaux, soit en grains, soit en volailles, soit en argent : cens, rentes, devoirs et services;

Tous les profits casuels : chevaux de service, lods et ventes, rachats, déports de minorité, tiers et danger.

Toutefois ceux de ces droits qui excéderaient 500 livres (lods et ventes, rachats) devaient être partagés par moitié entre la baronnie de Sillé et les fermiers généraux.

Les droits de péage, billette, coutume et prévôté;

Les halles de Sillé et les droits d'étalage : « boucheries, bancs, étocs ou échoppes... »;

Les droits de boisselage, mesurage et poids du roy;

Le droit de langueyage.

La baronne de Sillé se réservait expressément :

Le droit de banvin;

Les profits de notariat, greffe et sceau;

Les amendes et restitutions dues au fisc, qu'il s'agisse du bailliage ou de la maîtrise particulière des eaux et forêts;

Les confiscations, épaves, déshérences, aubaines et bâtar-dises (1).

1 Bail de la ferme générale de la baronnie (1786). Art. 2, 5, 6, 7, 8, 10.
— Min. LEROUX.

Au début du siècle, les clauses étaient différentes. Ainsi, en 1710, d'après le bail de la baronnie, le fermier général, Nicolas MAHOT, avait droit seulement à la moitié des « profits de fiefs, droits féodaux et casuels de fiefs et terres nobles, de confiscations, aubeines, déshérences, amandes et du droit de tiers et danger » (1).

Les revenus que les fermiers généraux retiraient de l'exploitation du domaine étaient considérables. Aussi le fermage de la baronnie était-il proportionné à ces revenus. Il ne cessa de croître pendant tout le cours du XVIII^e siècle. Voici des chiffres qui le prouvent :

En 1702.....	15.500 livres
En 1710.....	15.500 —
En 1738.....	20.000 —
En 1786.....	25.000 —

A la fin de l'ancien régime, le fermage de la baronnie de Sillé-le-Guillaume était certainement un des plus élevés de toute la province du Maine (2).

Les fermiers généraux baillaient à ferme les métairies, les prairies et les différents droits seigneuriaux. En 1710, la métairie de la Selle était louée 280 livres, 20 livres de beurre, 4 chapons, 4 poulets, 2 oies grasses et 1 gâteau; la métairie de la Touannerie et le bordage de la Cour de Cordé étaient loués 380 livres, 40 livres de beurre, 6 chapons, 6 poulets, 4 oies grasses et 1 gâteau (3).

Au début du siècle, ils envoient à leur seigneur et propriétaire du gibier de la forêt (4). Les moulins banaux des Deffais étaient à leur charge; ils devaient entretenir les « tournants et virants », faire curer et vidanger les biefs, en partie les ruisseaux, et veiller au bon état des étangs. Des contestations s'élevaient parfois entre la baronne et les fermiers généraux.

Si le seigneur ne résidait pas dans sa terre, il exerçait néanmoins un contrôle réel, non seulement par les officiers de

1 Bail de la ferme générale de la baronnie (1710). Arch. Nat. R3 113.
 2 En 1685, le fermage atteignait 16.000 livres. — Cf. Arch. Nat. R3 112, 113, 115, 109. — Xra 9164, f^o 63. — Bail de 1786. — Arch. de la Sarthe E 231.
 3 Arch. Nat. R3 113.
 4 De 1687 à 1689, PAYBEAU DU CLOS envoya à la princesse de CONTI 260 perdrix, 24 bécasses et 3 lapins. — Arch. Nat. R3 110. — Arch. de la Sarthe, E 231.

sa justice, mais aussi par ses gens d'affaires. Au temps de la princesse DE CONTI, le sieur HAUDOT visitait la baronnie de Sillé, comme les autres terres de S. A. S., et faisait son rapport au Conseil de la princesse. Elle avait, du reste, un procureur attitré, Jean-François MACÉ, sieur d'Erses, magistrat au bailliage et siège présidial d'Alençon, qui possédait un appartement au château de Sillé. En 1778, le sieur GERBIER, un des chefs du Conseil du duc de la Vallière, vint faire une tournée d'inspection. Enfin, à la veille de la Révolution, le capitaine du château, BÉRANGER DE SARDY, était l'*alter ego* de la duchesse de Châtillon.

Une surveillance plus particulière s'exerçait sur les deux parties principales du domaine de la baronnie : la forge de l'Aune et la forêt de Sillé.

Les grosses forges de l'Aune, situées sur la rivière d'Orthes, se trouvaient sur le territoire de Montreuil-le-Chétif et de Douillet-le-Joly. Elles dataient des premières années du XVI^e siècle. Au XVIII^e siècle, elles comprenaient une halle pour le charbon, une halle des affineries (deux affineries en 1738), une halle pour le cinglard, une fenderie « pour laminer le fer en barre et le fendre en vergettes », l'enclume et le gros marteau, une chaufferie, une « poislerie », une charpenterie, des magasins, des celliers, etc... Près de ces bâtiments se trouvaient la maison d'habitation du maître de forges et des logements d'ouvriers (1). D'importantes réparations furent faites à la forge en 1738 et 1739.

Le minerai était extrait des landes des Bercons. C'était un oxyde de fer hydraté à gangue siliceuse. Le rendement variait de 20 à 25 % ; l'exploitation se faisait à ciel ouvert.

Le haut-fourneau de Cordé, autre dépendance de la baronnie, situé à une demi-lieue de la forge, servait à la préparation des matières. Le bois et le charbon étaient fournis par la forêt de Sillé.

Le fer que produisait la forge était d'assez bonne qualité ; il tenait le milieu « entre le très ployant et le cassant ». La

1 Visite et montrée de la forge de l'Aune (4 avril 1730). Min. LEROUX. — TRIGER, « Etude... sur Douillet », p. 210-211 ; « L'agriculture en 1762 dans le canton de Fresnay », p. 29 et suiv. — DUMAS. « L'intendant du Cluzel... », p. 167. — Arch. d'Indre-et-Loire C 143. — Cf. un plan de la forge Bib. du Mans, Maine, 1874.

poèlerie de la forge avait une certaine réputation; les poêles à frire qu'on y fabriquait étaient, non pas noires, « comme celles de la Bourgogne », mais blanches; on vantait leur solidité et leur « beauté »; le prix, fort élevé vers 1744, s'était abaissé à 55 livres le cent en 1771 (1).

De nombreux ouvriers travaillaient à l'Aune et à Cordé : charpentiers, maréchaux, affineurs, poêliers, chauffeurs, forgerons, etc...

Les fermiers généraux de la baronnie furent presque toujours maîtres des grosses forges de l'Aune; c'est, du reste, là qu'ils résidaient ordinairement. Ils engageaient les ouvriers; en 1720, par exemple, Michel ANGOT passe une convention avec un « compagnon poislier » qui s'oblige à fabriquer « toutes sortes de poisles, tant pour frire qu'à chasteignes... ». Il recevra 4 livres 10 sols par 100 poêles à frire et 3 livres par 100 poêles à châtaignes. En 1729, Thomas RUEL engage un chauffeur pour 9 ans, moyennant, outre le salaire, le logement et le chauffage. La même année, il engage deux affineurs aux mêmes conditions (2). Un ouvrier consciencieux et travailleur pouvait ainsi gagner de 200 à 250 livres par an, c'est-à-dire quatre fois plus, en principe, que Monsieur le bailly de Sillé.

En 1786, les fermiers généraux, maîtres des grosses forges, étaient responsables de tous les dégâts qui pouvaient être commis; ils devaient rendre, à la fin de leur bail, les tournants, virants, marteaux, soufflets, cinglard, bocambre, fenderie, etc..., dans le même état qu'à leur entrée en jouissance; l'entretien des bâtiments se trouvait à leur charge; la seule exception à cette clause était un cas de « foudre, tremblement de terre ou dévastation de gens de guerre » (3).

La proximité de la forêt de Sillé facilitait l'exploitation de la forge. Nouvellement aménagée en 1786, cette forêt, dite de Bercon, prolongée par différents bois et taillis, occupait encore au XVIII^e siècle, malgré la déforestation, une superficie consi-

1 Lettre du subdélégué de Beaumont-le-Vicomte à l'intendant de Tours (8 juillet 1772). Arch. d'Indre-et-Loire C 143.

2 Min. LEROUX, Actes devant J. MESLIER. (9 décembre 1720, 10 octobre 1729).

3 Bail de la baronnie. Art. 68.

dérable (1). Elle s'étendait sur les paroisses de Sillé, le Grez, Saint-Rémy, Crissé, Pezé, Montreuil, Douillet, Mont-Saint-Jean, Rouessé, etc... (2). Les arbres comprenaient en majeure partie des chênes, des hêtres, des bouleaux et des sapins. Une étendue de chênes et de hêtres portait le nom de « fouteau » (3). Les fermiers généraux de la baronnie avaient droit, chaque année, pour les forges, à 200 ou 250 arpents répartis en « triages ». En 1789, par exemple, ils pouvaient prendre 246 arpents 50 perches, compris dans le triage du Cul-d'Oison (115 arpents), le triage de l'Etang-des-Fontaines (83 arpents 50 perches), le triage de la Forêt Neuve (48 arpents.) Tous les arbres destinés à être abattus devaient recevoir au préalable la marque de la maîtrise des eaux et forêts (4). Le reste de la forêt était réservé au seigneur; il en disposait comme bon lui semblait; il mettait parfois quelques bois ou taillis en vente par l'intermédiaire de ses officiers (5).

Le droit de pacage était strictement réglementé. Seuls pouvaient pacager dans la forêt les fermiers généraux, les sous-fermiers de la baronnie et quelques rares usagers. Ce droit avait sans doute été la cause de nombreux dégâts dans les bois de la baronnie, car en 1786, on le soumettait à des conditions très précises et à certaines restrictions. Les délits étaient passibles d'amendes payées par les fermiers généraux. Les boucs et les chèvres étaient expressément bannis; pour eux, pas d'amendes: les gardes avaient l'ordre de les « fusiller » (6). Les bordagers qui ne jouissaient pas du droit de pacage et qui laissaient leurs bestiaux paître dans les bois recevaient une assignation du bailli qui les condamnait à des amendes parfois élevées (7).

1 Dans son article des *« Alpes Mancelles »* (février 1881), M. BACHELIER évalue la superficie de la forêt à 3.222 arpents 34 perches. C'est inexact; les 3.222 arpents 34 perches dont il s'agit concernent, non l'étendue totale de la forêt, mais seulement l'étendue « de bois taillis » que les fermiers généraux avaient droit de prendre pour l'exploitation de la forge.

2 Dans l'aveu de 1672, la délimitation exacte de la mouvance du comté du Maine et du duché de Mayenne, est donnée à grand renfort de détails.

3 Bib. du Mans, Ms 275 bis, f^o 459.

4 Bail de la baronnie. Art. 3, 4, 31-46. — En 1710, le fermier général n'avait droit qu'à 200 arpents. Arch. Nat. R8 113.

5 Cf. Affiches du Maine, 28 décembre 1778.

6 Sur le droit de pacage en forêt, Cf. bail de la baronnie. Art. 47-55.

7 Vers 1709, par exemple, Jean Courtin, fermier à la Lorie, est condamné par le bailli à 70 livres d'amende « pour six bestes qui ont esté prises dans la forest en délit ». Arch. de la Sarthe E 231.

La surveillance incombait à des garde-chasses, généralement au nombre de quatre. En 1779, c'étaient Julien GUEDET, de Mont-Saint-Jean ; Charles BLANCHARD, de Sillé ; Michel GIRARD, de Rouessé ; Guillaume BARRIER, de Montreuil-le-Chétif. Ils recevaient des gratifications sur les « prises » qu'ils faisaient dans l'étendue de la forêt ; à la veille de la Révolution, les fermiers généraux avaient la charge de leurs gages (1).

La forêt de Sillé, au XVIII^e siècle, était remplie de cerfs, de sangliers et de loups (2). Le seigneur avait le monopole de la chasse. Il semble même que la chasse au gros gibier était réservée, d'après le droit coutumier, aux seigneurs supérieurs (3). Dans son aveu au Roi (1672), la baronne de Sillé reconnaissait ainsi ce droit : « ...En laquelle forest, terres, landes, buissons et autres bois et bocages... j'ay garennes deffensables à toutes bestes sauvages tant rouges, fauvès que noires... que je puis chasser, faire chasser à cor et à cri, les prendre ou faire prendre en tout temps, saisons, avec toutes manières d'angins, fillets et batons, tels que bon me semble... » (4). La chasse était rigoureusement interdite à tous les paysans. Ainsi, quand les cerfs et les sangliers venaient ravager leurs champs, il était défendu aux malheureux cultivateurs non seulement de les tuer, mais même de posséder des fusils (5). En 1717, des lettres envoyées par la princesse DE CONTI précisèrent à nouveau ce monopole seigneurial (6). Le droit de chasse ne pouvait s'affermir. Comme le seigneur ne résidait pas, les animaux nuisibles auraient pu se multiplier d'une manière prodigieuse et causer des dégâts considérables. Pour obvier à cet inconvénient, le seigneur cédait son droit ; en 1710, la princesse DE CONTI autorisait son fermier général à chasser dans les dépendances de la baronnie ; en 1786, c'est BÉRANGER DE

¹ En 1733, sur les quatre garde-chasses de la baronnie, trois recevaient 100 livres par an et le quatrième 120 livres. — Arch. Nat. R3 116.

² Cahier de doléances de Mont-Saint-Jean. — Cf. Arch. Nat. D III 229. — Pendant la révolution, on accordera des primes nombreuses pour la destruction des loups.

³ J. de la MONNERAYE, *ouv. cit.*, p. 113.

⁴ Arch. Nat. P 4052.

⁵ Cahier de doléances de Mont-Saint-Jean.

⁶ Arch. de la Sarthe, Fonds La Vallière, E 226. — Sur les abus auxquels donnait lieu le droit de chasse, cf. Ph. Sagnac. « La législation civile de la Révolution... », p. 64-65, p. 187. — KAREIEV. « Les paysans en France.. », p. 61-64.

SARDY, capitaine du château, qui jouit de ce droit. La duchesse de Châtillon avait, en effet, obtenu une confirmation de son monopole, le 24 janvier 1786, du duc de Penthièvre, grand veneur de France; en particulier, elle pouvait chasser le cerf à cor et à cri, ainsi que la biche, à cause des ravages « que le fauve occasionnait dans la baronnie de Sillé » (1). La cession du droit de chasse par le seigneur était contraire au principe féodal, mais elle était devenue usuelle à Sillé-le-Guil-laume au XVIII^e siècle (2).

L'agriculture se ressentait singulièrement de ce monopole. Les paysans souffraient de voir une partie de leurs récoltes détruite quelquefois en une seule nuit; ils ne résistaient pas toujours à la tentation; ils braconnaient. Mais lorsqu'ils étaient surpris par les gardes, ils se voyaient condamnés à d'énormes amendes par le bailli. Ainsi, pour ne citer que ce seul exemple, en 1783, un bordager et un domestique qui s'étaient permis de chasser dans les landes des Coëvrons, sont condamnés à 100 livres non compris les dépens (3).

Le droit de pêche était compris dans la ferme générale de la baronnie. Cinq étangs se trouvaient dans la forêt au XVIII^e siècle : celui des Fontaines, celui des moulins des Deffais, celui des Molières, l'étang neuf et le grand étang (4). Ce dernier formait une splendide pièce d'eau, entourée d'arbres et de buissons; sur ses bords se remarquent encore les murs croulants du vieil oppidum carlovingien. Ce site était alors empreint, plus qu'aujourd'hui, de majesté sauvage et de fraîcheur silvestre; le murmure des eaux, le bruissement des joncs, l'ombre des grands bois pouvaient inciter les cœurs épris de ROUSSEAU à de mélancoliques rêveries. Mais les fermiers généraux de la baronnie avaient des préoccupations beaucoup plus utilitaires; ils pêchaient tous les étangs (sauf celui de Malvoisine), les rivières et les ruisseaux; la duchesse de Châtillon, représentée par BÉRANGER

1 Arch. de la Sarthe, B 1449. — Arch. Nat. R3 113.

2 BOUTARIC. « Traité des droits seigneuriaux... », p. 530 et 604.

3 Arch. de la Sarthe, B sup. Bailliage de Sillé (audience du 8 janvier 1783).

4 Cf. le plan conservé aux Arch. Nat. N2 Sarthe III. — En 1786, il est fait mention d'un étang de Malvoisine « absolument en ruine ». — L'hippodrome qui existe de nos jours était encore en étang vers 1838; il portait le nom d'« étang aux sangsues ».

DE SARDY, conservateur des chasses, se réservait certains droits (1). La vente du poisson avait lieu comme de nos jours; en 1774, par exemple, les fermiers insérèrent dans les « Affiches du Maine » une annonce ainsi conçue : « Jeudi prochain 24 novembre, la pêche sera faite au Grand-Etang de Sillé-le-Guil-laume, situé dans la forêt dudit Sillé; le même jour, le poisson sera vendu en gros et en détail, argent comptant et non autrement. Il y aura des carpes depuis huit livres jusqu'à deux livres et du brochet depuis vingt livres jusqu'aux plus petits : la tanche et autres poissons seront beaux par proportion » (2).

A la fin de leur bail, les fermiers généraux devaient laisser les étangs « bien et duement empoissonnés »; les réparations et l'entretien des chaussées étaient à leur charge (3).

La forêt de Sillé renfermait, dans ses parties orientale et occidentale de vastes landes : à l'est, celles des Grand et Petit Bercon; à l'ouest, celles des Coëvrons. Toutes les deux avaient été jadis couvertes de bois et n'avaient formé, avec la forêt de Sillé, qu'une immense région forestière. La négligence des barons et les déprédations des paysans accrurent peu à peu la déforestation, et, en 1550, les landes couvraient déjà une superficie de 1410 journaux (4). A la fin de l'ancien régime, elles comprenaient 2.400 arpents. Leur propriété, assez incertaine, était âprement disputée entre la duchesse de CHATILLON, baronne de Sillé, et le comte de TESSÉ, seigneur de Beaumont. Il y eut ainsi un long procès, qui dura jusqu'à la Révolution (5). Il semble bien cependant que la duchesse était dans son droit en réclamant la possession des Bercons. Ces landes étaient couvertes de bruyères, d'ajoncs et de fougères; peu à peu, des malheureux, des gens sans asile, quelquefois des indésirables, vinrent y bâtir des huttes et des chaumières; ils défrichèrent; ils vendirent même leur coin de terrain; les nouveaux acquéreurs augmentèrent les

1 En particulier, la pêche des truites dans l'étang de Roullée.

2 Affiches du Maine, 21 novembre 1774.

3 En 1742, il y eut des difficultés entre le meunier des moulins des Deffais, Poidevin, et les fermiers généraux.

4 Extrait de l'arpentage général des landes du Maine (1550). — Arch. Nat. R5 165.

5 Arch. de la Sarthe E 21. — R. TRIGER. « La légende de la reine Berthe... », p. 10-14.

défrichements et les landes furent ainsi, dans certains endroits, mises en valeur (1).

Cinq paroisses avaient droit d'usage dans les Bercons : Montreuil-le-Chétif, Segrie, Saint-Christophe, Moitron et Saint-Aubin. Les habitants de ces villages y menaient paître leurs bestiaux, ramassaient les pierres et le bois mort, jouissaient de ces terrains comme d'une propriété communale. Ce droit d'usage datait de la « bonne reine » BERTHE, c'est-à-dire Berthe DE BOURGOGNE, fille de Conrad DE BOURGOGNE et de Mathilde DE FRANCE, ex-épouse de Robert LE PIEUX. C'est vers 1001 qu'elle dût visiter les Bercons; elle fonda les églises des cinq paroisses précédentes (2).

Quant aux landes des Coëvrons, qui appartenaient incontestablement à la baronnie, elles s'étendaient sur les paroisses de Rouessé et de Voutré. Là aussi, des malheureux et des individus sans abri avaient commencé des défrichements et construit ces habitations d'une extrême pauvreté, désignées sous le nom de « loges ». La baronne de Sillé accensa ou afferma ainsi vers la fin du siècle de nombreuses, mais petites portions de landes. Il est à noter que le seigneur, soucieux de ses intérêts, ne consentait plus un cens ou une rente seigneuriale de quelques sols; c'était en boisseaux de grains que les malheureux des « loges » des Coëvrons devaient payer. A titre d'exemple, nous citerons quelques baux :

19 novembre 1788. Bail de 4 portions de terre « ez landes de Couevron », par Jacques MARTIN, journalier à Voutré, à Suzanne SAUDUBRAY. — Le fermage consiste en 3 boisseaux de seigle et 3 boisseaux de sarrasin.

11 février 1789. — Bail à rente de 4 portions de terre dans les landes, par Denis MILLE,^e laboureur à Voutré, à Pierre CAHOREAU, journalier.

1 R. TRIGER, « L'agriculture dans le canton de Fresnay en 1762... », p. 26-28. — Cf. aussi un Mémoire de l'intendant des finances de Monsieur (1777). Arch. Nat. R5 165.

2 R. TRIGER, « La légende de la reine Berthe... ». — Sur des contestations entre seigneurs et usagers, cf. Ph. Sagnac, « Quomodo jura domini aucta fuerint... ». Appendice p. 71 et suiv. — Cf. aussi KAREIEV, « La propriété paysanne... », p. 83-84.

Cens et rentes : 3 boisseaux $\frac{1}{2}$ de seigle et autant de sarrasin, payables à la Toussaint, au château de Sillé.

25 février 1789. — Bail à rente de 4 portions de terre dans les landes, par Jean DEZELÉE, journalier à Rouessé, à Jacques MAREAU, journalier.

Cens et rentes : 1 boisseau $\frac{1}{2}$ de seigle et autant de sarrasin.

25 février 1789. — Bail à rente « d'une loge et jardin avec six journaux de terre autrefois en landes et maintenant défrichées... »

Cens et rentes : 2 boisseaux de seigle et autant de sarrasin.

Etc..., etc... (1)

L'expression « ...autrefois en landes et maintenant défrichées... » revient souvent sous la plume du notaire. Les défrichements se ralentiront progressivement sur certains points, sur d'autres ils continueront, mais d'une manière générale, toutes ces landes au sol ingrat ne seront jamais habitées que par des indigents ou de pauvres hères.

Ainsi, le régime féodal à Sillé-le-Guillaume, au XVIII^e siècle, était loin d'être tyrannique. Les officiers seigneuriaux se montrent ordinairement affables et courtois ; les habitants de la petite ville et les paysans des environs ne témoignent contre eux aucune hostilité marquée; et même ils éliront deux de ces officiers en 1789 pour représenter la paroisse. Mais si leurs revendications ne visent pas les personnes, c'est à l'institution, au principe, que peut aller leur rancune. A Sillé-le-Guillaume, comme dans tout le reste de la province, les marchands, bordagers et laboureurs supportent difficilement les cens, rentes, banalités, péages, devenus désormais sans objet; leur secret désir est sans aucun doute de voir disparaître au plus vite cette inutile et désuète tutelle seigneuriale.

CHAPITRE II

La Collégiale Notre-Dame

L'Eglise Collégiale. — Le chapitre. — Les revenus de la Collégiale. — Le fief du chapitre. — Les rentes. — Les biens-fonds. — Les dîmes; difficultés de leur perception. — Les procès et les querelles du chapitre. — Discrédit de la Collégiale. — La cure de Notre-Dame.

Jadis, Sillé-le-Guillaume pouvait s'enorgueillir d'une Collégiale, c'est-à-dire d'un chapitre de chanoines autre que celui d'une cathédrale. L'église Notre-Dame, la seule qui subsiste actuellement (1), était affectée au service de ce chapitre. Située près de la place dite du Châtelet, aux abords immédiats du château, dont elle avait été primitivement une dépendance, la Collégiale Notre-Dame était, dans son ensemble, d'une esthétique assez commune. En 1763, elle avait été lambrissée et repeinte; en 1789, il était question de la blanchir à nouveau (2). Le chœur, à pans coupés du XVI^e siècle, était clos par trois portes. Il contient encore aujourd'hui de jolies stalles dans le style Renaissance. La sacristie ouvrait directement sur le chœur (3). Les seules parties vraiment intéressantes de cette église étaient — et sont encore — le portail principal et le pignon méridional.

Le portail de l'église Notre-Dame date du XIII^e siècle, avec quelques légers remaniements du XV^e. Au trumeau, se remarque une gracieuse Vierge tenant l'Enfant Jésus. Au-dessus, le tympan

1 Elle a été profondément remaniée vers 1848.

2 Arch. de Sillé. Reg. par., année 1763; — Bibl. du Mans, Maine, 1873, f^o 364. — Arch. de la Sarthe, G 468, f^o 25 vo.

3 PESCHE signale en 1842 que l'escalier de la chaire se trouvait dans la sacristie — ce qui implique une curieuse disposition (Dictionnaire... VI, p. 124).

représente une scène du Jugement Dernier — scène merveilleuse d'animation et de pittoresque. La partie supérieure figure le Christ assis, les pieds posés sur les murailles d'une ville ; à gauche, un ange porte la lance et la couronne ; à droite, un autre ange tient les clous et la croix de la Passion ; aux extrémités sont deux figures de donateurs ; la partie inférieure symbolise la résurrection des morts ; quatre anges sonnent l'olifant céleste ; les morts se lèvent à l'ultime appel ; voici un roi, un moine encapuchonné, un évêque mitré et revêtu de sa chasuble, une femme nue comme Eve ; d'autres personnages s'entrevoient dans le lointain. Une phrase écrite sur la pierre à une date postérieure explique le sens de la scène : « *Ad judicandum Christo sedente omnes resurgemus* ». Dans la voussure sont les douze apôtres avec un ange comme clef de voûte. Jadis, ce portail abritait deux statuettes, représentant, l'une, SAINT-JULIEN, premier évêque du Mans, l'autre, le bienheureux GEOFFROY DE LOUDUN, bienfaiteur de l'église. Ces statuettes ont disparu.

Au midi, se voit un curieux pignon du XII^e siècle, d'après E. HUCHER, au bas duquel est une porte non moins curieuse, donnant accès à une vaste crypte. « La porte de cette crypte a un caractère très franc : deux arcades à deux rangs de claveaux concentriques reposent sur d'anciens modillons à têtes de lions, qui proviennent incontestablement d'un ouvrage plus ancien, car il a fallu en briser la partie inférieure pour les ajuster sur les pieds-droits » (1).

Au XVIII^e siècle, l'église Notre-Dame possédait deux clochers, surmontés chacun d'une croix, l'un à l'entrée principale, l'autre au-dessus du chœur ; le petit clocher fut recouvert à neuf en 1755 et détruit par la foudre en 1812 (2). Une horloge publique se trouvait dans le grand clocher ; à la veille de la Révolution, le sieur BOUGLER, horloger, était chargé de son entretien.

C'est dans cette église que Messieurs les chanoines célébraient l'office divin. On ignore la date exacte de la fondation de ce chapitre. Il fut organisé deux fois au XIII^e siècle, en 1250

1 E. HUCHER. « Notice sur Sillé-le-Guillaume et ses environs », p. 32.
— Cf. aussi p. 27-28.

2 Arch. de Sillé. Reg. par., année 1755. — Reg. 16. Délibération du 27 août 1812.

par GEOFFROY DE LOUDUN ; vers 1269, par GEOFFROY FRESLON (1). En 1460, à l'occasion d'un procès qu'ils soutinrent contre le prieur de Mont-Saint-Jean, les chanoines déclarèrent hautement que Saint-Julien assista à la Cène et vint dans le Maine sur l'ordre même de Jésus-Christ. Il faut reconnaître qu'ils manquaient un peu d'esprit critique (2). Au XVIII^e siècle, le chapitre fut à nouveau organisé par Charles-Louis DE FROULLAY, évêque du Mans (18 août 1725).

Primitivement, les chanoines furent au nombre de 12; par la suite, ils furent réduits à 10, non compris l'évêque du Mans, considéré comme premier chanoine (3). Ils avaient à leur tête un doyen qui portait le nom de *Chévecier*. L'évêque du Mans présentait aux différents canonicats.

En 1788, les chanoines de la Collégiale étaient MM. RAVET, chévecier, PELARD DE LA BRETÈCHE, LEVILAIN D'AUBIGNY, LIVET, FOURRÉ, DESILES, DESPRÉS, YVER DE TOUCHEMOREAU, LALANDE et JOUBERT. Sept seulement résidaient à Sillé. RAVET était chévecier de la Collégiale depuis fort longtemps, mais brouillé avec le chapitre, il n'habitait plus Sillé. Signalons que le chanoine DESILES, qui faisait partie de la Collégiale depuis 1773, fut un des premiers maîtres de LE PRINCE D'ARDENAY, futur maire du Mans. Dans ses « Mémoires », LE PRINCE D'ARDENAY mentionne avec reconnaissance toutes les « bontés » et toutes les « complaisances » de cet ecclésiastique. DESILES résigna son canonicat en novembre 1788, au profit de Michel COURVEAULLE, curé de Saint-Pierre de Montsort, à Alençon. Le chanoine JOUBERT mourut au mois de décembre suivant. En janvier 1789, les deux nouveaux chanoines COURVEAULLE et SUAVIN durent commencer leur résidence (4).

L'installation d'un chanoine dans l'église collégiale était l'occasion d'une solennelle cérémonie. Le nouveau prébendé, en

1 Le Mémoire de la Blb. du Mans (820/18) indique le XII^e siècle comme date de sa fondation, mais sans aucune preuve.

2 Arch. de la Sarthe, G 462. Cf. A. LEDRU. « Les premiers temps de l'Eglise du Mans ».

3 Aveu de 1672. Arch. Nat. P 4052. — Arch. de la Sarthe, Pouillé du diocèse du Mans, 1772. f^o 6.

4 « Mémoires » de LE PRINCE D'ARDENAY. — Arch. Sarthe G 409, f^o 65, f^o 90. — Cf. G 468.

présence de tout le chapitre, de nombreux ecclésiastiques et d'une affluence considérable de fidèles, prêtait serment « sur les saints évangiles » d'observer les statuts, les usages et les « louables » coutumes de la vénérable église; un membre du chapitre, revêtu des ornements les plus chatoyants, le conduisait sous le crucifix, l'aspergeait, le menait au grand autel, le faisait mettre à genoux; le nouveau chanoine adressait au ciel une prière, baisait l'autel, lisait dans un missel, prenait place dans une « haute stalle » du chœur et dans le lieu des réunions capitulaires. L'église était alors parfumée d'encens; les cloches sonnaient allègrement leur joyeux carillon; Sillé-le-Guillaume possédait un nouveau chanôine.

Les réunions des membres du chapitre étaient fréquentes; en plus de leurs réunions habituelles, ils tenaient souvent des séances extraordinaires selon les événements; ils s'assemblaient tantôt à l'issue des matines, tantôt à l'issue de leur grand'messe, après le son de la cloche; ils délibéraient sur les questions les plus diverses : le renouvellement des baux de leurs propriétés, la perception des dîmes, les réparations à effectuer, les sanctions qu'il convenait de prendre contre tel ou tel membre, les dépenses à régler, etc... Leurs délibérations étaient consignées sur des registres spéciaux, appelés registres des conclusions capitulaires. Chaque année, ils avaient droit à un certain nombre de jours de vacances. Quand ils dépassaient la limite fixée, ils étaient passibles d'une amende.

Une confrérie, dite du Saint-Sacrement, était organisée dans l'église collégiale. Cette confrérie, dont l'importance était très minime, se composait des chanoines. Elle poursuivait des buts de charité; mais ses revenus, fort modestes, ne comprenaient que 16 rentes s'élevant à 83 livres 17 sols 6 deniers (1).

Tous les ans, il y avait généralement deux assemblées du chapitre relatives à cette « vénérable » confrérie, en mai ou en juin. Dans la première, les chanoines nommaient cinq pauvres de Sillé et cinq pauvres de Rouessé qui étaient chargés, par une curieuse coutume, de porter des étoffes et des torches le jour

de la procession annuelle de la confrérie. Ils désignaient aussi les receveurs et faisaient choix d'un célébrant et d'un prédicateur pour leur fête annuelle. Le prédicateur était tantôt un chanoine, tantôt le vicaire de Saint-Etienne ou d'une paroisse voisine, tantôt un Minime. Cette confrérie du Saint-Sacrement exista jusqu'en 1790 (1).

En outre, vingt chapelles, dont la fondation remontait quelquefois fort loin, étaient desservies dans l'église collégiale, à savoir : les chapelles de la Cerclerie, de Montreuil, de Saint-Denis, de Saint-Michel, de Sainte-Catherine dite de Chœur, de Saint-Paul, de Saint-Martin, de Saint-Julien (2 chapelles de ce nom), de la Trinité, de Saint-Nicolas, de la Foucherie, de Saint-Pierre, de Notre-Dame de Piété, de Saint-Jacques et Sainte-Geneviève des Gaignards, de Notre-Dame de la Loyère, de la Frellonnière, de Saint-Jean-Baptiste, de Sainte-Catherine de Cormulot et de Sainte-Croix.

Le chapitre présentait à quinze de ces chapelles et au collège. Les cinq autres avaient des patronages laïques. Le chapitre présentait, en outre, à quatre cures, celles de Crissé, Neuville, Notre-Dame de Sillé et Vimarcé (2).

Comme on peut le présumer, la mense capitulaire était considérable. Lorsqu'en 1790, les chanoines durent faire la déclaration de tous leurs biens, JULLIOT DE LA MORANDIÈRE et MARTINEAU, officiers seigneuriaux, qui se chargèrent de la besogne, passèrent 71 journées à trier les titres de propriété, à les classer, à les mettre en liasse, etc...

La mense capitulaire s'élevait alors à 12.628 livres 3 sols et 4 deniers (année commune). Ce revenu, fort élevé, provenait de quatre sources :

- a) De dîmes;
- b) De biens-fonds;
- c) De rentes;
- d) De profits de fiefs (lods et ventes).

1 « Registre des conclusions de la confrérie du Saint-Sacrement ». Arch. Sarthe, G 469.

2 Arch. de la Sarthe. — Pouillé du diocèse du Mans, 1772, f° 6. — Cf. aussi G 462.

C'étaient les dîmes qui rapportaient le plus au chapitre; elles constituaient, à elles seules, la moitié de la mense, atteignant 6.100 livres; les biens-fonds rapportaient environ 4.800 livres; les rentes ne produisaient guère que 1.300 livres, et enfin les profits de fiefs (lods et ventes) seulement 400 livres.

Tous ces revenus provenaient de dix-huit paroisses, à savoir : Saint-Etienne de Sillé, Notre-Dame de Sillé, Saint-Nicolas du Grez, Saint-Rémy de Sillé, Crissé, Rouez, Neuville, Neuville-lalais, Tennie, Courcité, Pezé-le-Robert, Montreuil-le-Chétif, Saint-Georges-le-Gautier, Rouessé, Vimarcé, Douillet, Saint-Pierre-la-Cour, Mont-Saint-Jean.

Les paroisses où le chapitre avait le plus de revenus étaient :
Saint-Etienne et Notre-Dame de Sillé : 3.422 liv. 12 s. 8 d.
Crissé : 2.501 livres.

Rouez : 2.009 livres.

Celles où il en avait le moins étaient :

Saint-Georges-le-Gautier : 13 livres.

Douillet : 10 livres.

Courcité : 8 livres (1).

Pour étudier plus en détail ces quatre sources de revenus, nous envisagerons successivement les profits de fief, les rentes, les biens-fonds et les dîmes.

A) Le Fief du Chapitre.

Les chanoines de Sillé-le-Guillaume n'étaient pas seulement des ecclésiastiques adonnés aux exercices spirituels; ils étaient aussi seigneurs de fief. Sans être considérable, la mouvance de leur fief avait une certaine étendue; elle comprenait des héritages situés dans six paroisses : à Sillé, au Grez, à Saint-Rémy, à Crissé, à Neuville-lalais, à Rouessé. Il serait extrêmement difficile de la préciser en détails; elle comprenait, en particulier, de nombreuses maisons situées à Sillé (Haut-Eclair, Long-Boya, rue de Mayenne, Tertre-Pèlerin) (2). Une même habitation

1 « Déclaration des biens de l'église collégiale de Sillé-le-Guillaume » (26 novembre 1790). Arch. de la Sarthe, L 366.

2 Plus 15 autres maisons, en totalité ou en partie, à l'intérieur de la ville.

pouvait relever à la fois du chapitre et d'une autre seigneurie; la métairie de la Groye, par exemple, située paroisse de Notre-Dame, mouvait du chapitre et de la baronnie (1).

Le 19 mai 1774, les chanoines obtinrent des lettres pour la rénovation de leur terrier. Ces lettres furent publiées et affichées le 29 juin suivant, « jour de la fête de saint Pierre », à l'issue des messes paroissiales de Sillé, Saint-Rémy, le Grez et autres paroisses où étaient situés les héritages. Elles portaient « injonction à tous vassaux, censitaires, tenanciers, redevables et tous autres », de comparaître à Sillé devant le commissaire préposé, PELARD, notaire royal à Saint-Denis d'Orques, pour y exhiber les titres en vertu desquels ils avaient des possessions dans la mouvance du fief, pour rendre leurs aveux, dénombremens ou déclarations et pour acquitter les droits auxquels ils étaient tenus.

Les 323 sujets du chapitre vinrent donc rendre leur déclaration; les frais de rédaction du terrier, fort élevés, furent peut-être à leur charge. Le terrier s'amplifia jusqu'à former un énorme registre de 952 folios. Sept-cent trente-sept maisons, jardins, champs et prairies furent ainsi déclarés. Parmi les sujets du chapitre, signalons :

Le curé du Crucifix, pour sa maison presbytérale et ses jardins ;

Le curé de Saint-Etienne, pour une partie de son jardin et diverses terres;

Les Minimes de Sillé, pour le lieu de la Sangle et la moitié de l'enclos du couvent;

L'hôpital de Sillé, pour les bâtimens;

Le principal du Collège, pour sa maison, le lieu de la Brunetière, etc...;

Le sieur Jacques MOCQUEREAU, tanneur, pour sa tannerie « autrefois en grange », et une cour;

Le sieur Pierre-Louis-Jean BERLAND, gouverneur de Sillé, pour sa maison sur la Grande-Rue;

Messire Alexis BRUNO ETIENNE, marquis DE VASSÉ, pour la métairie de la Roberdière et ses dépendances; etc. etc... (2).

1 Min. LEROUX. Acte devant DUFAY (26 octobre 1770).

2 « Terrier du fief du chapitre de Sillé » (1774-1780). Arch. Sarthe. G 467. — Cf. aussi G 466.

Les cens étaient d'un très minime profit pour les chanoines; c'était une quantité négligeable; au contraire, les lods et ventes étaient appréciables. Ils se répartissaient ainsi, année commune, sur les paroisses où le fief étendait sa mouvance :

Lods et ventes à Sillé.....	200 livres
— à Rouessé	100 —
— au Grez	33 —
— à Saint-Rémy	33 —
— à Crissé	32 —
— à Neuvillalais	2 — (1)

Les chanoines possédaient aussi la banalité de moulin; ils n'avaient pas de four banal. C'était le moulin de Quincangrand, situé au Grez. Le 5 février 1782, il était loué par le chapitre à Michel RAYMOND, meunier, et à Marguerite HEURTAUT, sa femme, « avec tous les sujets moutaux qui en dépendent ». Le fermage annuel était de 200 livres (2). L'année suivante, il y eut une visite et montrée de ce moulin, effectuée devant le notaire BACHELIER (3). RAYMOND était encore meunier à Quincangrand en 1789; au mois de février, il se fit remplacer par le sieur POIDEVIN.

Les « sujets moutaux » devaient obligatoirement faire moudre leur grain à Quincangrand; s'ils s'en dispensaient frauduleusement, ils étaient cités en justice, c'est-à-dire devant le bailly. Le 17 novembre 1784, François BLANCHARD, laboureur, est condamné à 25 livres d'amende, non compris les dépens, par le bailly de Sillé, GOYET DE L'AMBERDIÈRE, pour avoir manqué à cette obligation (4).

B) Les Rentes du Chapitre.

Le chapitre jouissait de très nombreuses rentes qui lui rapportaient environ trois fois plus que les profits de fiefs. Ces

1 Déclaration des biens du chapitre. Arch. Sarthe L 366. — Sur quelques perceptions de lods et ventes à Sillé, cf. G 468 f^{os} 3, 10, 19 v^o, etc...

2 Min. BRIÈRE. — Acte devant JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, 5 février 1782.

3 Min. LEROUX. Acte devant BACHELIER, 19 avril 1783.

4 Arch. de la Sarthe, B supplément, Bailliage de Sillé; audience du 17 novembre 1784.

rentes lui avaient été données à des époques fort diverses; plusieurs remontaient au moyen-âge. Elles provenaient de 14 paroisses voisines, dont les deux paroisses de Sillé.

A Saint-Etienne et à Notre-Dame, 46 rentes étaient dues au chapitre; la plus élevée atteignait 180 livres; elle était due par les héritiers de M^{mo} DE LOUVIGNY pour la terre de la Salle; par contre, certaines ne dépassaient pas quelques sols. Le sieur PELU, entre autres, pour son lieu de la Moitrie, devait 4 sols par an. La baronnie de Sillé était tenue à certains dons assez curieux envers le chapitre. Elle devait d'abord 12 livres 8 sols 2 deniers pour le montant de différents legs; de plus, elle était obligée de fournir à la Collégiale :

Un pain à bénir, d'un boisseau de froment, le jour de Pâques et le jour de Noël. Les officiers de la justice seigneuriale devaient venir les présenter eux-mêmes à l'offrande;

13 cierges « d'un quarteron chacun » pour les Ténèbres, le mercredi-saint;

Un pot de vin « pour laver les autels », le jeudi-saint (1).

Les rentes dues à la Collégiale étaient tantôt en grains, tantôt en argent. Voici les autres paroisses dont elles provenaient:

1. Le Grez	}	Rentes en argent.....	7
		— en grains	1
		(le prieur du Grez)	
2. Saint-Rémy	}	Rentes en argent.....	11
		— en grains	1
		(le prieur de Saint-Rémy)	
3. Crissé	}	Rentes en argent.....	2
		— en grains	2
		(dont le curé de Crissé)	
4. Rouez	}	Rentes en argent.....	4
		— en grains	0
5. Courcité	}	Rentes en argent.....	1
		— en grains	0

1 Bail des fermiers généraux LEMARCHAND, art. 74. — Arch. Nat. R3 116. — Arch. départ. de la Sarthe, G 462.

6. Pezé	}	Rentes en argent.....	0
		— en grains le prieur de Pezé)	1
7. Montreuil-le-Chétif	}	Rentes en argent.....	0
		— en grains (le curé)	1
8. Saint-Georges-le-Gautier .	}	Rentes en argent.....	2
		— en grains (le curé)	0
9. Rouessé	}	Rentes en argent.....	7
		— en grains (le marquis de Vassé)	1
10. Douillet	}	Rentes en argent.....	1
		— en grains (le curé; rente considérable)	0
11. Saint-Pierre-la-Cour ...	}	Rentes en argent.....	2
		— en grains (le curé; rente considérable)	1
12. Mont-Saint-Jean	}	Rentes en argent.....	3
		— en grains (le curé; rente considérable)	0

Le total de toutes les rentes atteignait 1.300 livres environ. Il est à remarquer que presque toutes les rentes en grains sont dues soit par des prieurs, soit par des curés; le fait s'explique aisément : il pouvait être plus avantageux et plus facile, mais aussi plus onéreux, pour un ecclésiastique décimateur, de payer avec le produit de ses dîmes.

C) Les Biens-Fonds du Chapitre.

Les biens-fonds que possédait le chapitre étaient beaucoup plus importants que les rentes. Ils ne s'étendaient que sur huit paroisses; la majeure partie était située à Sillé.

1. PAROISSES DE SILLÉ (Saint-Etienne et Notre-Dame).

Les biens-fonds de la Collégiale de Sillé comprenaient une vingtaine de maisons, avec ou sans jardin. Une partie des maisons était occupée par les différents chanoines (1).

1 Arch. de la Sarthe, L 366.

A) *Maisons et jardins.*

La maison et jardin du Doyenné, la maison et jardin du Châtelet, la maison et jardin de la Fontaine Saint-Martin, la maison et jardin « sous le collège », l'auberge de l'Etoile, la maison près de cette auberge, deux maisons dans la rue du Four-Banal, une dans la rue du Pont-d'Enfer, la maison nommée la « Salleguenault » (1), la maison et jardin du Perron, les maisons de Saint-Martin dans la rue de Beauvau, une autre maison dite du « Châtelet », la maison et jardin du Tertre-Pèlerin et celle de la Paresse.

B) *Champs et prairies.*

Le clotteau du « moulin à vent », le champ de la Tête-Noire, le petit champ des Ventes, le champ du Devant des Besnières, le champ Batonnier, le jardin de la Touraille, le jardin du Ruban, le pré de la Recette, le pré de la Loge, les deux prés de la Rafourière.

2. PAROISSE DU GREZ.

Trois maisons situées à Haut-Eclair, la métairie de la Vallière, le lieu de Bel-Air, le moulin de Quincangrand, deux champs et trois taillis.

3. PAROISSE DE SAINT-RÉMY.

Le chapitre n'y possédait pas de maisons, mais seulement sept prairies, exploitées chacune par un chanoine (2).

4. PAROISSE DE CRISSÉ.

La métairie de la Marre-aux-Anes, affermée à René MAUBOUSSIN, et trois champs.

5. PAROISSE DE ROUEZ.

La métairie de Trigné, affermée à Jean LEMAITRE, et un taillis d'un demi-arpent.

1 Une des rues de Sillé portait alors ce nom.

2 Réponse de la paroisse de Saint-Rémy à la Commission Intermédiaire de l'Assemblée provinciale. Arch. de la Sarthe, C 96.

6. PAROISSE DE PEZÉ.

Le champ des Noyers.

7. PAROISSE DE ROUÉSÉ.

Le taillis de la Vente, de 9 arpents (1).

Une des principales préoccupations de la Collégiale était la gestion de ses biens-fonds. De 1780 à 1790, de nombreux baux furent passés entre les chanoines et différents particuliers; ils sont presque tous rédigés par des notaires seigneuriaux, comme JULLIOT DE LA MORANDIÈRE et MARTINEAU. Faut-il voir là une préférence déterminée, une intention particulières des chanoines d'employer ainsi les notaires seigneuriaux presque à l'exclusion des notaires royaux ? (2)

Ses propriétés rapportaient au chapitre environ 4.800 livres par an.

D) Les Dîmes du Chapitre.

Les chanoines de Sillé-le-Guillaume jouissaient de plus de 6.000 livres de dîmes annuellement. Ils étaient décimateurs sur 10 paroisses voisines. La dime était loin d'être perçue, dit-on parfois, comme il aurait fallu théoriquement : à la dixième gerbe. Or, à Sillé-le-Guillaume, depuis un temps « immémorial », au dire des chanoines, l'usage était de la percevoir à la 11^e gerbe; pour le carabin, c'était au 11^e « botteau ». Il faut donc reconnaître, quoi qu'on en dise, que le mot n'avait pas perdu tout à fait sa valeur étymologique. Les dîmes étaient presque toujours affermées (3); le fermage atteignait parfois des prix considérables, surtout lorsqu'il s'agissait des grosses dîmes. On distinguait, en effet, les grosses dîmes comme le blé, les vertes dîmes comme le chanvre, le sarrasin, le lin, le millet, les légumes; les dîmes de charnage, qui se percevaient sur les animaux comme les porcs, les brebis, etc... A Sillé-le-Guillaume, les dîmes du chapitre se répartissaient ainsi :

¹ Arch. de la Sarthe, L 366, C 96. — Arch. com. de Sillé, Reg. 1, f^{os} 41 v^o-44.

² Arch. de la Sarthe, G 462. Dans une liasse il y a ainsi 35 baux passés par le chapitre. De nombreux baux sont aussi conservés dans le minutier de M^e BRIÈRE.

³ Cf. Affiches du Maine, 6 avril 1778.

1. PAROISSES DE SILLÉ (Saint-Etienne et Notre-Dame).

Le chapitre y jouissait de la presque totalité des dîmes. En 1778, il avait affermé les vertes dîmes et les charnages au curé du Crucifix, mais il s'était expressément réservé les grosses dîmes, d'un profit beaucoup plus important (1); quatre ans plus tard, il affermaient les dîmes dites du Châtelet et de Trigné à divers particuliers, le chanoine LIVET et François DUVAL; les preneurs avaient droit de se servir du « souterrain donnant sous l'église Notre-Dame », c'est-à-dire de la crypte actuelle, pour y renfermer les grains (2).

En 1789, toutes les dîmes de Sillé rapportaient au chapitre environ 1.200 livres (3).

2. PAROISSE DE SAINT-RÉMY.

Une partie des « prémices et verdages » était affermée au sieur BESNARD pour 30 livres; un « trait » de dîme pour 205 livres. Total : 235 livres.

3. PAROISSE DE CRISSÉ.

Les chanoines y prélevaient deux dîmes: l'une dite la Grange de Crissé, l'autre dite la Grange de Grillemont. En 1783, ils affermaient cette dernière au nommé CHAPPÉ, marchand; le produit annuel, fort élevé, était estimé, en 1789, à 1.900 livres (4). Les autres décimateurs étaient les moines de l'abbaye de la Couture, au Mans, les moines de l'abbaye d'Evron, le curé de Notre-Dame de Sillé (5).

4. PAROISSE DE ROUEZ.

La Collégiale y possédait trois dîmes : la Grande Grange de Rouez, affermée le 4 décembre 1782 aux sieurs LESTRINGANT,

1 Min. LEROUX. Acte devant DUFAY (22 mai 1778).

2 Min. BRIÈRE. Actes devant JULLIOT DE LA MORANDIÈRE (22 novembre 1782).

3 Arch. de la Sarthe, L 366. — PESCHE (Dictionnaire...), T. VI, p. 129-130) publie un document qui mentionne la délimitation des terres de Sillé où les chanoines dimaient.

4 Min. BRIÈRE. Acte devant JULLIOT DE LA MORANDIÈRE (3 février 1783).

5 Réponse de la paroisse de Crissé à la Commission Intermédiaire de l'Assemblée provinciale, Arch. de la Sarthe, C 95.

François DUVAL et Jacques DUVAL; elle rapportait 667 livres 15 sols en 1789, y compris 2 oies grasses et 10 chapons paillés, — les deux tiers de la dîme de Bonnefontaine, estimée 250 livres; l'autre tiers appartenait au curé de Rouez, — les deux tiers de la dîme des Trochonnières, affermée depuis 1782 aux sieurs BOUET pour 172 livres 4 sols. Ces dîmes se levaient sur tous les grains de n'importe quelle espèce.

Le chapitre affermait, en outre, à M. DU PRAT, le tiers des pailles de la Grande Grange de Rouez pour 70 livres (1).

5. PAROISSE DE NEUVILLETTE.

La dîme, que le chapitre y prélevait, fut réservée au chévécier jusqu'en 1781; depuis 1782, elle était affermée 313 livres 10 sols au sieur THÉBAUT DU CRUCHET, notaire royal à Neuville (2). Elle consistait en « gros bleds, orges, mellots, bleds noirs, légumes, lins, chanvres, laines, agneaux, cochons... » (3).

6. PAROISSE DE NEUVILLALAIS.

Les chanoines y jouissaient de deux dîmes : celle de la vigne Gobet, estimée 6 livres, et celle de l'Ambruillère, dont ils n'avaient que les deux tiers, affermée depuis 1783 à René BOUET pour 562 livres 16 sols 16 deniers (4).

7. PAROISSE DE TENNIE.

Un petit trait de dîme, dit La Brosse, estimé 20 livres.

8. PAROISSE DE ROUESSÉ.

Un petit trait de dîme, estimé 24 livres.

9. PAROISSE DE VIMARCÉ.

Le sixième de la dîme de la Grande Grange avec le sixième des pailles, estimé 180 livres. Les autres décimateurs de la paroisse

1 Cf. un inventaire « de la dixmerie en Rouez ou chapitre de Sillé », dressé en 1659. Min. LEROUX.

2 Min. BRIÈRE. Acte devant JULLIOT DE LA MORANDIÈRE (2 mai 1782).

3 Min. LEROUX. Acte dev. COISNON DES AULNAIS (8 mars 1770).

4 Min. BRIÈRE. Acte devant JULLIOT DE LA MORANDIÈRE (8 janvier 1783).

étaient le curé de Vimarcé, les chanoines de la cathédrale du Mans, l'abbé de Beaulieu.

En 1776, les décimateurs durent contribuer aux frais de réparations du clocher en partie « découvert » par la grêle deux ans plus tôt (1).

10. PAROISSE DE MONT-SAINT-JEAN.

Plusieurs petits traits de dîme. Le chapitre prélevait les deux tiers de tous les grains et de toutes les pailles, mais seulement la moitié du blé noir; l'ensemble était estimé 500 livres.

Il ne faudrait pas croire que les chanoines, curés et autres décimateurs n'eussent à faire qu'un signe de tête, lorsqu'il n'y avait pas de fermage, pour voir affluer dans leurs greniers et leurs granges dîmeresses les gerbes durement acquises des malheureux paysans. Ce n'était pas sans aigreur, sans rancune et peut-être sans arrière-pensée que les fermiers laissaient ainsi les grains, leurs grains, prendre la direction du presbytère ou de la maison d'un « tireur ». Tantôt, ils subissaient cette servitude avec résignation, tantôt ils se révoltaient ouvertement. Cet esprit d'opposition ne se manifeste pas seulement à la fin de l'ancien régime, mais encore pendant tout le siècle. Quelques faits précis et typiques indiqueront à quels excès les portait leur hostilité et à quelles brimades ils pouvaient être assujettis.

En 1743, le sieur Michel BESLOT était fermier à la Jacquetière, paroisse de Mont-Saint-Jean. C'était un homme de moyenne condition, plutôt pauvre, vivant péniblement avec sa femme et ses quatre enfants. Ses terres faisaient partie du trait de dîme nommé la Chalcusière. Ce trait appartenait pour un tiers au fermier général du prieuré de Mont-Saint-Jean, le sieur LORET, et pour les deux autres tiers aux chanoines de Sillé. Au mois de juillet, Messieurs de la Collégiale avaient obtenu une ordonnance du lieutenant-général de la sénéchaussée les autorisant à faire assigner tous les particuliers qui moissonneraient et qui enlèveraient leurs gerbes sans avoir averti soit les décimateurs soit les préposés 24 heures à l'avance, — à faire dresser procès-verbal devant un

¹ Résultat du général des habitants de Vimarcé (30 juin 1776). Min. LEROUX.

notaire royal, — à faire ouvrir par un serrurier, en cas de refus, les portes des granges, etc... La dîme devait se percevoir à la onzième gerbe; Michel BESLOT décida qu'il la donnerait à la centième.

Le lendemain de l'Assomption, il alla dans un de ses champs, appelé le Grand Champ, coupa son blé et le mit paisiblement en javelles sans se préoccuper en aucune manière d'avertir les décimateurs. Or, il advint que le fermier général du prieuré passa par là; son premier soin fut de vouloir compter les gerbes afin de prendre la dîme à la onzième, mais le fermier BESLOT et ses enfants mirent le hola et l'invitèrent sans politesse aucune à déguerpir : « Si tu ne te retires pas, on va te casser la tête à coup de tranche ». Pris de panique, LORET s'enfuit et alla prévenir les chanoines de Sillé. Bien disposés à ne pas se laisser narguer ainsi par un paysan, Messieurs de la Collégiale donnèrent tous pouvoirs à leur doyen en personne, René RAVET, pour mettre fin à cette rébellion impie.

Le doyen alla quérir un notaire et des témoins. Le notaire était Jacques MESLIER et les témoins Jacques LEBOUCHER, marchand, et Michel DALIVOUST, cordonnier. Dès le lundi suivant — 19 août — vers huit heures du matin, tous partirent pour Mont-Saint-Jean. Et les fermiers du voisinage virent passer cette petite troupe, — chanoine, notaire, témoins, — se rendant par les sentiers rustiques et les champs moissonnés au domicile d'un infortuné paysan, à la recherche de quelques misérables gerbes de blé.

Ils allèrent d'abord à la Chalousière, chez PAYEN, le « tireur », qui déclara n'avoir jamais reçu d'avertissement du sieur BESLOT; de son côté, le sieur LORET vint leur exposer la scène du mercredi précédent et le beau rôle qu'il avait joué. Le plus simple était d'aller aux renseignements. Et la petite troupe, grossie du fermier du prieuré et d'un domestique, reprit d'un pas allègre le chemin de la Jacquetière.

Dix heures sonnaient lorsqu'ils arrivèrent à la ferme; sur l'aire, un tas de blé attendait d'être battu; dans la cour, deux enfants jouaient. Le notaire demanda à l'un d'eux où était son père; l'enfant ne répondit rien; la même question fut

posée à une voisine; elle répliqua : « Je ne suis pas obligée de le dire, puisque les enfants n'ont pas voulu ». Les voisins faisaient ainsi cause commune avec BESLOT contre les décimateurs. A ce moment, un des enfants, une petite fille, s'enfuit à travers les jardins. Devinant qu'elle allait prévenir son père, le notaire, le doyen, le fermier du prieuré et les témoins se lancèrent à sa suite... « Mon père, venez-vous-en; voilà LORET avec un prêtre et une bande de gens », dit la petite fille, lorsqu'elle fut arrivée dans le champ où les BESLOT fauchaient de l'avoine. Le fermier et son fils, sans tarder, prirent leurs faux, ouvrirent la barrière et sortirent dans le chemin. Un particulier qui passait leur demanda : « Allez-vous encore faire du bruit ? » — « Margué oui ! Vous allez voir beau jeu !... ». Comme s'il avait l'intention de se battre, le père enleva sa veste de toile et ses sabots, puis, frémissant de colère (1), il vint à la rencontre du chanoine et des autres en s'écriant fièrement : « Où allez-vous, Messieurs ? Ne venez-vous point pour me voler ? » — « Point d'emportement ! dit le notaire, qui voulut lire l'ordonnance du lieutenant-général, et le doyen renchérit : « Nous ne vous demandons rien d'injuste; mais nous demandons que vous payiez la dîme à la onzième ». — « Margué ! Je ne vous en dois point ! Etes-vous plus que Jésus-Christ qui ne demandait point la dîme ? ». Et le fermier de s'emporter, d'insulter le chanoine, de lui alléguer l'Ancien Testament, d'après lequel « on donnait seulement la première gerbe que l'on brûlait... », etc... Le paysan BESLOT invoquait Jésus-Christ, le chanoine Ravet invoquait « l'arrêt du Parlement »... Pendant ces vifs incidents, les BESLOT père et fils tenaient en mains leurs faux renversées, prêts à les abattre sur le notaire, le doyen et les témoins, s'ils avaient osé approcher davantage. De plus, la fille, Marthe BESLOT, était revenue de l'aire avec un fléau et, s'adressant au fermier du prieuré, ne cessait de lui crier : « Bougre ! Bougre ! Il faut que je te casse la tête; tu n'es qu'un fripon ! » — et autres gentilleses aussi amènes.

1 « Ayant une couleur blesme et paraissant en collère... ». — Déposition du notaire MESLIER. — Arch. de la Sarthe, B 1347.

De guerre lasse, le notaire et le chanoine renoncèrent à vouloir compter les gerbes. « Mon petit bonhomme, ne vous fâchez donc pas, dit doucereusement le notaire; nous ne vous demandons rien »; ils entrèrent dans la maison d'un voisin, le nommé LÉCUREUIL, pour rédiger leur procès-verbal. BESLOT les poursuivit jusqu'à la porte et les cribla d'injures et de sarcasmes. Quant à la fille, elle battait du blé dans l'aire, mais c'était avec regret : « Ah! si je tenais ce bougre de LORET, je frapperais encore plus vigoureusement ! » (1).

L'expédition était manquée, mais les chanoines ne se tinrent pas pour battus. Quatre jours après, ils déposaient une plainte en règle devant le lieutenant-général de la sénéchaussée. Les témoins furent entendus; les BESLOT requèrent un « décret d'ajournement personnel » et durent comparaître sous huitaine. Ils ne se dérangèrent même pas. Les chanoines s'émurent; ils obtinrent un décret de prise de corps et, le 30 septembre, ils envoyaient à la Jacquetière les trois cavaliers de la maréchaussée de Sillé. Ceux-ci s'emparèrent de BESLOT et de ses deux enfants, Michel, âgé de 12 ans, et Marthe, âgée de 15 ans. Après un internement à la prison de Sillé, puis à celle du Mans, après un interrogatoire précis et détaillé, les BESLOT furent élargis de la prison du Mans, le 11 octobre, puisqu'ils n'étaient « accusés d'aucun crime », mais ils devaient rester à la disposition du lieutenant général (2).

Fort de son élargissement BESLOT récidiva. Le 31 août 1745, le chanoine RAVET, le notaire DUFAY et différents témoins se transportèrent à la Jacquetière. A nouveau, des propos assez vifs furent échangés; BESLOT déclara qu'il était le maître de son bien; il ne devait de tribut qu'au roi; il battrait son blé quand il le jugerait à propos, ne donnerait la dîme qu'à son gré, etc... Le chanoine et ses témoins comparèrent les gerbes de dîme aux autres gerbes; tandis que celles-ci avaient leurs épis « garnis d'un bled fort nourri », celles-là étaient remplies de « fougère »; les épis en étaient « fort courts et presque denuez de grains... ». Procès-verbal de toute cette visite fut dressé par le notaire DUFAY (3).

1 Déposition du témoin LÉBOUCHER.

2 Cf. toutes les pièces de procédure aux Archives de la Sarthe, B 1347. Cf. aussi Min. LEROUX. Acte devant Jacques MESLIER (19 août 1743).

3 Min. LEROUX. Acte devant DUFAY (31 août 1745).

En conséquence, de nouvelles plaintes furent déposées par les chanoines et les rigueurs de la justice s'abattirent à nouveau sur Michel BESLOT; il fut condamné par la suite à de fortes amendes, qu'il était incapable de payer. Inflexible, le chapitre fit vendre en 1748 ses meubles et ses grains; pour comble de bonheur, BESLOT fut emprisonné. Au mois de juillet, il sollicita humblement son élargissement; il était « malade et languissant »; sa vie serait en danger « s'il ne changeait d'air »; il offrait, du reste, un acompte de 300 livres. Les chanoines se montrèrent généreux; ils empochèrent au préalable les 300 livres et autorisèrent l'élargissement; leur seul désir était que BESLOT pût « travailler à trouver de l'argent pour nous payer à l'entier... sauf à le faire de nouveau constituer prisonnier toutes fois et quantes et de faire de nouvelles saisies sur ses biens, faute par luy de nous payer le surplus... » (1). Vraiment, le chapitre de Sillé-le-Guillaume manquait un peu de douceur évangélique.

Ces contestations sur les dîmes, qui prenaient parfois un caractère si violent, se répétaient presque chaque année. Tantôt, les préposés n'avaient pas été avertis vingt-quatre heures à l'avance, conformément aux ordonnances; tantôt c'était la quotité de la dîme que les paysans discutaient; les chanoines prétendaient dîmer à la onzième gerbe suivant l'usage; les uns ne voulaient accorder la dîme qu'à la treizième gerbe, les autres enjavelaient leur blé la nuit; d'autres affirmaient s'être déjà acquittés de leur obligation; d'autres refusaient même complètement de l'acquitter. Des perquisitions s'ensuivaient; il fallait un notaire et des témoins; il y avait des visites dans les fermes, dans les granges, dans les champs; d'interminables procès risquaient de s'engager.

En 1740, il y eut de nombreuses difficultés relatives à la dîme sur la paroisse de Crissé. L'affaire fut portée jusque devant le Parlement (2). En 1768, la perception de la dîme causa des contestations entre le chapitre et le curé de Notre-Dame; ce dernier refusa de lire en chaire une ordonnance du lieutenant particulier de la sénéchaussée... Les différends occasionnés par les dîmes entre les ecclésiastiques et les particuliers sont tellement

1 Extrait des « conclusions capitulaires du chapitre de Sillé » (20 juillet 1748). Min. LEROUX.

2 Arch. Nat. Xra 1094, f^{os} 110-131.

nombreux au XVIII^e siècle qu'il serait fastidieux de les énumérer ici (1). Ils montrent à quel point les gens du peuple et même des bourgeois détestent ces prélèvements forcés sur leurs récoltes, si minimes fussent-elles. Le système du fermage, couramment employé dans les dernières années de l'ancien régime, ne faisait qu'aggraver la situation. Sans doute les décimateurs avaient moins de difficultés; ils touchaient chaque année le montant de la location et n'avaient cure du reste. Mais les fermiers, eux, pressuraient d'autant les sujets décimables; leur intérêt, quelquefois aussi leur cupidité, les contraignaient à se montrer intransigeants. Or, la Collégiale de Sillé n'aurait-elle pas été assez riche sans les dîmes ? Ses rentes et ses propriétés ne lui suffiraient-elles pas ? Pourquoi laisser aux malheureux curés des paroisses une indigne portion congrue et leur enlever les ressources dont ils devraient, seuls, légitimement disposer ? Autant de questions que les paysans des bourgades voisines se poseront un jour prochain, mais les chanoines envisageaient l'avenir avec sérénité.

Tous les revenus du chapitre n'étaient pas répartis intégralement entre les divers membres; la Collégiale se trouvait astreinte à certaines dépenses et à certaines charges, estimées année commune à 1.678 livres. C'étaient les frais occasionnés par les cérémonies du culte, les gages du souffleur, du suisse, du bedeau, des enfants de chœur, quelques rentes, dont une de 200 livres, et enfin les réparations évaluées à plus de 300 livres.

Le chapitre avait à sa charge 96 services annuellement, quatre messes basses par semaine, une messe quotidienne. Il était tenu également, depuis 1400, à une autre messe quotidienne pour le repos de l'âme de PERRONNELLE DE CÈSMES, ancienne baronne de Sillé. Cette baronne avait, par son testament, donné au chapitre la terre, fief et seigneurie de la Salle. Mais la terre de la Salle passa en d'autres mains vers le milieu du XVII^e siècle moyennant une rente de 180 livres due au chapitre (2).

Malgré sa piété, la Collégiale avait l'humeur assez irascible. La concorde ne régnait pas toujours parmi les chanoines. Les

1 Il y a un grand nombre de procès-verbaux de ce genre dans les minutes de M. LEROUX, notaire.

2 Arch. de la Sarthe, G 462. En 1790, les chanoines feront preuve de patriotisme en indiquant par quels moyens la « nation » pourra récupérer la seigneurie de la Salle.

discussions étaient fréquentes. Jamais on ne vit plus incurables plaideurs. Les petites luttes intestines de la Collégiale rompaient sans doute agréablement la quiétude et la monotonie de la vie provinciale. Elles scandalisaient les âmes pieuses; elles pouvaient égayer les esprits moins dévots.

Déjà, au début du siècle, les chanoines avaient eu des démêlés avec l'officialité diocésaine. Ils s'étaient permis d'inhumér dans leur église, en 1703, le bailli de Sillé, Jean HEUVELINE, contrairement aux dispositions de son testament; les chanoines n'obéirent pas à une première injonction de l'official; le présidial s'en mêla; le corps fut exhumé malgré l'obstination du chapitre, qui fut condamné à tous les dépens... Il y eut ainsi des contestations et des brouilles pendant tout le XVIII^e siècle; mais elles devinrent particulièrement nombreuses — et scandaleuses — dans les dernières années de l'ancien régime.

C'était quelquefois pour de simples questions de préséance; la brouille confinait alors au ridicule. Le 7 décembre 1762, par exemple, pendant que les chanoines « chantoient les premières vespres de l'office de la Conception de la Sainte-Vierge, patronne et protectrice de leur église... », le sieur DE TOUCHEMOREAU, sous-diacre, qui avait droit seulement à une stalle « basse », se permet d'occuper une stalle « haute ». Les vêpres terminées, les chanoines lui demandent les motifs de sa conduite; TOUCHEMOREAU allègue l'exemple du curé COIGNARD et du principal du Collège; il ajoute qu'il occupera une stalle haute, car le bas-chœur n'est rempli que « par divers artisans, laboureurs et autres personnes avec des soulliers et sabots ferrés... ». Acte est dressé devant notaire de ces allégations (1).

Trois semaines plus tard, le même sieur DE TOUCHEMOREAU, que les chanoines brimaient à nouveau, leur répond par cette seule phrase : « *Domus mea domus orationis vocabitur; tunc autem fecistis illam speluncam latronum* ».

Par suite, YVER DE TOUCHEMOREAU devint chanoine de Sillé; il occupa son canonikat jusqu'à la Révolution. mais il ne jouissait plus de toutes ses facultés mentales; il est impliqué dans

1 Min. LEROUX. Acte devant DUFAY (7 décembre 1762).

un procès en 1787 au sujet d'un système d'irrigation qu'il avait organisé dans ses terres au détriment de celles de ses voisins. L'année suivante, au mois de septembre, dans une réunion générale du chapitre, il se lève au milieu de la séance, insulte ses confrères, ouvre la porte de la sacristie et s'écrie : « A moi ! On m'assassine ! ». Les fidèles sont épouvantés ; sa conduite est déferée à l'évêque (1).

Un arrêt du Parlement, du 28 juin 1678, avait réglementé l'ordre des processions à Sillé-le-Guillaume (2). Elles étaient au nombre de cinq : le jour de la Purification, des Rameaux, de l'Ascension, de la Pentecôte et de la Fête-Dieu. Les chanoines se rendaient processionnellement à l'église Saint-Etienne pour y entendre la grand'messe. Or, le 1^{er} mai 1788, jour de l'Ascension, les chanoines se dirigèrent, selon la coutume, en grande pompe, après Tierces, vers l'église Saint-Etienne. Avaient-ils quelques minutes de retard ? C'est possible. En tout cas, lorsqu'ils arrivèrent, l'office était commencé ; le célébrant terminait l'*Introït* !... Grande colère des chanoines. Ils se retirent précipitamment, au grand scandale des fidèles, nombreux ce jour-là, et vont célébrer l'office dans leur collégiale. La messe à peine terminée, réunion générale. D'un accord unanime, on flétrit la conduite du curé PAUMIER et on décide de le poursuivre « pour cette entreprise et innovation inouïe... » (3). Dix jours après, c'était la procession de la Pentecôte. Le curé PAUMIER osa récidiver, mais les chanoines étaient des gens précautionneux. Ils mandent le notaire MARTINEAU pour dresser acte des heures de départ et d'arrivée de la procession. Les cloches sonnent à 9 heures ; le chapitre chante Tierces et le « *Veni Creator* » ; il est alors 9 h. 32 ; la procession se met en marche ; elle arrive à Saint-Etienne ; il est 9 h. 38. Or, l'office est encore commencé ; les chanoines se retirent à nouveau dans leur collégiale ; le notaire rédige son procès-verbal dans la sacristie (4) ; des poursuites vont s'engager contre le curé de Saint-Etienne. Quelques semaines après, ce dernier, désireux de ne pas scandaliser ses paroissiens et de s'éviter un

1 Arch. de la Sarthe, G. 468.

2 Arch. de la Sarthe, G 462.

3 Arch. de la Sarthe, G 468, f^o 9 vo.

4 Min. BRIÈRE. Acte devant MARTINEAU (11 mai 1788).

procès, fait amende honorable et avoue ses torts devant le chapitre réuni.

Au mois d'avril, un synode se tint au Mans. Les Collégiales y envoyèrent des délégués; le chapitre de Sillé députa le chanoine FOURRÉ; il eut même l'honneur de prendre la parole au nom des chapitres. Ce synode fut extrêmement tumultueux; les débats y furent bruyants et scandaleux; les curés avaient émis la prétention d'être placés avant les députés des collégiales; le curé de GOURDAINE lut un long mémoire « contre le despotisme épiscopal »; on fut obligé de délibérer par doyenné et les statuts définitifs furent rédigés dans une atmosphère fiévreuse (1).

Les chanoines avaient intenté, quelques années plus tôt un procès à leur doyen, René RAVET, pour des questions d'intérêt. Le chévecier avait été condamné par sentence du 3 août 1774; il fit appel de cette sentence; il « interjeta » aussi appel comme d'abus d'un règlement de l'évêque du Mans; des procès s'engagèrent et durèrent jusqu'en 1781; cette année-là un accord intervint entre les deux parties; le chévecier abandonna aux chanoines tous ses droits utiles et honorifiques, moyennant une pension annuelle de mille livres. Il garda son titre de doyen, mais il ne résida plus (2).

Un chanoine dont la conduite scandalisa la ville entière de Sillé fut le chanoine DESPRÉS. Il était à Sillé depuis 1783 (3). Il se fit remarquer bientôt par ses dérogations aux règlements, ses excentricités, son impudence. En plein office, il apostrophait à haute voix ses confrères par des exclamations et des « jurements obscènes »; il se moquait d'eux « par exemple, en tournant le derrière à celui qui lui offrait de l'encens » (4); il jetait avec mépris au milieu du chœur les bouquets de fleurs que les fidèles, par une pieuse coutume, désiraient faire toucher au Saint-Sacrement; un jour, il prêche dans le couvent des Minimes en état manifeste d'ivresse, etc... DESPRÉS, se doutant bien que sa

1 NEPVEU DE LA MANOUILLÈRE. Mémoires II, 165-169, cf. registre paroissial de Brûlon.

2 Arch. de la Sarthe, L 366. Cf. aussi un « Procès-verbal de dîres et réquisitions par le doyen et chapitre de Sillé ». Min. LEROUX (3 mai 1771).

3 Arch. de la Sarthe, G. 407, f^o 146.

4 Bib. du Mans, « Mémoire... », Maine 820/18.

conduite serait connue de l'évêque, prit les devants et chargea le chapitre d'inviaisemblables calomnies ; après divers interrogatoires et une enquête approfondie, l'officialité diocésaine condamna DESPRÉS, le 20 septembre 1786.

Mais en décembre suivant, une plainte était formulée contre le chapitre. Les chanoines récitaient l'office avec une telle précipitation qu'il durait à peine une demi-heure ; tel membre du chapitre vivait « dans un état habituel d'ivresse absolue » ; tel autre était « rarement un jour sans faire des sinuosités dans les rues de Sillé, trop étroites pour son passage » ; ce même chanoine avait souffert dans sa maison une douzaine de filles qui étaient « successivement sorties enceintes de chez lui », etc... Toutes ces accusations étaient en partie mensongères, mais l'official vint à Sillé faire une enquête.

Après avoir purgé sa condamnation, DESPRÉS était revenu à Sillé. Il recommença sa vie scandaleuse, et le chapitre consigna platoniquement dans ses registres tous les désordres de ce chanoine (1). Par une lettre du 15 avril 1787, l'évêque du Mans conseilla au chapitre d'obtenir une lettre de cachet pour DESPRÉS, dont la tête était « absolument perdue ». La Collégiale riposta que l'affaire intéressait l'évêché ; une polémique s'engagea ; un mémoire pour le chapitre contre l'évêque du Mans fut publié en 1788 (2). Au mois d'octobre, DESPRÉS résigna son canonikat en faveur de SUAVIN, professeur de rhétorique au collège de Nantes. Les habitants de Sillé virent partir sans aucun regret cet indésirable chanoine (3).

Ainsi, riches propriétaires, seigneurs de fief, gros décimateurs, acharnés plaideurs, les chanoines de Sillé possédaient toutes les qualités requises pour faire discréditer leur collégiale. Le nombre considérable de leurs biens-fonds et le peu de services rendus paraît aux gens du peuple d'une excessive disproportion. Payer des cens, acquitter d'inutiles droits de mutation, être assujettis à la banalité de moulin, — autant d'entraves, symboliques ou réelles, mises par un régime suranné à la liberté des individus. Les prélèvements de gerbes sur les blés, sur les orges,

1 Arch. de la Sarthe, G 468, f^{os} 2 vo, 15, 15 vo, etc.

2 Bib. du Mans, Maine 820/18.

3 Arch. de la Sarthe, G 409, f^o 75 vo.

de « botteaux » sur les chanvres, d'animaux, sont devenus désormais sans raison d'être et causent parfois d'insupportables vexations. La vie spirituelle se ressent fâcheusement de ces interminables querelles capitulaires, de ces futilités prétentieuses, de ces procès continuels, de ces calomnies réciproques, de ces scandales. Les chanoines donnent trop l'exemple de cet « esprit de chicane » que les habitants de Sillé flétriront dans leur cahier de doléances. Quand éclateront les premiers troubles révolutionnaires, la Collégiale aura vécu.

La Cure de Notre-Dame ou du Crucifix.

L'église collégiale était aussi église paroissiale. Une cure, dite de Notre-Dame ou du Crucifix, lui était attachée; elle subsista jusqu'à la Révolution (1). Les différents curés de Notre-Dame au XVIII^e siècle, furent Louis DELINTE, Vincent COURVEAULLE, André-Dominique COIGNARD (2), Jean BARBETTE, ancien principal du collège, Jacques-Charles ROYER, Joseph TROUILLARD.

Joseph-Charles-François-Hyacinthe TROUILLARD était curé de Notre-Dame à la veille de la Révolution. Il avait pris possession de la cure le 13 novembre 1783, alors âgé de 32 ans (3).

Le presbytère, assez vaste, était situé près de l'église, sur « le chemin tendant de l'église Notre-Dame à Godard » (4). Le ruisseau du Ruban séparait la paroisse Notre-Dame de la paroisse Saint-Etienne. Le nombre des paroissiens n'était pas très élevé; les baptêmes, mariages et sépultures étaient peu fréquents. Voici quelques chiffres pour les dernières années de l'ancien régime :

	{	Baptêmes....	18
1783....	{	Mariages....	5
		Sépultures....	8

1 Elle n'est pas mentionnée, bien à tort, par LEPAIGE. «Dictionnaire..» art. Sillé, T. II, p. 496-501.

2 Il avait un frère François-Adrien COIGNARD, chanoine de la collégiale, qui fut « interdit pour cause de démence » par le bailli de Sillé, le 17 mars 1767.

3 Arch. de la Sarthe, G 407, f^o 167 vo. Né à Saint-Christophe du Luat, le 27 novembre 1751, vicaire à Saint-Pierre-la-Cour et à Montoire, curé du Crucifix de Sillé en 1783. — Ms. BACHELIER.

4 Terrier du fief du chapitre (1779). Arch. de la Sarthe G 467, f^o 621.

1784....	{	Baptêmes....	26
		Mariages....	6
		Sépultures ...	17
1785....	{	Baptêmes....	24
		Mariages....	2
		Sépultures ...	18
1786....	{	Baptêmes....	17
		Mariages....	3
		Sépultures ...	23
1787....	{	Baptêmes....	17
		Mariages....	5
		Sépultures ...	11
1788....	{	Baptêmes....	26
		Mariages....	7
		Sépultures ...	9
1789....	{	Baptêmes....	15
		Mariages....	3
		Sépultures ...	6

Le revenu de la cure s'élevait en 1789 à 1.156 liv. 3 sols. Il comprenait des biens-fonds des rentes et deux traits de dîme.

A) *Biens-Fonds.*

C'étaient la maison presbytérale et ses jardins — le lieu de Boishouté, affermé 415 livres — le bordage de Launay, à Saint-Rémy, affermé 189 livres, légué à la cure de Sillé en 1702 par Grégoire PILLIER (1) — cinq journaux de terre à Saint-Rémy; un jardin à chanvre au Long-Boya; le lieu de Bonnefontaine à Rouez; un champ à Pezé. Le revenu annuel des biens-fonds était estimé à 1.098 livres.

¹ Min. LEROUX. Acte devant Vincent DEBROCQ, notaire à Mézières (4 janvier 1702).

B) *Rentes.*

Elles comprenaient quelques rentes en argent et quelques rentes en grains.

c) *Dîmes.*

Presque toutes les dîmes de Sillé étaient, on l'a vu, accaparées par les chanoines; le curé de Notre-Dame jouissait seulement d'une dîme novalle sur sa paroisse, c'est-à-dire d'une dîme portant sur un fonds récemment cultivé, estimée à 6 livres, — plus d'une dîme sur la paroisse de Crissé, affermée 30 livres à Guillaume HUBERT, marchand à Crissé, par bail du 19 mai 1784 (1). Les dîmes ne rapportaient donc au curé que 36 livres.

Du revenu il fallait déduire 265 livres 12 sols de charges, consistant en rentes, célébrations de messes, décimes et réparations annuelles.

Le curé TROUILLARD était aussi titulaire de deux prestimonies : celle de Saint-Blaise, paroisse de Saint-Baudelle, près de Mayenne, et celle de la Jaujuperie, paroisse de Bazougers. Ces deux prestimonies étaient évaluées à environ 732 livres.

Ainsi, le curé pouvait jouir d'un revenu total de plus de 1.600 livres. Il faut reconnaître qu'avec de pareilles rentes la vie lui était facile. Les propriétés attachées à la cure et ses autres ressources compensaient largement les dîmes dont les chanoines le frustraient. Il pouvait vivre décemment, respecté et vénéré de ses ouailles, qu'il aimait, reconnaissons-le, paternellement.

1 Arch. de la Sarthe, L 349. — Min. BRIÈRE. Acte devant JULLIOT DE LA MORANDIÈRE (19 mai 1784).

CHAPITRE III

L'Eglise Saint-Etienne et les Etablissements religieux

Le doyenné de Sillé-le-Guillaume. — L'église Saint-Etienne; les curés. — Le revenu de la cure. — La fabrique. — La vie religieuse. — Le collège. — Le couvent des Minimes. — L'hôpital de Sillé-le-Guillaume.

Comme juridiction ecclésiastique, Sillé-le-Guillaume était un doyenné de l'archidiaconé de Passais (diocèse du Mans). Il comprenait 34 paroisses placées sous la surveillance du doyen (1). Les doyens de Sillé au XVIII^e siècle, furent François ROUSSEAU, prieur de Domfront, Marcel SAINCTON, curé de Rouez, Paul LE PLAT DE QUINCAY, curé de Saint-Germain-de-Coulamer, Jacques ANDRÉ, curé de Rouessé-Vassé.

Jusqu'à la Révolution, Sillé-le-Guillaume posséda deux églises paroissiales : Notre-Dame et Saint-Etienne.

Située à l'extrémité de la Grande-Rue, près d'un carrefour dit de l'Ecce-Homo, Saint-Etienne dominait toute la vallée. Sans aucun style, elle était depuis plus de 70 ans dans un extrême délabrement; déjà en 1712, les habitants constataient le mauvais état du clocher et des murs; en 1714, la princesse DE CONTI avait donné 100 livres pour refaire le lambrisage; en 1785, le curé était encore obligé d'adresser une requête à l'intendant, relative aux réparations du grand clocher; en 1789, l'église tombait en ruine (2).

1 Cf. CAUVIN. « Géographie du diocèse du Mans », p. 233.

2 Min. LEROUX. Acte devant CAILLETEAU (14 août 1785). — Bib. du Mans, Ms 1873, f^o 364. — Reg. des bapt. mar. et sép. de Saint-Etienne (année 1731). — Les « Alpes Mancelles », 20 mars 1881.

Outre le grand clocher, une sorte de petit campanile surmontait le chœur. Une grosse cloche avait été bénite en mai 1735; elle portait le prénom de Marie-Anne, du nom de la princesse DE CONTI, baronne de Sillé; trois autres cloches furent bénites en 1774 et reçurent les prénoms de Marie-Jeanne-Louise, Anne, Elisabeth (1).

L'église, assez vaste, contenait 400 places environ; depuis 1749, il y avait un nouveau maître-autel, avec quelques petits autels comme ceux de Sainte-Barbe et de Saint-Jean; des statues de saints — la Sainte-Vierge, Saint Crépin, Saint Eloi, etc... — ornaient les murs. La paroisse de Saint-Etienne avait comme succursale la paroisse de Saint-Rémy; le même curé était titulaire des deux cures; l'abbé DE LA COUTURE en avait la présentation (2).

Les divers curés de Saint-Etienne au XVIII^e siècle furent : QUESTON, Denis SALLÉ, François GILLET, Jean JEANNOIS, Jean-Louis QUESNOT, Charles-Pierre PAULMIER. Ils étaient assistés d'un ou de deux vicaires; des prêtres habitués prêtaient quelquefois leur concours aux cérémonies religieuses; les curés étaient inhumés dans leur église. En 1789, le curé de Saint-Etienne était l'abbé PAULMIER, aidé d'un vicaire, l'abbé TIROT, et d'un desservant pour Saint-Rémy, l'abbé GALLET.

L'ancien cimetière, commun aux deux paroisses, se trouvait près du Long-Boyaux (3).

Le sacristain de l'église ne fut pas toujours un laïque; c'était aussi un prêtre, assisté d'un « sous-sacriste »; les habitants intervenaient dans sa nomination; en 1732, par exemple, ils nommèrent MARIN-RENARD, prêtre, comme sacristain, pour s'occuper des objets du culte et des sonneries de cloches. L'angelus devait sonner trois fois par jour : le matin à cinq heures (été) ou à sept heures (hiver), à midi, le soir à sept heures (été) ou à cinq heures (hiver); pour les enterrements, s'ils étaient de première classe, la sonnerie durait des heures entières; de deuxième

1 Reg. des bapt. mar. et sép. de Saint-Etienne (1735 et 1774).

2 Arch. dép. de la Sarthe; Pouillé de 1772, f^o 379 vo; L 349.

3 C'est après la Révolution seulement qu'il fut transféré dans l'enclos de l'hôpital. — Arch. com. de Sillé, Reg. 16 (délibération du 22 prairial, an XII).

classe, elle durait une heure seulement; pour les pauvres elle était « d'un demy gard d'heure gratuitement » (1); pour ses services, le sacriste jouissait d'une maison et d'un petit revenu; il avait droit à la « glenne » dans la ville et dans la campagne.

Huit chapelles étaient desservies à Saint-Etienne : les chapelles de la Bellusière, de Cornulot, de Sainte-Catherine, des Fougerais, du Champ-Mortier, du Plessis-Godeau, de Saint-Sébastien de Perron, de Notre-Dame de Perron, de Merceris et d'Ingrandes, plus une prestimonie : la prestimonie Queston (2). La fondation de quelques-unes remontait aux XV^e et XVI^e siècles; certaines avaient un revenu important; la chapelle de la Bellusière rapportait 500 livres. Le titulaire de la chapelle du Champ-Mortier devait être obligatoirement un prêtre originaire de la paroisse de Saint-Etienne (3).

Le revenu du curé comprenait des biens-fonds et quelques dîmes. Il recevait une « portion congrue » que lui payait le prieur de Saint-Rémy. La portion congrue montait à environ 400 livres. Les biens-fonds se composaient de deux prés, seize pièces de terre, cinq journaux à Saint-Rémy et un petit cloteau. Comme son confrère de Notre-Dame, le curé de Saint-Etienne était frustré de la majeure partie des dîmes par le chapitre. Il avait cependant un droit de dîme sur la paroisse Saint-Etienne qui lui rapportait année commune 50 boisseaux de froment, 24 boisseaux de seigle, 60 boisseaux d'orge, 25 boisseaux de sarrasin et 6 boisseaux d'avoine. L'ensemble était estimé 650 livres. Il jouissait également du tiers des menues et vertes dîmes à Saint-Etienne et à Saint-Rémy, avec les « aignaux, laines et cochons ». Le 12 novembre 1780, il avait affirmé son droit à Pierre COISNON, marchand (4). La paille provenant de ses dîmes valait année commune 150 livres. Le revenu total de la cure atteignait 1.662 livres; mais les charges étaient considérables. Le curé devait, en effet, rétribuer son vicaire, lui procurer la

1 Résultat du général des habitants de Sillé (6 janvier 1732). — Min. LEROUX.

2 Arch. de la Sarthe, Pouillé de 1772, f^o 397 vo. — Inventaire des titres de la fabrique (septembre 1779). Min. LEROUX.

3 Reg. des bapt. mar. et sép. de Saint-Etienne (année 1742).

4 Min. LEROUX. Acte devant DUFAY (12 novembre 1780).

nourriture, le chauffage, l'éclairage et le blanchissage; il devait rétribuer aussi le desservant de la paroisse Saint-Rémy. Les décimes, les réparations et les frais accessoires aggravaient encore les charges du curé; elles se montaient, sans doute par exception, en 1789, à 1.374 livres (1).

Malgré son faible revenu, le curé PAULMIER vivait dans une aisance relative. Il avait un presbytère vaste, mais sans aucun luxe. C'était un bâtiment de 38 pieds de façade sur 24 pieds de largeur, situé près de l'église. Le rez-de-chaussée comprenait un vestibule, un « sallon », une salle, une boulangerie, un cellier et une cuisine. Au premier étage se trouvaient trois chambres et deux cabinets, avec grenier sur le tout. Une grange, une étable, un appentis avec porcherie constituaient les dépendances. Un jardin s'étendait derrière les bâtiments; la façade était précédée d'une cour, avec arrière-cour; un portail, ouvrant près du carrefour de l'Ecce-Homo, donnait accès au presbytère. En 1755, de nombreuses réparations furent effectuées (2).

Pour gérer les biens de son église, le curé était assisté d'un groupement d'hommes, les marguilliers, qui constituaient la fabrique. Les marguilliers étaient élus dans une assemblée générale des habitants. Ils avaient à leur tête un procureur, dit procureur fabricant, qui jouait parfois un rôle important dans la communauté et qui, à certaines occasions, suppléait même le syndic.

Les procureurs fabriciers de Saint-Etienne au XVIII^e siècle furent : Pierre BOUTELOU, Jacques BOURGINE DE L'ÉTANG, Jacques JOUREAU (?), Gervais PIVARD DE BOZÉ, docteur en médecine, Anthoine BLANCHE, chirurgien, Jean LIVET, avocat fiscal, Pierre PRUNIER, marchand, Charles LEPLAT, avocat fiscal, Jean JARDIN, marchand, Martin GUILLER, huissier, Jacques PELU, marchand, André LOTTIN, marchand, Thomas BILLARD, marchand drapier, Thomas BODARD, changeur du roy, Jean MOUSSET, maréchal. On voit que ces procureurs fabriciers étaient

1 Arch. de la Sarthe, L 349.

2 Arch. de la Sarthe B 13. — Anciens titres de propriété mis gracieusement à notre disposition par M. et M^{me} LEBOUCHER.

choisis de préférence parmi les gens du peuple, et particulièrement dans la classe des marchands (1).

La fabrique jouissait de plusieurs biens-fonds et de nombreuses rentes, mais le revenu en était fort modeste. Les biens-fonds comprenaient seulement quelques jardins et quelques maisons à Sillé, en particulier, la maison dite de la Sacristie; les rentes étaient de peu de profit. La location des bancs de l'église, plus importante, rapportait 830 livres environ chaque année, à savoir :

29 places à 50 sols			
370	—	40	—
2	—	25	—
10	—	24	— (2)

Les papiers et les titres concernant les biens de l'église et de la fabrique étaient renfermés dans une chambre de l'hôpital. Les comptes de la fabrique étaient vérifiés par l'évêque; les biens furent toujours fort mal gérés; en 1779, Thomas BODARD, procureur fabricier, rendit ses comptes à Mgr DE JOUFFROY-GONSANS, évêque du Mans; l'actif était alors de 1.468 livres 9 sols 2 deniers, et le passif de 1.858 livres 18 sols 6 deniers. Toutefois, Thomas BODARD n'était pas responsable.

Il incombait aux marguilliers de régler les dépenses de l'église; c'étaient eux qui payaient les gages du sacristain, les salaires des ouvriers employés aux réparations, les frais occasionnés par les cérémonies du culte. Vers 1778, le sieur TOUCHARD-GRAND-MAISON, orfèvre, « pour avoir redoré le soleil », reçut 108 livres. La fabrique acheta un dais pour les processions. Thomas BODARD s'était même rendu à une foire de Caen pour acheter des « étoffes de soye, glands, franges et galons d'or et autres matières... »; on fit venir des « plumets » de Paris. La fabrique s'occupait du luminaire, des « pains de communion », etc...; elle affermais l'herbe et les fruits du cimetière (3). Elle était aussi chargée d'exécuter les intentions des testateurs. La plupart de

1 D'après les divers « résultats » d'habitants.

2 Ms BACHELIER.

3 Comptes de Thomas BODARD (24 octobre 1779). Min. LEROUX.
— L'herbe et les fruits du cimetière étaient affermés 6 livres par an. (Bail du 20 avril 1785).

ses rentes lui avaient été léguées à la charge de faire célébrer certains services ou d'acquitter certaines obligations. Quelques-unes de ces clauses testamentaires sont d'une touchante naïveté. La fabrique possédait tel legs, à la charge de faire chanter tous les dimanches, à l'issue du prône, le répons « Heu mihi !... » ; pour tel autre, elle devait faire chanter après l'aspersion le verset « Pie Jesu » et une oraison ; un autre legs l'astreignait à faire chanter avant le prône l'antienne : « Domine, quando veneris super terram, ubi me abscondam... », etc... (1).

Les marguilliers recouraient quelquefois aux lumières de la communauté entière dans les affaires qu'ils jugeaient plus délicates. Les habitants se réunissaient, délibéraient, opinaient tour à tour et dictaient aux marguilliers la conduite à tenir. En septembre 1723, il y eut ainsi une assemblée des habitants. La fabrique ne pouvait payer son créancier, le sieur BOURGINE DE L'ETANG, qui cumulait les fonctions de chirurgien et de marchand cirier. BOURGINE réduisit par bonté sa créance à 250 livres, à condition qu'il jouirait désormais gratuitement, ainsi que sa femme, de son banc dans l'église. Les habitants ratifièrent cette convention (2).

Ainsi, les marchands et les artisans d'alors ne dissociaient pas vie religieuse et vie communale ; l'église était un lieu tout public ; on la verra même devenir, en 1790, un centre de réunion électorale... Les journaux ou les gazettes étaient presque inconnus dans les campagnes ; de nombreux paysans ne savaient pas lire. Pour leur faire connaître les ordonnances administratives ou les prescriptions judiciaires, un seul moyen existait : le prône paroissial. Le curé n'y lisait pas seulement les annonces des messes ou les mandements épiscopaux ; il fulminait aussi les monitoires, destinés à faire connaître les coupables ; il publiait les actes émanant de l'administration ; il donnait connaissance aux marchands ou paysans réunis à l'église des ventes et des adjudications. L'usage était général à Sillé, tant dans l'église Notre-Dame que dans l'église Saint-Etienne. Par exemple, le dimanche 11 mars 1764, les curés des deux paroisses lisaient, au milieu

1 D'après divers testaments.

2 Résultat du général des habitants (26 septembre 1723). Min. LEROUX.

du prône, l'avis suivant : « Le sieur Julien MORDRET, marchand vitrier et curateur des enfants mineurs issus du mariage de défunct Pierre MALHERBE et de Louise EDON, sa veuve, fait avertir le public que jeudy prochain, qui sera le 15 du courant, et jours suivants, à commencer sur les huit heures du matin, il sera fait vente aux plus offrants et derniers enchérisseurs, en l'auberge où pend pour enseigne le tableau des Quatre-Vents, en cette ville, de tous les meubles et effets dépendant de la communauté qui a eu cours entre le dit défunct MALHERBE et lad. veuve EDON et de la continuation d'icelle avec leurs enfants; il y a : lits de plume, mathelas, draps de différente espèce, vaisselle d'étain, armoires, tables, tapisserie, batterie de cuisine, d'excellent vin vieux du Château-du-Loir, vin de Vernie, foin,, paille et autres bons effets. Ceux qui souhaiteront s'y trouver y seront reçu à leur encherre en payant argent content, à ce que personne n'en ignore » (1).

En 1779, les habitants prient même leurs curés respectifs d'annoncer au prône que les femmes ou filles de la ville qui voudront prendre des leçons d'accouchement devront s'adresser au sieur BOURGINE DE L'ÉTANG, maître en chirurgie (2).

Au début du XVIII^e siècle, la foi était très vive dans les esprits; il y eut un léger « refroidissement » dans les dernières années de l'ancien régime. Néanmoins, tous les habitants de Sillé restaient pénétrés de profonds sentiments religieux. Les grandes fêtes annuelles, Noël, Pâques, étaient des occasions longtemps désirées de réjouissances familiales. Quelquefois, un mariage entre familles de riche bourgeoisie mettait une note joyeuse dans le train-train de la vie provinciale, tel, en 1762, celui de la fille du bailli, Jeanne-Perrine MESLIER, avec Louis-Jacques DE BLANCHARDON, maître particulier des Eaux et Forêts du Maine, célébré avec une remarquable solennité. Cette vivacité du sentiment religieux se remarquait dans l'assiduité aux cérémonies, aux offices du dimanche, aux diverses prédications... Le prédicateur de carême était même payé par la ville. Les stations de

1 Acte devant Jacques ROYER (mars 1764). — Min. LEROUX.

2 On se préoccupa beaucoup, à cette époque, de donner dans les campagnes des sages-femmes instruites. — Cf. le résultat du général des habitants (9 mai 1779). — Min. LEROUX. — Arch. d'Indre-et-Loire C 355 et 356.

carême furent prêchées en 1784 par le P. BOUSSIRON, minime; en 1785, par le P. MARTIAL, récollet; en 1786, par le P. VOVARD, aussi récollet; en 1788, par le P. BILLAUD, dominicain; ils reçurent chacun 10 livres pris sur les octrois de la ville (1).

L'administration judiciaire intervenait même pour sauvegarder, si l'on peut dire, le prestige des cérémonies religieuses. Il était interdit de jouer dans les cabarets pendant les offices. Aussi, le 6 juin 1787, les sieurs PELU fils, marchand, TRUDELLE, « compagnon bourlier », CHAMPAGNE, « compagnon tanneur » et la veuve BOJU, cabaretière, étaient condamnés à diverses amendes pour avoir joué aux boules pendant les vêpres (2).

Lorsqu'un habitant écrivait ou dictait son testament, il ne manquait jamais, dans le préambule, de remettre son âme à Dieu et d'invoquer soit la Sainte-Vierge, soit son vénérable patron, soit même « toute la cour céleste »; on aurait tort de voir dans ces préambules de simples et vaines formules; ce sont des recommandations d'une profonde sincérité. Dans les testaments, les affaires spirituelles tiennent presque autant de place que les affaires temporelles; ce sont des vigiles, des grand'messes, des prières que réclame instamment le testateur. Un pauvre artisan demande parfois, lui aussi, de nombreux services après sa mort. Un humble tisserand, François FONTENELLE, dicte ainsi au notaire ses dernières volontés : « ...Comme bon chrétien, il a recommandé son âme à Dieu, Le suppliant de luy faire miséricorde et recevoir son âme en la gloire éternelle sitost qu'il Luy aura plu de disposer de son corps, priant la Très Sainte Vierge, Saint François son patron, et tous les Saints et Saintes de paradis d'intercéder pour luy auprès de Notre Seigneur Jésus Christ.. » (3). Le jour de son décès, il y aura trois grand'messes avec « vigilles entières des morts », et par la suite, « un huftain de grandes messes chantées », un nouveau service semblable au premier, cinquante messes basses et une donation de 100 livres aux pauvres. Le curé JEANNOIS voulut qu'après sa mort son

1 Arch. de l'hôpital de Sillé, E 11.

2 Arch. de la Sarthe. B sup. Bailliage de Sillé (audience du 6 juin 1787).

3 Testament de François FONTENELLE, tisserand (2 août 1745). — Min. LEROUX.

corps fût porté par quatre pauvres et suivi de douze autres pauvres tenant des cierges. Il donna 100 boisseaux de blé, de seigle et d'orge aux indigents de Saint-Etienne et de Saint-Rémy.

Bien d'autres testaments pourraient être cités à l'appui. C'est qu'en effet, dans leur enfance, tous les habitants de Sillé avaient appris humblement, parfois avec peine, les rudiments du catéchisme; leur adolescence s'était développée sous le regard paternel de leur curé, à l'ombre des vieilles églises; les exemples de leurs parents et les exhortations de leur pasteur les incitaient à l'amour du travail; hommes mûrs, ils continuaient leur tâche obscure, élevant chaque dimanche leur âme vers les divines illusions, et quand sonnait la dernière heure, leur mort s'auréolait d'une pieuse résignation, comme leur vie...

Le Collège.

L'enseignement de la jeunesse était, au XVIII^e siècle, l'une des plus graves préoccupations de l'autorité ecclésiastique. A Sillé-le-Guillaume, il existait un collège dont la date précise de fondation reste encore inconnue; il a peut-être été fondé au XVI^e siècle (1).

Le collège de Sillé-le-Guillaume était dirigé par un principal, toujours un ecclésiastique; il était à la présentation et à la collation du chapitre (2). Le principal avait un nombre variable d'élèves, une cinquantaine en moyenne. Il était chargé de leur enseigner « la grammaire et les humanités » (3). Il devait au chapitre respect, soumission et obéissance; il était tenu d'assister aux offices capitulaires, les dimanches et jours de fêtes, revêtu d'habits sacerdotaux, de remplir les fonctions de diacre ou de sous-diacre aux messes solennelles, d'instruire les enfants confiés à ses soins dans les principes de la morale chrétienne et de célébrer les messes prescrites par les fondateurs et bienfaiteurs du collège (4).

1 Sur le collège de Sillé; Cf. la monographie fort bien documentée de M. Julien L'HERMITTE, archiviste départemental de la Sarthe.

2 Arch. de la Sarthe, Pouillé de 1772, f^o 405.

3 Arch. com. de Sillé, Reg. I, f^o 46. — Cf. A. BELLÉE. « Recherches sur l'instruction publique dans la Sarthe... », p. 227-228.

4 Arch. de la Sarthe, G 400, f^o 252 vo.

En 1789, le principal était l'abbé Guillaume BUNOUST, prêtre du diocèse du Mans; il remplaçait depuis juin 1767 René-François FORTIS.

Les revenus du collège s'élevaient à environ 1.000 livres (1). Ses biens-fonds consistaient dans le bordage de la Marre, situé à Crissé, et dans le lieu de la Brunetière, situé à Sillé, paroisse Notre-Dame. Le premier était affermé depuis 1785 pour 220 livres, non compris les charges et les subsides; le second était affermé pour 150 livres, 20 livres de beurre, 6 boisseaux d'orge, 4 chapons, 4 poulets, 1 oie grasse, plus 51 livres de pot-de-vin (2). Ajoutons le lieu de la Joyère, à Saint-Pierre-la-Cour, dont le fermier, en 1776, était perdu de dettes. Ses créanciers, en particulier l'abbé BUNOUST, à qui le fermier devait plusieurs arrérages « de ferme », décidèrent de saisir les grains de ce cultivateur et de lui laisser seulement 6 boisseaux de seigle « par bonté » (3).

Originellement, le collège avait été doté de 200 livres de rente par MACÉ DURAND, abbé de Tironneau, à prendre sur le lieu de la Joyère (4). L'abbé BUNOUST était aussi titulaire de la chapelle de Chauffour, à Mont-Saint-Jean; il avait droit à un trait de dîme qu'il affermait depuis 1785 au fermier du prieuré de Mont-Saint-Jean, pour 100 livres, non compris le paiement des décimes (5).

La maison du collège où les enfants venaient prendre leurs leçons occupait l'emplacement du presbytère actuel. Elle relevait du fief du chapitre (6). Les jeunes écoliers, comme ceux d'aujourd'hui, faisaient des thèmes et des versions; ils étudiaient surtout, pour ne pas dire uniquement, les auteurs anciens. Un des prédécesseurs de BUNOUST, l'abbé BARBETTE, avait une bibliothèque fort bien garnie pour un principal de petite ville; par contre, sa garde-robe était assez sommaire; elle comprenait seulement quatre vestes, deux culottes « de finette noire », quel-

1 C'est le chiffre indiqué dans la réponse à la Commission Inter-médiaire. (Arch. com. de Sillé, Reg. 1, f^o 46). L'évaluation de ce revenu a fort varié selon les auteurs, depuis LEPAIGE (Dictionnaire, II, 498) qui indique 360 livres, jusqu'à CAUVIN (Annuaire de 1834) qui indique 1.500 livres.

2 Arch. de la Sarthe Q 10/4, n^{os} 79 et 86.

3 Acte devant DUFAY (17 juillet 1776). Min. LEROUX.

4 J. L'HERMITTE. « Le vieux collège... », p. 23.

6 Acte devant MARTINEAU. — Min. BRIÈRE (6 juillet 1785).

5 Arch. de la Sarthe G 466, f^{os} 157 et 157 vo; G 467, f^{os} 330 et suiv.

ques soutanes usées, quatre paires de souliers et « une mauvaise paire de galoche »M. BARBETTE portait « perruques à cheveux » et prisait.

Sa bibliothèque se composait, en grande partie, d'ouvrages religieux et moraux, par exemple :

« La vie des saints pères des déserts et de quelques saints », par ARNAULD D'ANDILLY.

Les sermons de BOURDALOUE.

« La fréquente Communion », d'ARNAULD, etc..., etc...

Il possédait de nombreux ouvrages classiques : les œuvres de CICÉRON, dont il avait même double exemplaire; les poésies de VIRGILE, les fables de PHÈDRE, les satires de PERSE et de JUVÉNAL, les traités philosophiques de SÉNÈQUE, les comédies de TÉRENCE, l'« Histoire d'Alexandre », de QUINTE-CURCE, les œuvres de TITE-LIVE, les Histoires et les Annales de TACITE, etc...; parmi les ouvrages plus modernes, signalons le « Discours sur l'histoire universelle » de BOSSUET, les « Aventures de Télémaque » de FÉNELON, les tragédies de RACINE, les œuvres complètes de BOILEAU, les fables de LA FONTAINE, l'« Histoire Romaine » de ROLLIN, etc..., quelques traités pédagogiques et un ouvrage de médecine pratique (1).

Quelle était, à la fin de l'ancien régime, l'activité du collège de Sillé ? Il est malheureusement impossible de la préciser. On aimerait connaître le nombre des élèves d'année en année, les méthodes pédagogiques employées, les progrès réalisés... Ce qu'il y a de sûr, c'est que l'instruction était essentiellement pénétrée d'esprit ecclésiastique; elle risquait ainsi de poursuivre des fins apologétiques et, partant, de compromettre sérieusement l'indépendance de la pensée.

Quant à l'enseignement que l'on pourrait qualifier de « primaire », il était donné par deux particuliers, qui avaient reçu au préalable l'approbation de l'évêque du Mans ; ces deux petites écoles de garçons ne possédaient aucun fonds; les maîtres traitaient « de gré à gré » avec les parents. En 1786, le sieur

¹ Inventaire des meubles et effets de défunt Jean BARBETTE (mai-juin 1767). Min. LEROUX.

VOVARD, chantre à l'église collégiale, était maître d'école. Sa qualité de chantre lui conférait peut-être des aptitudes spéciales à l'enseignement.

Le Couvent des Minimes.

Un couvent de religieux Minimes fut fondé à Sillé le 31 mai 1623 par Messire François DE COSSÉ, duc DE BRISSAC, pair et grand pannetier de France, conseiller du roy, baron de Sillé-le-Guillaume, et Guyonne DE RUELLAN, son épouse. Le domaine de la Foucherie, à deux cents mètres du château, fut concédé à l'ordre des Minimes pour l'établissement du couvent. Le duc DE BRISSAC fournissait les matériaux nécessaires à la construction. Dans la pensée du fondateur, douze religieux devaient habiter le couvent; chacun aurait sa cellule composée seulement d'« un bois de lit, un matelas, une couverture, une table et un escabot et paillasse ». Le bois de chauffage serait pris dans la forêt de Sillé à raison de 3.000 fagots et de 13 charretées de gros bois. Comme biens-fonds, les Minimes recevaient la chapelle de Saint Thomas du Gué-Grécier et la Maladrerie, à Saint-Rémy. De leur côté, ils étaient tenus à la célébration, dans l'église du couvent, d'une messe quotidienne pour le fondateur et sa femme, au paiement des redevances dues pour raison de leur domaine, à l'entretien des deux lépreux de la Maladrerie, à des prières pour le père et la mère du fondateur, Charles DE COSSÉ et Judith D'ACIGNÉ. Le baron de Sillé se réservait un droit de sépulture dans le chœur de l'église (1).

Les habitants furent très sensibles à cette marque d'attachement que leur témoignait le baron de Sillé. Dans une assemblée générale tenue à la cure de Saint-Etienne, ils lui adressèrent leurs plus humbles remerciements (2). Toutefois, les lettres-patentes pour la confirmation du couvent se firent longtemps attendre; c'est seulement en juin 1699 que Louis XIV l'approuva.

1 Extrait d'une des remembrances de la baronnie. Arch. de l'hôpital A 2.
— L'original du contrat de fondation est aux Archives de la Sarthe (H 1317), avec deux copies, l'une de 1638, l'autre de 1782. — Cf. Ed. BACHELIER. « Alpes Mancelles » (20 février et 6 mars 1881).

2 Arch. de la Sarthe, H 1318.

La construction du couvent, et particulièrement de la chapelle, exigea de longues années, au grand mécontentement des religieux. Trente ans après la fondation, on effectuait encore des travaux (1).

En 1642, les Minimes ajoutaient à leurs offices le chant des matines, vêpres et complies tous les dimanches et jours de fêtes. Ils désirent même rendre ces chants quotidiens, mais à une condition essentielle, c'est « qu'il plaise à la divine bonté de multiplier » leur « temporel ». Le provincial les approuve et les encourage : avec toute la ferveur et le zèle dont ils donnent de continuels témoignages, les Minimes de Sillé ne peuvent qu'attirer sur eux « les plus riches et plantureuses bénédictions du ciel » (2).

Le 23 avril 1652, Marie DE COSSÉ envoya au couvent le cœur de son père pour qu'on le déposât dans l'église, à droite du maître-autel.

Destiné primitivement à douze religieux, le couvent des Minimes vit le nombre de ses membres diminuer progressivement; pendant presque tout le XVIII^e siècle, il n'y a plus que deux religieux (3). A la fin de l'ancien régime, un des supérieurs du couvent, le P. MAHOUX DU COUTEAU était d'une prodigalité effarante. Il remania le couvent, supprima les cellules, voulut construire des chambres, réorganisa le jardin, modifia l'intérieur de l'église, etc... Son successeur, le P. BOUSSIRON, trouva le couvent perdu de dettes, dénué de meubles... et dans le plus mauvais état. Il dut faire des prodiges d'économie pour acquitter les créanciers et restaurer la maison conventuelle. En 1789, les bâtiments des Minimes comprenaient : église, sacristie, salle, « sallon », cuisine, quatre chambres au premier étage. L'enclos et le jardin étaient affermés au sieur HEURTEBISE, sacristain du chapitre, pour 120 livres annuellement (4).

La mense conventuelle était estimée en 1790 à 1.556 livres 6 sols (5). Elle se composait de biens-fonds et de rentes. Les

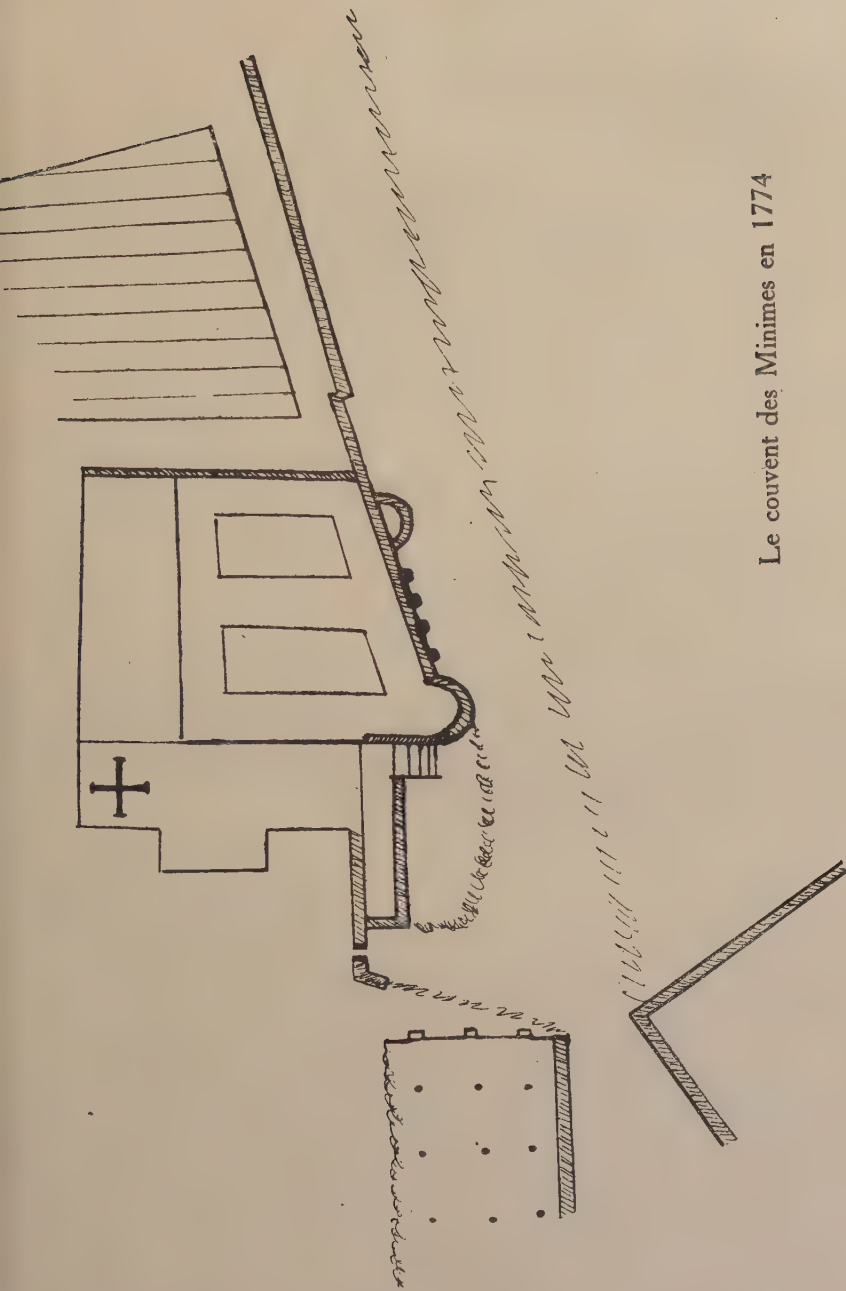
1 Cf. différents marchés passés avec des ouvriers. Arch. de la Sarthe, H 1319.

2 Lettre du provincial de Touraine aux Minimes de Sillé (décembre 1642). — Arch. de la Sarthe, H 1320.

3 M. Ed. BACHELIER (Alpes Mancelles) a publié la liste des religieux connus.

4 Arch. ccm. de Sillé, Reg. 1., fo 43 vo.

5 Arch. com. de Sillé, Reg. 2, fo^{es} 65-71.



Le couvent des Minimes en 1774

biens-fonds comprenaient diverses terres et quelques bâtiments situés à Sillé (bâtiments et dépendances du couvent, le lieu de la Sangle, etc...), à Saint-Rémy (la Morinière, différents champs), à Izé (les Ragaudières), au Grez (le Petit-Plessis), à Vernie (champ des Renardières), etc... C'est qu'en effet, depuis sa fondation, le couvent s'était enrichi soit par des donations, soit par des acquisitions. Les Minimes achètent ainsi des terres ou des bordages en 1637, 1642, 1645 (les Ragaudières), 1649, 1654, 1685 (le lieu de la Sangle), 1686 (la Morinière et le Petit-Plessis), 1717. Au XVIII^e siècle, il n'y a presque plus d'acquisitions. Toutes ces propriétés étaient affermées. Le lieu de la Sangle, par exemple, était d'un revenu de 65 livres (bail de 1771) ; le lieu de la Morinière rapportait aux religieux, vers 1765, la moitié des grains, des chanvres et des lins, 20 livres de beurre, 6 poulets, 2 oies grasses, la paille du seigle, 12 boisseaux de pommes à cidre (de poires, quand il n'y avait pas de pommes), 66 livres pour la « ferme d'herbe ». Le fermier devait, en outre, faucher le pré du couvent et l'herbe des allées (bail de 1761). En 1778, le même bordage rapportait 350 livres, le Petit-Plessis 100 livres, les Ragaudières 150 livres, etc... (1).

L'aumônerie et maladrerie de Sillé avait été donnée aux Minimes avec tous ses revenus par le duc DE BRISSAC. Les religieux la possédèrent jusqu'en 1673 (2). A cette époque, d'après un édit de 1672, la Maladrerie fut enlevée au couvent et réunie à l'ordre de Saint-Lazare. Vingt ans plus tard, elle était désunie de cet ordre pour différents motifs. Quel serait le nouveau possesseur ? L'hôpital général du Mans et les Minimes la réclamèrent. Les habitants de Sillé sollicitèrent également sa possession. En 1700, ils adressèrent au roi une requête pour le supplier de donner la Maladrerie à la Charité de Sillé. Entre autres prétextes, les habitants remontraient que les soins qu'il fallait donner aux femmes malades n'étaient pas « un exercice convenable à des religieux minimes ». Des lettres-patentes, du

1 Arch. de la Sarthe, H 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1334, 1335, 1337, 1352. — Min. LEROUX. Actes devant ROYER (1758, 1764, 1767, 1769, 1770). Acte devant DUFAY (1771).

2 Sur le service de la chapelle Saint-Jacques de la Maladrerie, dont les Minimes étaient titulaires; cf. Arch. de la Sarthe H 1350, 1351. ,

31 décembre 1702, donnèrent raison aux habitants de Sillé. Les biens et les revenus de la Maladrerie devaient appartenir à la confrérie de la Charité. C'était justice. La princesse DE CONTI avait approuvé la requête des habitants, et c'est grâce à l'activité de sa « très chère et très amée fille » que Louis XIV fut ainsi favorable aux habitants de Sillé (1).

Les Minimes jouissaient également d'une dizaine de rentes dont la plus considérable — 180 livres — était due par la baronnie de Sillé (2). Voici quelle était l'origine de cette rente. Les Minimes, on l'a vu, avaient le droit de prendre 13 charretées de gros bois et 3.000 fagots pour leur chauffage chaque année dans la forêt de Sillé. En 1708, les officiers de la baronnie émirent certaines prétentions; ils exigèrent des paiements, faute desquels ils ne marquaient aux Minimes que du bois de mauvaise qualité. Les religieux protestèrent auprès de la princesse DE CONTI; comme cette dernière ne répondait pas et que « leurs efforts » étaient inutiles, ils firent assigner la princesse DE CONTI aux Eaux et Forêts de la Table de Marbre. Les officiers de la baronnie furent alors tenus d'observer ponctuellement les clauses du contrat de fondation. Ils se trouvèrent ainsi frustrés d'émoluments qu'ils avaient voulu s'attribuer; ils cherchèrent bientôt toutes les occasions possibles « pour chagriner les religieux »; ils eurent ainsi « la malice » de faire marquer pour les Minimes les endroits de la forêt les plus éloignés du couvent. Il en résultait que les Minimes dépensaient des sommes considérables, puisqu'ils devaient payer les charrois. Il arriva même qu'ils furent obligés de vendre une partie du bois pour payer ces charrois. La situation dura ainsi jusqu'en 1718. Cette année-là, le « correcteur » des Minimes se fâcha et un long procès s'ensuivit. Les Minimes ne s'attaquaient pas directement à la princesse DE CONTI, mais aux officiers de la baronnie de Sillé. Ces derniers, il est vrai, accusaient les Minimes d'abuser de leur droit en vendant « la plus grande partie des bois » qu'ils retiraient de la forêt; le procès dura jusqu'en 1722; il ne se termina que par un arrêt

1 Requête des habitants de Sillé au Roi (septembre 1700). — Requête des Minimes de Sillé au Roi (juillet 1700). — Arch. de la Sarthe, H 1341.

2 Bail des fermiers généraux LEMARCHAND. Art. 74.

du Parlement (7 septembre 1722). Les officiers de la baronnie furent à nouveau contraints d'exécuter dans son entier la clause du contrat de 1623 relative au bois de chauffage, mais à condition que les religieux Minimes de Sillé fussent au moins au nombre de 4; ils furent tenus, en outre, de leur payer ce qui leur était dû de 1718 à 1721.

En somme, les Minimes eurent gain de cause, mais la rancune des officiers seigneuriaux les troubla singulièrement dans l'exercice de leurs droits. Régulièrement, chaque année, il y eut d'après disputes entre les Minimes et les officiers de la baronnie, tantôt au sujet des « abbats des arbres », tantôt au sujet « de la mesure et grosseur des bûches », etc... En 1748, un nouveau procès s'engagea; mais, comme de part et d'autre, on était las de ces contestations, une transaction intervint le 14 juin 1750 entre le Révérend Père PÉTARD, supérieur des Minimes, et Guillaume DE VAUGIMONT, représentant le duc DE LA VALLIÈRE, baron de Sillé. Le droit des Minimes dans la forêt fut converti en une rente de 180 livres à prendre sur la forge de l'Aune et sur le domaine de la baronnie. Cette rente fut versée aux Minimes jusqu'à la Révolution; mais le P. BOUSSIRON avait sans doute de légitimes appréhensions sur le paiement de la rente, car il écrivit, en 1781, à la duchesse DE CHATILLON pour lui demander un acte par devant notaire. La duchesse lui répondit par une lettre assez sèche (1).

Le paiement de certaines de leurs autres rentes causait parfois aux Minimes de sérieuses difficultés. Tantôt, la rente était refusée en partie, tantôt elle n'était payée qu'avec plusieurs années de retard. Les débiteurs étaient alors assignés devant le bailli; l'affaire était quelquefois portée à la sénéchaussée. Une rente de 28 boisseaux de froment, par exemple, que les Minimes étaient fondés de prendre à Crissé, sur la frarache du Coudray, attirait d'une manière régulière des contestations. La rente était payable le lendemain de l'Angevine, au bourg de Crissé. Les co-fraracheurs ne se présentaient pas tous ensemble; au blé se trouvaient mélangés « du chennevix et autres ordures »;

1 Arch. de la Sarthe, H 1336.

les co-fraracheurs apportaient un boisseau particulier dont la contenance était discutée par les religieux, etc... Le minime revenait alors à Sillé, bredouille, avec les chevaux qu'il avait fait conduire. Toutefois, à la veille de la Révolution, la perception de cette rente semble avoir causé moins de contestations, et même le 29 juillet 1789, les co-fraracheurs du Coudray reconnaissent leurs obligations envers les Minimes (1).

Les Confréries du Couvent.

Deux confréries étaient établies dans l'église des Minimes, l'une placée sous le vocable de Jésus-Marie-Joseph, l'autre dite de Saint-Sébastien.

La Confrérie de Jésus-Marie-Joseph.

En 1646, les Minimes de Sillé et plusieurs notables habitants demandèrent à l'évêque du Mans l'autorisation d'établir dans l'église du couvent une confrérie sous l'invocation des noms de Jésus, Marie et Joseph. L'évêque, Emery-Marc DE LA FERTÉ, la leur accorda; la même année, les Minimes de Sillé obtinrent une bulle d'Innocent X accordant des indulgences à la confrérie. D'après les statuts de l'association, chaque confrère devait donner une cotisation d'au moins 2 sols par an pour la construction d'une chapelle et l'achat de quelques ornements. La fête de la Circoncision était la fête annuelle de la confrérie. Ce jour-là, après vêpres, devait avoir lieu l'élection d'un procureur; il était rééligible.

Tous les confrères auraient une dévotion particulière envers les saints noms de Jésus, de Marie et de Joseph, réciteraient chaque jour plusieurs prières spéciales, se confesseraient et communieraient le quatrième dimanche de chaque mois et le jour de la Circoncision, etc... A la mort d'un confrère, chaque religieux du couvent devait dire une messe basse; chaque membre était tenu de réciter trois dizaines de chapelet et de communier à l'intention du défunt (1).

1 Sur les rentes des Minimes, cf. Arch. de la Sarthe, H 1330, 1331, 1332, 1333, 1339, 1357, 1358.

2 Arch. de la Sarthe, H 1348.

La Confrérie de Saint-Sébastien.

La dévotion à Saint-Sébastien avait toujours été très vive à Sillé. Avant 1643, la ville, fort éprouvée par divers « chastiments et afflictions », avait été délivrée de ses maux, paraît-il, grâce à Saint Sébastien. Tous les ans, un prêtre de Sillé était député par les habitants pour se rendre à Soissons, lieu où reposait une partie des reliques de ce vénérable saint. Vers 1643, comme on bâtissait l'église du couvent, les religieux sollicitèrent l'autorisation de fonder une confrérie sous son invocation. Du reste, ils possédaient « une parcelle assez notable d'un ossement du saint » qui leur avait été donnée par le duc DE BRISSAC. L'évêque du Mans leur donna l'autorisation demandée en janvier 1644; dès l'année précédente, URBAIN VIII leur avait accordé certaines indulgences; ils en reçurent de nouvelles en 1664 du pape ALEXANDRE VII et en 1672 du pape CLÉMENT X.

A la tête de l'association était un « prévôt » élu à la pluralité des voix et rééligible. Les réunions devaient se tenir dans un appartement du couvent. La fête annuelle de la confrérie était naturellement la Saint-Sébastien; ce jour-là, il y avait une procession générale; trois autres processions avaient lieu aux fêtes de Saint-François de Paule, de Saint-Roch et le second dimanche de novembre. Quiconque désirait faire partie de la confrérie devait, au préalable, se présenter devant le prévôt en exercice, se faire inscrire « au catalogue des confrères » et payer 20 sols d'entrée. La cotisation annuelle était de cinq sols; à la mort de chaque « frère » ou de chaque « sœur », le prévôt était tenu de faire célébrer une grand'messe et un trentain de messes basses. Le lendemain de la Saint-Sébastien, un service général était célébré à l'intention de tous les confrères défunts (1).

Sillé-le-Guillaume posséda son couvent de Minimes jusqu'à la Révolution. Il ne comprenait toujours que deux religieux. Bien que les habitants aient toujours eu pour les P.P. BOUSSIRON et DEBÈGUES les plus vifs sentiments de vénération, ce couvent, comme la collégiale, paraissait d'une utilité problématique; c'est avec justice qu'en 1790 les deux religieux seront priés de laisser la place aux malades pauvres de l'hôpital.

1 Arch. de la Sarthe, H 1347.

L'Hôpital.

Le 19 juin 1660, une association ou confrérie, dite de la Charité, fut fondée à Sillé par la congrégation de la Mission du Mans. Son siège fut établi à l'église Notre-Dame, dans la chapelle du Rosaire (1). Cette confrérie était instituée « pour honorer nostre Seigneur Jésus-Christ, patron d'icelle, et sa sainte mère, et pour assister les pauvres... corporellement en leur administrant leur boire, leur manger et médicaments nécessaires durant le temps de leurs maladies, et spirituellem^t en leur faisant administrer les sacrements de pénitence et de communion, au jour de leur réception, et procurant que ceux qui mourront partent de ce monde en bon état et que ceux qui guériront fassent résolution de bien vivre à l'advenir... » (2).

L'association se composait d'un nombre limité — 32 membres à l'origine — de femme et de filles pieuses qui voulaient consacrer leurs loisirs au soulagement des malades pauvres. Trois de ces femmes, dites « officières », étaient élues tous les deux ans à la pluralité relative des voix, le lendemain de la Pentecôte. La première était supérieure, la seconde trésorière et la troisième garde-meuble. Un homme « pieux et charitable », élu, servait de procureur. Les ressources de cette association consistaient en dons et en quêtes faites à l'église ou chez les particuliers; en 1685, il fut décidé de quêter dans les églises spécialement au temps de la moisson, de mettre des « boêtes » dans les auberges et de solliciter la charité des paysans pendant les foires et les marchés. Les pieuses filles soignaient les malades à domicile, leur portaient deux fois par jour la nourriture nécessaire. Le repas de chaque malade se composait généralement d'un potage, d'un demi-setier de vin (mesure de Paris), de pain à discrétion, de cinq onces de veau ou de mouton; les jours maigres, la viande était remplacée par « une couple d'œufs » et du beurre.

Tous les mois une messe était célébrée à l'intention de la confrérie; le soir, après complies, une procession se déroulait

1 Cf. L. FROGER, « Les établissements de charité à Sillé-le-Guillaume ».
— Sur la fondation de la Confrérie; Cf. Arch. de l'hôpital de Sillé, A 1.

2 Arch. de l'hôpital de Sillé, A 1.

dans l'église; on chantait les litanies du Saint-Nom de Jésus, patron de la confrérie; toutes les « sœurs » devaient être présentes; elles étaient, en outre, tenues de « s'entrechérir » et de se consoler « en leurs afflictions et maladies ». A la mort de l'une d'elles ou d'un pauvre qu'elles assistaient, la confrérie faisait célébrer une messe et assistait aux obsèques.

Des visites étaient faites périodiquement par les prêtres de la Mission du Mans. Ils contrôlaient la gestion des « officières » et encourageaient les « sœurs » à persévérer dans leur charitable besogne; en 1698, un bureau d'administration fut créé.

Ainsi se trouvaient secourus les malades pauvres de Sillé vers la fin du XVII^e siècle. Cette organisation, de caractère tout privé, dura jusqu'en 1702; elle avait d'excellents avantages, mais elle présentait aussi quelques inconvénients. La nuit, les malades avaient parfois besoin de secours; quand leur nombre s'augmentait, les sœurs pouvaient ne pas toujours suffire à la tâche en se rendant ainsi à domicile. Le seul moyen qui pût remédier à cet état de choses, c'était l'acquisition d'un immeuble et l'établissement d'un hôpital proprement dit. Or, c'est en 1702 qu'à la requête des habitants et sur l'intervention personnelle de la princesse DE CONTI, les revenus de la Maladrerie furent attribués à la confrérie de Charité (1). Ces revenus permirent d'acheter, deux ans plus tard, en 1704, une maison avec dépendances, située dans la rue de Mayenne et donnant près de l'église Saint-Etienne (2). L'hôpital était créé (3).

A quelques lieues de Sillé, depuis plusieurs années, une congrégation de filles charitables grandissait peu à peu sous la protection quasi-maternelle d'une vénérable dame, Perrine BRUNET, veuve de René THULARD. Cette association était située à la Chapelle-au-Riboul. Les jeunes filles qui la composaient

1 Cf. supra. Déjà, en 1697, il s'était élevé des contestations au sujet de la Maladrerie.

2 La maison fut achetée 1.800 livres à Grégoire Billard, lieutenant-général à Beaumont-le-Vicomte. Arch. de l'hôpital A 1. — Titres de propriété communiqués par M. et M^{me} LEBOUCHER.

3 PESCHE (Dictionnaire, VI, p. 142) prétend qu'on ignore la date de fondation de l'hôpital. Il n'y a pas eu, à proprement parler, de fondation; l'établissement d'un hôpital à Sillé n'a été que l'aboutissement normal de l'ancienne confrérie de Charité, dont on connaît parfaitement la date de fondation : 1660.

avaient pour idéal l'instruction de la jeunesse féminine et le service des malades pauvres dans les paroisses du diocèse. Madame THULARD conçut l'idée d'établir le noviciat de sa communauté à Sillé-le-Guillaume. En 1720, elle soumit son idée au jugement des habitants; ils en référèrent à la princesse DE CONTI (1); cette dernière donna son consentement.

Les habitants s'assemblèrent le 6 janvier 1721, « jour des roys », à l'issue de la grand'messe; ils acceptèrent la proposition de M^{me} THULARD et lui cédèrent une partie des édifices et du jardin de l'hôpital, à condition qu'elle donnerait trois sœurs pour « montrer l'écolle » aux petites filles de Sillé et soigner les malades pauvres de la ville. Le bailly fut chargé d'écrire à la princesse DE CONTI pour lui demander de solliciter des lettres-patentes en faveur de l'établissement projeté. Au mois de mai, M^{me} THULARD fit des dons considérables pour l'entretien de la communauté. Sur l'intervention de la princesse DE CONTI, les lettres-patentes tant désirées furent accordées au mois de septembre, mais le Parlement ne voulut les enregistrer qu'après une enquête préalable « de comodo et incommodo ». Le lieutenant-général de la sénéchaussée rendit une ordonnance et l'enquête demandée fut effectuée par dix témoins. Leurs conclusions furent évidemment favorables. Dans une nouvelle assemblée tenue le 3 mai 1722, les habitants firent connaître tour à tour leur opinion sur l'utilité de la congrégation et sollicitèrent l'enregistrement des lettres-patentes; à la fin du mois, ils recevaient satisfaction (2).

L'hôpital de Sillé-le-Guillaume resta ainsi desservi jusqu'à la Révolution par trois sœurs de la communauté de Madame THULARD. Ses ressources consistaient en biens-fonds, en rentes, dans un droit de péage, dans une dîme.

Ses biens-fonds comprenaient la métairie de la Maladrerie, à Saint-Rémy, affermée 530 livres depuis 1781; la métairie de la Grande Brochère, à Rouez, donnée à l'hôpital partie en 1702

1 Madame THULARD correspondit peut-être aussi avec la princesse de CONTI.

2 Résultat du général des habitants de Sillé (3 mai 1722). Min. LEROUX. — Arch. de l'hôpital de Sillé, A 1, 3, 5, 7, 8, 10, 12. — Dom PIOLIN, « Histoire de l'Eglise du Mans », T. VI, p. 392-395. — Cf. un « Règlement pour les sœurs de la Société de Sillé-le-Guillaume » (1824). Bib. du Mans, Maine 502.

par Grégoire PILLIER, partie en 1726 par Anne LEMAIGNAN; quatre maisons, dont une à Haut-Eclair et une au Long-Boyau (1), les greniers et le cellier de l'hôpital, affermés; le pré Sanglant (2).

L'hôpital jouissait encore de plusieurs rentes, soit en grains, soit en argent, dont la plus considérable — 200 livres — était due par la baronnie (3). Il percevait le droit de péage à la foire de la Chandeleur et à la foire du 2 mai; en 1781, ce droit était affermé pour 54 livres aux sieurs Joseph et Jacques LES-TRINGANT, marchands à Sillé, précédents fermiers (4). A ce droit de péage, il faut ajouter un droit de dîme à Saint-Pierre-la-Cour; il se levait sur tous les grains, à l'exception des menues et vertes dîmes; l'hôpital n'en possédait que les deux tiers; l'autre tiers appartenait au curé de la paroisse (5).

La charité des habitants de Sillé avait été souvent sollicitée en faveur des malades pauvres; les donations avaient été nombreuses; les aumônes recueillies à diverses occasions augmentaient encore les ressources. Vers 1767, l'ensemble des revenus atteignait presque 1.250 livres (6).

L'hôpital était dirigé par un bureau composé de cinq membres : le bailli, le curé de Notre-Dame ou de Saint-Etienne alternativement, un chanoine représentant le chapitre et deux habitants nommés tous les trois ans par l'assemblée générale de la communauté. Un trésorier était chargé des achats et des dépenses. Chaque année, il y avait deux réunions où les habitants étaient mis au courant de la situation de l'hôpital. Le bureau tenait séance le premier jeudi de chaque mois et s'occupait activement de toutes les questions intéressant la bonne administration de l'hôpital; le renouvellement des baux avec les fermiers, les adjudications, l'admission des malades pauvres et des orphelins, l'examen des comptes du receveur, etc... Le 11 octobre 1781, les administrateurs décident d'acheter « un quart de bon vin

1 En 1781, les habitants approuvèrent un projet d'aliénation de ces quatre maisons.

2 Arch. de l'hôpital E 6. — Cf. toute la série B.

3 Vers 1777.

4 Arch. de l'hôpital B 8 liasse 1.

5 Arch. de l'hôpital E 5, E 6, B 10.

6 GROSSE-DUPERRON. « Tableau de la province du Maine », p. 92.

blanc » pour les malades; le mois suivant, c'est 180 livres de plume d'oie « pour refaire à neuf les lits de plume », etc... Ils nomment l'un d'entre eux pour faire, en temps opportun, les obéissances féodales dues aux diverses seigneuries pour les biens qui se trouvent dans leur mouvance, par exemple à la baronnie de Sillé. Ils ordonnent les réparations qu'il convient d'effectuer aux bâtiments. Le 10 mars 1785, ils admettent une jeune fille qui s'était cassé la jambe. Lorsqu'une orpheline était admise à l'hôpital, on la visitait « sur toutes les parties de son corps » pour voir si elle n'était pas atteinte de mal contagieux; à l'âge de quinze ans, elle devait obligatoirement quitter l'hôpital; on s'occupait de lui trouver une place qui pouvait suffire à sa subsistance... Le 4 janvier 1787, c'est une pauvre femme « dans la plus affreuse misère, aveugle, impotente » que le bureau décide de secourir en lui accordant 3 livres par mois; le même jour, il propose de venir en aide à un malheureux « attaqué d'une fièvre violente et d'un mal d'oreille considérable » en lui portant « du bouillon » et tous les médicaments nécessaires jusqu'à son entrée à l'hôpital (1).

Tout charitables qu'ils fussent, les administrateurs ne toléraient, avec raison, aucun désordre dans le service. Dès le début du siècle, vers 1724, les malades ou pseudo-malades en prenaient à leur aise avec le règlement. Sous prétexte « d'aller rendre grâce à Dieu au pied des autels », ils déambulaient dans les rues pendant des heures entières et fréquentaient même sans vergogne les cabarets; ils ne rentraient qu'aux heures des repas; quelques-uns ne réintégraient leur couche qu'à « des heures indues » et dans un fâcheux état d'ébriété (2). Un règlement très sévère dut être établi pour réprimer ces abus. Mais il dut être assez souvent transgressé, car en 1782 le curé PAULMIER était prié de veiller sérieusement à la conduite des pauvres qui sortaient sans permission (3).

L'hôpital de Sillé-le-Guillaume resta géré exclusivement par la ville et ses mandataires jusqu'en 1765; l'Etat n'intervint en

1 Arch. de l'hôpital E 22, 23, 24, 25.

2 Arch. de l'hôpital, E 23 (Règlement du 23 novembre 1724).

3 Arch. de l'hôpital E 25, f° 45.

aucune manière dans l'administration; cependant, en 1765, l'intendant de Tours, L'ESCALOPIER, avertissait le bureau qu'un médecin inspecteur visiterait désormais l'hôpital de Sillé afin de contrôler les secours donnés aux soldats de passage (1).

Le « gouvernement » des malades était, on l'a vu, assuré par les trois sœurs de la Charité; ces dernières étaient aussi maîtresses d'école; elles apprenaient la lecture, l'écriture et le calcul à près de 150 enfants de Sillé et des environs. C'était l'unique école où les petites filles pouvaient trouver un rudiment d'instruction (2).

Ainsi, l'hôpital de Sillé-le-Guillaume était à la fin de l'ancien régime d'une incontestable utilité. Ses revenus, pourtant modestes, lui permettaient de venir en aide à de nombreux malades pauvres. Son organisation intérieure présentait une parfaite régularité. Les trois sœurs préposées au service faisaient preuve d'un inlassable dévouement par les soins constants qu'elles apportaient au soulagement des misères humaines et à l'éducation des enfants. Les administrateurs se montraient pleins de zèle, actifs, charitables, géraient les affaires plus en pères de famille qu'en fonctionnaires et n'exigeaient, du reste, aucune rétribution.

1 M. L. FROGER, dans son travail sur l'hôpital de Sillé (p. 270) affirme que c'était là uniquement un « prétexte »; nous sommes persuadés, au contraire, que l'intendant agissait en bon administrateur, soucieux des intérêts matériels des soldats.

2 BELLÉE. « Recherches sur l'instruction publique dans le département de la Sarthe... », p. 228.

CHAPITRE IV

La Vie Sociale et Economique

Les habitants; leurs professions. — Le régime de la propriété. — L'administration municipale. — L'organisation administrative; les impôts; la collecte; la milice; la corvée et l'état des routes. — Le paupérisme des campagnes; l'aisance des maisons bourgeoises; le mobilier et le costume. — L'esprit public. — L'agriculture et l'industrie. — L'importance du commerce de Sillé-le-Guillaume.

Sillé-le-Guillaume était une des plus importantes parmi les petites villes du Haut-Maine. Pourtant sa population, en 1789, n'excédait pas 1.800 âmes. Il est impossible de donner des précisions. On sait que les statistiques du nombre d'habitants dans les paroisses à la fin de l'ancien régime, souvent estimé par « feux », est fort critiquable (1).

A l'exception de la duchesse DE CHATILLON, qui ne résidait pas, on comptait à Sillé seulement quelques petits nobles, comme M. DE GUIBERT et une certaine dame SEVIN. Le clergé était représenté par les chanoines de la collégiale, le curé de Notre-Dame, le curé de Saint-Etienne et son vicaire, le principal du collège et les deux religieux minimes, — au total, une quinzaine d'ecclésiastiques (2). Quant à l'immense majorité de la population, à part quelques bourgeois comme les officiers seigneuriaux,

1 Cf. « Dénombrement de l'élection du Mans » (1764) de GROSSE-DUPERRON, p. 29. — En 1788, il y aurait eu de 1340 à 1350 habitants, y compris les enfants au-dessus de sept ans (Arch. de la Sarthe, L 280). — En 1789, il est fait mention de 1800 habitants (Ms BACHELIER); à la fin de 1791, les populations de Sillé et du Grez réunies comprennent 2.316 individus (Arch. de la Sarthe, L 584, f^{os} 73-74); enfin une statistique du 6 pluviôse an III, signale 1.974 habitants (Arch. Nat. F¹¹ 400).

2 A ce nombre on peut ajouter, si l'on veut, les trois religieuses qui desservaient l'hôpital.

Jacques BACHELIER, avocat en parlement, notaire royal, Thomas BODARD, Henry CHÉRON, elle se composait de petits marchands, de boutiquiers, d'artisans, d'aubergistes, de journaliers, de bordagers et de laboureurs. Toutes les principales professions se trouvaient représentées : boulangers, bouchers, épiciers, menuisiers, charpentiers, quincailliers, chapeliers, cordonniers (très nombreux), vitriers, serruriers, maréchaux, perruquiers, tailleurs d'habits, orfèvre, coutelier, tanneurs, tisserands, couvreurs, tailleur de pierres, etc...

Une des notables familles de Sillé au XVIII^e siècle était celle des BOURGINE DE L'ETANG. Traditionnellement, ce fut une famille de médecins, de droguistes, d'accoucheurs et de « maîtres en chirurgie ». Plusieurs de ses membres exercèrent ainsi l'art « chirurgical » à Sillé. L'officine d'un apothicaire dans une petite ville de province était assez bien montée. Vers 1762, la boutique du sieur Louis BOURGINE contenait près de 50 pots de terre ou bouteilles renfermant « de vieilles et mauvaises drogues », de nombreuses petites fioles de verre, des onguents, des bois « propres à faire des remèdes », différentes huiles, etc... Si les remèdes présentaient une assez grande variété, à défaut de la qualité, le matériel chirurgical était extrêmement sommaire ; il ne comprenait qu'une vieille seringue avec son étui, des lancettes, trois bistouris et un scalpel (1). Le « chirurgien » cumulait quelquefois sa profession avec celles d'épicier, de cirier et de papetier. Le père de Louis BOURGINE, Jacques BOURGINE, avait dans sa maison, outre les drogues, de l'encens, de la cire, des figues, des raisins, du plomb, de la « cassonnade », du savon, des dragées, du café, des pains de sucre, du poivre, du réglisse, du soufre, des « rames » et des « cahiers » de papier de différentes qualités, des amandes, du riz, des biscuits, etc... (2). L'instruction médicale de ces médecins de campagne paraît avoir été suffisante, si l'on en juge par le contenu de leur bibliothèque, mais leur dextérité laissait peut-être à désirer, car les malades n'avaient pas toujours l'excellente opinion que les chirurgiens se faisaient d'eux-mêmes.

¹ Inventaire des meubles et effets de la veuve BOURGINE (juillet-août 1762). Min. LEROUX.

² Inventaire des meubles et effets de feu Jacques BOURGINE (28 avril 1777). Min. LEROUX.

Entrons dans une autre boutique, celle du sieur PELU, chapelier. Sur les rayons se dressent des piles de chapeaux, ici des « chapeaux Berry », là des « chapeaux Sologne », plus loin des « chapeaux de Lion », ailleurs des « chapeaux anglais »; ceux-ci sont pour « cadets », ceux-là sont pour « mi-hommes »; des pièces de treillis, de différents aunages, sont soigneusement roulées. Votre femme désire-t-elle des coiffes ? En voici plusieurs lots; voici de la gaze, des rubans de velours, des laines de différentes provinces, des milliers de crochets, des boutons... La chapellerie est fort bien garnie; elle renferme plus de 730 chapeaux. Le sieur PELU est un riche et gros marchand (1).

Les jeunes paysans, à l'occasion de leurs fiançailles, vont chez M. TOUCHARD-GRANDMAISON, orfèvre à Sillé. Ils achètent chez lui la croix ou l'anneau qu'ils remettront avec une timide gaucherie à leur fiancée; TOUCHARD-GRANDMAISON est pris aussi comme expert dans les inventaires après décès (2).

Sillé possédait même un imprimeur et libraire, le sieur DEFORGE, qui habitait dans la rue de Mayenne. La majeure partie des livres qu'il publiait portait son nom en anagramme : « A Lelis, chez Goderfe, rue de Nemenya », c'est-à-dire : « A Sillé, chez Deforge, rue de Mayenne ». Voici quelques-uns de ces livres :

- 1784. « Grande Bible des Noël's vieux et nouveaux »;
- 1784. « Le magasin énigmatique »;
- 1784. « Le cabinet de l'éloquence ou la manière d'écrire des lettres, selon l'usage du temps et la pureté de la langue française »;
- 1788. « Le cantique de Saint-Alexis, sur l'air *Quel fâcheux horoscope !...* »;
- 1788. « Contes de fées, contenant la Chatte Blanche et Blanchebelle », par Madame D...

1^o Inventaire des meubles et effets du sieur Pierre PELU (28 juin 1787). Min. LEROUX.

2^o Vers 1780, TOUCHARD-GRANDMAISON fut condamné à 50 livres d'amende pour ne pas s'être fait recevoir par les Monnaies. — Arch. d'Indre-et-Loire, B 66.

1789. « Histoire nouvelle et divertissante du bonhomme Misère, dans laquelle on verra ce que c'est que la misère, où elle a pris son origine, comme on a trompé la mort et quand elle finira dans le monde... »
1789. « Histoire de Jean DE PARIS, roi de France, lequel, après que son père eût remis le roi d'Espagne en son royaume par sa valeur, épousa sa fille avec grande magnificence, laquelle il amena en France, où ils vécurent longtemps en grand honneur et à la gloire de la France »;
1789. « La terrible et épouvantable vie de ROBERT LE DIABLE, avec plusieurs choses remarquables en icelle ».

Etc...

La lecture de ces ouvrages et d'autres du même genre était sans doute le principal divertissement intellectuel des notables de Sillé.

Lorsqu'ils entraient dans leur adolescence, les jeunes gens de la ville et de la campagne se décidaient dans le choix d'une carrière et, avec l'approbation de leurs parents, venaient se placer chez des patrons. Un contrat, dit brevet d'apprentissage, était alors passé par-devant notaire entre ces derniers et les pères ou tuteurs des futurs apprentis; il déterminait les conditions du stage. On voit ainsi des brevets d'apprentissage passés avec un tailleur d'habits, un perruquier, un jardinier, un charpentier, un charron, un cordonnier, une couturière, etc... Le patron s'engageait à montrer au jeune homme bien et fidèlement son métier « et tout ce dont il se mêle en icelui sans lui en rien cacher ni celer », à le traiter avec douceur et humanité, enfin à le chauffer, l'éclairer et le nourrir. De son côté, le jeune homme promettait de porter honneur à la maison où il serait employé, d'obéir à son maître « en ce qui sera juste et raisonnable », de travailler avec exactitude, assiduité et fidélité; il acquittait, en outre, une somme d'importance variable; on voit même, en 1775, une pauvre femme s'engager à filer dix livres de « filasse » pour payer l'apprentissage de son fils (1).

1 Brevet d'apprentissage de François DUBOIS (19 novembre 1775). Min. LEROUX. — Nous avons relevé dans les minutes de M. LEROUX de nombreux brevets d'apprentissage.

Le nombre des gens malheureux était assez élevé, mais il existait aussi quantité de petits propriétaires.

Plus que maintenant le Maine était jadis un pays de bocage. Chaque prairie, chaque champ était clos par des haies touffues avec des arbres de toute espèce. Le pays silléen présentait ainsi un aspect quelque peu sylvestre, en tout cas extrêmement morcelé. Au morcellement des terres correspondait un morcellement de la propriété (1). Qui possédait les terres au XVIII^e siècle ? A Sillé, la baronnie n'avait en domaine sur le territoire de la paroisse qu'un petit nombre de champs, indépendamment de la forêt; du reste, le nombre de métairies et de terres du domaine seigneurial était assez restreint. Sous ce rapport, la Collégiale présentait une importance autrement grande; les chanoines étaient d'assez riches propriétaires fonciers, mais leurs propriétés n'étaient pas d'un seul tenant — loin de là. La grande majorité des terres appartenait, au contraire, à des bourgeois ou à des marchands, peu aux paysans. Quelques chiffres peuvent être cités à l'appui.

Sur 53 champs, jardins et prairies de la paroisse de Saint-Rémy, aucun n'appartient à un seigneur, un appartient à l'hôpital, trois seulement au clergé; tout le reste est aux mains des roturiers. La condition de ces roturiers n'est malheureusement pas précisée. Ce sont les « héritiers TESSIER » qui possèdent 5 grands champs d'un même tenant, les « héritiers TAROT » qui en ont 3; le sieur TAHUREAU possède 6 pièces de terre, la veuve FRESNOIS deux champs, un jardin et un clotteau. Il arrive qu'une même pièce de terre soit morcelée; ainsi un seul champ d'un demi-journal appartient à 4 propriétaires différents; le premier en a la moitié, le second a 14 sillons et les deux derniers 7 sillons chacun.... Ailleurs, sur 19 pièces de terre aucune n'appartient à un seigneur, 3 seulement au clergé; les autres sont détenues par les roturiers : la veuve LOUVEAU, le sieur PELLIER, notaire à Rouez, la demoi-

1 Pour étudier le régime de la propriété à Sillé, nous nous sommes servis :

a) Des minutes des notaires (baux, actes de ventes, cessions);

b) Des plans conservés aux archives de la Sarthe (E 321, 322, 326).

c) Des papiers des fonds seigneuriaux. Rien n'est plus précieux qu'un terrier pour l'étude de la propriété foncière. — Nous avons volontairement négligé les rôles de la taille ou des vingtièmes, trop peu précis.

selle LÉTANG, etc... (1). Au sud de la ville, sur 130 pièces de terre, le tiers appartient à CHAUVIN, seigneur d'Oigny, une petite partie au clergé (en particulier la Collégiale), mais les roturiers en possèdent presque la moitié; à l'est, du côté des Cours, sur 110 pièces de terre, les deux tiers appartiennent à des bourgeois ou à des marchands, quelques-uns étrangers à la paroisse, l'autre tiers se partage entre CHAUVIN D'OIGNY et les ecclésiastiques; des Cours à Bellefontaine, sur 47 champs et prés, aucun n'appartient à un seigneur, un est à l'hôpital, un autre à la cure du Grez, quatre à la cure de Saint-Etienne; tous les autres ont pour propriétaires : M^{me} BLARD, « Monsieur GRANDMAISON », « Monsieur CORNEILLE, de Fresnay », « Monsieur TEISSIER, apotiquaire à Beaumont », « Monsieur PERDRIGEON », Madame JUSSEAU DE SILLÉ », la veuve LETESSIER, le sieur LOTTIN, les héritiers DUFEU, « Monsieur LANOE », le sieur FROGER, de Fresnay, le sieur DURAND, le sieur BOUVET (lieu de Bellefontaine), la veuve BOUDARD, le sieur CHAMEAU, huissier.

Huit cents héritages environ, dont une cinquantaine de bâtiments, situés sur les paroisses de Sillé, de Saint-Rémy et de Crissé sont mouvants de la châtellenie de Villiers. Sur ces 800 héritages — champs, prairies, maisons et jardins, d'étendue inégale, il est vrai — 122 sont aux mains de seigneurs et de nobles, 78 appartiennent au clergé, 600 sont la propriété des roturiers. Les marchands, bourgeois et bordagers possèdent donc là les trois quarts des terres (2). Pour en citer quelques-uns, Michel TAROT « bourgeois » de Sillé est propriétaire de 21 champs et prés; Jean GUYON, lieutenant de bailly, de 16; même les gens les plus humbles possèdent leur petit lopin de terre : Joseph BAZIN, tisserand à Sillé possède $\frac{1}{2}$ hommée à Saint-Rémy; Julien BATARD, tisserand à Saint-Rémy, est propriétaire de deux journaux, etc... Ces conclusions ne sauraient être généralisées, car dans telle paroisse voisine, la majorité des terres pouvait appartenir au seigneur. C'était le cas de Mont-Saint-Jean, par exemple.

1 Cf. les 18 plans conservés aux archives de la Sarthe, E 326.

2 Terrier de la châtellenie de Villiers pour les paroisses de Sillé, Saint-Rémy et Crissé (291 folios). Arch. de la Sarthe, E 149. — Le terrier complet (552 folios) est sous la cote E 147.

Les propriétaires affermaient le plus souvent leurs domaines soit à des « laboureurs », soit à des « bordagers »; ces derniers, s'ils étaient laborieux et consciencieux, s'enrichissaient peu à peu, difficilement il est vrai; avec leurs économies, ils pouvaient devenir eux aussi propriétaires.

Bourgeois aisés, petits marchands, simples bordagers concouraient tous sans distinction à l'administration de la commune, ou plus exactement de la paroisse. Le régime municipal subit à Sillé-le-Guillaume, au XVIII^e siècle, diverses vicissitudes. Dans les petits villages, en effet, l'administration était assurée, du moins jusqu'en 1787, par des assemblées d'habitants — le « général des habitants », — tenues dans un lieu déterminé, généralement à la porte de l'église, convoquées à la diligence du syndic pour délibérer des affaires publiques. C'était là une organisation simpliste, primitive, quasi-familiale; au contraire, dans les agglomérations plus importantes existaient des hôtels de ville avec un maire et des échevins. Sillé-le-Guillaume, qui n'était ni un village ni une ville considérable, eut ces deux régimes administratifs, tantôt un « général des habitants », tantôt un hôtel de ville.

Au début du siècle, c'étaient les habitants ainsi réunis qui décidaient sur toutes les questions intéressant la paroisse. Le 7 mars 1750, un maire et des échevins furent nommés. C'étaient :

Pierre LE PLAT DE QUINCAY, *bailly, maire;*

Jacques PAVET, *procureur fiscal, procureur du roy;*

Thomas BILLARD, *greffier.*

Jacques PAVET, *ancien procureur fiscal, premier échevin;*

Joseph LIVET DE LA GOUGEONNIÈRE, *second échevin.*

Le sieur Jean-Pierre BERLAND fut désigné par les habitants pour « homme au roy »; le 24 juillet suivant, il recevait des lettres-patentes en forme de provisions de 14 offices municipaux réunis au corps de la ville et communauté « pour en être les fonctions faites par les sujets dont elle aura fait élection » (1). Cet hôtel de ville n'eut qu'une existence éphémère; lorsque les

1 Résultat du général des habitants de Sillé (11 mai 1783). Acte devant BACHELIER, Min. LEROUX. — Cf. Arch. d'Indre-et-Loire, B 679. — Il y eut, avant 1750, une première municipalité sur laquelle on possède peu de documents; elle avait cessé toute fonction vers 1745; les membres eux-mêmes de l'Hôtel de Ville de 1784 n'étaient pas très bien renseignés.

titulaires de ces différentes fonctions municipales vinrent à décéder, personne ne jugea à propos de leur trouver des successeurs. Aussi, aux environs de 1764, l'hôtel de ville n'existe plus et la petite communauté silléenne continue à s'administrer comme jadis, par le « général » de ses habitants.

Ceux-ci avaient à leur tête un syndic chargé de convoquer l'assemblée à des époques variables et selon les circonstances. Le syndic était élu théoriquement pour un an, mais son mandat était renouvelé pendant plusieurs années. L'édit de mars 1702 sur la création de syndics perpétuels dans les campagnes, n'avait eu aucun succès; il fut, du reste, aboli quinze ans après (1). Ceux qui exercèrent les fonctions de syndic à Sillé au XVIII^e siècle furent : René ANDRÉ, Pierre BONNALAIN, sieur de la Chéronnière, Michel TAROT, marchand, Jacques MESLIER, notaire, Julien LEGENDRE, marchand, Marin LEGO, Pierre LEBRETON, Pierre BOUGUEREAU, sieur de la Rivière, Thomas BODARD. En cas d'absence ou de maladie, le syndic — encore appelé procureur-syndic — était remplacé par le procureur fabricier; mais c'était le fabricier et non le syndic qui convoquait les habitants pour des délibérations intéressant l'église Saint-Etienne et la fabrique. Il n'était jamais question de la cure Notre-Dame; elle était sous la dépendance de la Collégiale.

Provoquées par le syndic, les réunions des habitants étaient annoncées au prône paroissial. Elle avait lieu, après le son de la cloche, soit à l'issue de la grand'messe, soit après les vêpres, les dimanches et jours de fêtes; le général des habitants se réunit ainsi le 27 janvier 1780, jour de la fête de Saint-Julien, patron du diocèse, après les vêpres, le samedi 8 décembre 1781, fête de la Conception de la Sainte-Vierge, aussi après les vêpres — sans compter les assemblées des dimanches.

Les réunions se tenaient la plupart du temps sous les halles, dans l'auditoire de M. le Bailly; vers 1764, elles furent convoquées à la porte de l'église, près de l'Ecce-Homo, puis à nouveau

1 Cf. ISAMBERT, « Anciennes lois françaises », T. XX, p. 408. — Sur la création des maires perpétuels en août 1692, cf. T. XX, p. 158-164.

2 On voit même parfois un collecteur de la taille provoquer une assemblée.

sous les haïlles. A Crissé et à Pezé-le-Robert, les réunions se tenaient dans le cimetière.

Tous les habitants pouvaient y prendre part; toutefois, on ne trouve jamais de domestiques ni de journaliers; ils restaient à l'écart, conscients de l'humilité de leur condition, et laissaient à d'autres, plus riches et plus influents, le soin des délibérations. Tantôt le « gouverneur de la ville de Sillé » (1), tantôt le bailli les présidait; c'était toujours un notaire qui rédigeait le procès-verbal et les conclusions adoptées; cet acte portait le nom de « résultat du général des habitants de Sillé ».

Les officiers seigneuriaux, les chanoines, les curés, les minimes prenaient part quelquefois à ces assemblées; mais la majeure partie des délibérants comprenait des marchands, des boutiquiers, des laboureurs et des bordagers. Le « général » du 25 septembre 1774 est composé du syndic Pierre BOUGUEREAU, du bailli MESLIER, d'un avocat, GUYON, de DAMIEN EDON, aubergiste, François DUVAL, marchand, François LEMARCHAND, aubergiste, Jacques LAMBERT, maréchal, Thomas BILLARD, marchand, Alexis HARDYAU, « chandelier », Adrien PAUTONNIER et Jean BEUNÈCHE, bouchers, Pierre LAMBOUST, laboureur, Julien FOUBERT, menuisier, Louis GUYONNEAU, marchand, Marin TOURTEAU, tisserand, André LOTTIN, marchand, François MARTINEAU, maître d'école, René ALLOSEUR, boulanger, Jean RIGAULT, chapelier, DENIS, laboureur, Noël MANFAY, cordonnier « et plusieurs autres faisant la plus saine et considérable partie desd. habitants » (2).

On voit même, en 1779, les paysans former entre eux une assemblée particulière et s'intituler « général des habitants de la campagne »; il s'agissait de la poursuite d'un procès où seuls les bordagers et les laboureurs se trouvaient intéressés; toutefois, c'est le syndic ordinaire qui convoque leur réunion.

Dans ces assemblées paroissiales on traite les questions les plus diverses. A Sillé, les habitants s'occupent ainsi de la nomination des administrateurs de l'hôpital, de la demande de sages-

1 Pierre-Louis-Jean BERLAND était, depuis le 26 janvier 1769, « gouverneur de la ville de Sillé ». — Arch. de l'hôpital de Sillé A 2.

2 Résultat du général des habitants (25 septembre 1774). Min. LEROUX.

femmes instruites, des réparations à faire aux fontaines publiques et au pavé de la ville qui fut toujours dans un triste état, des constructions à effectuer, des secours à prendre en cas d'incendie, de l'entretien de l'horloge publique (1), etc... Des suppliques étaient envoyées à « Monseigneur l'Intendant »; les réponses se faisaient attendre parfois plusieurs années.

Il est facile de concevoir que ces assemblées d'habitants présentaient une certaine confusion :

*La commune s'assemble; en hâte on délibère;
Et chacun, comme à l'ordinaire,
Parle beaucoup et rien ne dit... (2).*

Chacun voulait dire, en effet, son mot et faire triompher son avis; on s'invectivait quelquefois. Quand les réunions se tinrent à la porte de l'église Saint-Etienne, l'étroitesse de la rue gênait considérablement la circulation; le notaire n'avait aucune commodité pour rédiger son procès-verbal; le désordre devenait tel que les principaux habitants ne voulaient plus se rendre aux assemblées (3). Il le fallait pourtant, dans l'intérêt de la communauté.

Une réunion importante eut lieu le 11 mai 1783; une nouvelle supplique fut adressée à l'intendant; entre autres demandes, les habitants sollicitaient le rétablissement de l'hôtel de ville; il n'avait pas cessé d'exister théoriquement, mais on avait négligé de nommer des officiers au fur et à mesure du décès des titulaires; l'affaire traîna en longueur pendant près d'un an; le 22 février 1784, les habitants nommaient encore comme syndic Thomas BODARD, changeur pour le roy, en remplacement de Pierre BOUCUEREAU, décédé (4). Mais Thomas BAUDARD n'exerça pas longtemps ses fonctions, car le 22 avril 1784, l'hôtel de ville était rétabli à Sillé-le-Guillaume. Etaient désignés :

Premier échevin: Jacques-André GOYET DE L'AMBERDIÈRE, bailliy.

1 Elle était située dans le grand clocher de l'église Notre-Dame; depuis 1768, elle appartenait à la ville; elle ne sonnait que les heures; les habitants demandèrent qu'elle sonnât les demies et les quarts.

2 FLORIAN, Fables, livre III, 2.

3 Lettre du subdélégué de Sillé à l'Intendant (6 octobre 1764). Arch. d'Indre-et-Loire, C 329.

4 Résultat du général des habitants (22 février 1784). Min. LEROUX.

Deuxième échevin : Jean GUYON, lieutenant de bailly.

Procureur du roy : JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, procureur fiscal.

Receveur : René BOURGINE DE L'ETANG, chirurgien.

Secrétaire-Greffier : Pierre MARTINEAU, praticien (1).

Il importe de remarquer qu'à l'exception du sieur BOURGINE, tous ces officiers étaient des agents seigneuriaux. Ce cumul de fonctions pouvait présenter de graves inconvénients, le cas échéant. Si les intérêts de la ville se trouvaient opposés aux intérêts du seigneur, il n'était point douteux que les membres de l'Hôtel de Ville ne préférassent ceux-ci à ceux-là.

Les nouveaux fonctionnaires furent installés le 12 mai suivant par le subdélégué du Mans, PRUDHOMME DE LA BOUSSINIÈRE; le rétablissement de l'hôtel de ville fut notifié officiellement aux habitants réunis en assemblée générale, le 6 juin, dans l'auditoire, après les vêpres. La réunion avait été convoquée non par le syndic, qui n'existait plus, mais par le procureur du roi. Les habitants demandèrent l'adjonction de deux notables à ces fonctionnaires municipaux « sous le bon plaisir de Sa Majesté » (2).

Un maire fut nommé l'année suivante, le 16 février 1785. C'était, lui aussi, un agent seigneurial, BÉRANGER DE SARDY. Il jouissait de plusieurs prérogatives et possédait certains droits, comme l'exemption du logement de gens de guerre, de la milice, de la collecte, etc... Il recevait 50 livres de gages annuellement, à prendre de préférence sur les revenus patrimoniaux.

Il n'y eut pas de bâtiment spécial pour servir d'hôtel de ville; les délibérations se tinrent dans un appartement loué à une demoiselle ROBIN pour 50 livres par an (3). Elles avaient lieu tous les jeudis, à 8 heures du matin en été, à 9 heures en hiver; le procureur du roi et quelquefois, le secrétaire-greffier avaient l'initiative de toutes les affaires. Elles étaient relatives aux réparations des fontaines et des lavoirs, des rues, à des nominations de sergents ou d'experts, à l'entretien de l'horloge, à des réponses

1 Arch. com. de Sillé, Reg. 1, f^{os} 1 et 1 v^o.

2 Arch. com. de Sillé, Reg. 1, f^o 2. Cette demande sera réitérée en 1788.

3 BELLÉE, dans son « Introduction » aux « Cahiers de doléances », ne mentionne pas l'hôtel de ville de Sillé; de même R. TRIGER, « L'année 1789 au Mans... »

demandées par l'administration, aux différents projets du tracé des routes, aux réjouissances publiques... Ainsi, le dimanche 24 avril 1785, un feu de joie est allumé sur le Tertre Pèlerin par les officiers municipaux en l'honneur de la naissance du duc de Normandie; on plante un mai, on tire des salves de « canon »; toutes les maisons sont illuminées.

L'existence d'un hôtel de ville n'empêcha nullement les réunions du « général des habitants ». Ils étaient convoqués par le procureur du roi et s'assemblaient, comme les années précédentes, dans l'auditoire, sous la présidence du maire. Plus d'une fois les officiers municipaux n'interviennent même que pour enregistrer leurs délibérations. Elles ne portaient plus, il est vrai, que sur deux questions : la perception de la taille et la nomination des administrateurs de l'hôpital. Toutes les autres affaires étaient de la compétence de l'hôtel de ville.

La plus lourde tâche que les officiers municipaux d'alors durent assumer, ce fut l'épuration des comptes des receveurs d'octrois. Depuis 1691, la ville de Sillé possédait des octrois; ils constituaient la majeure partie de ses revenus. Ils étaient perçus par des receveurs qui, pour la plupart, firent preuve dans leur gestion, les uns d'incapacité, les autres de malhonnêteté. Ce furent Jacques NOBILLEAU, Jacques MESLIER, Vincent LEROUX, Thomas BILLARD, Jacques PELU, Jean-Baptiste COUTELLE, FROGER DE MAUNY et le sieur DE BLANCHARDON. A la veille de la Révolution, les octrois rapportaient — en principe — à la ville près de 600 livres par an; les comptes des receveurs étaient tellement embrouillés qu'il fallut six années pour les épurer; on dut remonter jusqu'à l'année 1726 et ils ne furent mis complètement à jour qu'en 1791; on engagea même des poursuites. Il est vrai que, s'il faut en croire certaines notes secrètes, tel receveur n'était pas tout à fait responsable. Ainsi le bailly LE PLAT DE QUINCAY et le greffier BILLARD se seraient servis de Vincent LEROUX comme d'un prête-nom pour employer les deniers de la ville à leur guise (1).

Quoi qu'il en soit, Sillé-le-Guillaume ne retira jamais qu'un profit minime et insuffisant de ses octrois; le manque de res-

1 Arch. de l'hôpital de Sillé, E 10.

sources peut expliquer ainsi en partie, le fâcheux état des rues à la fin de l'ancien régime (1).

Jusqu'en 1789, Sillé-le-Guillaume fit partie de l'élection du Mans qui dépendait de la généralité de Tours. L'intendant était alors Marius-Jean-Baptiste-Nicolas D'AINÉ. Comme ses collègues, c'était un véritable roi dans sa généralité. Il avait des pouvoirs très étendus. La population silléenne eut maintes fois recours à lui pendant le XVIII^e siècle. Il sut conserver son influence, malgré la création, en juin 1787, d'une Assemblée Provinciale (2). Cette Assemblée s'était réunie pour la première fois au Mans dans la grande salle de l'Hôtel de Ville, le 6 octobre, sous la présidence du marquis DE JUIGNÉ. Elle comprenait 6 membres pour le clergé, 6 pour la noblesse et 12 pour le tiers-état. Dès le lendemain de cette réunion, deux bureaux avaient été chargés d'opérer une nouvelle division du Maine. Seize districts furent créés et administrés chacun par une Commission Intermédiaire. Le 14 octobre, l'Assemblée Provinciale du Maine nommait les membres des nouvelles administrations et, le surlendemain, elle approuvait le rapport du marquis DE SABLÉ sur la répartition des paroisses.

Sillé-le-Guillaume fut désigné comme chef-lieu de district et sa Commission Intermédiaire ainsi composée :

Clergé : ANDRÉ, curé de Rouessé-Vassé.

Noblesse : DU PRAT.

Tiers-Etat : BACHELIER, avocat à Sillé; DROUARD, bailli à Conlie.

Le district comprenait 33 paroisses : Assé-le-Béranger, Bernay, Châtres, Conlie, Connée, Crissé, Cures, Domfront, Douillet, le Grez, Mont-Saint-Jean, Montreuil-le-Chétif, Neuvillalais, Neuville, Neuvy, Pareennes, Pezé, Rouessé-Vassé, Rouez, Ruillé, Saint-Georges-le-Gaultier, Saint-Georges-sur-Erve, Saint-Germain-de-Coulamer, Saint-Léonard-des-Bois,

1 Les autres ressources de la ville consistaient dans la location annuelle du bureau des toiles (25 livres) et dans une rente sur la taille d'une soixantaine de livres. — Sur les octrois, cf. Arch. d'Indre-et-Loire, C 33, C 679. — Arch. com. de Sillé. Reg. 1, f^{os} 4, 5 et suiv.; Reg. 2, f^{os} 267 et suiv. — Arch. de l'Hôpital, E 1, 4, 8, 10, 11, 12, 17, 18. — CAUVIN. « L'administration municipale », p. 266 et suiv.

2 Cf. P. RENOUVIN. « Les assemblées provinciales de 1787 ».

Saint-Paul-le-Gaultier, Saint-Pierre-la-Cour, Saint-Rémy-de-Sillé, Saint-Symphorien, Sillé-le-Guillaume, Tennie, Verniette, Vimarcé, Voutré (1). Dans un premier projet, il devait comprendre 45 paroisses, mais 12 d'entre elles étaient plus à proximité, les unes de Laval, les autres de Loué. Aussi, 4 paroisses furent rattachées au district de Laval et 8 à celui de Loué.

La Commission Intermédiaire de l'Assemblée Provinciale du Maine envoyait à la Commission Intermédiaire de Sillé les copies des lettres que lui envoyait NECKER, directeur général des finances. Elle entretenait une correspondance très active avec le bureau du district relativement au tracé des routes, aux secours pour les pauvres, aux impôts, etc... Mais c'était un commerce uniquement épistolaire (2). L'Assemblée Provinciale n'avait pas, semble-t-il, d'action directe ni d'influence décisive. Et même dans le domaine purement administratif, l'Intendant de Tours rivalisait avec elle. Souvent l'Hôtel de Ville reçut des lettres-patentes, décrets, discours du Roi et autres papiers à la fois de l'Intendance et de l'Assemblée Provinciale, — ce qui faisait double exemplaire.

Dans les dernières années de l'ancien régime, Sillé-le-Guillaume eut l'honneur de posséder son subdélégué. La généralité de Tours était, en effet, une des plus vastes du royaume; l'élection du Mans comprenait à elle seule 344 paroisses. Quantité de ces paroisses se trouvaient ainsi à une distance considérable du chef-lieu de la généralité. Pour parer à ces inconvénients, il y avait des subdélégués en dehors des chefs-lieux d'élection. Nommés par l'intendant, ils correspondaient directement avec lui. Tels furent à Sillé le bailly MESLIER et le sieur BERLAND (3). Mais à la veille de la révolution, cette subdélégation n'existait plus.

La question primordiale, dans toute bourgarde de France au XVIII^e siècle, était celle des impôts. Ils se divisaient alors en impôts directs (capitation, vingtièmes, taille) et en impôts indirects (gabelle, traites, aides). La gabelle, les aides, la capitation, les vingtièmes et la taille, telles étaient les impositions qui surchar-

1 Arch. dép. de la Sarthe, C 82, f^o 21 vo.

2 Arch. de la Sarthe, C 97.

3 Cf. leurs lettres aux archives d'Indre-et-Loire, en particulier C 98.

geaient les habitants (1). La gabelle était peut-être, en principe, la plus odieuse. Elle consistait dans l'achat obligatoire et annuel d'une quantité de sel déterminée (2). Il ne devait servir que pour les préparations culinaires. Voulait-on faire des salaisons, par exemple ? Il fallait en acheter un autre. C'était le prétendu « sel libre ». Des entrepôts spéciaux, appelés greniers à sel, se trouvaient établis dans plusieurs localités ; le Maine en comprenait 18. Sillé-le-Guillaume avait son grenier. Il s'étendait sur les paroisses de Saint-Aubin-du-Désert, Saint-Chéron, Conlie, Courcité, Crissé, Saint-Germain-de-Coulamer, le Grez, Saint-Mars-du-Désert, Connée, Mézières, Mont-Saint-Jean, Neuvillalais. Parennes, Pezé-le-Robert, Saint-Pierre-le-Cour, Saint-Rémy-de-Sillé, Rouessé-Vassé, Rouez, Sillé, Tennie, Saint-Thomas-de-Courcetriers, Trans, le Tronchet, Vernie, Verniette et Vimarcé (3). Le bureau des gabelles comprenait un président, un grenetier, un contrôleur, un procureur du roi et de Monsieur, un greffier, deux huissiers et les « archers » de la brigade (4). A plusieurs reprises, certains offices du grenier à sel furent mis en vente dans les « Affiches du Maine ». Le sel était évalué en minots ; chaque minot pesait de 96 à 98 livres et valait, à Sillé, 63 livres 3 sols 9 deniers. Chaque année, le bureau des gabelles délivrait à Sillé environ 90 minots pour le sel de devoir et 15 minots pour le sel libre. Deux regratiers, établis en ville, débitaient annuellement 300 minots. L'impopularité de cet impôt ne venait pas seulement de sa bizarrerie, mais encore et surtout de la manière dont il était perçu et contrôlé. Alors que dans la Bretagne, province voisine, pays de franc-salé, le sel était vendu 2 liards la livre, on le payait à Sillé 13 sols 6 deniers. La disproportion était monstrueuse. Aussi, la contrebande avait une activité incroyable et prenait des proportions gigantesques. Le faux-saunage était devenu une profession. Pour réprimer toutes les

1 Il n'était pas question des traites ; le Maine faisait partie des cinq grosses fermes. — Ajoutons aux impôts ci-dessus les impositions militaires, comme l'ustensile, dû par les paroisses pour les frais des soldats dans les gîtes d'étapes.

2 Le Maine était un pays de grande gabelle.

3 CAUVIN. « Géographie ancienne du diocèse du Mans », p. 607. — Arch. dép. de la Sarthe, C 78 ; Fonds municipal n° 52. — Bib. du Mans, Maine, 1878, n° 10.

4 Arch. dép. de la Sarthe. Fonds mun. n° 61. — Arch. d'Indre-et-Loire, C 329. — Bib. du Mans. Ms 275 bis, f° 581. — Arch. com. de Sillé, Reg. 1, f° 45.

fraudes il avait fallu une véritable armée d'agents spéciaux, les gabelous. Des combats en règle se livrèrent parfois dans la province entre gabelous et faux-sauniers.

La brigade de Sillé exerçait sur les paroisses une active surveillance; elle fit souvent des tournées dans les villages, pénétrant à l'improviste chez les particuliers; elle saisissait quelquefois du faux-sel; les délinquants étaient cités devant les officiers du grenier et condamnés à d'in vraisemblables amendes, généralement 2 ou 300 livres. Ces malheureux se trouvaient bien souvent dans l'incapacité de les payer; par commisération et « sous le bon plaisir de Messieurs de la Compagnie », l'amende était réduite à 20 ou 30 livres. En 1747, le curé de Saint-Mars-du-Désert fut accusé d'avoir fait usage de faux sel; il cria à tous les échos son innocence, mais n'en paya pas moins 40 livres au receveur du grenier. Le 20 avril 1763, le sieur MARIN GUÉRANGER, journalier à Pezé-le-Robert, fut rencontré par plusieurs employés des gabelles sur la chaussée du grand étang de Sillé; fouillé, il fut trouvé porteur de balances, de poids, d'un petit sac de liards, « le tout ensaliné »; des grains de sel couvraient également ses habits. C'était un faux-saunier; on le saisit; on l'interrogea; on l'emprisonna. Trois semaines après, il fut relâché à cause de sa nombreuse famille et sous la condition de ne pas récidiver (1).

A la veille de la Révolution, dans le pays de Sillé, le contrôle de la gabelle n'était plus tyrannique. Les saisies étaient très rares; au début de janvier et de juillet, le receveur envoyait des employés dans les paroisses indiquer les noms des retardataires et les quantités de sel qu'ils devaient lever; les syndics en donnaient lecture à l'issue de la grand'messe; seuls, les récalcitrants s'exposaient aux foudres judiciaires... A Sillé-le-Guillaume, on rendait ainsi justice à « l'humanité et à l'honnêteté des receveurs », en 1788, mais le principe subsistait toujours et la gabelle était déclarée avec raison « le plus onéreux et le plus désastreux de tous les impôts » (2).

1 Min. LEROUX. Actes devant MESLIER (juillet 1747), devant DUFAY (mai 1763). — Nous avons trouvé dans les minutes de M. LEROUX de très nombreux actes portant réduction d'amendes encourues pour usage de faux sel.

2 Arch. de la Sarthe, L 280, C 96. — Arch. com. de Sillé, Règ. 1, f° 45.

Les aides consistaient en des droits très divers sur les huiles, le savon, l'amidon, le fer, le papier, etc., etc..., plus particulièrement sur les boissons. Avec le temps ces droits s'étaient multipliés. Le bureau des aides de Sillé était situé dans la Grande-Rue; il comprenait, en 1788, un directeur, le sieur LÉCUREUIL, un receveur général, un contrôleur et trois commis. Comme la brigade de la gabelle, les employés des aides faisaient des tournées dans les paroisses et pénétraient chez les particuliers; ils examinaient les « busses » et s'ils découvraient quelque fraude, ils dressaient une contravention. Les amendes atteignaient des chiffres considérables, mais souvent, lorsque les délinquants étaient de pauvres gens, une transaction intervenait entre eux et les employés des aides, « sous le bon plaisir de Messieurs de la Compagnie et de Monsieur le Directeur en l'élection dū Mans... » (1).

Le tabac était également soumis à des droits. Sillé avait un entrepôt et cinq bureaux de distribution; la qualité du tabac laissait fort à désirer, paraît-il, à la fin de l'ancien régime (2); pourtant l'usage s'en répandait de plus en plus.

Les vingtièmes se levaient d'une manière générale sur les biens et les droits de toute espèce, en particulier sur les biens-fonds. Un préposé aux vingtièmes assurait le recouvrement de l'impôt dans chaque paroisse. Il y avait, à Sillé, en 1788, un contrôleur et vérificateur des vingtièmes (3). Quant à la capitation, elle pesait en principe sur toutes les têtes; moins onéreuse que les autres impositions, elle surchargeait néanmoins la petite communauté silléenne, mais, de tous les impôts directs, c'était à la taille (taille personnelle) qu'allaient toutes les rancunes et toutes les invectives. « Vexatoire et arbitraire comme tous les impôts sur le revenu, la taille n'aurait point existé pendant quatre-cents ans, si elle avait atteint toutes les classes de la société. L'un de ses vices les plus criants, l'inégalité, en assura la durée. Les grands et les riches, s'ils en avaient éprouvé les abus, n'au-

1 Diverses transactions sont ainsi conservées dans les minutes de M. LEROUX.

2 Arch. de la Sarthe C 96 (plaintes des habitants de Saint-Rémy sur la mauvaise qualité du tabac).

3 Arch. de la Sarthe, L 280.

raient pas manqué d'user de leur influence pour les faire réformer... » (1). La taille, en effet, pesait uniquement sur les roturiers. A Sillé, le clergé, la noblesse et certains fonctionnaires s'en trouvaient exemptés.

Quand le procureur-syndic avait reçu de l'Intendant le montant de la somme que la paroisse devait payer, il convoquait dans le plus bref délai l'assemblée des habitants. Celle-ci dressait alors la liste des « bons » et des « mauvais », c'est-à-dire qu'elle désignait les noms de ceux qui ne devaient plus être « enrôlés », soit pour cause de décès, soit pour « délogement », soit pour tout autre motif, et de ceux qui devaient l'être par leur récent établissement dans la paroisse. Elle dressait un tableau général divisé en quatre colonnes : la première colonne portait les noms des notables et des plus haut taxés, la seconde, des « médiocres », la troisième, des « pauvres », la quatrième, des privilégiés, des septuagénaires et des taxés d'office.

En 1771, sur 241 inscrits, il y a :

Dans la 1^{re} colonne : 31 notables.

— 2^e — : 139 « médiocres ».

— 3^e — : 22 pauvres.

— 4^e — : 9 septuagénaires, 11 taxés d'office et 29 privilégiés.

En 1788, étaient considérés comme privilégiés :

Ecclésiastiques. Le curé de Notre-Dame.

Le curé de Saint-Etienne et son vicaire.

Le doyen et les chanoines de la Collégiale, au nombre de 10, mais dont 7 seulement résidaient à Sillé.

Le principal du collège.

Les deux Minimes.

Les sœurs de la Charité qui desservaient l'hôpital.

Nobles.

M. DE GUIBERT.

La dame veuve SEVIN.

1 BABEAU. « Le village sous l'ancien régime », p. 239-240.

« Militaires » : Le brigadier de la maréchaussée et ses trois cavaliers.

Fonctionnaires. Le directeur, le receveur général, le contrôleur et les trois commis des aides.

L'entreposeur du tabac et contrôleur des actes.

(1)

Le receveur du grenier à sel, le brigadier et trois archers.

Etaient taxés d'office : le grenetier et le contrôleur du grenier à sel, Thomas BODARD, changeur du roy, FROGER DE MAUNY, préposé aux vingtièmes, le sieur COURVEAULLE, étapier, le sieur LESOURD, commis aux convois militaires, le sieur CHAUEAU, directeur de la poste aux lettres, le sieur BOURGINE, commis du receveur des consignations, la veuve de MARIN-LELOUP, ancien garde des eaux et forêts, MARIN-MARTINEAU, garde des eaux et forêts, le sieur CHAMAUX, huissier.

Le directeur et un des commis des aides, le contrôleur des vingtièmes, considérés en principe comme privilégiés, étaient cependant taxés d'office en raison de certains biens.

Par un usage très ancien, mais singulièrement abusif, les fonctionnaires de la baronnie qui habitaient le château et qui ne faisaient valoir aucun bien dans l'étendue de la paroisse, n'étaient point compris au rôle de la taille; par exemple, Pierre MARTINEAU, Charles BLANCHARD, garde des eaux et forêts de la baronnie, les trois commissaires de police (2). Tous ces privilèges existaient au détriment des taillables; l'impôt était d'autant plus lourd qu'ils étaient moins nombreux.

L'assemblée de la communauté nommait, en outre, généralement quatre ou cinq habitants, appelés collecteurs, pour percevoir l'impôt. La répartition de la quote-part de chaque taillable était laissée au jugement des collecteurs; on conçoit aisément l'arbitraire d'un tel système. Aussi, nombreuses étaient les demandes en réduction de taxe; la communauté décidait. Les

1 Le sieur THAN cumulait ces fonctions. — Le contrôle des actes n'était autre que l'enregistrement. Sur le bureau de contrôle de Sillé, cf. Arch. Nat. R⁵ 234.

2 Arch. écon. de Sillé, Reg. 1, f^{os} 40 et 40 v^o.

imposés avaient tout intérêt, à exagérer leur pauvreté, mais d'autre part, la ville devait s'opposer énergiquement à toute réduction non justifiée puisque le total de l'imposition retombait sur l'ensemble des autres taillables. En 1787, René HOUSSIER, cabaretier, avait trouvé sa taxe — 13 livres — excessive; il demanda une diminution; les habitants la refusèrent. « Que le sieur HOUSSIER soit pauvre ou non, les habitants ne peuvent être tenus d'entrer dans ce détail et sont obligés de faire porter la taille proportionnellement aux exploitations, et HOUSSIER ayant un loyer de soixante-trois livres et tenant cabaret, doit raisonnablement et avec justice, porter au moins treize livres du principal de la taille... » (1). Quand la communauté repoussait la demande, le plaignant plaidait contre elle devant le siège de l'élection; c'est ce qui arriva en 1780 au sieur Romain BARRIER; il engagea tout un procès contre la ville (2).

C'était une véritable aubaine pour la paroisse que d'obtenir de l'Intendant un dégrèvement. Au début du XVIII^e siècle, la princesse DE CONTI usa de son influence pour se concilier la bienveillance de sa bonne ville; le curé de Saint-Etienne, Denis SALLÉ, lui avait rendu visite à Paris en 1714; elle lui donna une lettre de recommandation pour l'Intendant : les paroisses de Sillé et de Saint-Rémy furent dégreivées de 800 livres (3).

Les ordonnances de l'intendant et les recommandations des habitants avaient beau prescrire aux collecteurs d'agir « en leur âme et conscience, avec justice et égalité », la rancune, la haine, la vengeance entraient parfois pour beaucoup dans le recouvrement de la taille. Aussi, de toutes parts, à Rouez, à Rouessé, à Crissé, à Sillé et ailleurs, ce ne sont que plaintes et lamentations au sujet des collecteurs. « On n'a encore connu à Sillé qu'une répartition absolument arbitraire, trop souvent partielle ou dirigée par la haine ou la vengeance, véritable fléau ! De là, cette multiplicité d'injustices criantes, de là, ces réclamations annuelles... » (4). Il faudrait même supprimer le mot de « col-

1 Résultat du gén. des hab. de Sillé (2 mars 1787). Min. LEROUX.

2 Résultat du gén. des hab. de Sillé (27 janvier 1780). Min. LEROUX.

3 Registre des bapt., mar. et sép. de Sillé (1731) Note du curé SALLÉ.

4 Arch. dép. de la Sarthe, L 280; — Arch. com. de Sillé, Reg. 1, f° 41.

lecteur », « devenu si odieux, non seulement aux contribuables, mais même à ceux qui le portent... » (1). Les injustices de la répartition étaient les unes bizarres, les autres monstrueuses. Un nommé FOUQUET qui tenait un bordage de 200 livres était imposé à 30 livres par an ! Le sieur DEREINNES pour une seule chambre avait une cote de 12 livres ! Enfin, comble de dérision, une veuve BROU, qui possédait une modeste maison d'un loyer de 20 livres, payait 10 livres d'impôt !... Par contre, on voyait la veuve LELOUP, propriétaire d'un bordage de 440 livres de ferme taxée seulement à 6 livres; un pré, affermé 100 livres, n'était imposé qu'à 3 livres; l'auberge de la veuve CHAUVEAU, d'un loyer de 190 livres, avait une cote de 10 livres; tel bourgeois payait 6 livres, mais son voisin, tout aussi riche, était imposé à 18 livres.

De plus, les maisons que les privilégiés louaient à des particuliers n'acquittaient pas d'impôt; c'était tout bénéfice pour le propriétaire qui donnait un loyer d'autant plus cher; de même, les locataires que la ville exemptait de la taille à cause de leur pauvreté n'en payaient pas moins un loyer considérable au propriétaire qui, seul, tirait profit de la non-imposition.

On calculait à Sillé qu'une taxe de tous les biens des privilégiés aurait pu rapporter 2.154 livres 15 sols, à savoir :

Biens des ecclésiastiques.....	1.762 livres 15 sols
— des privilégiés nobles.....	40 — » —
— de la maréchaussée.....	72 — » —
— des fonctionnaires.....	230 — » —
— des non-imposés d'après l'usage..	50 — » —
Total.....	2.154 livres 15 sols

Ce n'étaient là malheureusement que des calculs et de la théorie; mis en pratique, ils auraient singulièrement allégé le fardeau de la communauté.

Dans leurs courses errantes à travers les rues de la ville ou les chemins de la campagne, les collecteurs se faisaient suivre des sergents, portant ainsi « l'effroy et la consternation dans les

1 Arch. dép. de la Sarthe, L 280. — Arch. com. de Sillé, Reg. 2, f° 43.

maisons des contribuables » (1). Il est vrai qu'en guise de récompense — ou par crainte — ils accordaient à ces sergents d'abusives réductions de cote; alors que les taxes des pauvres journaliers dépassaient parfois 3 livres, le sieur CHAMAUX, propriétaire de sa maison et de plusieurs champs, mais *huissier*, payait 12 sols 5 deniers !

Les malheureux imposés mettaient parfois une mauvaise volonté évidente à payer leurs impôts; des contraintes furent exercées; elles étaient cependant beaucoup moins fréquentes à la fin de l'ancien régime qu'au début du siècle; à Sillé, les frais annuels montaient à 100 livres. Mais plus d'une fois les taillables ne payaient pas; c'étaient alors les collecteurs qu'on emprisonnait. Le donjon de Sillé contenait même un appartement, pour ne pas dire une prison, appelé du nom significatif de « chambre des collecteurs » (2). Leur fonction n'avait donc rien d'enviable. C'était un véritable malheur que d'être désigné pour faire la collecte. En 1767, les habitants avaient nommé un vieillard de 70 ans, Mathurin PELOURDEAU. Malgré sa vieillesse, il tint tête à la commune; il adressa une requête au siège de l'élection et engagea un procès; inquiets et à peu près certains de perdre, les habitants révoquèrent purement et simplement la nomination du sieur PELOURDEAU dans une assemblée tenue le 15 novembre (3).

D'autres fois, afin de s'éviter, sinon des procès et des emprisonnements, du moins des ennuis fort désagréables, les collecteurs passaient entre eux et par devant notaire des transactions. Le 23 février 1782, MARIN POIRIER, marchand, Louis GUYONNEAU, marchand, Jacques LANGEVIN, bordager, Michel YVER, et Jacques PÉAN, « chaircutier », décident que seul Louis GUYONNEAU opérera le recouvrement de la taille, moyennant quoi chacun des autres lui payera 10 livres (4). Le 30 novembre 1788, François COUTARD, bordager, se décharge de la collecte sur Pierre GAIGNARD, laboureur; il s'engage à lui donner 24 livres

1 Arch. dép. de la Sarthe, L 280. — Arch. com. de Sillé, Reg. 1, f° 41.

2 Arch. com. de Sillé, Reg. 3, f° 15 vo. — PESCHE. « Dictionnaire de la Sarthe... », T. VI, p. 125.

3 Résultat du gén. des hab. de Sillé (15 novembre 1767). Min. LEROUX.

4 Accord entre les collecteurs (23 février 1782). Min. LEROUX.

« en bonne espèce d'argent », mais n'aura pas à payer « tous les frais qui pourraient être faits pour emprisonnement en cas de retard desdits paiements » (1). Les derniers collecteurs à Sillé-le-Guillaume furent Jean LOTTIN, marchand, Charles COURVEAULLE, marchand, Joseph MOUSSET, maréchal, Marin YVON, bordager et Etienne DROU, tisserand. Ils passèrent une transaction le 9 juin 1790, et seul, Joseph MOUSSET demeura chargé du rôle (2).

Outre les impôts, les paysans, marchands et boutiquiers de Sillé avaient à subir cette lourde institution sociale que nous appelons aujourd'hui service militaire et qui, jadis, s'appelait milice.

Deux sortes d'armées existaient : l'armée de ligne, ou active, recrutée par enrôlements volontaires, et l'armée de réserve, recrutée à l'origine, en 1688, par élection, et trois ans plus tard, par tirage au sort.

Les enrôlements des soldats de l'armée de ligne étaient, pour la plupart, extrêmement défectueux, souvent ridicules, voire odieux. Des « sergents recruteurs » passaient à travers les gros bourgs et faisaient à grand tam-tam une réclame de charlatan pour allécher les jeunes villageois et les engager au service du roi. « Le sergent recruteur se place ordinairement les jours de dimanches, de fêtes, de foires ou de marchés, à une croisée de son auberge. De là, il harangue le public en lui vantant l'honneur et l'agrément du service du Roi; ôtant son chapeau toutes les fois qu'il prononce son nom. Il promet dix écus d'engagement, montre tantôt une bouteille de vin, tantôt un gigot de mouton, assure d'un pareil régal en route et qu'arrivé au régiment on sera à gogo de tout. Il termine sa grotesque allocution par inviter les bons enfants qui l'écoutent à monter chez lui, à manger leur part de gigot. Puis il les fait boire jusqu'à perdre la raison et leur fait signer de leur nom ou d'une croix une formule d'engagement » (3). Les jeunes têtes folles pouvaient se laisser éblouir par ces fallacieuses promesses, mais les illusions se dissipaient vite, et, déçus dans leurs espoirs, les soldats ainsi levés

1 Accord entre les collecteurs (30 novembre 1788).

2 Accord entre les collecteurs (9 juin 1790).

3 BESNARD, « Souvenirs », T. I., p. 198.

s'en prenaient parfois avec violence aux sergents (1). Un tel mode de recrutement ne pouvait avoir qu'une vogue assez restreinte, et puis chacun faisait comme il l'entendait; nul n'était contraint à ces engagements.

Il n'avait pas été possible d'agir de même pour l'armée de réserve, ou armée de seconde ligne. Les enrôlements volontaires n'étant pas même suffisants pour celle-là, on dut recourir pour celle-ci à un autre moyen, le tirage au sort, en 1691.

Voici quel était ce tirage au sort à Sillé et dans les paroisses voisines au milieu du siècle (2). Dès que le subdélégué avait reçu les « mandemens » de l'intendant, il les faisait connaître aux diverses paroisses de son ressort par les cavaliers de la maréchaussée. Il indiquait le jour du tirage, un dimanche de préférence, une semaine au moins à l'avance. Tous les garçons de la paroisse, âgés de 16 à 40 ans, de 5 pieds de hauteur, d'une constitution robuste, étaient tenus de tirer au sort. Au jour désigné, les syndics réunissaient les garçons; le subdélégué faisait l'appel nominal sur la liste qui lui avait été remise, lisait le mandement de l'intendant ou autres règlements et procédait à la « mesure » des jeunes gens. Ceux qui n'avaient pas la taille requise ni les qualités exigées étaient renvoyés. Une autre épuration, infiniment plus délicate, consistait à retrancher les exemptés. Quelques garçons, en effet, par leurs qualités ou dans certaines conditions, pouvaient ne pas être miliciens. Les exemptions entraînèrent forcément de regrettables abus, et en 1755, une instruction de l'intendant vint délimiter avec autant de précision qu'il était possible le régime de l'exemption. D'après ce règlement pouvaient être exemptés à Sillé, par exemple, les enfants des officiers de la justice seigneuriale, mais seulement ceux du bailli, du procureur fiscal et du greffier, un seul domestique des curés, les garde-chasses des seigneurs sous des conditions déterminées, le fils aîné d'une veuve ou d'un laboureur

1 Pour recruter encore des soldats à l'armée de ligne, les officiers, qui étaient de retour à leur régiment, ramenaient avec eux des garçons de leur pays. C'était là un moyen plus honnête.

2 Ce tirage au sort était le même pour toutes les paroisses des subdélégations. Avant les levées, l'intendant de Tours envoyait à ses subdélégués des « Instructions » relatives au tirage. — Cf. Arch. de la Sarthe. Fonds municipal n° 137.

septuagénaire qui faisait valoir une ferme « d'une ou plusieurs charues », les chirurgiens en exercice depuis plus de trois ans, les fils du maître de forges et les principaux ouvriers, comme fondeur, affineur, marteleur, à condition qu'ils habitent la forge depuis 3 mois, les messagers qui portaient les lettres et les paquets et qui s'occupaient exclusivement de messagerie... etc... Ces mesures, plus théoriques que pratiques, étaient peu efficaces et risquaient de blesser les garçons en leur faisant cruellement sentir leur inégalité sociale.

Une fois le nombre des jeunes gens arrêté, le subdélégué ou commissaire devait effectuer un double tirage au sort. Une première fois, les garçons recevaient des numéros d'ordre et le tirage définitif était exécuté selon le rang que le hasard avait assigné à chacun (1). On mettait dans un chapeau autant de billets noirs que la paroisse devait fournir de miliciens, souvent un seul, et autant de billets blancs qu'il y avait de garçons restants. Celui sur qui tombait le billet noir était milicien. Un « chirurgien » visitait les futurs miliciens, et si, par extraordinaire, ils étaient reconnus inaptes au service, on recommençait le tirage.

Un procès-verbal de toutes les opérations était dressé en 3 exemplaires par le subdélégué, le premier donné au syndic de la paroisse, le deuxième gardé par le subdélégué et le troisième envoyé à l'Intendance.

Nombreux étaient les jeunes gens qui prenaient, à juste titre, la milice en horreur, à tel point qu'ils s'enfuyaient le jour du tirage; ils n'y gagnaient pas, tant s'en faut, car le subdélégué nommait les absents volontaires miliciens d'office; il chargeait, en outre, la maréchaussée de les arrêter au plus tôt, de les constituer prisonniers et d'avertir l'Intendance de leur « capture ». La durée de la milice était de six ans; les « miliciens de droit pour absence » servaient dix ans... Même une fois arrivés au régiment, les miliciens désertaient en s'absentant sans congé, ainsi vers 1755 Pierre AUBRY, Michel BOULAY, René TESSIER, Jacques BELLANGER, etc... (2).

1 Vingt ans plus tôt, il n'y avait qu'un seul tirage. Les garçons tiraient dans l'ordre de la liste du syndic. — Le régime de l'exemption se trouva à nouveau précisé en 1774 par une ordonnance royale.

2 Arch. d'Indre-et-Loire, C 48.

Le subdélégué devait surveiller avec un soin extrême le tirage. Des manœuvres frauduleuses pouvaient être faites. Tantôt les garçons usaient de ruse pour faire tomber le billet noir à l'un d'entre eux, tantôt ils s'efforçaient de faire nommer comme absents — donc, comme miliciens, — des étrangers à leur paroisse.

Par pitié, les jeunes gens se cotisaient quelquefois pour offrir aux pauvres miliciens une somme d'argent — faible consolation qui tempérait bien imparfaitement la rigueur du sort. Ces contributions entre garçons furent souvent interdites; elles avaient amené, du reste, des abus.

Le tirage au sort pouvait ne pas toujours avoir lieu. Il arrivait, en effet, qu'après une entente avec ses camarades, tel jeune homme de la paroisse, ou même d'une paroisse voisine, s'offrait comme milicien volontaire. A Sillé, par exemple, en 1731, Jean BLANCHARD, « garçon peigneur », s'engagea comme milicien volontaire « pour les garçons dudit Sillé ». Le 12 février, il passait une transaction avec Michel TAROT, marchand, et Gervais BELLANGER, « marchand serger », fondés de pouvoir des jeunes gens. Ces derniers s'engageaient à payer au sieur BLANCHARD, « incontinent qu'il sera reçu par Monsieur le Subdélégué... », la somme de 60 livres et à lui fournir une partie de ses hardes : « une paire de souliers, une paire de bas, deux chemises de toile de brin et deux cravattes de toile blanchie » (1). Sept jours plus tard, une autre transaction intervenait entre les garçons de Sillé et Pierre GUYARD, « garçon serger », demeurant à Beaumont-le-Vicomte (2). En 1733, une ordonnance du roi vint défendre aux subdélégués ou commissaires de recevoir les miliciens volontaires (3).

La paroisse n'eut pas seulement à fournir des hommes; elle dut aussi contribuer à leur équipement et même aux frais de levée. L'intendant lui envoyait un avertissement indiquant la « cotte-part » qu'elle devait supporter comme imposition pour

1 Transaction entre les garçons de Sillé et Jean BLANCHARD (12 février 1731). Min. LEROUX.

2 Transaction entre les garçons de Sillé et Pierre GUYARD (19 février 1731). Min. LEROUX.

3 Ordonnance du 12 novembre 1733. Art. VI; cf. l'instruction de l'Intendant du 29 décembre suivant.

« l'équipement de milice » et la levée. L'avance de la somme était faite à la diligence du syndic par les trois habitants les plus haut taxés; le montant devait en être remis sous huitaine entre les mains du subdélégué.

De 1750 à 1753, les frais de levée n'ont pas varié; ils ont été régulièrement de 5 livres par milicien; au contraire, les frais d'équipement ont évolué ainsi :

1750.....	8 livres 9 sols par milicien	
1751.....	5 — » — —	
1752.....	4 — 9 — —	
1753.....	4 — 13 — —	(1)

La situation de Sillé et des paroisses voisines au point de vue militaire était la suivante en 1753 :

<i>Paroisses</i>	<i>Miliciens servant dans les bataillons</i>	<i>Miliciens levés au cours de l'année</i>	<i>Montant des frais d'équipement et de levée</i>
Sillé-le-Guillaume.	4	2	28 liv. 12 s.
Conlie	2	»	9 liv. 6 s.
Crissé	2	1	14 liv. 6 s.
Douillet	2	»	9 liv. 6 s.
Mont-Saint-Jean .	4	»	18 liv. 12 s.
Parennes	1	»	4 liv. 13 s.
Pezé-le-Robert ..	2	1	14 liv. 6 s.
Vimarcé	3	»	13 liv. 19 s.
Rouez	4	»	18 liv. 12 s.

La somme de 28 livres 12 sols à laquelle Sillé-le-Guillaume avait été taxée fut payée le 13 août par les sieurs François LEMERCIER, Julien GUET, René TURMEAU.

Elle était ainsi composée :

$$\begin{array}{rcl}
 4 \text{ miliciens} \times 4 \text{ livres } 13 \text{ sols} & = & 18 \text{ livres } 12 \text{ sols} \\
 2 \text{ miliciens} \times 5 \text{ — — —} & = & 10 \text{ — — —} \\
 \hline
 & & 28 \text{ livres } 12 \text{ sols}
 \end{array}$$

Les miliciens ne disaient pas adieu à leur paroisse — loin de là. Ils profitaient des jours où ils se trouvaient dans le pays pour mettre ordre à leurs affaires. Un soldat de milice au bataillon du Mans, Bonaventure MARSAIS, qui, en 1761, résidait à Sillé « par congé de semestre », s'empessa d'aller recevoir chez le notaire une assez forte somme d'argent — 145 livres — provenant de la succession de son frère. Un autre, le sieur Pierre BACHELIER, qui était, il est vrai, « dragon de la Légion de Lorraine », et qui se trouvait à Sillé « par permission » en 1773, sur le point de rejoindre son régiment, fut pris d'une crainte subite pour les jours de son vieux père, Nicolas BACHELIER; pour parer à toute éventualité, Pierre BACHELIER se nomma un procureur (1).

A la fin de l'ancien régime, la subdélégation de Sillé-le-Guillaume contribuait, avec celles de Mamers, Mayenne, Beaumont et Villaines-la-Juhel, à former le bataillon de Rohan-Soubise... La paroisse pouvait aussi loger parfois des troupes de passage. C'était une assez lourde charge pour les habitants; plusieurs privilégiés étaient exemptés de ces logements. La princesse DE CONTI usa de son crédit, au début du siècle, pour faire changer l'itinéraire que suivaient les troupes et éviter à la ville de nombreux désagréments. En 1747, des officiers « suisses » virent prendre leur « quartier d'hyver » à Sillé... D'après une ordonnance de 1768, toutes les rues des villes sujettes aux logements militaires devaient être numérotées; cette ordonnance ne reçut son application à Sillé qu'en 1785 (2). Il était expressément défendu à tous les bourgeois, aubergistes, cabaretiers et autres personnes d'acheter des denrées ou du fourrage aux troupes de passage sous peine de prison (3).

Depuis 1788, le sieur Jacques LESTRINGANT, messenger de Sillé à Alençon, était chargé de fournir des voitures, des chevaux de selle et des chevaux de trait pour les convois militaires; une voiture attelée de 4 chevaux lui rapportait 13 livres, de 3 chevaux 9 livres 15 sols, de 2 chevaux 6 livres 10 sols; il recevait 3 livres pour chaque cheval de selle ou de trait; à la fin de chaque

1 Min. LEROUX, Acte devant DUFAY (5 mai 1773).

2 Arch. com. de Sillé. Reg. I, fo 21 vo.

3 Arch. de la Sarthe, Fonds mun. n° 142.

mois, il devait rendre ses comptes à l'entrepreneur des convois militaires de la généralité (1).

Aux charges et aux impositions de la milice s'ajoutait la corvée des chemins. Généralisée en 1737 par le contrôleur général ORRY, supprimée en février 1776 par TURGOT, elle fut rétablie au mois d'août suivant. Elle consistait dans l'obligation pour tous les taillables des campagnes de travailler gratuitement pendant plusieurs jours de l'année à la construction et à l'entretien des chemins. Des abus nombreux vicièrent bientôt cette institution dont le principe était pourtant excellent. Les exemptions se multiplièrent et engendrèrent de fâcheux désordres (2).

Une instruction de l'intendant de Tours, D'AINE, en date du 10 novembre 1784, vint réglementer le régime de la corvée et préciser les exemptions (3).

La paroisse avait à sa tête un voyer, élu par le général des habitants; il exerçait ses fonctions pendant plusieurs années; ainsi François DUVAL, élu en 1772, fut voyer de Sillé jusqu'en 1778; son successeur, François TORETTON, marchand, remplit sa charge pendant six ans également; en 1784, il fut remplacé par Alexis HARDYAU, « marchand chandelier »; les habitants lui donnèrent même 30 livres pour le dédommager des dépenses qu'il aurait à faire (4). Le voyer dirigeait exclusivement les travaux des chemins; ses attributions, très restreintes, n'étaient donc nullement comparables à celles du syndic. Chaque année, au mois de janvier, il recevait de l'intendant un mandement particulier (5) indiquant la nature et la quantité des ouvrages dont la communauté était chargée, l'indication des carrières et des lieux d'où la pierre, le sable et le gravier seraient extraits, l'atelier où ces ouvrages se feraient et le jour où ils devaient être terminés. Le voyer était tenu de lire le mandement à l'issue de la messe paroissiale ou des vêpres, le dimanche suivant, et de procéder aussitôt à la répartition de la tâche qui incombait

1 Arch. com. de Sillé, Reg. 1, f^{os} 50 v^o-51.

2 Sur les abus causés par l'exemption des ouvriers des forges et des miliciens; cf. Arch. de la Sarthe, Fonds municipal n^o 50.

3 Arch. d'Indre-et-Loire, C 164.

4 Résultat du gén. des hab. de Sillé (22 février 1784). Min. LEROUX.

5 Cependant, à Sillé, c'est le syndic qui reçoit le mandement au mois de janvier 1784.

à la communauté. Tout taillable était corvéable, sauf les exemptés. Le voyer donnait ensuite connaissance aux habitants du rôle de la répartition. Il s'entendait, au préalable, avec l'inspecteur ou le sous-ingénieur pour recevoir ses instructions. En 1785, la tâche des habitants de Sillé consistait en 60 toises de chaussée « sur l'atelier de Cranne »; ils avaient à tirer 60 toises cubes de pierre dans les carrières du champ de Brice; ils devaient faire, en outre, sur le même atelier, « soixante-neuf toises trois pieds cubes de terrasse » (1). Si on les contraignait d'aller fort loin, l'administration leur procurait un gîte convenable, tant pour eux que pour leurs bestiaux. Les animaux de trait, en effet, étaient réquisitionnés comme les hommes; ils voituraient la pierre et tous les autres matériaux des carrières à l'atelier.

Il était interdit aux « corvoyeurs » de prendre des pierres ailleurs que dans les endroits désignés, de démolir des murs sans l'autorisation de l'inspecteur ou du sous-ingénieur, de commettre des dégâts en quelque manière que ce soit. Les cavaliers de la maréchaussée surveillaient les travaux. Une date précise était fixée pour la « réception » des travaux; à cette date, l'inspecteur ou le sous-ingénieur se rendait sur les lieux pour examiner la tâche des corvoyeurs.

CLUGNY, contrôleur général des finances, avait rapporté l'édit de TURGOT relatif à la corvée (1776), mais le rachat devint admis en principe. Dès 1779, les corvéables de Sillé s'entendaient avec des journaliers et des voituriers qui s'intitulaient même « *entrepreneurs de corvée* » pour accomplir la tâche qui leur était fixée. Le 14 septembre, ils s'engageaient à payer aux sieurs LEVANNIER, GUITTET, JOLLIVET, LEFÈVRE et BELLANGER la somme de 250 livres pour travailler à l'ouverture de la route de Fresnay; toutefois, si un corvéable désirait faire sa corvée « en nature », la somme serait diminuée proportionnellement (2). Le 18 mars 1786, René CHARTIER, laboureur, Jean OLIVIER, couvreur, Etienne PAUTONNIER, boucher, Etienne FOUGERAY, charron, Louis GANDON, bordager, René CHARTIER fils, Jacques

1 Transaction des corvéables de Sillé (14 mars 1785). Min. LEROUX.

2 Transaction des corvéables de Sillé (14 sept. 1779). Min. LEROUX.

GUYET laboureur, « faisant tant pour eux que pour les autres habitants dudit Sillé... », tous corvéables, se réunissent à l'entrée de la grande route du Mans et, par-devant notaire, mettent à l'adjudication la tâche que leur avait fixée l'intendant. Elle consistait dans l'extraction et le charroi de 60 toises cubes de pierre destinées à la construction d'une « chaussée » de 83 toises « à la suite de la paroisse de Pezé-le-Robert ». François LEVANNIER, marchand à Sillé, propose 1.100 livres; les sieurs MORIN, journaliers à Conlie, offrent 1.000 livres; en fin de compte, c'est le sieur LEVANNIER qui se rend adjudicataire pour 846 livres. Cette somme lui sera payable au fur et à mesure de son travail, par tiers. Elle pourra être diminuée si certains habitants désirent faire leur corvée par eux-mêmes. Cette transaction est passée dans l'auberge de GODARD, au bas de la ville, en présence du notaire CAILLETEAU (1).

Ainsi, les habitants de Sillé se rachetaient de la corvée bien avant l'arrêt du Conseil, du 6 novembre 1786, qui transformait, à titre d'essai, la corvée en une prestation pécuniaire. Au fond, cet arrêt ne fit que régulariser une situation de fait. La déclaration du 27 juin 1787 vint supprimer définitivement cet impôt en nature. Il fut remplacé par une taxe qui devait atteindre au maximum, dans les pays de taille personnelle, le sixième de la taille, accessoires et capitation. A la fin de 1787, le régime de la corvée n'existait plus.

C'est pendant toute cette période — fin de l'ancien régime — que le pays de Sillé, et d'une manière générale toute la province du Maine, vit surgir tout un réseau routier. A vrai dire, cette création demeura longtemps plus théorique que pratique; si elle ne marqua pas un réel progrès, ce fut du moins le commencement d'une sensible amélioration. Pendant la majeure partie du XVIII^e siècle, en effet, les chemins des environs de Sillé avaient été dans un état invraisemblable.

L'importance de la petite ville attira l'attention de l'administration dès 1773. Un arrêt du Conseil ordonna l'ouverture de 4 grandes routes à Sillé : une vers Le Mans, par Conlie; une

1 Transaction des corvéables de Sillé (18 mars 1786). Min. LEROUX.

vers Mayenne, par Bais; une vers Mamers, par Fresnay; une vers Angers, par Brûlon et Sablé. Divers plans furent levés; de nombreux pourparlers et de vives discussions s'engagèrent; plusieurs parties des routes projetées furent, en effet, ouvertes. Mais la question qui préoccupa le plus la communauté silléenne, ce fut de savoir si les routes contourneraient ou traverseraient la ville; ces deux avis différents eurent chacun leurs partisans. On surprit même la bonne foi... ou la naïveté de plusieurs habitants qui signèrent des mémoires contradictoires. Aussi, lorsque la duchesse DE CHATILLON appuya, en 1781, une demande pour obtenir le passage des routes à travers la ville, il lui fut répondu: « Vos habitants demandent *pour* et *contre* en même temps... ». Les projets sommeillèrent plusieurs années dans les dossiers administratifs, mais quand l'Assemblée provinciale fut créée, elle remit toute l'affaire en question. Le sous-ingénieur BRUYÈRE proposait la jonction des routes à GODARD, au bas de la ville, mais la majeure partie des habitants préférait le plan du sieur LAUNAY, « géographe », dressé en 1774 et légèrement modifié par le notaire MASLIN en 1789, qui faisait cette jonction dans la cour du four banal, non loin de l'église Saint-Etienne. En 1788, et surtout en 1789, on batailla ferme autour de ces deux projets; les événements révolutionnaires laissèrent la question en suspens: L'avenir, du reste, ne devait donner raison ni aux uns ni aux autres, car les routes se joignirent au milieu de la Grande-Rue (1).

Jusqu'à la Révolution, l'ancien chemin de Sillé au Mans passait par le Long-Boyaux; il était, la plupart du temps dans un extrême délabrement (2); en 1773, on commença l'ouverture d'une nouvelle route; elle passait par Domfront, Conlie et arrivait à Sillé par Oigny et l'Anjoubert; en 1784, il y avait 460 toises « en terrain naturel non travaillé » d'Oigny à l'Anjoubert; de l'Anjoubert à Godard, 306 toises achevées; de Godard au commencement du pavé de la ville 30 toises « en terrain naturel non travaillé »; de l'Anjoubert à l'entrée de la ville, la route

1 Arch. de la Sarthe S 113/1 bis, S 113/3. — Arch. com. de Sillé, Reg. 1, f^{os} 64-70. — R. TRIGER. « L'ingénieur Bruyère... » (Revue hist. et arch. du Maine, T. XXXVIII, p. 11 et suiv.

2 Cf. une lettre de l'intendant CHAUVELIN (4 novembre 1716), Bib. Nat. Ms 11372, f^o 147.

devait être bordée par des peupliers d'Italie et des tilleuls de Hollande; mais en 1789, cette voie nouvelle était loin d'être achevée; les habitants des paroisses voisines empruntaient le plus souvent l'ancien chemin (1).

La route de Sillé à Angers par Sablé était fort peu avancée; on l'avait ouverte à Sillé seulement dans l'automne de 1787; les négociants et les marchands de Nantes, d'Angers, de Morannes, de Saint-Denis d'Anjou, de Sablé, de Brûlon la réclamaient depuis près de vingt ans; elle devait rendre les plus grands services, car prolongée jusqu'à Alençon, elle assurerait une communication directe entre la Normandie et l'Anjou; les cidres et les blés normands passeraient plus facilement dans les province du sud; les ardoises d'Angers, les vins de Bordeaux, les bois des environs de Sillé iraient à moins de frais en Normandie. De plus, les paroisses environnantes ne crient-elles pas « du milieu des boües où elles sont ensevelies : donnez-nous un chemin ! » (2).

Hélas! les plaintes continuaient à se faire entendre en 1789; à Parennes, les habitants se servent encore du vieux chemin; ils font observer aussi « que tous les marchands et commersants qui veulent se rendre tant avec chevaux que charrettes... dans la ville dudit Sillé sont obligés... de déranger leur chemin d'une lieue, dans la crainte d'y périr... » (3). La route de Sillé à Sablé n'était d'aucune utilité sérieuse à la veille de la Révolution (4).

Il en allait de même pour celle de Sillé à Mayenne; l'administration n'en avait même pas commencé l'ouverture de Bais à Sillé.

La route de Sillé à Mamers n'était utilisable qu'aux abords de Fresnay; du milieu de la forêt jusqu'à la ville, elle restait

1 Arch. de la Sarthe, C 96. — Sur la création de la route du Mans, cf. S 56, 66/1, 66/3, 86/1, 113/3. — Arch. d'Indre-et-Loire, C 163, 180. — Cf. « Itinéraire complet de la France... » (1788), T. II, p. 25-26. — Sur la construction du chemin de fer Paris-Brest (1852-1856), cf. SS 21-25 (Arch. de la Sarthe).

2 Arch. de la Sarthe, S 86/1. — Le comte de la GALISONNIÈRE avait proposé une route passant par Durtal et Parcé, et non par Sablé et Sillé. Son projet n'eut aucune suite.

3 Cahier de doléances de Parennes.

4 Sur la création de cette route, cf. Arch. de la Sarthe, S 86/1. — Arch. d'Indre-et-Loire C 172. — Registre des bapt., mar. et sép. de BRULON. — R. TRIGER. Art. cit., p. 13 et suiv.

à ouvrir presque entièrement; il fallait construire encore 2.800 toises en 1791. Le marquis DE DREUX, grand maître des cérémonies de France, avait pris une part active au percement de cette route; son intérêt personnel se trouvait en jeu; il pria même, en 1773, l'ingénieur en chef, M. DE LIMAY, de faire passer la route le plus près possible du bourg de Mont-Saint-Jean « qui est la paroisse du château que nous habitons... » (1). Cette demande n'eut pas de suite, et en 1789, les habitants allaient encore à Fresnay par l'ancien chemin (2).

Après la suppression définitive de la corvée en 1787, l'administration eut recours pour la construction des routes aux adjudications par ateliers. Voici comment se faisait une adjudication. A titre d'exemple, nous prendrons l'atelier de Parennes à la Maison-Neuve (route de Sillé à Sablé). Le sous-ingénieur des Ponts-et-Chaussées BRUYÈRE dresse, au mois de décembre 1788, un devis des ouvrages à exécuter pendant l'année 1789 sur l'atelier d'entre Parennes et la Maison-Neuve; le devis est vérifié par l'ingénieur en chef et reçoit le visa des députés de la Commission Intermédiaire Générale des trois provinces de la généralité; il est envoyé ensuite à la Commission Intermédiaire de l'Assemblée provinciale du Maine qui l'expédie à la Commission Intermédiaire du district de Sillé. Celle-ci, chargée d'annoncer l'adjudication, fait afficher le devis à la porte des églises paroissiales et dans les principaux lieux du district. Au jour fixé, les opérations s'accomplissent en présence des quatre membres de la Commission Intermédiaire et des syndics ou députés des paroisses « dont les tâches sont comprises en ladite adjudication ». Pui, des entrepreneurs se présentent et l'adjudication est faite au moins demandant.

Pour l'adjudication de l'atelier de Parennes à la Maison-Neuve, deux entrepreneurs se présentèrent : les sieurs René CHEMINEAU et Guillaume POIRIER. La mise à prix était très basse; ce fut le sieur CHEMINEAU qui l'emporta pour 3.200 livres.

L'entrepreneur adjudicataire nommait une personne « pour caution », qui s'obligeait conjointement avec l'adjudicataire

¹ Arch. de la Sarthe, C 86/1.

² Sur la création de cette route, cf. Arch. de la Sarthe, S 52, 56, 86/1.

d'exécuter entièrement les travaux. Il était tenu de faire sur l'atelier désigné 1.200 toises cubes « en terrassements » et de fournir tous les matériaux nécessaires pour la construction de trois « aqueducs » provisoires (1).

Bien des abus se glissèrent dans les adjudications; l'ingénieur favorisait ses piqueurs et conducteurs au détriment des entrepreneurs des paroisses. « La forme des adjudications des ouvrages de l'année dernière a scandalisé tous les ordres des citoyens, ému et provoqué l'indignation de la capitale et de toute la province. Les annales de l'effronterie la plus déterminée ne nous fournissent pas de sujets qui aient fait autant de sensation et excité autant de murmures dans le public... Le nom d'ingénieur n'est plus propre qu'à faire pallir et exciter le frémissement... », etc... (2). Le travail des adjudicataires était quelquefois d'une lenteur désespérante; on calculait à Conlié que si les conducteurs ne se hâtaient pas davantage, il faudrait, au total, 56 ans pour terminer la route du Mans; la génération de 1789 ne pourrait donc se flatter « de la voir achever » (3).

Malgré tout, l'ouverture des grandes routes prouvait le désir sincère de l'administration d'améliorer le sort des populations rurales. Mais à côté de ces larges voies, en ligne droite, plantées d'arbres, que l'on projetait, les chemins de village à village, de bourg à bourg, de petite ville à petite ville, étaient dans la plus lamentable situation. Les habitants de Rouessé remontent, en 1788, que les fermiers et les conducteurs de bestiaux, pour aller aux marchés de Sillé, d'Evron et de Sainte-Suzanne, sont parfois contraints de passer à travers champs. Trois ans plus tard, ce même chemin n'est pas amélioré. L'eau séjourne presque continuellement, en hiver, sur une longueur de cent toises au lieu nommé la Mardelle. Se dirige-t-on vers Rouez ? Il faut traverser « des terres grasses formées de précipices que les gens à cheval ne peuvent éviter, surtout vis-à-vis le Val des Prés » (4). Si, par malheur, quelque charrette survient

1 Arch. de la Sarthe, S 86/1.

2 Réponse de la paroisse de Saint-Rémy à la Commission Inter-médiaire. Arch. de la Sarthe, C. 96.

3 Réponse de la paroisse de Conlié; C 96.

4 Arch. com. de Sillé, Reg. 2, f^o 262.

en sens contraire, le pauvre piéton doit monter sur un talus « très élevé » au risque de se blesser — ce qui arrivait quelquefois. De pareils dangers sont à craindre sur le chemin de Saint-Rémy; près de Godard, il est assez convenable dans la belle saison, mais de la Croix-Calleu au bourg, il est étroit et impraticable en tout temps, notamment « par une terre forte remplie de fossés et de cavités où le public peut se trouver très exposé » (1). Pourtant, le village de Saint-Rémy est signalé à l'attention des Silléens comme un endroit agréable « pour y aller prendre quelques moments de récréation et de plaisir » (2).

Au nord de la petite ville, c'est le même délabrement. Le chemin de Mont-Saint-Jean, entre la rue de l'Anguitard et le hameau « de la Croix » se couvre en hiver de vastes flaques d'eau quasi infranchissables. De ce hameau à la lisière de la forêt dans la direction de Villaines, « il règne des espèces d'abîmes pendant la moitié de l'année » (3). Des « précipices », des « rochers fort élevés » bordent le chemin dans la forêt. Les chariots sont obligés de faire un détour de plus d'une demi-lieue pour éviter certains endroits dangereux. Le chemin de Fresnay, sans être dans un meilleur état que les autres, présente encore par sa pente excessive de plus graves inconvénients. « En sortant de notre ville, remontrent les habitants, il faut pendant demie-lieue, gravir une montagne si rude que jusqu'à près de moitié de cette distance la pente est de 15 à 20 pouces pour toise. Le fonds de ce terrain est en certains endroits un roc dur qui, dans l'hiver, se couvre de verglas » (4). Plusieurs charrettes, entraînées par la rapidité de la descente, s'étaient ainsi brisées. En 1791, on essaiera de remédier à tous ces fâcheux délabrements par l'établissement d'ateliers de charité.

Les rues de la ville n'étaient pas dans un meilleur état que les chemins (5). Le pavage était en bien des endroits défoncé ou

1 Arch. com. de Sillé, Reg. 2, f^o 262.

2 Réponse de la paroisse de Saint-Rémy. Arch. de la Sarthe, C 96.

3 Reg. 2, f^o 262.

4 Arch. de la Sarthe, L 280.

5 Le plan de Sillé que nous publions au début de ce volume (Arch. de la Sarthe, S 66/3), malgré ses apparences, est loin d'être d'une rigoureuse précision. Les petites rues, notamment, n'y figurent pas. Il peut cependant donner une idée générale de la topographie de Sillé en 1789.

« pouri »; il aurait fallu de sérieuses réparations, mais les ressources n'étaient pas toujours suffisantes — loin de là; plus d'une fois, les habitants tinrent un « général » pour délibérer sur la question des rues. Certains endroits, comme la Grande-Rue, la rue de Mayenne, le Tertre Pélerin, présentaient, en outre, de très fortes pentes; en hiver, elles se couvraient de verglas; la circulation était extrêmement difficile; les voitures des rouliers, pesamment chargées, pouvaient à peine avancer; dans le terrible hiver de 1789, il avait fallu atteler, certain soir, 14 chevaux, sans compter un grand nombre d'hommes, à la voiture du messager du Mans pour qu'elle pût monter la Grande-Rue.

L'été, l'eau manquait souvent; les habitants ne savaient à qui s'en prendre; ils accusaient tantôt de négligence, tantôt de mauvaise foi leurs administrateurs. En 1787, c'est une lamentation générale : « Tout est négligé, le pavage rompu, des murs publics qui tombent en ruine, faute de réparations; tout est dans le plus grand désordre. Que n'avons-nous pas vu dans l'année 1785, cette année si désastreuse par sa terrible sécheresse ? Au milieu de l'été, tous nos puits presque taris; il ne nous restait pour abreuver nos bestiaux qu'une petite pièce d'eau, placée dans notre enceinte (1), et, un beau jour, nous la voyons vider jusqu'à la boue, sous le prétexte d'en réparer les murs... » (2).

La situation de Sillé à la fin de l'ancien régime présentait donc des aspects peu reluisants. C'était aussi bien difficilement que tout le menu peuple parvenait à gagner sa vie. Au moment de la moisson ou de la fenaison, les journaliers pouvaient encore s'embaucher dans les fermes; mais quand survenait la mauvaise saison, le travail manquait. On voyait alors de pauvres pères de famille, poussés par la misère, les yeux en larmes, mendier... N'avait-on pas compté jusqu'à près de 600 mendiants, dont 400 de la paroisse?... Le tiers de la population réduit à la mendicité !... (3). Les villages voisins n'étaient pas mieux partagés. A Saint-Rémy, sur un total de 600 personnes, il y avait 250 mendiants; à Douillet-le-Joly, sur 792 habitants, 112 mendiants;

1 Il s'agit de l'ancien abreuvoir, appelé « l'étang », qui appartenait, non à la ville, mais à la baronnie.

2 Arch. de la Sarthe, L 280.

3 Arch. de la Sarthe L 280. Cf. aussi la déclaration du curé PAUMIER, L 349.

à Rouessé-Vassé, sur 1.500 individus, 400 pauvres dont 250 mendiants; à Crissé, sur 800 personnes, 250 mendiants; à Rouez, sur 1.540 habitants, 350 mendiants (1).

Lorsque les paroisses avoisinaient des landes, les malheureux construisaient dans ces terrains maigres et arides les « loges » dont il a été déjà parlé, c'est-à-dire des cabanes plus semblables à des « tanières » qu'à des maisons, — ainsi, à Parennes, à Rouessé, à Mont-Saint-Jean. Dans les landes des Brosses, ces pauvres gens « bâtissent des chaumières, innovent des jardins, creusent des fossés, jettent des hayes... ». Ils allument du feu dans leurs « chaumines sans cheminée », au risque d'incendier les landes et les bois voisins. En 1785, la marquise DE DREUX les pria de déguerpir, moyennant une remise de corvées. Sans doute, il est fait mention dans l'acte notarié du « bon cœur », de la « sensibilité », du « cœur attendri » de la châtelaine. N'importe; ces « gueux insoucians », selon l'expression de l'acte, iront sans doute grossir le nombre des émeutiers en 1789. (2).

Ce paupérisme effrayant ne cessa de s'aggraver pendant tout le siècle. Dès 1739, une effroyable misère avait sévi sur la ville de Sillé. Le blé, l'orge atteignirent des prix formidables; les charités ne pouvaient suffire à toutes les demandes de secours; la princesse DE CONTI accorda 2.000 livres, l'intendant de Tours 1.000 livres; des quêtes furent faites à domicile par les curés; chaque dimanche, on distribuait à l'hôpital du pain aux malheureux; beaucoup périrent ou tombèrent malades; en 1752, ce fut une nouvelle disette; le froment valut jusqu'à 9 livres, le seigle 8 livres, l'orge 6 livres, le carabin 100 sols; en mai, juin et juillet, des quêtes furent faites en faveur des pauvres; tous les dimanches, après les vêpres, on délivrait aux indigents à l'hôpital 8 boisseaux de blé (3). En 1786, une véritable épidémie s'abattit sur les paroisses de Sillé, Saint-Rémy, Vimarcé, Rouessé et Saint-Pierre la Cour. Dans la classe pauvre, il y eut 177 malades, dont 73 de Sillé. Tous ces malheureux furent soignés

1 Réponses de ces diverses paroisses à la Commission Intermédiaire. Arch. de la Sarthe, C 96.

2 Transaction entre la marquise de Dreux et les rivagers des Brosses de Courtarvel. — Acte devant BACHELIER (12 juin 1785). Min. LEROUX.

3 Reg. des bapt., mar. et sép. de Sillé (1739 et 1752. — Arch. de l'hôpital E 1. — Résultat du général des habitants de Sillé (25 mars 1739). Min LEROUX.

« aux frais du Roi ». Le subdélégué du Mans chargea de ce soin le docteur LA TREMBLAIS. La maladie était du genre des « fièvres intermittentes automnales »; les malades avaient la langue « jaunâtre et limoneuse »; ils vomissaient fréquemment et étaient accablés d'un « flux de ventre considérable ». Le docteur employa des émétiques légers, du quinquina et surtout des purgatifs. Ce fut dans toute les paroisses une purgation générale; quelquefois même il y eut double purge; la première consistait en grains « d'épicacuana »; la seconde était beaucoup plus compliquée (séné, manne, tamarin, rhubarbe, etc...). Les malades éprouvaient, reconnaissons-le, quelques répugnances à prendre toutes ces médecines; ils auraient préféré recevoir les médicaments de la main de leur curé, et non de celle d'un « chirurgien »; ils étaient, du reste, profondément persuadés « que les gens de l'art cherchent à allonger les maladies pour se rendre nécessaires plus longtemps... » (1). Les curés TROUIL-LARD, de Notre-Dame, PAULMIER, de Saint-Etienne, ANDRÉ, de Rouessé, DE FLÉCHAC, de Vimarcé, parcoururent les campagnes pour porter secours aux malades; ils ne ménagèrent ni leur temps, ni leurs soins et firent preuve du plus inlassable dévouement. L'épidémie disparut au mois de décembre 1786 (2).

Le paupérisme qui sévissait dans la région de Sillé à la fin du XVIII^e siècle amenait parfois des incarcérations. Pour les mendiants de profession, le fait était coutumier, mais les « pauvres honteux » subissaient la plus dure des humiliations. Sortis de prison, les malheureux se trouvaient couverts de honte. A la pauvreté de la famille venait se joindre le déshonneur. Les plaintes étaient silencieuses, mais le jour où la Révolution fera éclore dans ces âmes simples et rustiques d'immenses espérances, comment les petits boutiquiers et les pauvres journaliers de Sillé n'auraient-ils pas salué de leurs vœux l'aurore de cette ère nouvelle ?...

L'autorité administrative essayait de remédier tant bien que mal — plutôt mal que bien — à leur triste position. Elle proposait

1 Lettre du subdélégué du Mans à l'intendant de Tours (décembre 1786). Arch. d'Indre-et-Loire, C 406.

2 Arch. d'Indre-et-Loire, C 406. — Sur une autre épidémie survenue en 1777 et 1778, cf. C 403.

de leur assurer un travail régulier qui aurait rapporté 12 sols par jour en hiver et 15 ou 16 sols en été, d'établir des bureaux de charité et d'autoriser les pauvres « nécessiteux » à mendier dans la paroisse, munis d'une permission de la municipalité; cette permission serait un titre suffisant pour solliciter la charité des âmes bienfaisantes; la maréchaussée n'aurait arrêté que les mendiants dépourvus de ces autorisations. Tous ces sages avis soigneusement enregistrés, dormirent longtemps du sommeil du juste dans les casiers municipaux.

L'examen des loyers des habitants montre que plus de la moitié des locations annuelles ne dépassait pas 30 livres. Les 516 loyers de la ville se répartissaient de la manière suivante :

Loyers au-dessus de 200 livres.....	3
— de 150 à 200 livres.....	18
— de 100 à 150 —	8
— de 70 à 100 —	19
— de 50 à 70 —	35
— de 30 à 50 —	112
— de 10 à 30 —	291
— de moins de 10 —	30

Une vingtaine de familles comptaient plus de six enfants; les familles de deux, trois, quatre enfants, étaient nombreuses, tant dans la classe pauvre que dans la classe aisée. De simples journaliers, tels Julien RAGOT et Jean MARMION, avaient six enfants; un tailleur de pierres, Noël ROTTIER, en avait huit; il payait un modeste loyer de 20 livres (1).

Si la population de Sillé était en majeure partie composée de gens peu fortunés, il se trouvait aussi plusieurs gros bourgeois et plusieurs riches marchands. Les officiers de la justice seigneuriale, les chanoines, les principaux fonctionnaires des aides ou du grenier à sel et certains particuliers vivaient dans une honnête aisance. Les deux presbytères, la maison du bailli, la maison de tel avocat avaient une certaine prestance. Les pièces étaient meublées avec simplicité, parfois même avec un luxe discret.

1 Pour établir ces statistiques, nous nous basons sur une matrice de rôle pour la contribution mobilière qui est, à vrai dire, de 1792. — Arch. com. de Sillé.

Le salon et la salle à manger du notaire ROYER comprenaient, en 1778 des fauteuils à bras et « sans bras », brodés et tapissés, une bergère « couverte d'étoffes à fleurs rouges et blanches », des chaises, des tabourets, deux tables à jouer, une grande glace, un petit secrétaire en bois de rose, un canapé de damas brodé, une pendule, deux flambeaux « de cristal », deux autres flambeaux argentés, une « girandolle double », un buffet en chêne, deux « rafraîchissoirs », un miroir optique avec trente estampes, un « cabaret » à peintures chinoises, des gobelets, des compotiers, des sallières « de cristal », des verres à liqueur, des assiettes « au milieu desquelles se trouve le nom de M. ROYER », etc. (1).

L'étude de ce notaire était meublée de six chaises, d'une bergère, d'un fauteuil, d'un petit tabouret, d'un bureau monté sur une table en bois de chêne, d'un bahut recouvert de cuir avec clous en cuivre, d'un grand bureau; les murs s'ornaient de deux gravures dont l'une représentait « La piété filiale », et d'une bibliothèque. C'est dans son étude que M. ROYER rangeait ses serviettes « à faire la barbe », ses rasoirs, son cuir à repasser, sa « boete à savonnette »; il avait, dans un placard, une petite réserve de liqueurs et de vins, en particulier du vieux vin d'Anjou; il offrait sans doute des petits verres à ses clients... M. ROYER portait perruque; il en possédait quatre; il prisait dans une belle tabatière d'argent; sa montre était à boîtier d'or avec cordon de soie verte; il emportait dans ses promenades ou dans ses tournées une canne de « jonc » garnie d'argent et attachée d'un cordon de cuir... M. ROYER était un gros bourgeois de Sillé.

Les armoires des maisons riches regorgeaient de linge. Il semble qu'on ait voulu faire consister la richesse à cette époque, non en argent ou en bijoux, mais en linge. Quelques inventaires après décès mentionnent des quantités prodigieuses de draps, de serviettes, de nappes, d'essuie-mains, de torchons... Une jeune fille qui se mariait sans avoir un trousseau démesurément garni, était considérée comme une jeune fille de basse condition.

Les foyers modestes, *a fortiori* les foyers pauvres, ne renfermaient, par contre, que les meubles les plus simples. C'étaient

1 Inventaire des meubles et effets de M. ROYER, avocat (1778). — Min. LEROUX.

d'humbles « couchettes » avec de mauvaises « paillasses » et des couvertures « de Catalogne », blanches, vertes ou rouges, très usagées, quelques chaises, la grande table où la famille prenait ses repas et devisait pendant les longues soirées d'hiver, la « huche » qui contenait des aliments ou des vêtements; aux murs pendaient des instruments de travail, une lanterne, un « fer à oribus », etc... Il n'était presque pas de maison qui ne possédât son rouet à filet, des quenouilles, des paquets de chanvre et de lin, du « fil de brin »...

Les cuisines des maisons bourgeoises, fort bien montées, renfermaient des chaudrons en cuivre jaune ou en fonte, des casseroles en cuivre rouge, des assiettes de faïence, des cuillères et des fourchettes d'étain, des « gobelets », des fers « pour dessécher du pain au feu », des « gallettoires », des « poisons », des écumoirs, des pots de terre ou de fer, des « bassinoires », et quantité d'autres accessoires... Dans les demeures moins riches, les ustensiles culinaires sont beaucoup moins nombreux et plus rudimentaires; si la vaisselle d'étain n'y prédomine pas, elle y est fréquente. Partout, la graisse de porc était en usage. La boisson ordinaire était le cidre fortement mélangé d'eau, rarement du vin; les plus pauvres ne buvaient que de l'eau.

Le costume des hommes se composait d'une chemise « de brin », d'une culotte de serge, de toile, de « droguet » ou de « bazin », d'une paire de bas presque toujours en laine de couleur, rarement blanche, d'un gilet de serge, d'une veste ou d'un habit de couleur noire, brune ou gris foncé, en drap, en serge ou en « droguet ». Les bourgeois s'habillaient d'une manière plus cossue. Ils avaient des habits en drap d'Elbeuf, d'autres en drap gris à boutons d'or, d'autres en « pluche » avec de larges boutons, des culottes « siamoise », etc... Leur garde-robe était fort bien garnie. Un simple « tissier en toile », Michel PELU, possède en 1763 deux « mauvais habits », deux vestes, trois culottes de droguet « très usées », deux vieilles paires de bas, une flanelle, un bonnet de laine, un « vieil » chapeau, deux « mauvaises » chemises, quatre « tours de cols » et une paire de souliers « garny de deux petites boucles d'argent » (1).

1 Inventaire des meubles et effets de Michel PELU (10 février 1764).
— Min. LEROUX.

Le costume des femmes comprenait un jupon de « grenade », d' « indienne », de toile ou de « calmande », une paire de bas de laine ou de coton (1), une robe de « damas », de « cotonnade », de serge, de droguet, de futaine ou de « satin », un corsage de couleur souvent différente de la robe, enfin d'un tablier. Les femmes de la campagne et même en partie de la ville portaient de ces coiffes blanches si caractéristiques et si répandues dans la région (2).

Cependant, à la fin de l'ancien régime, des idées de luxe et de coquetterie pénétraient jusque dans les campagnes. Le curé de Brûlon consignait avec tristesse, en 1784, sur son registre paroissial : « Tous les jours, on ne s'étudie qu'à inventer de nouvelles façon de se distinguer les uns des autres. Toujours nouvelles coiffures, nouvelles chaussures... Les servantes d'aujourd'hui sont mieux parées que les filles de famille ne l'étaient il y a vingt ans... » (3).

Malgré l'éducation religieuse qu'ils avaient reçue dans leur enfance, plusieurs garçons tombaient vite dans le libertinage, mais ils constituaient l'exception.

Les filles, elles aussi, faisaient quelquefois fi de leur vertu. Quand elles avaient croqué le fruit défendu, par inadvertance, elles devaient faire une déclaration de leur grossesse au greffe de la baronnie; la plupart de ces filles étaient âgées de 20 à 25 ans, mais on en trouve de plus jeunes. Ainsi, Jeanne TREBOUX, qui rend sa déclaration le 30 octobre 1783, était âgée de 17 ans; Anne LEROY, de 19 ans en 1784... La plupart du temps, elles désignaient le nom de leur séducteur, qui n'avait généralement rien d'un Don Juan. Le nombre de ces déclarations de grossesse est relativement élevé; de 1783 à 1788, on en compte 61; dans le seul mois d'octobre 1783, il y en eut cinq (4).

Le principal des divertissements pour la jeunesse était la danse; le clergé la surveillait d'un œil sévère. Les hommes mûrs

1 Certaines bourgeoises portaient même des bas de soie « noire », « verte », « tigrée fonds gris », etc...

2 Tous ces renseignements proviennent de nombreux inventaires faits après décès et conservés dans les minutes de M. LEROUX.

3 Reg. des bapt., mar. et sép. de Brûlon (1784).

4 Registre des déclarations de grossesse (1783-1788). — Bailliage de Sillé. Arch. de la Sarthe, B sup.

ou les vieillards — dont la jambe était moins agile — fréquentaient les cabarets. Ils jouaient aux boules dans les cours des auberges; les uns regardaient avec placidité, les autres mettaient au jeu une ardeur passionnée...

Les fêtes religieuses, les foires, les mariages, un événement public, la venue d'un personnage officiel comme le subdélégué du Mans, l'intendant de Tours ou la baronne de Sillé, occasionnaient des réjouissances.

Les braves gens de Sillé avaient une culture intellectuelle fort médiocre, mais ils n'étaient pas tout à fait illettrés. On peut en juger par les diverses signatures apposées tant sur les baux ou actes de vente que sur les résultats des assemblées d'habitants. Souvent, c'est une grosse écriture appuyée, mais qui n'a rien d'informe. Quelquefois, tels habitants déclarent « ne savoir signer », mais ils ne constituent pas, tant s'en faut, la majorité.

Naturellement, les fonctionnaires seigneuriaux ou royaux écrivaient plus soigneusement, en particulier le notaire BACHELIER, dont l'écriture est très élégante.

Les bibliothèques des principaux fonctionnaires et des bourgeois aisés comprenaient :

Des ouvrages religieux, comme la « Journée d'un Chrétien », l'Ancien et le Nouveau Testament, des « Pensées pieuses... », une « Méthode... », « L'Esprit de Nicole ou instructions sur les vérités de la religion », les « Réflexions sur la miséricorde de Dieu », par M^{lle} DE LA VALLIÈRE, etc...

Des ouvrages de jurisprudence, comme les « Coutumes » de diverses provinces, des recueils de jugements, « Nouveau stile et protocole des notaires, tabellions, greffiers... », « Stile universel de toutes les cours et juridictions du royaume », « Nouveau stile du Châtelet de Paris... », etc...

Des ouvrages de médecine pratique : « Avis salutaire au peuple sur sa santé », « Dictionnaire portatif de santé », « Recueil des remèdes faciles et domestiques », « Le médecin et chirurgien des pauvres », etc...

Des ouvrages littéraires : Œuvres de Cicéron, d'Horace, de Virgile, d'Ovide, de Pétrone, de Fénelon, de Bossuet, etc...

Ajoutons quelques ouvrages de fantaisie comme les productions du libraire DEFORGE et les almanachs, consultés fréquemment dans l'ancien temps.

Tandis que Messieurs du bailliage ou Messieurs les notaires se plongeaient dans l'examen des affaires judiciaires ou l'étude des arrêts royaux, les paysans et les marchands menaient une vie singulièrement plus active. Par quel prodige la petite ville acquit-elle, au XVIII^e siècle une pareille importance commerciale ? Les impôts écrasants, les chemins impraticables : autant de causes, semble-t-il, qui auraient dû entraver tout commerce. Or, ne l'oublions pas, cette localité, si petite fut-elle, était merveilleusement située. Sillé-le-Guillaume se trouvait au centre d'un pays qui, à l'est, faisait partie du Haut-Maine, à l'ouest communiquait avec le Bas-Maine, et au Nord, avoisinait la Normandie. Ils avaient bien compris toute la force de cette position, les seigneurs du moyen-âge qui construisirent à Sillé même une redoutable forteresse ; mais au cours des siècles, l'importance économique avait supplanté la valeur stratégique, et à la fin du XVIII^e siècle, Sillé-le-Guillaume était devenu, pour les populations paysannes des environs, un véritable point de ralliement.

Néanmoins, il est hors de doute que si les chemins avaient été mieux entretenus, le commerce aurait pris une extension encore plus considérable ; mais ce n'est pas au XIX^e siècle, comme on serait tenté de le croire, qu'il faut rechercher les origines de l'activité commerciale de Sillé, c'est à la fin de l'ancien régime.

Il y avait un marché, chaque semaine, le mercredi, comme de nos jours. Les principales industries étaient celles des étamines et des toiles. La renommée des étamines mancelles s'étendait à travers toute l'Europe. On distinguait les étamines « doubles » et les étamines « camelotées ». Vers 1746, on les faisait « écarlates, cramoisies et violettes », mais la majeure partie se débitait en couleur noire ; c'était la qualité la meilleure et la plus jolie (1).

Vers 1764, il existait à Sillé 16 métiers produisant 106 pièces année commune (2). On fabriquait aussi des toiles de chanvre

1 Arch. de la Sarthe. Fonds municipal n^o 598. — DUMAS. « L'intendant du Cluzel... », p. 161.

2 GROSSE-DUPERRON. « Tableau de l'élection du Mans... », p. 105.

d'une solidité remarquable. Cette branche de commerce avait même occasionné en 1753 l'établissement d'un bureau des toiles. Le duc DE LA VALLIÈRE, baron de Sillé, accensa à la ville, moyennant 1 sol par an, une partie des halles pour servir de « bureau » (1). Des « jurés-gardes », choisis parmi les fabricants de la ville ou des paroisses voisines, étaient tenus de visiter et de marquer toutes les pièces apportées sous les halles; ils devaient aussi visiter les toiles sur les métiers; un commis spécialement désigné avait la charge de l'aunage; des droits étaient prélevés pour la visite, la marque et l'aunage; la ville percevait annuellement 25 livres de loyer. Il se fabriquait à Sillé et dans les environs, chaque année, plus de 2.200 pièces de toile :

En 1782.....	2.236 pièces
En 1783.....	2.262 —
En 1784.....	2.246 —
En 1785.....	2.276 — (2)

Ces années-là, le bureau des toiles fut en déficit; la dépense excédait la recette d'une trentaine de livres. L'industrie des toiles, si prospère dans la région ira toujours en déclinant; dès l'an IX, on signalera sa décroissance (3); en 1842, elle ne produira que 900 ou 1.000 pièces par an, mais elle occupera encore une centaine de métiers (4).

Le vieux linge, en particulier les vieux draps, constituait aussi l'une des sources importantes du commerce de Sillé. De nombreux marchands venaient les acheter; les vieux draps étaient employés dans les manufactures de bougrans du Mans ou d'Alençon. Les linges usagés étaient vendus presque aussi cher qu'à l'état de neuf. Plus la vente en augmentait, plus il fallait fabriquer de nouvelles toiles; ainsi progressait le commerce (5). Une partie considérable était envoyée également aux lingères de Paris pour les raccomodages et aux hôpitaux pour servir de charpies, de compresses et de bandages.

1 Accensement du bureau des toiles (5 avril 1754). Min. LEROUX. — Cf. Arch. d'Indre-et-Loire, C 128. — Arch. de la Sarthe. Fonds mun. n° 603.

2 Arch. d'Indre-et-Loire C 135.

3 Arch. de Sillé, Reg. 16, f°s 8 et suiv.

4 PESCHE. « Dictionnaire... », T. VI, p. 157.

5 GROSSE-DUPERRON. « Tableau de l'élection du Mans... », p. 109-110.

Le trafic des laines, des plumes, de la cire et surtout du fil était intense. La cire alimentait les très célèbres manufactures de bougies du Mans; on dirigeait le fil blanc vers les fabriques d'Alençon, de Rouen, de Bellême (1). La tannerie était en honneur.

Toutes ces anciennes industries de Sillé ont presque disparu; d'autres, plus modernes, les ont remplacées. La fabrication des toiles n'existe pour ainsi dire plus; les métiers des tisserands ne font plus entendre, comme jadis dans les rues si tranquilles, leur monotone tic-tac; les vieux draps sont rarement vendus; la forge de l'Aune, dépendance de la baronnie, a perdu toute importance; des trois tanneries qui existaient encore au XIX^e siècle, une seule garde la vieille tradition...

L'agriculture était assez florissante. La création, en 1761, d'un Bureau d'agriculture au Mans avait favorisé en une certaine mesure la production; le pays de Sillé formait depuis 1762 un « canton » placé à l'origine sous le contrôle de M. DE SAINT-PAUL, du bailli MESLIER et du marquis DE COURCERIER. Les cultivateurs ou « colons » amenaient leurs grains et leurs bestiaux en grand nombre aux foires et aux marchés de Sillé. Il partait chaque année environ de 3 à 4.000 génisses pour le Blésois, l'Orléanais et la Beauce, 2 à 3.000 porcs gras, 12 à 15.000 moutons. L'« éducation du bétail » constituait la principale ressource des fermiers; dans une réponse au Bureau d'agriculture du Mans, M. DE SAINT-PAUL exposait d'utiles améliorations, particulièrement en vue de la reproduction; il proposait d'établir à demeure chez un ou deux cultivateurs de chaque paroisse deux ou quatre taureaux « pour servir » les bêtes; en retour, ces cultivateurs pourraient jouir d'une taxe d'office à la taille ou de quelque autre gratification (2). Il signalait, en outre, les entraves mises au commerce par le mauvais état des chemins.

Les productions agricoles du pays consistaient en froment, en orge, en avoine, en « carabin ». Après 1760, l'Intendant s'informait près de son subdélégué de Sillé de l'état des récoltes;

1 Arch. com. de Sillé, Reg. x, f^o 46. — Arch. de la Sarthe, C 96.

2 Arch. de la Société d'agriculture de la Sarthe. Reg. x des délibérations, f^o 161.

ce dernier lui communiquait les pronostics des paysans. En 1782, la récolte s'annonce belle; le prix des grains pourra donc diminuer. Mais, parfois, les intempéries rendent inutile le labeur du malheureux paysan. C'est le rude hiver de 1709, qui détruit même les noyers, les châtaigniers et les « roumarins » (1); ce sont des pluies continuelles de 1768 à 1770 qui endommagent toutes les céréales; le boisseau de seigle valut à Sillé plus de 9 livres (2); c'est un orage formidable, le 1^{er} mai 1774 — « il semblait que la pluie tombait par pippes » — des grêles en juillet et août, dont les « grains » étaient d'une grosseur extraordinaire; un épais brouillard en 1783 « obscurcissait le soleil pendant le jour et la lune la nuit de façon à les rendre rouge comme du sang... Presque tout le monde était épouventé: l'on s'imaginait être proche du jugement dernier... » (3); ce sont des neiges, en 1784, qui durent près de deux mois et qui atteignent une hauteur considérable; la récolte est tout endommagée; les malheureux qui vivent dans les « loges » des landes se trouvent à toute extrémité; en 1785, par suite d'une extrême sécheresse, le foin vaut jusqu'à 200 et 210 livres la charretée (4); les paysans enlèvent même les feuilles des arbres et les lierres pour nourrir leurs bestiaux; par contre, en 1786 et 1787, les grains sont abondants et le blé diminue; en 1788, plusieurs paroisses, en particulier Rouessé et Parennes, sont très éprouvées; le « limaçons » ont mangé presque tous les seigles; il a fallu faire de nouvelles semences; le 12 juillet, des grêlons gros « comme de petites noix » ont ravagé le peu qu'il y avait de céréales; les arbres ont moins de fruits; seuls le chanvre et le lin sont en assez grande quantité, mais la qualité laisse fort à désirer; il y a une assez grosse perte de bestiaux. Sur d'autres points, au contraire, l'année a été abondante, mais pour des causes mal déterminées tous les grains ont considérablement augmenté (5); en 1789, l'hiver est d'une extrême rigueur; les

1 Reg. des bapt., mar. et sép. de Mont-Saint-Jean (1710).

2 Reg. des bapt., mar. et sép. de Rouessé (1768-1770).

3 « Observations du curé LAUNAY... », publiées par M. L'HERMITTE, p. 147-148.

4 Reg. des bapt., mar. et sép. de Saint-Rémy et de Brûlon (1785).

5 Reg. des bapt., mar. et sép. de Sougé-le-Ganelon (1788). — Sur les pertes de Rouessé et de Parennes, cf. Arch. de la Sarthe, C 96.

grains atteignent des prix très élevés; toutefois, à l'automne, les pommiers sont surchargés de pommes et les paysans remplissent leurs busses et leurs tonneaux de cidre pour plusieurs années.

Le bétail des « colons » était, d'une manière générale, nombreux; le plus pauvre bordager possédait son bœuf ou sa vache et des volailles. En 1783, Pierre TESSIER, bordager à Bel-Air, possède une « vieille vache », 10 brebis et agneaux, 1 chèvre, 3 poules et 1 coq. Le petit bâtiment qui lui sert de grange renferme une baratte et son « baratton », deux rouets, une « pille à chanvre », un van, une « houille », une pelle, une fourche, un petit « broc », deux râteaux, deux tranches, une faux, une faucille, 6 boisseaux d'orge « de mauvaise qualité », 1 boisseau de « chènevis » et 5 boisseaux $\frac{1}{2}$ de seigle (1).

Chaque ferme avait sa baratte; le beurre se vendait au marché de Sillé; le prix ordinaire était de 13 sols la livre; le plus cher atteignait 15 sols.

On voyageait à pied, mais le plus souvent à cheval ou à dos de mulet, quelquefois, avec de très légères voitures (2). Dans l'ancien temps, il ne passait ainsi sur les chemins ou sur les parties praticables des grandes routes que les gens à cheval, les voitures de poste et de messageries, les voitures des rouliers qui étaient de lourds véhicules d'une « énorme pesanteur » (3).

Pour aller de Sillé à Paris, on pouvait prendre la diligence au Mans. Les départs avaient lieu deux fois par semaine, le lundi et le jeudi, à dix heures du matin. « On doit toujours se trouver au moins demie-heure avant le départ et les effets apportés encore une heure avant » (4). De même, les diligences venant de Paris arrivaient au Mans le lundi et le vendredi à six heures du soir, mais les grands voyages étaient rares à Sillé. Il n'y avait guère que les chanoines ou les gens de la loi, comme les notaires, qui fussent obligés d'effectuer de longs déplacements... Quant au service des messageries, il était assuré par le sieur TROUILLARD, qui desservait Villaines, Lassay, Sainte-Suzanne, Evron; il allait

1 Inventaires des biens de Pierre TESSIER (3 janvier 1783). — Acte devant MASLIN, Min. LEROUX.

2 Arch. d'Indre-et-Loire C 163. — Cf. une lettre du marquis de Dreux (8 novembre 1773) aux Arch. de la Sarthe, S^o 86/1.

3 Arch. com. de Sillé, Reg. 1, f^o 67.

4 Almanach du Maine (1788).

aussi de Sillé à Paris et réciproquement : « Le premier mars de chaque année, il mène une charrette qu'il charge de tout ce qui concerne sa route » (1). Il avait deux bureaux, l'un au Mans, rue du Pré, au Grand-Monarque, l'autre à Sillé, à l'auberge du Dauphin (2). Pour le service des correspondances, il existait une « poste aux lettres » tenue par le sieur Jacques CHAUVEAU en 1788 (3).

Parmi les principales villes et les gros bourgs qui trafiquaient avec Sillé, on cite Le Mans, Fresnay-le-Vicomte, Alençon, Rouen, Bellême, Beaumont-le-Vicomte, Mayenne, Sainte-Suzanne, Evron, Conlie, Loué, Vallon, Lassay et tout le Bas-Maine. Les distances étaient à peu près les mêmes que de nos jours :

De Sillé au Mans.....	8 lieues
— à Alençon	8 —
— à Fresnay	4 —
— à Beaumont	4 —
— à Mayenne	8 —
— à Evron	5 —
— à Conlie	2 —
— à Lassay	10 —

En plus des marchés hebdomadaires il y avait au moins 5 foires annuelles. En 1790, le commerce de telle ou telle de ces foires atteindra 300.000 livres (4).

Le centre de l'activité commerciale était la place des Halles, actuellement place du Marché-aux-Bestiaux. Les halles, aujourd'hui disparues, se trouvaient près du croisement de la rue de Mayenne et de la rue Dorée; à la partie supérieure de cette vaste place se vendaient le blé et les autres grains; à la partie inférieure s'alignaient les bœufs, les vaches et les porcs; la partie

1 Almanach du Maine (1788).

2 En 1774, son bureau du Mans était à l'auberge du Bœuf-Couronné. Il avait comme associé le sieur HERAULT. - Cf. Affiches du Maine (11 avr. 1774).

3 Arch. de la Sarthe, L 280. Sur la correspondance à Sillé en 1779, cf. un « Mémoire historique... ». Bib. du Mans n° 2931. — Cf. aussi l'Almanach royal de 1789, p. 658 et 681.

4 L'Almanach du Maine (1788) en mentionne sept, mais la réponse des habitants de Sillé au questionnaire de l'Assemblée provinciale n'en signale que cinq.

située devant les halles s'appelait place du Jeu-de-Paume; là, les marchands exposaient la quincaillerie, la poterie, la sellerie, etc... Une rue, dite rue de la Poterne (1), conduisait à la Collégiale. Le marché aux chevaux se tenait, comme aujourd'hui, devant le château, près du couvent des Minimes.

Pour héberger et restaurer toute la cohue de paysans et de paysannes qui se pressaient aux foires et aux marchés de Sillé, il y aura bientôt près de cinquante auberges ou cabarets. Les plus importants se trouvaient près des halles. Plusieurs de ces anciennes auberges ont disparu, d'autres survivent; deux ou trois ont même donné leur nom à des rues. A l'entrée de chacune d'elles pendait une large enseigne avec un signe caractéristique. C'étaient :

L'auberge de Saint-Jacques, dans la rue Dorée;

L'auberge du Coq-Hardy, près de l'église Saint-Etienne, ainsi appelée à cause de son enseigne représentant « l'ymage d'un cocq et d'un renard ». Elle n'existe plus, mais le souvenir en subsiste dans le nom d'une rue;

L'auberge de Godard, dans le bas de la ville, « où pend pour enseigne la figure d'oye vulgairement appelée Godard » (2).

Les auberges de la Croix-Blanche, du Pilier-Vert, du Croissant, des Trois-Rois, du Plat-d'Etain, des Quatre-Vents, de l'Ecu-de-France, toutes situées aux alentours des halles;

Les auberges de la Croix-Verte, du Palais-Royal, de l'Etoile;

L'auberge de la Tête-Noire, qui a donné son nom à une rue ;

L'auberge du Lion-d'Or, dans la rue de Mayenne, une des plus importantes;

L'auberge du Grand-Turc, située sur la place Saint-Etienne, entre la Grande-Rue et la ruelle du Fallot, dite aussi « rue des Fallotiers ». Ses dépendances confinaient au four banal.

Ainsi se présentait Sillé-le-Guillaume à la fin de l'ancien régime, l'une des plus importantes parmi les petites villes du

1 Elle tirait son nom d'une vieille poterne déjà à moitié démolie en 1731.

2 Tous ces renseignements proviennent d'actes notariés du XVIII^e siècle.

Haut-Maine. Peut-on faire revivre quelques aspects de la vieille cité ? Regardons-là, par exemple, un jour de foire. De très grand matin, les fermiers du pays arrivent peu à peu, les uns, les plus riches, en charrette, les autres — c'est le plus grand nombre — à cheval ou à pied. Quelques-uns sont même venus la veille, parfois de fort loin. Tout ce monde-là descend dans les auberges avant l'ouverture du marché. On y cause, on y discute. Les paysannes les plus pieuses se rendent à l'église Saint-Etienne et font leurs dévotions... Mais l'heure passe; une foule grouillante se presse autour des halles. Les colporteurs, qui parcourent les campagnes, défilent leurs ballots, étalent leurs marchandises. Tous rivalisent à l'envi pour apiper les acheteurs. Les sergents de la baronnie, chargés d'assurer le bon ordre, circulent de groupe en groupe. Un bourdonnement confus s'élève bientôt de toute la place. Dans les rues avoisinantes, c'est un défilé presque ininterrompu de bœufs, de vaches, de moutons; la porte entr'ouverte de l'Ecu-de-France laisse échapper une odeur de viande rôtie. Sur le seuil des Trois-Rois, voici un trio de fermiers, affairés et roublards, qui traitent d'importantes questions : la vente d'un porc ou l'achat d'une génisse... Quelques habitants de la ville, peu accoutumés les autres jours de la semaine à un spectacle aussi mouvementé et aussi vivant, sont tout guillerets de voir ainsi troublée leur quiétude habituelle... Là-bas, juste en face des halles, le château dresse avec orgueil ses grosses tours et rappelle sagement aux fraudeurs et aux voleurs que son donjon renferme un lugubre cachot... Et soudain, dans la gaie matinée ensoleillée, voici la cloche de Notre-Dame qui égrène sur les toits de la petite ville ses notes joyeuses, appelant à l'office Messieurs les chanoines de la Collégiale....

CHAPITRE V

Les Cahiers de doléances

et les premiers troubles révolutionnaires

La convocation des Etats-Généraux. — Réunion des habitants (5 mars 1789). — Rédaction du cahier de doléances; nomination de quatre délégués. — Les « doléances » du pays de Sillé. — Une émeute au marché de Sillé (1^{er} Avril). — Création d'une milice citoyenne et volontaire. — Le comité de police et de sûreté. — Les contributions patriotiques.

A la fin du XVIII^e siècle, les finances du Royaume étaient dans un état lamentable; les impôts, si écrasants fussent-ils, ne parvenaient pas à combler le déficit budgétaire. Mais ce qui pouvait encore accroître les inquiétudes des esprits perspicaces, c'est que le désarroi financier s'aggravait d'un désarroi social.

Des troubles éclataient un peu partout. Dans le Maine, comme ailleurs, on aurait pu reconnaître bientôt, à des indices certains, les premiers craquements du vieil édifice social... Le conflit d'Avoise, à lui seul, aurait pu dessiller les yeux des moins clairvoyants : « Au mois de septembre 1788, une très grave émeute contre les « blattiers » s'était produite à Avoise : c'est en aval du Mans, sur la Sarthe, un petit bourg bâti au centre d'une région fertile ; les négociants d'Angers et de Nantes venaient y embarquer les blés qu'ils achetaient dans le Haut-Maine. Ce jour-là ils en avaient acquis de grosses quantités et ils prenaient leurs dispositions pour les emmener quand la population s'ameuta au son du tocsin; on éventra les sacs; on jeta le blé à la rivière; les voituriers furent lapidés » (1).

1 GALLOUDEC. « Le Maine », p. 194-195.

De pareils troubles survenant çà et là dans les diverses provinces indiquaient clairement l'état d'esprit du peuple, de ce peuple qui n'avait eu, jusqu'alors, aucun pouvoir dans la vie du pays. Un malaise général se faisait sentir. Il fallait de sérieuses réformes. Alors on rechercha l'aide du Tiers.

Un arrêt du conseil, en date du 5 juillet 1788, avait annoncé la convocation des Etats-Généraux (1). Un second arrêt du 8 août en fixait la date au 1^{er} mai suivant. Enfin, le roi avait pitié de ses sujets !... Une immense espérance déferla sur le Royaume, et la joie redoubla lorsque parut, le 27 décembre, le fameux « résultat du Conseil ». « Le nombre des députés du Tiers-Etat sera égal à celui des deux autres ordres réunis ». L'enthousiasme fut prodigieux. De toutes parts montèrent vers Louis XVI, la famille royale et NECKER des acclamations et des « vivat ».

Le 24 janvier 1789, le règlement général de la convocation des Etats-Généraux était déterminé par lettres royales. Il y aurait 1.200 députés : un quart pour le clergé, un quart pour la noblesse, la moitié pour le Tiers-Etat. Dans les campagnes, chaque paroisse rédigerait un cahier de ses plaintes et de ses doléances. Les élections du Tiers se feraient à deux ou trois degrés. Etaient électeurs « tous les habitants composant le Tiers-Etat, nés Français ou naturalisés, âgé de vingt-cinq ans, domiciliés et compris au rôle des impositions » (2).

Pour circonscriptions électorales on adoptait les bailliages et les sénéchaussées. Quelles en étaient les limites précises ? Il eût été difficile de le dire, tant était invraisemblable « le chaos de l'administration à l'heure dernière de l'ancien régime » (3).

Le Maine formait alors une sénéchaussée qui comprenait dans son ensemble : la sénéchaussée principale du Mans et six sièges secondaires. C'étaient le siège royal de Laval, le siège royal de Beaumont-le-Vicomte, le bailliage de Fresnay-le-Vicomte, la sénéchaussée de Sainte-Suzanne, le bailliage de

1 Affiches du Maine (21 juillet 1788).

2 Lettres royales du 24 janvier 1789. Art. 25.

3 Ph. SAGNAC. « Histoire de France » publiée sous la direction d'E. LAVISSE, T. IX¹, liv. V, ch. 4, p. 378.

Mamers et la sénéchaussée de Château-du-Loir (1). Sillé-le-Guillaume relevait de la sénéchaussée principale du Mans.

Déjà, en 1788, les autorités administratives de Sillé acclamaient le « sentiment patriotique » qui inspirait une requête des habitants de Laval au Roi (2). La petite ville, elle aussi, était emportée par l'immense courant d'enthousiasme et de joie.

On avait reçu les lettres royales qui convoquaient les Etats-Généraux. Marchands, boutiquiers, laboureurs et bordagers durent avoir de longs entretiens dans la dernière quinzaine de février 89. Quelles plaintes, quelles doléances pourrait-on adresser au roi ?... Les impôts trop lourds... Les vivres trop chers... Les chanoines trop riches... Les chemins trop mauvais... Le samedi 28 février, le maire décidait de convoquer à une réunion générale pour le jeudi suivant, à 10 heures du matin, tous les habitants, membres du Tiers-Etat, âgés de vingt-cinq ans et payant des impôts.

Le dimanche 1^{er} mars 1789, le curé PAUMIER à Saint-Etienne, le curé TROUILLARD à Notre-Dame faisaient du haut de la chaire la même convocation.

A l'issue de la messe, au-devant de la porte principale de chaque église, il y eut une nouvelle publication. L'assemblée se tint, en effet, le jeudi 5 mars. Elle fut présidée par le maire Germain-Edme BÉRANGER DE SARDY.

Au son de la cloche, les habitants se rendirent dans l'auditoire « emprunté à cause du peu d'espace de l'Hôtel de Ville » (3). Là, se trouvaient réunis, au nombre de 140 environ, des hommes de loi (officiers de la justice seigneuriale et notaires), des négociants, des laboureurs, des cordonniers, des menuisiers, des tisserands, des aubergistes, des marchands, etc... (4).

Les habitants rédigèrent leur cahier de doléances et nommèrent quatre députés, conformément au nombre des « feux » de

1 A. BRETTE, « Documents relatifs à la convocation des Etats Généraux de 1789 », T. IV, p. 567-612. — Cf. aussi L. MAITRE. « Tableau du Maine pendant... la convocation des députés aux Etats 'Généraux », — « Révolution dans la Sarthe » n° 11 (juillet-septembre 1909).

2 Arch. Comm. de Sillé, Reg. 1, f° 55 vo.

3 Arch. de la Sarthe, C 88. — Arch. com. de Sillé, Reg. 1, f° 61 vo.

4 Nous publions en appendice (appendice V), le cahier de doléances de Sillé et le procès-verbal de la réunion. L'énumération des habitants, avec la désignation de leur profession, est assez curieuse.

la ville, pour les représenter à l'Assemblée préliminaire de la sénéchaussée du Mans. Ils élurent :

1° Le maire BÉRANGER DE SARDY — peut-être plus par un sentiment de politesse et de déférence que par véritable amitié;

2° Un notaire, Jacques-René BACHELIER, avocat en parlement, qui eut certainement une influence considérable sur la rédaction du cahier;

3° Un ancien notaire, René-Louis MASLIN;

4° Un officier seigneurial, François-Michel-Julien JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, procureur fiscal de la baronnie et procureur du Roi à l'Hôtel de Ville.

Il est à remarquer que sur ces quatre députés, trois étaient des hommes de loi. Il est à noter également que les habitants n'ont point élu leur bailly, le principal officier seigneurial, mais qu'ils lui ont préféré un subalterne, le procureur fiscal.

C'est à ces quatre députés que fut remis le cahier des plaintes et doléances de la ville de Sillé-le-Guillaume.

Pour mieux connaître l'état d'esprit et les vœux du pays silléen en 1789, il est peut-être préférable de joindre au cahier de Sillé ceux des autres paroisses voisines. L'étude sera plus **complète**, plus **détaillée**, plus **probante**. Nous envisagerons ainsi les doléances des bourgs et villages de Crissé, Montreuil-le-Chétif, Mont-Saint-Jean, Parennes, Pezé-le-Robert, Saint-Rémy-de-Sillé, Rouez-en-Champagne et Saint-Pierre-la-Cour..

Toutes ces bourgades sont situées autour de Sillé-le-Guillaume, dans un rayon de dix kilomètres au plus; elles rédigèrent leur cahier dans la première semaine de mars, du 1^{er} au 8, à savoir :

Le 1 ^{er} Mars..	Mont-Saint-Jean.
Le 5 — ..	Sillé-le-Guillaume.
Le 6 — ..	Rouez-en-Champagne, Crissé et Saint-Pierre-la-Cour.
Le 7 — ..	Pezé-le-Robert et Saint-Rémy-de-Sillé.
Le 8 — ..	Montreuil-le-Chétif et Parennes (1).

¹ BELLÉE. T. II, p. 71; T. III, p. 153, 166, 307, 352, 366, 453, T. IV, page 14.

Sont-ils sincères ?.. Sans doute les nombreuses brochures et les instructions alors si répandues dans toutes les provinces de l'Ouest et du Maine en particulier, eurent leur influence sur la rédaction des cahiers paroissiaux et donnèrent des directives générales aux populations des campagnes.

Il est presque certain que les paroisses ci-dessus nommées ont eu connaissance d'un « modèle » quelconque. Mais si l'on pénètre dans le détail, à peu d'exceptions près, que de doléances variées, que de souhaits différents ! Les griefs particuliers de telle ou telle commune y sont exposés avec une plaintive naïveté ; et l'on peut affirmer, sans témérité, que l'on saisit vraiment dans les cahiers de 1789, comme un écho lointain des souffrances de l'âme paysanne à la fin de l'ancien régime...

Il arriva cependant que deux paroisses voisines émirent des vœux communs jusque dans les détails. Les paysans de Pezé-le-Robert, par exemple, trouvèrent dans le cahier de Rouez-en-Champagne leurs vœux fidèlement exprimés. Ils se contentèrent de le reproduire textuellement et n'y ajoutèrent qu'une ou deux lignes (1)...

A qui faut-il attribuer la rédaction des cahiers ? A des hommes de loi, bien souvent. Quelques-uns furent signés et paraphés par le bailli de Sillé, d'autres par un notaire. C'est ainsi que BARREAU DE LA TOUCHE signa et parapha ceux de Crissé et de Saint-Rémy, et Jacques BACHELIER, notaire royal, avocat en parlement, ceux de Pezé-le-Robert et de Rouez-en-Champagne (2). Quant au cahier de Sillé, il a été inspiré, en partie, semble-t-il, par les officiers seigneuriaux. Mais il est certain que le notaire BACHELIER a défendu le Tiers avec zèle. Il fut, d'ailleurs, nommé député. C'est depuis cette époque qu'il prit un ascendant de plus en plus marqué sur la communauté silléenne. Il était pourtant, lui aussi, attaché aux vieilles institutions féodales, car en 1789, il était bailli du marquisat de Vassé et de la

1 Au sujet des francs-fiefs et des routes.

2 Il est probable que ce fut BACHELIER, notaire royal, qui inspira la rédaction des cahiers de Rouez et de Pezé. Le 6 mars, BACHELIER signe et paraphe les doléances de Rouez. Le lendemain il assiste à la réunion des habitants de Pezé et signe aussi leurs doléances. Or, les deux cahiers sont identiques. De plus, dans l'assemblée des habitants de ces deux paroisses, BACHELIER était le seul homme ayant une instruction vraiment développée.

châtellenie d'Orthes. Mais son autre profession de notaire royal le mettait en contact direct, et pour ainsi dire dans l'intimité des habitants de Sillé. En donnant d'utiles avis aux uns, de bons conseils aux autres, il avait su s'acquérir l'estime et l'affection de toute la population (1).

En résumé, malgré les modèles qui coururent les campagnes et n'eurent d'influence que pour les plaintes et les vœux d'ordre général, on peut être convaincu de la sincérité des cahiers, qu'il s'agisse du Tiers-Etat, de la noblesse ou du clergé, et conclure avec M. Sagnac qu'ils « sont bien l'expression fidèle de l'état des esprits et comme un testament authentique de l'ancienne société française » (2).

Plaintes, doléances et remontrances du pays de Sillé en 1789.

D'après les cahiers de Sillé-le-Guillaume, de Crissé, de Montreuil-le-Chétif, de Mont-Saint-Jean, de Parennes, de Pezé-le-Robert, de Saint-Pierre-la-Cour, de Rouez-en-Champagne et de Saint-Rémy-de-Sillé (3).

Dans le pays de Sillé, comme ailleurs, les esprits étaient encore, en 1789, profondément monarchistes. Tous s'accordaient à reconnaître le pressant besoin de sérieuses réformes, mais nul n'envisageait la possibilité d'un changement de régime. Pour les populations rurales, la personne du Roi était sacrée; le Roi tenait ses pouvoirs de Dieu lui-même. Attenter à sa vie eût été plus qu'un crime de lèse-majesté, un véritable sacrilège. Du reste, dans ces petites paroisses du Maine, les paysans et les marchands n'ont aucune connaissance exacte du Roi. Ils ne se font aucune idée juste de Versailles ni des splendeurs de la Cour. Pour eux, le véritable soi, le seul qui compta jusqu'en 1787, et même posté-

¹ Du reste, le 2 frimaire, an II, BACHELIER, devenu président de la Société populaire, déposera à la municipalité tous les titres féodaux qu'il possédait, conformément à la loi.

² Ph. SAGNAC. *Ouv. cit.*, p. 387. — Sur la rédaction des cahiers, cf. AULARD. « Histoire politique... », p. 31.

³ Nous ne prenons pas le mot « pays » dans un sens strictement géographique.

rieurement, ce fut Mgr l'Intendant. Mais par un sentiment de profond respect pour Sa Majesté qui daignait connaître les vœux de son peuple et convoquer les Etats-Généraux, les populations rurales des environs de Sillé adressèrent à Louis XVI l'hommage de leur très-humble soumission et de leur filial attachement :

« Nous la supplions (Sa Majesté) de vouloir bien excuser notre rusticité... Nous ne cesserons de chanter sa gloire et de l'immortaliser, priant Dieu qu'il veuille bien nous conserver ses jours qui nous sont si précieux » (1).

« Mettons aux pieds de Sa Majesté le tribut de notre amour, de notre vénération et de notre gratitude, sentiments dont nous sommes tous pénétrés pour notre roi, Louis le Bien-faisant, et qui, marchant sur les traces de Louis XII et du bon et grand Henri IV, se montre, encore plus qu'aucun de ses prédécesseurs, le père et l'ami de son peuple » (2).

Et la paroisse de Mont-Saint-Jean résumait le souhait général en terminant le préambule de son cahier par ce vœu solennel :

« Qu'il plaise à Dieu conserver le Roi, la Reine, son auguste épouse, et toute la famille royale » (3).

Un autre vœu, particulièrement remarquable, est formulé par le cahier de Sillé : c'est que la nation entière remercie le « digne et courageux ministre » qui n'a cessé d'aider le roi, par ses conseils et ses lumières, NECKER. Qu'en son honneur soit élevé un monument qui rappellera aux générations futures l'incomparable bienfait dont lui est redevable la France.

Les réformes demandées par les habitants de Sillé et les populations environnantes peuvent se ranger sous trois chefs :

Réformes sociales et politiques;
Réformes religieuses;
Réformes administratives.

1 Cahier de Pezé-le-Robert et de Rouez-en-Champagne

2 Cahier de Sillé-le-Guillaume.

3 Cahier de Mont-Saint-Jean.

Au fond, leurs vœux sont identiques à tous ceux des paysans du Maine. En 1789, le peuple des campagnes souffrait des mêmes souffrances : quoi de plus naturel qu'il éprouvât les mêmes besoins et qu'il adressât au roi les mêmes plaintes ?...

RÉFORMES SOCIALES ET POLITIQUES.

La convocation prochaine des Etats-Généraux avait sur-excité l'opinion, assez calme quelques mois auparavant. Le « résultat du Conseil », qui accordait au Tiers une députation double de celle des deux autres, avait causé une joie profonde dans les milieux ruraux... Mais les députés voteraient-ils par tête ou par ordre ? Dans quelles conditions s'ouvriraient les Etats ? Les cahiers de Sillé et de Montreuil-le-Chétif font, à ce sujet, plusieurs remarques. D'abord, les députés du Tiers ne devront être ni des curés, ni des nobles. Pas de compromis ni de fusion. Le vote se fera par tête et non par ordre. A l'ouverture des Etats, lecture sera faite des lois constitutives de la monarchie; elles seront fidèlement suivies;. Aucun impôt, aucun emprunt ne sera désormais autorisé sans l'assentiment des Etats-Généraux. Ces mêmes Etats devront prendre une connaissance très exacte et très détaillée de la dette publique.

Les habitants de Mont-Saint-Jean formulent également ces vœux et stipulent en outre que les Etats devront avoir une session au moins tous les trois ans. Dans l'intervalle, des commissions intermédiaires se chargeront d'assurer l'administration des finances.

Les administrateurs répondront sur leur vie de leur gestion des affaires.

La même idée se retrouve dans le cahier de Sillé. Tous les cahiers portent à peu près les mêmes griefs contre la noblesse. Ils n'en demandent pas la suppression, — loin de là. Du reste, à quoi bon ?... Ce qu'ils veulent, c'est la suppression des charges d'anoblissement. « Qu'il ne soit fait aucun noble que ceux qui l'auront réellement mérité » (1); c'est la suppression des pensions accordées à tort et à travers. Désormais, elles ne devront l'être

1 Cahier de Montreuil-le-Chétif.

« qu'avec discrétion et pour des causes légitimes » (1). « En effet, n'est-il pas surprenant que l'on donne quarante mille livres de retraite à un ministre qui, quelquefois, n'aura passé que quelques mois dans le ministère et qui, souvent, loin de mériter une pension, aurait mérité une punition ? » (2). — Ils veulent aussi la suppression des droits seigneuriaux *utiles*, comme les banalités de moulin, de four et de pressoir, les corvées à faucher, à faner, « restes de la tyrannie de nos ayeux », — les droits de boisselage dans les marchés, les droits de péage « qui gênent encore la circulation et la liberté du commerce », etc., etc. (3).

A Mont-Saint-Jean, les terres « sont grevées de cens et services seigneuriaux considérables, tant en argent que grains et volailles... Il y a même des terres tellement chargées à cet égard que l'on ne trouve pas à qui les affermer pour l'acquit des droits seigneuriaux » (4). Il est vrai que les habitants pouvaient avoir un légitime sujet de blâme. La châtelaine du pays, la marquise DE DREUX, est loin d'avoir pour ses vassaux — à les entendre — une maternelle bonté : « Il est impossible aux habitants de la paroisse chargés d'enfant, de se procurer en propre le moindre héritage, attendu que Madame la marquise DE DREUX fait de son fief son domaine et exerce les retraits de tous les biens vendus, de façon qu'en peu de temps elle possédera toute la paroisse, ce qui serait nuisible à l'Etat » (5).

Aussi les habitants de Mont-Saint-Jean réclament-ils une ordonnance qui empêcherait les seigneurs de fiefs de posséder plus du tiers des communes (6).

Encore faudrait-il que, sur ces terres, les récoltes ne soient jamais endommagées. Or, elles le sont bien souvent.. « Le grand nombre de pigeons de fuyes et lapins que les seigneurs ont dans

1 Cahier de Sillé-le-Guillaume.

2 Cahier de Montreuil-le-Chétif.

3 Cahier de Sillé-le-Guillaume. — Les cahiers ne réclament pas nécessairement l'abolition des droits honorifiques.

4 Cahier de Mont-Saint-Jean.

5 Cahier de Mont-Saint-Jean.

6 Nous avons étudié particulièrement cette critique des habitants de Mont-Saint-Jean, à l'aide des documents privés, mis gracieusement à notre disposition par M. le vicomte de DREUX-BRÉZÉ, maire actuel de Mont-Saint-Jean. Il semble que les habitants, s'ils n'ont pas exagéré leurs doléances, ont cependant fait preuve d'ingratitude envers leur châtelaine.

la paroisse ravagent toutes les récoltes » (1). De plus « la paroisse avoisine pendant une lieue de longueur la forêt de Sillé, laquelle est remplie de sangliers et de cerfs, qui font le plus grand dommage dans les campagnes, sans que les habitants puissent en empêcher, leur étant deffendu de les tuer, même d'avoir des fusils »... (2).

Pour tous ces motifs, les habitants demandent la permission de posséder des armes à feu et de tuer les bêtes qui pourraient détruire leurs semailles.

A Montreuil, dont les terres sont aussi limitrophes de la forêt, c'est la même réclamation; on veut être autorisé à « faire la chasse aux loups, renards et autres bêtes carnassières qui, journellement, abattent les chevaux, enlèvent moutons, oyes, volailles aux pauvres laboureurs » (3).

...A-t-on moissonné ? Il faut alors que les vassaux aillent faire moudre leur grain au moulin du seigneur, puis qu'ils portent leur farine au four banal. Les paysans ne veulent plus de ce régime vexatoire. Que les châtelains possèdent des moulins, s'ils le veulent (4), mais qu'ils ne puissent plus contraindre leurs fermiers à s'en servir exclusivement. De même pour les fours banaux. Qu'ils soient supprimés sans exception et que chacun ait la liberté de faire cuire son pain où bon lui semblera.

Toutefois, les cahiers, dans leur ensemble, en particulier celui de Sillé, proposent une indemnité pour les seigneurs.

Les habitants de Pezé-le-Robert formulent un autre grief. Les nobles font parfois ouvrir des routes d'agrément. Il y a déjà là un sujet de blâme, car ces nobles s'emparent des meilleurs terrains, terrains qui pourraient servir à la culture, mais « *ce qui révolte encore le plus le peuple* » (5), c'est de voir ces routes d'agrément ouvertes avec les deniers destinés au soulagement des

1 Cahier de Mont-Saint-Jean.

2 Cahier de Mont-Saint-Jean.

3 Cahier de Montreuil-le-Chétif. — Cf. aussi le cahier de Parennes. La réciproque se trouve dans le cahier de Saint-Pierre-la-Cour, qui réclame l'interdiction, pour les seigneurs ou leurs officiers, de chasser dans les champs, « depuis que le bled est noué jusqu'à ce que les campagnes soient dépouillées « de tous bleds ».

4 Le cahier de Mont-Saint-Jean réclame le monopole des moulins au profit des seigneurs mais demande la suppression de la banalité.

5 Cahiers de Pezé-le-Robert et de Rouez-en-Champagne.

pauvres, — les deniers de charité. C'est un abus qu'il faut réformer au plus vite.

A Saint-Rémy, on se plaint surtout des francs-fiefs et du « militaire ». Pourquoi les humbles troupiers sortis des rangs du Tiers, n'accéderaient-ils pas aux premiers grades ? « Si... les places n'étaient données qu'au mérite, une infinité de soldats parviendrait aux premiers rangs. L'émulation en ferait des héros qui se signaleraient en toute occasion, et le nom français serait respecté de tous ses voisins » (1).

Il faut reconnaître là, évidemment, une attaque contre les nobles qui, seuls, par leurs quartiers de noblesse, peuvent avoir accès aux grades supérieurs.

Que l'édit de suppression « des maîtrises des corps et métiers » promulgué par « ce magistrat vertueux, Monsieur TURGOT » en janvier 1776, et supprimé quelques mois plus tard par CLUGNY, soit rapporté (2).

Telles sont, brièvement résumées, les réformes d'ordre politique ou social, réclamées par le pays de Sillé. Ce ne sont pas les seules, car les immenses biens et revenus du haut-clergé ou des réguliers avaient donné lieu à tant d'abus que, sur ce point aussi, les plaintes s'élevaient.

RÉFORMES RELIGIEUSES.

En 1789, le pays de Sillé est profondément religieux. Chacun estime et vénère filialement son curé. L'église est alors un lieu tout public; elle deviendra bientôt un lieu de réunion électorale. C'est au prône que sont lus, non seulement les mandements épiscopaux, mais les édits du Roi; c'est à l'issue de la messe paroissiale que les paysans se retrouvent et causent des événements du jour. Le peuple est alors « juste et rempli de religion » (3). L'église est vraiment l'âme du village.

Malgré le respect dont on les entourait, les curés et les vicaires avaient une existence parfois bien misérable. Leur revenu principal consistait dans la dîme. Mais souvent cette ressource

1 Cahier de Saint-Rémy.

2 Cahier de Sillé-le-Guillaume.

3 Cahiers de Pezé-le-Robert et de Rouez-en-Champagne.

leur échappait en partie, car la dîme était prélevée par des moines ou des abbés commendataires. Les curés recevaient alors un traitement dérisoire, appelé « portion congrue ». Les vicaires vivaient encore plus pauvrement. A Crissé, on demande qu'ils soient dispensés d'aller à la glane « pour l'honneur de la religion » (1).

Les habitants de Saint-Pierre-la-Cour réclament l'interdiction pour tout vicaire ou autre prêtre d'aller quêter « sous prétexte de recevoir les rétributions de la messe de Sainte-Barbe et de Saint-Sébastien »... etc... (2).

A Montreuil, le curé est dans un tel dénûment que son bénéfice ne lui permet pas de payer levicaire. Ce dernier subvient à ses besoins comme il peut, plutôt mal que bien. Les paroissiens sont obligés de se cotiser pour l'aider à vivre. Il n'y a qu'à Saint-Rémy que l'on se plaigne de la cupidité des curés (3). Sans doute, on reconnaît que les dîmes sont « d'institution divine »; mais si elles suffisaient jadis au clergé, elles ne lui suffisent plus maintenant; il est trop riche.

Et l'on cite le cas d'un curé, qui refuse à un de ses paroissiens sur le point de se marier, le certificat des bans, sous prétexte que ce paroissien n'a pas encore acquitté les frais de sépulture « de ses père et mère » (4). Les mariages et les inhumations, selon les habitants de Saint-Rémy, coûtent très cher. Il y a là, dit-on, des abus qui appellent de profondes réformes.

De pareilles plaintes, remarquons-le, sont isolées... Les cahiers, dans leur ensemble, sont très favorables au clergé.

Si les curés et les vicaires des villages sont honorés, respectés et aimés de leurs ouailles, il n'en va pas de même du haut-clergé, des abbés commendataires, des chanoines, tous gros décimateurs, presque toujours étrangers au pays. Or, dans la région silléenne, ce sont les chanoines de la Collégiale qui possèdent

1 Cahier de Crissé.

2 Cahier de Saint-Pierre-la-Cour.

3 De tous les cahiers que nous avons pu consulter, celui de Saint-Rémy-de-Sillé est sans contredit le plus avancé dans la voie des réformes.

4 Cahier de Saint-Rémy. — Le cahier de Sillé-le-Guillaume mentionne les mêmes faits. On serait tenté de croire qu'il y a là une allusion à l'abbé PAUMIER, curé de Saint-Etienne et de Saint-Rémy.

de nombreuses propriétés. Les cahiers ne les accusent pas explicitement, mais il faut sans doute lire entre les lignes et croire que, dans leurs vœux sur les réformes religieuses, les paysans songeaient pour la plupart à la Collégiale. En tout cas, leurs plaintes sont générales.

A Crissé, les deux tiers du revenu de la cure sont emportés par des décimateurs, notamment les chanoines de Sillé, qui ne contribuent en rien au soulagement des pauvres de la paroisse. « On les a même vu tous récemment l'iver dernier se refuser à leur donner aucuns secours dans un tems aussi désastreux » (1).

Les habitants de Parennes citent, en toutes lettres, dans leur cahier, les noms des décimateurs : ce sont les chanoines de Saint-Pierre-du-Mans, l'abbé de Fontaine-Daniel, « Monsieur le Goutteux », curé de Maigné; l'abbé BAZOGE, « Monsieur TESSIER, prestre ».

A Mont-Saint-Jean, on désire que les décimateurs assurent un traitement convenable aux vicaires et payent les réparations « tant grosses que menues » des presbytères et des églises.

Trois paroisses — Sillé, Crissé et Saint-Rémy — envisagent même l'aliénation totale ou partielle des biens ecclésiastiques. Ils seraient attribués, disent les uns, non pas à l'évêché, qui est déjà fort riche, ni aux séminaires, mais à des établissements utiles, comme des petites écoles (2). (Vœu de Sillé et de Crissé). Selon les autres, les propriétés et les revenus des évêchés, des séminaires, des *collégiales*, devraient être donnés aux hôpitaux, aux bureaux de charité, ou même être remis aux familles fondatrices, si l'on parvenait à les connaître. Quant aux biens des abbés commendataires, ce sont eux qui assureraient la solde des militaires, jusqu'alors pensionnés par l'Etat. Le « trésor royal » se trouverait ainsi singulièrement allégé (Vœu de Saint-Rémy) (3).

Le cahier de Mont-Saint-Jean envisage encore d'autres réformes, telles que la suppression des officialités, et l'interdiction

1 Cahier de Crissé.

2 Au sujet des petites écoles, le cahier de Saint-Pierre la-Cour demande qu'il en soit établi un peu partout pour les garçons et pour les filles « qui croupissent dans une ignorance crasse ».

3. Le cahier de Saint-Rémy ajoute très justement : « Les siècles précédents ont bâti à la piété bien des maisons religieuses que le refroidissement de la foy de celui-ci rend dézertes par le deffaut de sujets... »

aux ordres mendiants de quêter. L'Etat serait chargé de pourvoir à leurs besoins.

Le cahier de Sillé, assez modéré dans ses réclamations, ne souffle mot des collégiales. Il envisage seulement une réglementation plus stricte de la résidence pour les évêques et archevêques, du renouvellement des baux des bénéficiers, etc. (1).

En résumé, le Tiers-Etat du pays de Sillé, quoique imbu de principes religieux, reconnaît que la situation présente de l'Eglise appelle de profondes modifications. Mais ce n'est rien en comparaison des réformes que réclame l'administration.

RÉFORMES ADMINISTRATIVES.

La première des réformes demandées c'est la suppression des intendants. « Que Messieurs les Intendants de province soient supprimés puisqu'au moyen des assemblées provinciales établies, il devient inutile de payer des hommes qui coûtent fort gros à l'Etat » (2). Cette mesure en amènera une autre. Le Maine devra être gouverné par ses Etats particuliers, à lui, complètement indépendants de ceux de la Touraine et de l'Anjou.

Cette demande avait déjà été formulée l'année précédente. Le 3 novembre 1788, une assemblée, réunie au Mans, à l'occasion de la foire de la Toussaint et composée de membres des trois ordres, avait rédigé une supplique tendant à obtenir le rétablissement dans le Maine des Etats Provinciaux. Parmi les signataires de cette supplique, on peut citer comme habitants de Sillé : MASLIN, notaire royal; GUYON, échevin, lieutenant de bailli; BACHELIER, notaire royal, avocat en parlement; JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, procureur du roi et procureur fiscal; BARREAU DE LA TOUCHE, bailli et maître particulier des eaux et forêts; BUNOUST, principal du collège; D'AUBIGNY, chanoine; F. BOUSSIRON, supérieur des Minimes; L. PELARD, chanoine; TROUILLARD, curé de Notre-Dame; LIDEL, prêtre (3); LALANDE,

1 Malgré son ton modéré, le cahier de Sillé qualifie de « vol » certain procédé des bénéficiers; Cf. le cahier de Sillé à l'appendice V.

2 Cahier de Montreuil-le-Chétif.

3 Pour Livet ? — Nous n'avons trouvé nulle part, dans un document manuscrit, le nom de « Lidel prêtre ».

chanoine ; PAULMIER, curé de Saint-Etienne ; YVER DE TOUCHEMOREAU, chanoine (1).

Mais la question qui préoccupe le plus les populations de Sillé, c'est évidemment celle des impôts. Elle provoque une lamentation générale. Humblement, les pauvres paysans murmurent : « Ce n'est point par passion que nous parlons, mais avec justice et raison » (2).

La gabelle surtout soulève l'indignation des ruraux et des citadins. Tous les cahiers sont unanimes pour en réclamer l'abolition. C'est un impôt « désastreux » (3) « le plus odieux et le plus affligeant » (4). « Les greniers à sel sont composés d'un receveur, d'un président, d'un procureur du Roi, d'un contrôleur, d'un grenetier, d'un greffier et encore d'une brigade d'employés ». Tous ces fonctionnaires doivent être supprimés. Et puis, l'impôt lui-même offre une telle disproportion de province à province ! Dans le Maine, le sel vaut 13 sols 6 deniers la livre, en Bretagne, il vaut 2 liards !... L'injustice est trop criante. Les autres impositions, comme les aides, la taille, les vingtièmes, seront, sinon abolies, du moins sérieusement modifiées. « Personne n'ignore combien les vingtièmes sont mal répartis, combien les tailles, capitation, accessoires, sont sujettes aux caprices et vexations des collecteurs... ; combien les aides, gabelles et tabacs sont désastreux, puisque ces parties seules coûtent plus à la Nation qu'elles produisent moins à l'Etat que tous les autres impôts... » (5). Certains droits entravent tellement le libre essor de l'agriculture qu'elle est tombée dans « l'engourdissement ».

La collecte était, on l'a vu, une des plaies de l'ancien régime. Indépendamment des haines qu'elle suscitait entre habitants, elle occasionnait aux malheureux collecteurs une perte fort importante de journées de travail. Comment supprimer cette perte ? Ce serait, dit le cahier de Sillé, en rendant « portable » l'impôt qui est aujourd'hui « quérable ». Que chaque citoyen aille de lui-même payer ses impositions entre les mains d'un rece-

1 Cf. Antonin PROUST. Archives de l'Ouest, série A. — Opérations électorales de 1789, II p. 167.

2 Cahier de Pézé et de Rouez-en-Champagne.

3 Cahier de Saint-Rémy.

4 Cahier de Sillé-le-Guillaume.

5 Cahier de Montreuil-le-Chétif.

veur désigné par la municipalité. De sages mesures réglementeront ces payements.

A Saint-Rémy, les habitants se plaignent de la manière dont sont perçues les aides. Les règlements sont inconnus du public; aussi les directeurs mettent à profit l'ignorance des pauvres campagnards.

« Ils les effrayent tant qu'ils peuvent par mille propos qu'ils leur tiennent sur les amandes (*sic*) qu'ils ont encourues, en leur citant vray ou faux des arrêts et des règlements qu'ils ne connaissent pas plus que l'alcoran » (1).

De même, à Saint-Pierre-la-Cour, « les droits d'aides ne sont connus que de ceux qui les exercent; les plus habiles cabaretiers et les plus anciens ne peuvent rien comprendre dans les opérations de ces commis; ils payent, en aveugles, les sommes qu'on leur demande et se croient toujours trompés » (2).

A Sillé, on réclame la suppression totale des aides et de tous les droits annexes « dont l'énumération seule est révoltante » (3).

Par quoi remplacera-t-on les impositions supprimées ? Là, les avis sont partagés.

L'impôt de beaucoup préférable, remontrent les habitants de Sillé, serait la fameuse dîme royale préconisée jadis par « ce cytoien vertueux » le maréchal DE VAUBAN. Le cahier propose une série de mesures fort justes. Dans tous les cas, quel que doive être l'impôt, il ne faudra qu'un seul intermédiaire entre la paroisse qui paye et le trésor royal qui reçoit. Les paroisses de Crissé, de Montreuil-le-Chétif, de Saint-Rémy partagent cet avis; elles aussi demandent un seul et unique impôt qui pèsera même sur « les princes » (4).

La paroisse de Mont-Saint-Jean en conseille deux : l'un sur les fonds, l'autre sur les têtes. Quelques cahiers — c'est l'exception — n'envisagent pas la destruction complète de tous les impôts, mais seulement leur meilleure répartition. En général, le pays de Sillé s'accorde à demander que les charges soient

1 Cahier de Saint-Rémy.

2 Cahier de Saint-Pierre-la-Cour.

3 Cahier de Sillé-le-Guillaume.

4 Cahier de Montreuil-le-Chétif.

modifiées et supportées par tous indistinctement. A ce sujet, les paroisses de Pezé-le-Robert et de Rouez-en-Champagne esquisseraient un tableau saisissant de la vie du pauvre laboureur. « Le cultivateur, pour payer sa ferme et les impôts qu'il doit à Sa Majesté, est obligé de travailler jour et nuit, soit qu'il fasse beau ou mauvais temps, et de vivre d'une manière si dure que les personnes dans l'opulence et commisérantes ne pourraient s'en former d'idées. Il déjeune très souvent d'un morceau de pain sec arrosé d'un verre d'eau, et de quoy est composé ce pain, du plus mauvais grain; ses autres repas sont un peu moins malheureux, mais il faut croire que Dieu lui donne une seconde force pour subsister à ce viatique et à son travail » (1).

De même, à Parennes, il y a de pauvres gens qui sont des semaines entières « sans manger de soupe et autres trempages » (2).

En ce qui concerne l'ordre judiciaire, ce sont encore d'autres plaintes. La procédure était, en 1789, extrêmement compliquée. « Une justice lente et coûteuse n'est point une justice ». Ainsi s'exprime le cahier de Mont-Saint-Jean. Il résume à merveille les doléances générales. Deux paroisses — Montreuil et Mont-Saint-Jean — demandent la suppression pure et simple des justices seigneuriales. Elles seraient remplacées, selon les habitants de Montreuil, par des bailliages secondaires établis de distance en distance et par une cour d'appel. A Sillé-le-Guillaume, les habitants n'osèrent pas évidemment demander la suppression de la justice seigneuriale, mais seulement sa meilleure organisation. Dans l'ordre judiciaire, le cahier de Sillé propose diverses mesures longuement développées, qu, toutes, tendent à donner aux juges plus d'instruction, plus d'expérience, plus d'indépendance. Est aussi demandée la suppression des huissiers-priseurs qui ont remplacé les notaires depuis quelques années dans les rédactions d'inventaires et les ventes de meubles (3).

1 Nous avons respecté scrupuleusement l'orthographe et la ponctuation des deux cahiers.

2 Cahier de Parennes. — Le cahier de Montreuil-le-Chétif emploie des expressions assez virulentes. Il oppose « les propriétaires fainéants » et les « riches capitalistes » à l'humble laboureur qui « les engraisse de ses sueurs », etc...

3 Vœux de Sillé-le-Guillaume, de Montreuil, de Parennes, de Pezé, de Saint-Remy, de Rouez.

Mais une des principales réformes proposées par tous les cahiers, c'est la **simplification de la procédure**. Défense aux juges, « quand ils ont une fois énoncé leurs moyens de ne plus les répéter ny d'épuiser leur imagination pour en dire davantage comme ils font tous les jours à la fin de leurs requêtes, lorsqu'ils n'ont plus rien à dire, aussi ny voit-on que des mots et des parolles vides de sens, pleines de répétitions et d'inepties » (1).

Aussi, l'ensemble des cahiers préconise l'emploi d'un code plus simple et plus clair : Saint-Rémy propose même le nouveau code de la Prusse.

Le mauvais état des routes constituait encore un sujet de doléances. Désormais, les trois ordres devront concourir à l'entretien des routes. Les frais seront payés moitié par le Haut-Clergé et la noblesse, moitié par le Tiers-Etat. Qu'a-t-on vu jusqu'alors ? Les nobles et les hauts dignitaires ecclésiastiques « y font rouller leurs voitures aussi rapidement qu'ils le désirent sans y trouver aucuns cahos qui puisse en retarder le cours, et de plus les trois quarts des charriots qui y passent sont chargés de marchandises pour leur compte. Le Tiers-Etat, au contraire, y passe modestement à cheval ou à pied comme dans les chemins de traverse » (2). Le tableau est quelque peu embelli. Il s'agit évidemment de la grande route du Mans alors en construction, mais non des chemins, qui étaient, on l'a vu, dans un invraisemblable délabrement. Aussi ne faut-il pas s'étonner si trois cahiers réclament le *maintien de la corvée* (3). « Que le peuple... fasse faire ou fasse lui-même sa corvée pour la perfection des routes » (4).

Cependant, les paroisses qui réclamaient ainsi le maintien de la corvée, ne comprenaient pas très bien, semble-t-il, leurs propres intérêts. Un rapport du sous-ingénieur BRUYÈRE, fait à l'Assemblée provinciale, démontre les inconvénients sérieux de la corvée (5).

1 Cahier de Saint-Rémy.

2 Cahier de Saint-Rémy.

3 Cahiers de Mont-Saint-Jean, de Pezé, de Rouez.

4 Cahiers de Pezé et de Rouez. — La corvée, on l'a vu, avait été supprimée en 1787, et remplacée par un impôt rattaché à la taille.

5 Cf. TRIGER. Rev. hist et arch. du Maine, T. XXXVIII, p. 15 et suivantes.

Une curieuse « doléance » de la paroisse de Saint-Rémy est relative à la dégradation des bois. Jadis la région était beaucoup plus parsemée qu'elle ne l'est de jolis boqueteaux. « Quand d'une éminence, on... jettait les yeux, on semblait apercevoir une futaye qui réjouissait infiniment la vue. Aujourd'hui, on n'y voit que des trouesses et pas un seul chêne propre à faire une belle pièce. Quelques campagnes mêmes sont si dénuées de bois qu'elles ne paraissent pas mieux ornées que des landes » (1). Plusieurs moyens assureraient le reboisement : semer dans les landes et les terres qui avoient les forêts des glands, des châtaignes..., promulguer une loi qui enjoindrait aux seigneurs de laisser en réserve au moins la vingtième partie de leurs taillis et dans les meilleures coupes (2), promulguer une seconde loi qui enjoindrait à ces mêmes seigneurs d'élever des futaies en proportion de leur domaine. Ils en retireraient de gros bénéfices et verraient « leurs châteaux et maisons de campagne, dont la plupart sont isolés, nuds comme des landes, sans ornements ni accompagnements quelconques, ornés de belles futayes qui en feraient l'agrément, des lieux de promenades, de récréation et de plaisir dans la belle saison » (3).

Tels sont dans leurs ensemble les vœux du pays de Sillé au début de 1789. Désormais, les paysans savent parfaitement qu'ils sont indispensables dans la vie du pays. Ils font valoir leurs droits; c'est justice. Aussi le cahier de Montreuil-le-Chétif termine ses doléances par cet avertissement où perce déjà comme une menace :

« Que Sa Majesté daigne écouter la voix du Tiers-Etat, de cet ordre qui a toujours été regardé pour rien et opprimé par les deux autres... *Il est tems que les deux premiers ordres reconnaissent et se repentent de leurs erreurs; il est tems qu'ils avouent que sans le Tiers-Etat ils ne seraient et ne pourraient rien* » (4).

1 Cahier de Saint-Rémy.

2 Il y a bien une ordonnance des eaux et forêts, disent les habitants de Saint-Rémy, qui ordonne aux seigneurs de réserver 16 baliveaux par arpent dans chaque coupe, mais cette ordonnance ne reçoit nulle part son application.

3 Cahier de Saint-Rémy. — La même plainte se retrouve dans le cahier de Vimarcé, paroisse voisine de la forêt de Sillé.

4 Cahier de Montreuil-le-Chétif.

... Les quatre députés nommés par les habitants de Sillé — BÉRANGER DE SARDY, BACHELIER, MASLIN et JULLIOT DE LA MORANDIÈRE — portèrent le cahier de doléances à l'Assemblée préliminaire du Tiers-Etat de la sénéchaussée. La réunion se tint le lundi 9 mars, dans l'église abbatiale de la Couture, sous la présidence du lieutenant-général JOUYE DES ROCHES. Il y avait là 877 députés représentant 338 villes, paroisses et communautés.

Après un long discours du lieutenant-général (1), les membres de l'Assemblée se divisèrent en 12 bureaux, composés chacun d'environ 75 députés. Sillé-le-Guillaume constitua un bureau — ou « district » — qui comprit 27 paroisses. Des commissaires nommés par chaque district fondirent en un seul tous les cahiers. Le 14, ce travail était terminé. Le même jour, les députés se réduisaient au quart. Sur 877 présents, il y en eut 220.

De leur côté, les chanoines de la Collégiale de Sillé avaient procédé à une élection. Ils avaient droit, en effet, à un député. Le 2 mars 1789, le chapitre nommait comme délégué le chanoine Augustin FOURRÉ, procureur. Le 16 mars, les délégués des trois ordres des sénéchaussées principale et secondaires se réunissaient en grande pompe, à la Couture, au nombre de 1.754. De part et d'autre, les travaux durèrent jusqu'à la fin du mois. Pour le Tiers du 18 au 20, ce fut la rédaction du cahier général, et du 21 au 25, la nomination des députés. Le clergé de la sénéchaussée du Mans rédigea son cahier le 27 mars 1789. Mais les intérêts du Haut-Clergé, des abbés commendataires, des chapitres surtout, étaient en opposition formelle avec les intérêts des curés et des vicaires. Aucun accord ne fut possible. Le sénéchal intervint et trancha le débat en faveur du bas-clergé. Malgré cette intervention généreuse, le cahier ne contenta ni les uns ni les autres. Les chapitres protestèrent et notamment celui de Sillé, « contre tous les articles du cahier général, contraires à leurs droits réels et honorifiques avoués par les lois » (2).

1 JOUYE DES ROCHES venait de perdre sa jeune femme, âgée de 23 ans, cinq jours auparavant. — Sur la réunion du 9 mars. Arch. Nat. B III 78, f^{os} 269-281, f^o 286.

2 Antonin PROUST. Arch. de l'Ouest, IV, série A. — Opérations électorales de 1789, II, p. 267. — Cf. Arch. Nat. B III, 78, f^{os} 595, 623, 628.

Les cahiers rédigés, les élections terminées, l'enthousiasme diminua sensiblement. Jusqu'alors on avait pu supporter les rigueurs d'un hiver terrible et les souffrances d'une effroyable disette, car on vivait de joie et d'espérance. Les illusions se dissipèrent, et la réalité apparut plus triste et plus décevante que jamais. Depuis la fin de novembre, le froid fut très vif, la neige n'avait pas cessé de tomber jusqu'à Noël. « Il fit si froid que tous les choux, les légumes... gélèrent dans les jardins; le thermomètre de M. Réaumur descendit jusqu'à 18 degrés au-dessous de la glace; la terre fut gelée de deux pieds et demi avant, les glaces étaient épaisses de 14 pouces » (1); « les noyers et un grand nombre d'arbres se fendirent sous la rigueur du froid; le cidre gela dans les celliers; les grains s'élevèrent à des prix exorbitants et la disette fut encore aggravée par le chômage des moulins, immobilisés dans leurs biefs glacés » (2). A Saint-Rémy, les habitants allaient impunément piller et dévaster les bois (3).

Le lieutenant-général de la sénéchaussée de Baumont-le-Vicomte peut écrire dès le 11 mars au garde des sceaux que dans toute la région « les esprits fermentent » (4).

Un mois s'était à peine écoulé depuis la réunion du 5 mars que des troubles éclataient à Sillé-le-Guillaume. Le mercredi 1^{er} avril — jour de marché — les blés montent à un prix si excessif « que le pauvre peuple... ne peut plus même, par un travail forcé et en bornant sa nourriture à un pain noir et sec, atteindre aux moyens de pourvoir à sa subsistance » (5). Les vrais responsables, ce sont « quelques monopoleurs qui, oubliant les principes de notre sainte religion, et bravant les lois, ne craignent pas de sacrifier leur concitoyens à leur intérêt personnel » (6). En particulier, plusieurs fermiers et laboureurs ne se

1 Reg. des bapt., mar. et sép. de la paroisse de Rouessé, 1788.

2 Robert TRIGER. — « L'année 1789 au Mans », p. 38. Sur le terrible hiver de 1788-1789, dans la région de Sillé. Cf. les registres paroissiaux de Saint-Rémy, Rouessé, Sougé-le-Ganelon et de Brûlon; Cf. Arch. com. de Sillé, reg. 1, f^{os} 55 vo et 56. — Sur la misère générale en 1789, cf. BLOCH. « L'assistance publique et l'Etat en France à la veille de la révolution », p. 399 et suiv.

3 Reg. des bapt., mar. et sép. de Saint-Rémy. — Cf. TRIGER et DUCHEMIN. « Les premiers troubles de la Révolution dans la Mayenne », p. 5.

4 Antonin PROUST. Ouv. cit., p. 22.

5 Arch. dép. d'Indre-et-Loire, C. 98. « Ordonnance du siège de police de la ville et baronnie de Sillé-le-Guillaume, concernant le commerce des grains et la tenue des halles et marchés... »

6 *Id.*

conformaient qu'en apparence aux règlements établis. Ils vendaient bien quelques boisseaux de blé, mais, en même temps, « sous des noms interposés », ils en achetaient dix fois plus. Ils s'entendaient aussi « par une intelligence criminelle » avec les blatiers pour fixer à l'avance le prix du blé. Or, les habitants, qui, par une jouissance particulière, pouvaient se fournir des grains avant les marchands, se trouvaient forcés de renoncer à leurs achats, car le prix — fixé d'avance — était trop élevé pour eux. Les mêmes monopoleurs décidaient de ne vendre le blé que par boisseau. Qu'arrivait-il ? C'est que les pauvres, incapables de payer le prix d'un boisseau entier, ne pouvaient rien acquérir. La famine n'était peut-être pas à craindre, autant qu'on le disait; il restait même des grains de l'avant-dernière récolte. Mais ce qui exaspérait le peuple, c'étaient ces machinations louches entre fermiers et blatiers. Le 1^{er} avril, une panique se produit au marché de Sillé. Les paysans s'émeuvent. Les troubles s'étendent aussitôt à toutes les paroisses voisines. L'alarme est générale. Pour réprimer cette tentative d'insurrection et apaiser les esprits, BARREAU DE LA TOUCHE est contraint de rendre une ordonnance très sévère sur la vente des grains et la police des marchés. En particulier, les grains ne devront pas être vendus dans les fermes, mais livrés, par quart de boisseau, sur la simple réquisition du peuple; si le marché n'est pas suffisamment approvisionné, le commissaire réquisitionnera les grains à domicile.

Ce même jour, 1^{er} avril, le bailli, BARREAU DE LA TOUCHE, condamnait les sieurs COCHET de Crissé, PICHON, PORCHET, TALLEBOT de Pezé, FOUSSARD, tous blatiers, pour avoir contrevenu aux arrêts et règlements sur la police des marchés (1).

A la fin du mois, le sieur ROUZIER, blatier à Pezé-le-Robert, qui avait contrevenu à l'ordonnance du bailli, est condamné à une amende de 9 livres. Ses grains sont confisqués et vendus au profit des pauvres (2). Malgré toutes les prescrip-

1 Arch. de la Sarthe, B sup. Plumitif des audiences du bailliage de Sillé (1789), f^{os} 57-57 vo. Quelques jours auparavant, le 26 mars, condamnation pour les mêmes motifs des rommés Collet, Gauthier, Barbesore et Ragot.

2 Arch. de la Sarthe, B sup., Plumitif des audiences du bailliage de Sillé (1789), f^{os} 58 vo, 59.

tions et tous les règlements, le prix des différentes espèces de grains resta toujours fort élevé dans la région de Sillé.

Voici quelle était à peu près la moyenne :

Froment, 10 livres; orge, 5 livres; seigle, 7 livres; blé noir, 4 livres; avoine, 3 livres (1).

Les marchés furent de moins en moins approvisionnés et, à la fin de mai, plusieurs particuliers ne trouvèrent même pas de grains. Les membres de l'Hôtel de Ville recoururent alors à un autre moyen; on avait menacé les blatiers; cette fois-ci on essaya de les séduire; on leur proposa une prime de deux sols par boisseau de froment, seigle, méteil, orge ou sarrazin (2). Cette mesure produisit-elle d'heureux résultats ? C'est peu probable, car les marchés continuèrent toujours à être moins approvisionnés qu'auparavant.

Si la cherté des blés causait des bagarres sur les places publiques, il se produisait aussi des rébellions contre les banalités seigneuriales, notamment celle de moulin.

A partir de février 1789, nombreux sont les paysans ou boutiquiers qui ne veulent plus faire moudre leurs grains au moulin de leur seigneur. Le bailli BARREAU DE LA TOUCHE rend ainsi des jugements jusqu'à la fin de l'année. Les délinquants sont condamnés à une amende, à la restitution des trois dernières moutures et aux dépens. Par exemple, le nommé RIVIÈRE, laboureur au lieu des Chassés, est condamné à 12 livres d'amende, à la restitution des trois dernières moutures et aux dépens estimés 8 livres 8 sols, pour avoir fait moudre ses grains ailleurs qu'au moulin des Deffais, dont il était sujet (3).

La question des routes fut à l'ordre du jour dans le courant du mois de juin. Apparemment, c'est un sujet fort pacifique; en fait, il ne réussit qu'à brouiller le maire et les habitants...

BÉRANGER DE SARDY continuait l'administration de la ville. Les vivres étaient chers; il adressa un appel aux habitants et organisa une commission de charité. Sur la proposition de la muni-

1 Cf. le registre des bapt., mar. et sép. de Sougé-le-Ganelon (1789).

2 Arch. Com. de Sillé. Reg 1, f^o 70.

3 Arch. Sarthe. Plumitif des audiences du bailliage de Sillé, B sup., f^{os} 91 v^o, 92 (25 novembre 1789). — Toutefois, en février 1790, les affaires de ce genre sont renvoyées par le bailli aux gens « du fisc ».

cipalité, quatre nouveaux administrateurs avaient été adjoints au bureau de ville :

Premier échevin : BARREAU DE LA TOUCHE, bailly;

Trésorier-Receveur : François MARTINEAU, marchand;

Assesseurs : René-Louis MASLIN, ancien notaire; Jacques MOCQUEREAU DE LA BARRERIE, négociant.

Ils prêtèrent serment au début de juillet. Mais les nouvelles venues de Paris allaient précipiter les événements. Le serment du Jeu de Paume, les troupes appelées par la Cour, le renvoi de NECKER, la prise de la Bastille surtout, eurent leur répercussion brutale, sinon à Sillé même, du moins dans les environs. On connaît les meurtres DE CUREAU et de M. DE MONTESSON... les têtes tranchées et promenées au bout d'une pique... (1). Ce sont les brigands... la grande Peur, de sinistre mémoire.

Les 22 et 23 juillet, de mystérieux émissaires font courir le bruit que plusieurs milliers de brigands arrivent dans la région, pillent toutes les habitations et mettent tout à feu et à sang. Les voilà, dit-on, à Nogent-le-Rotrou, puis à la Ferté-Bernard, puis à Bonnétable, puis à Mamers. Dans tous les villages s'élève le son lugubre du tocsin; les femmes remplissent les églises, se confessent, adressent à Dieu d'ultimes prières; les enfants s'alarment et pleurent. Les hommes s'arment au hasard, font des patrouilles. Chacun est obligé d'arborer la cocarde tricolore, même les ecclésiastiques. Bourgs et villages se croient mutuellement investis par les pillards. A Douillet, près de Sillé, le curé HIRON s'élance sur son cheval et court sus aux brigands, suivi de tous ses paroissiens, armés de vieux fusils et d'instruments agricoles. Cette folle panique dura plusieurs jours. A Sillé, l'effroi fut le même que dans les bourgades voisines.

La situation était fort critique (2). Plus que jamais, il fallait une administration ferme et prudente. Or, le 27 juillet, cinq jours après la fameuse « arrivée » des brigands, maire, échevins, procureur du Roi, tous donnaient leur démission !...

1 M. TRIGER a raconté ce fameux et triste épisode avec les détails les plus minutieux. — Cf. « L'année 1789 au Mans », p. 236-244.

2 Cf. les registres paroissiaux de Brûlon et de Sougé-le-Ganelon. — Cf. TRIGER. « Etude sur Douillet-le-Joly », p. 224.

Le principal du collège convoque les habitants dans l'auditoire et leur donne connaissance d'une lettre par laquelle BÉRANGER DE SARDY offre sa démission. Le « général des habitants » se déclare incompétent. Les administrateurs de l'Hôtel de Ville n'en tiennent pas compte. Ils se rendent dans leur salle commune, inscrivent leurs démissions sur le registre et mettent les scellés sur les archives.

Ainsi, à la fin de juillet 1789, dans un moment d'effervescence générale, la petite ville de Sillé-le-Guillaume se trouvait sans administration régulière. Ce fut un désarroi général. Les habitants entreprirent des démarches auprès de la Commission intermédiaire du district pour se créer une municipalité ordinaire, selon le règlement de 1787. Les affaires traînaient en longueur; les pires éventualités étaient à craindre... Aussi, pour assurer le bon ordre et la tranquillité, les habitants fondèrent une *milice citoyenne et volontaire*. Elle fut commandée par un colonel et un major-général. M. DE GUIBERT, âgé de 66 ans, fut nommé colonel (1), et Jacques-René BACHELIER major-général. Un comité permanent, dit « *comité de police et de sûreté* », fut chargé de concourir à l'administration de la ville. Un drapeau fut donné à la milice de Sillé par la duchesse DE CHATILLON. Il fut béni avec solennité, le 27 septembre, par le chanoine PELARD DE LA BRETÊCHE. La Collégiale s'empressa, elle aussi, de faire des libéralités à la milice, en décidant de lui offrir 12 livres par mois (2).

A la suite de la Grande Peur et des troubles survenus dans les campagnes (3), l'Assemblée Nationale avait supprimé tous les privilèges et tous les droits féodaux, dans la nuit du 4 août et les jours suivants. Ces suppressions furent annoncées le 17 août 1789 dans les Affiches du Maine; le rédacteur de l'article qui avait assisté à la fameuse séance, écrivait : « Tous les membres de l'Assemblée ont crié : « Vive le Roi ! » ; je voyais ; j'entendais ; mes larmes coulaient ; le sentiment pressait mon cœur, suspendait mes facultés ; je partageais l'ivresse générale avec cet

1 Il était né en 1723.

2 Arch. de la Sarthe, G 468, f° 30 vo.

3 Cf. SAGNAC et CARON. « Les comités des droits féodaux... ». Introduction, p. X et XI.

enthousiasme indéfinissable qui s'empare subitement et magiquement de toute âme sensible. Quel jour sacré pour la Nation !... O MABLY, ROUSSEAU, HELVÉTIUS, que de regrets vous laissez aux bons citoyens de ne pouvoir vous rendre à la lumière pour vous faire jouir de toute votre gloire et de notre reconnaissance éternelle » (1). Hélas ! « l'ivresse générale » se dissipa vite, et la province du Maine resta troublée pendant tout l'été de 1789. Au mois de septembre, la Commission Intermédiaire de l'Assemblée provinciale envoyait un extrait de ses registres aux maires, échevins, officiers municipaux, syndics, membres des municipalités et à tous les habitants. Elle déplore « les troubles funestes qui ont agité depuis deux mois cette province, l'effervescence incroyable des esprits et les pernicious excès d'une licence effrénée qui a fait violer toutes les lois et les droits les plus sacrés, méconnaître l'autorité légitime, détruire toute subordination, briser les liens du pacte social et renverser l'ordre et l'harmonie dans toutes les parties de l'administration » (2). Elle prie instamment les bureaux intermédiaires de district de « calmer les esprits ».

... L'Assemblée Nationale (3) s'était précisément occupée de cette question des impôts. Pour éviter la création de nouvelles charges qui auraient encore accru le mécontentement général, elle avait décidé d'en appeler à tous les habitants du royaume et de faire établir dans chaque commune un registre de la contribution patriotique. Un règlement précis déterminait le paiement de cette contribution. Elle était fixée au quart du revenu, moins certaines déductions, et payable en trois fois (jusqu'au 1^{er} avril 1792). Quiconque possédait plus de quatre cents livres de revenu devait faire sa déclaration. Toutefois, « tous ceux dont le revenu n'est que de quatre cents livres, ensemble les hôpitaux et les hospices, ne seront assujettis à aucune proportion ; ils sont déclarés libres de fixer cette proportion selon leur volonté » (4).

Un registre des contributions patriotiques fut ouvert à Sillé le 7 décembre 1789.

1 Affiches du Maine, 17 août 1789.

2 Arch. de la Sarthe, C 97 n° 20. Arrêté imprimé.

3 L'Assemblée du Tiers s'était ainsi intitulée le 17 juin 1789.

4 Décret du 6-9 octobre 1789, Art. 13.

Les souscripteurs de cette première liste sont :

Jean-Baptiste BOUSSIRON, minime.....	317 livres
Charles PAULMIER, curé de Saint-Etienne.....	350 —
Jean MOUSSET, maréchal	100 —
Jacques PELU, marchand.....	200 —
BARREAU DE LA TOUCHE.....	300 —
François BLANCHARD, marchand.....	240 —
Jeanne SERVEAU, veuve.....	... —
Guillaume COULOMBU-DUPLESSIS	300 —
Jacques-René BACHELIER	72 —
BÉRANGER DE SARDY	200 —
JULLIOT DE LA MORANDIÈRE.....	27 —
Louise BODARD, veuve Thomas BILLARD.....	90 —
Thomas BODARD, bourgeois.....	60 —
Alexandre DE GUIBERT, écuyer.....	150 —
Louise LEBOURDAIS, veuve Jacques MOCQUEREAU, de son vivant marchand tanneur.....	30 —
J. BENOIT-THEVENARD, receveur des aides.....	400 —
Antonin THEVENIN, contrôleur des vingtièmes...	400 —
Michel COURVEAULLE, chanoine.....	180 —
Charles TROUILLARD, curé de Notre-Dame.....	120 —
J. LIVET, chanoine.....	298 —
P. LAURENT-LALANDE, chanoine	120 —
Nicolas ROGER, receveur du grenier à sel.....	150 —
Julienne OGER, veuve DELAMARCHE.....	72 —

Les souscriptions des deux autres listes seront beaucoup moins élevées. Certains chanoines de la Collégiale feront même de fausses déclarations. Le Conseil général de la commune les taxera d'office (1). Le chanoine D'AUBIGNY, qui avait donné 60 livres seulement, sera taxé à 190; le chanoine COISNON, qui avait donné 30 livres, sera taxé à 220 !... (2).

¹ En vertu sans doute de l'art. 1 du décret du 8-20 août 1790. « Dans le cas où les contribuables auront négligé de faire leur déclaration, le conseil général de la commune sera chargé d'y suppléer par une taxe d'office qu'il fera en son âme et conscience... ».

² Ms BACHELIER.

L'année 1789 s'achève dans une incertitude générale. Les graves événements, survenus, soit à Paris, soit en province, entretiennent le peuple dans une sourde irritation. La petite ville de Sillé-le-Guillaume, quelque temps désemparée par la démission soudaine des membres de son Hôtel de Ville, se trouve dirigée tant bien que mal. L'ordre est sauvegardé par la milice citoyenne, par la maréchaussée et par un détachement de dragons (1). Mais, au fond, la situation est bien précaire. Il est temps que l'Assemblée Nationale songe à réorganiser de fond en comble la vieille administration provinciale...

1 Ce détachement appartenait au régiment de Chartres-Dragons, en garnison au Mans depuis octobre 1788, et commandé depuis décembre par M. de VALENCE. Les dragons, à Sillé, furent logés chez les habitants. Cette nouvelle charge pour les citoyens accrut encore considérablement les plaintes et le mécontentement général. — Sur le régiment des dragons, cf. TRIGER. « L'année 1789 au Mans... », p. 89. — « Le régiment de Chartres-Dragons »; Revue hist. et arch. du Maine, T. XXVI, p. 337-351.

CONCLUSION

Depuis les premières années du XVIII^e siècle, Sillé-le-Guillaume vivait fort paisiblement. Une existence monotone, des mœurs quasi-patriarcales : ainsi aurait-on pu caractériser la vie dans cette petite cité. Le régime seigneurial, sans pressurer outre mesure vassaux et censitaires, présente néanmoins d'incontestables abus. Les officiers seigneuriaux sont respectés; les habitants leur font confiance, mais le vieux cadre féodal entrave partiellement le libre essor de l'agriculture; les petits propriétaires, d'année en année plus nombreux et plus indépendants, supportent avec peine cette domination qui ne peut s'expliquer... Sillé-le-Guillaume est une ville pieuse; dans l'esprit des habitants, la vie religieuse et la vie communale ne se dissocient pas; mais si les curés des deux paroisses jouissent de l'affectueux respect de toute la population, les chanoines de la Collégiale se discréditent par leurs exigences, leurs tracasseries et leurs chicanes. La dîme, comme les droits seigneuriaux, ne se justifie plus. Les impôts royaux, la taille notamment, sa répartition quelquefois odieuse et toujours arbitraire, son fâcheux mode de perception appellent, sinon une suppression radicale, du moins d'inévitables transformations. La milice, qui rend si manifeste par les exemptions l'inégalité des classes sociales, excite à juste titre dans les campagnes la colère des paysans. La corvée des chemins, mise en pratique avec justice et bon sens, pouvait avoir les plus heureux résultats, mais la routine administrative, les illogismes bizarres, partant la mauvaise volonté des corvéables, ont hâté sa disparition. Elle est remplacée par un impôt en argent, mais la construction des routes au moyen des adjudications, reste encore singulièrement défectueuse. Le régime municipal si variable au cours du XVIII^e siècle, nécessite encore à la fin de l'ancien régime, malgré le règlement de 1787, une réforme plus démocratique.

1789 ! Une immense vague d'enthousiasme déferle sur le royaume. A Sillé-le-Guillaume, comme dans toutes les autres paroisses de la province, les habitants rédigent fébrilement leur cahier de doléances, encore sous le coup de la surprise et de la joie. Mais les plus généreuses des illusions s'évanouissent tôt..., telles les roses, elles ne durent que « l'espace d'un matin ». Bientôt, les grains se font plus chers, on redoute la famine; les émeutes éclatent; la Grande Peur surexcite l'opinion publique; l'Hôtel de Ville démissionne; Sillé-le-Guillaume demeure sans administration régulière; l'année 1789 se termine dans une inquiétude générale.

Au printemps de 1790, les nombreuses élections occuperont toutes les pensées; les votes seront continuels. A Sillé-le-Guillaume, on élira des officiers municipaux, des administrateurs pour le district, des juges pour le tribunal, des citoyens pour le bureau de paix et de conciliation, un juge de paix et ses assesseurs... Les élections, toujours précédées d'une messe à l'église Notre-Dame, s'accompliront en général avec calme, car si le peuple a pris conscience de ses droits, il sait prendre aussi conscience de ses devoirs... Puis, ce sera la Constitution civile du clergé qui sèmera la division dans la petite ville et dans tout le district; la Collégiale sera supprimée — avec justice; déjà les redevances seigneuriales auront été, en principe, abolies..., l'arrestation du roi à Varennes suscitera à Sillé un *Te Deum*..., et bientôt, en 1793, les pusillanimités disparaîtront; les anciens sujets de la duchesse DE CHATILLON deviendront des citoyens au sens large et généreux du mot — citoyens encore timorés, il est vrai, dont l'administration stimulera plus d'une fois l'esprit patriotique et le zèle républicain. Mais Sillé, petite ville forte de ses droits, déjà libérée de sa tutelle seigneuriale, rompra définitivement tout lien avec le passé féodal et s'appellera la libre cité de Sillé-la-Montagne. Les rues se transformeront en « rue Marat », « rue Brutus »; la déesse Raison sera fêtée solennellement...

En France, les jours seront alors sombres et sanglants; mais quand la tourmente se dissipera, à nouveau ce sera la tranquillité de jadis, à nouveau la petite ville de Sillé suivra, dans une prospérité paisible, son humble et obscure destinée...



Madame la princesse DE CONTI (1666-1739)

APPENDICE I

Marie-Anne de Bourbon, Légitimée de France, Princesse de Conti

*« L'herbe l'aurait portée; une fleur n'aurait pas
Reçu l'empreinte de ses pas... »*

LA FONTAINE.

La Cour était installée à Vincennes depuis le 19 août 1666. C'est là que, le 2 octobre, au matin, Louise-Françoise DE LA BAUME LE BLANC DE LA VALLIÈRE, maîtresse du Roi, mettait au monde une fille. Cette naissance, qui revêtit un caractère particulièrement tragique, fut pour l'infortunée Louise une des phases les plus humiliantes et les plus douloureuses de sa vie (1).

L'enfant reçut les prénoms de Marie-Anne; l'année suivante, elle fut légitimée. Il n'y eut pas, à vrai dire, de lettres-patentes uniquement relatives à sa légitimation, comme il y en aura, par exemple, pour le comte DE VERMANDOIS, mais dans l'érection du duché-pairie de la Vallière (13 mai 1667), elle est ainsi désignée : « ... Marie-Anne, fille dud. seigneur Roy, laquelle il aurait déclarée légitime et capable de tous honneurs, droits et effets civils... » (2). Sa bâtardise différa, du reste, de celle des enfants naturels que Louis XIV eut, par la suite, de Madame DE MONTESPAN.

1 Cf. « Mémoires » de M^{lle} de MONTPENSIER, p. 398. — J. LAIR. « Louise de la Vallière... », p. 179. — Gabrielle BASSET D'AURIAC, p. 72-73. — Par une coïncidence curieuse, cette bâtarde de Louis XIV naissait l'année même de la mort d'Anne d'Autriche.

2 Arch. Nat. X¹a 8395, f^o 108 vo.

Marie-Anne DE BOURBON, bientôt appelée Mademoiselle DE BLOIS, passa ses premières années chez Madame COLBERT; elle fut élevée avec les filles de cette dernière et resta longtemps sans que l'on connût sa véritable naissance. COLBERT rendait compte au Roi de l'état de santé de sa fille (1).

Le 12 janvier 1674, la jeune Marie-Anne, alors âgée de 8 ans, fit ses débuts à la Cour. Elle portait un joli petit habit de velours noir, une parure de diamants et une bavette de point de France (2). Sa mère, la duchesse DE LA VALLIÈRE, était présente; elle appelait sa fille « mademoiselle » et la future princesse l'appelait avec une respectueuse gentillesse « belle-maman ». Elle dansa; elle émerveilla tous les courtisans et toutes les dames de la Cour, en particulier Madame DE SÉVIGNÉ, par son adresse naturelle et sa gracieuse souplesse. Le 15 janvier, elle fut proclamée dans une réunion de petites filles et de petits garçons, « un chef-d'œuvre » et les mille « chosettes sorties de sa belle bouche » enchantèrent et ravirent son royal père (3).

L'éducation de Mademoiselle DE BLOIS fut assez singulière. Elle présenta un excès de sévérité et un excès de grandeur. Il fallut, par exemple, un ordre particulier du Roi, en 1677, pour que Marie-Anne ne portât plus sa bavette d'enfant (4).

D'autre part, son train de maison, ainsi que celui de son frère, le comte DE VERMANDOIS, était organisé avec une magnificence fastueuse. Elle avait 10.000 livres de pension qui, du reste, ne lui suffisaient pas, car elle en dépensait 12.500; en 1676, elle reçoit 1.100 livres d'étrennes et 2.200 livres au cours de l'année pour ses menus plaisirs; en 1677, elle a un page et quatre valets de pied; ses écuries sont fort bien montées (5).

Mademoiselle DE BLOIS était à peine entrée dans son adolescence qu'on s'occupa de la marier. SAINT-SIMON mentionne une singulière alliance projetée par Louis XIV entre GUILLAUME D'ORANGE et Marie-Anne. Aucun autre auteur contemporain, semble-t-il, ne parle de ce projet; il faut donc l'envisager comme

1 Lettres, instructions et mémoires de COLBERT.

2 Lettre de M^{me} de SÉVIGNÉ, 12 janvier 1674. Lettre 369.

3 Lettre de M^{me} de SÉVIGNÉ, 19 janvier 1674. Lettre 372.
J. LAIR, *ouv. cit.*, p. 304-305.

4 Lettres de COLBERT, T. VI, p. 338.

5 Arch. Nat., R3 107.

assez problématique. Au contraire, dès 1679, des bruits coururent sur un mariage probable avec le prince DE CONTI. Le grand CONDÉ et Madame DE MONTESPAN travaillèrent de leur mieux à sa réalisation; celle-ci, préoccupée de l'établissement de ses propres enfants, agissait en bonne mère; celui-là, soucieux des intérêts et de l'honneur de sa maison, agissait en bon courtisan. L'affaire devint publique à la fin de l'année; Marie-Anne fut chargée par Louis XIV d'annoncer à sa mère, devenue sœur LOUISE DE LA MISÉRICORDE, alors au carmel de la rue Saint-Jacques, tout « ce qu'il faisait pour elle ». La pauvre Louise, au fond de son cloître, dut certainement savoir gré au roi de cette suprême et tendre marque d'affection.

Louis-Armand DE BOURBON, prince DE CONTI, était alors âgé de dix-huit ans (1). Il vécut, avec Mademoiselle DE BLOIS, un amour de roman; le roi s'amusa fort de leur inclination; le prince DE CONTI était transporté; il voulait voir à chaque instant la jeune princesse; Madame COLBERT s'y opposait; il forçait les portes, se jetait aux pieds de Marie-Anne, l'embrassait; des pleurs de joie coulaient de leurs yeux. « Cette bonne petite princesse est si tendre et si jolie que l'on voudrait la manger », écrit Madame DE SÉVIGNÉ (2). Parmi les courtisans, les uns gens sérieux, étaient scandalisés par ce mariage avec une bâtarde, les autres, plus indulgents, recommandaient au futur époux de ménager surtout « le beau-père ». L'infortuné CONTI vivait dans des transes continuelles; il craignait sans cesse qu'un événement imprévu ne vînt mettre fin à son bonheur et faire évanouir tous ses rêves; le Roi prenait plaisir à tourmenter ainsi le jeune homme. Enfin, le lundi 15 janvier 1680, Louis-Armand DE BOURBON et Mademoiselle DE BLOIS étaient fiancés solennellement à Saint-Germain, par le cardinal DE BOUILLON; le contrat de mariage fut reçu par « Messieurs de Chasteauneuf et de Seignelay », devant le Roi, la reine MARIE-THÉRÈSE, le dauphin, Monsieur, Madame, la princesse Anne D'ORLÉANS, la duchesse DE MONTPENSIER, la grande duchesse DE TOSCANE,

1 On trouvera une longue notice biographique sur le prince de CONTI dans « Une Nièce de Mazarin : la princesse de Conti » d'Ed. de BARTHÉLEMY, p. 319-330.

2 Lettre à Madame de GRIGNAN (27 décembre 1679). Lettre 765.

la duchesse DE GUISE, le duc D'ENGHIEN, Louis DE BOURBON, prince DE CONDÉ, oncle du fiancé; Marie-Thérèse DE BOURBON, fille du duc D'ENGHIEN; la princesse DE CARIGNAN, le comte DE VERMANDOIS, frère de la fiancée, le duc DU MAINE, Louise Françoise DE BOURBON, légitimée de France. Par ce contrat de mariage, le roi donne à sa fille un million de livres, dont 800.000 livres serviront à l'acquisition de terres et seigneuries; une pension annuelle de 100.000 livres; il accorde aussi au fiancé 150.000 livres (1).

Le soir des fiançailles, toute la famille royale assista à la représentation de « *Bellérophon* ».

Le lendemain, 16 janvier, eut lieu la cérémonie du mariage. Elle fut célébrée dans la chapelle de Saint-Germain par le cardinal DE BOUILLON, « à la face du soleil » (2). La jeune princesse DE CONTI était « romanesquement belle » (3). Toute vêtue de blanc, elle avait sur elle quantité de perles et de diamants qui rehaussaient la blancheur et l'éclat de son teint. Sa tête était couronnée de cinq rangées de perles que la reine avait tenu à lui attacher elle-même. Quant au jeune prince, il portait un habit de satin couleur de paille, bordé de noir, enrichi de diamants; il avait un chapeau noir, avec plumes couleur orange « mouchetté de blanc »; ses souliers, son cordon, l'attache de son ceinturon et son épée resplendissaient de diamants.

Le mariage fini, le cardinal DE BOUILLON procéda au baptême du fils de S. A. S. Monsieur le Duc. Les réjouissances profanes ne se firent que le soir. La troupe royale joua devant l'illustre compagnie, dans la salle des Ballets, l'« *Iphigénie* », de RACINE. Le choix de cette pièce était des plus heureux; n'est-elle pas le symbole de l'innocence et de la piété filiale?... Après la comédie, le cardinal bénit le lit nuptial et la table du festin. Elle avait été dressée dans la grande galerie. L'extérieur du château se dorait dans la nuit sombre des plus brillantes illuminations. A l'intérieur de la galerie, tout ornée de lustres

1 L'original du contrat est aux Archives Nationales, K 542 (signatures des membres de la famille royale). Copie dans R3 83.

2 Lettre de M^{me} de SÉVIGNÉ à M^{me} de GRIGNAN (17 janvier 1689). Lettre 77a.

3 *Id.*

et de candélabres garnis d'une quantité prodigieuse de bougies, resplendissait la table royale (1). Le fonds de la salle se trouvait tapissé d'une riche tenture de velours violet avec broderies d'or aux armes de France. Mais ce qui excita l'admiration des convives ce fut la présence sur la table, en plein mois de janvier, d'anémones, de jacinthes, de jasmins d'Espagne, de tulipes et de feuilles d'orangers s'épanouissant dans de magnifiques corbeilles d'or et d'argent (2). Et les chatoyantes toilettes des princesses royales, les colliers de perles, les parures de diamants, les somptueux bijoux étincelaient aux lumières vives et crues des flambeaux et des girandoles... Le festin dura deux heures; on servit près de 600 grands plats; le même soir, Leurs Majestés firent l'honneur au prince et à la princesse DE CONTI de leur donner la chemise. Le Roi embrassa tendrement sa fille, quand elle fut au lit; il la pria « de ne rien contester à M. le prince DE CONTI et d'être douce et obéissante » (3).

Ce mariage princier fut chanté par les poètes, en particulier LA FONTAINE; il composa un épithalame d'une exquise délicatesse (4).

Hélas ! le grand amour que les deux enfants avaient cru pouvoir se jurer à jamais, ne fut, en réalité, qu'un feu de paille; trois mois ne s'étaient pas écoulés que la jeune princesse dédaignait son époux, le traitait avec mépris et flirtait, si l'on ose dire, avec son beau-frère, l'élégant prince de la Roche-sur-Yon. Elle devint bientôt « méchante comme un petit aspic » pour son mari (5). Une jalousie exaspérée s'empara du prince DE CONTI; il changea complètement; il n'écouta plus les sages et utiles conseils que lui donnait la sœur LOUISE DE LA MISÉRICORDE, sa belle-mère; ses sentiments vertueux se transformèrent du tout au tout; il sombra dans la débauche.

1 Le « Mercure » est particulièrement prolixe sur les illuminations de cette fête.

2 De nos jours, le fait n'aurait rien de surprenant, mais au XVII^e siècle il pouvait passer pour prodigieux.

3 Lettre de M^{me} de SÉVIGNÉ (17 janvier 1680). Lettre 772.

4 LA FONTAINE. « Œuvres », T. IX, p. 164 et suiv. — Sur le mariage de la princesse, cf. le « Mercure » (janvier 1680); Cf. Arch. Nat. O¹ 3620. — Bib. Nat. Lb37 3737. — Lettres de M^{me} de SÉVIGNÉ, 772 et 774. — Cf. aussi les Mémoires du temps.

5 Lettre de M^{me} de SÉVIGNÉ (14 juillet 1680). Lettre 831.

Le Roi dut plus d'une fois tancer vertement sa fille, soit pour ses fâcheuses assiduités près du beau-frère, soit même pour les peccadilles les plus puériles. La princesse DE CONTI se montrait, en effet, frivole et espiègle; un jour de Fête-Dieu, par exemple, à la grand'messe, elle joua avec son pain bénit pendant tout l'office; comme bien on pense, elle fut fortement réprimandée par son père (1).

Elle avait pourtant, pour la guider, une personne d'un caractère digne de tout éloge, sa dame d'honneur, la comtesse DE BURY. Mais Marie-Anne était d'une nature si volage et si rieuse que les plus sages remontrances ne la corrigeaient en rien.

Elle avait à son service, outre sa dame d'honneur, sept autres filles ou dames : Madame BINET, Mesdemoiselles ROYON, GEOFFROY, TOINON, MADELON, BLÉSEAU et POMMERAY; des gentilshommes, des pages, des valets, etc... Il y avait dans la maison DE CONTI, pour le service de LL. AA. SS., 106 domestiques (2).

En juillet 1683, mourait la reine Marie-Thérèse. Comme les autres princesses, suivant le protocole de la cour, Marie-Anne vint en mante jeter de l'eau bénite sur le corps; et lors du transfert à Saint-Denis (10 août), elle occupait un des cinq carrosses drapés de noir qui accompagnaient la feuë Reine (3).

Le 23 juillet 1685, elle assiste au mariage de Mademoiselle DE NANTES avec LOUIS, duc DE BOURBON; le fiancé avait seize ans et la fiancée douze ans. « On sentait si bien qu'on offensait non seulement la raison, mais la nature, que le soir on ne coucha ces enfants dans le même lit que pour la forme » (4). Cette noce, brillamment célébrée, excita particulièrement la verve de la princesse DE CONTI.

Son mari, pour qui elle avait été si dure, était parti en Hongrie combattre les Turcs malgré les ordres formels du roi (5); peu après ce départ, Marie-Anne, « soit esprit de contradiction, soit retour de tendresse », éprouva pour son mari absent les plus

1 Bib. Nat. Ms 10265, f^o 25 vo.

2 Arch. Nat., K3 108.

3 Arch. Nat., O1 1043.

4 J. LAIR. Ouv. cit., p 352.

5 Marquis de SOURCHES. « Mémoires », p. 63.

tendres sentiments; ils se pardonnèrent leurs torts mutuels, se réconcilièrent et s'écrivirent maintes lettres. La princesse racontait à son époux les mille petits potins de la cour; elle y ajoutait souvent des réflexions amères et satiriques sur tel personnage en vue. Elle osa même critiquer Madame DE MAINTENON. Bien que pour leur correspondance ils n'aient pas fait usage de la poste, le roi parvint à intercepter plusieurs lettres. La coupable fut sermonnée et n'obtint son pardon qu'à l'intercession de celle qu'elle avait visée : Madame DE MAINTENON. La rancune royale se manifesta pourtant pendant plusieurs mois, et la princesse, au lieu d'aller courre le cerf avec le roi et les dames de la cour dans les forêts voisines, se morfondit dans ses appartements (1).

Elle tomba malade à Fontainebleau; elle eut la fièvre; bientôt la petite vérole se déclara. Le prince DE CONTI, un peu rentré dans les bonnes grâces du roi, était revenu en France; il accourut au chevet de sa femme et la soigna avec le plus admirable dévouement. Marie-Anne guérit, mais le prince fut emporté en quelques jours par le mal contagieux. Il mourut le 9 novembre 1685, « en badinant avec madame sa femme et ses amis » (2). Il est hors de doute que sa conduite généreuse fut inspirée uniquement par grandeur d'âme et par amour conjugal. Pourtant, sa réputation de mari éconduit avait été telle que LA BRUYÈRE écrivait dans ses « Caractères » : « Nous faisons par vanité ou par bienséance les mêmes choses et avec les mêmes dehors que nous ferions par inclination ou par devoir. Tel vient de mourir à Paris de la fièvre qu'il a gagnée à veiller sa femme qu'il n'aimait pas » (3). « *Tel*, c'est le prince DE CONTI. Ainsi se forment et se propagent les jugements humains » (4).

Marie-Anne fut inconsolable; le Roi lui témoigna les plus sensibles marques d'amitié; il prit le deuil du prince, mais au souvenir du jeune homme disparu, le cœur de la « belle veuve »

1 DANGEAU. « Journal », T. I, p. 220 et suiv. — Marquis de SOURCHES. « Mémoires », p. 248, 260.

2 Madame de CAYLUS. « Souvenirs », p. 497.

3 LA BRUYÈRE. « Caractères », ch. IX.

4 J. LAIR. Ouv. cit., p. 354-355. — Sur la maladie et la mort du prince de CONTI, cf. le « Journal » de DANGEAU, T. I, p. 230-253. — Marquis de SOURCHES, « Mémoires », p. 333-338. — M^{lle} de MONTPENSIER. « Mémoires », p. 518. — Bib. Nat. Ms 10265 f^{os} 73 vo-85 vo — Sur la disgrâce des princes de CONTI, cf. SAINT-SIMON. « Mémoires », T. XVII. Appendice 2.

se fondait en désespoir. Puis les semaines s'écoulèrent; peu à peu, la douleur s'apaisa; les sourires égayèrent à nouveau le visage de Marie-Anne; elle devint rieuse comme auparavant (1).

La princesse DE CONTI devenait veuve, sans enfants, à 19 ans. Elle aurait eu besoin, comme un enfant, d'une continuelle surveillance. Le train de sa maison fut soigneusement réglé par Louis XIV lui-même. En 1686, les personnes à la suite de S. A. S. et les domestiques étaient les suivants :

Dame d'honneur de la princesse : La comtesse DE BURY, qui sera remplacée par la marquise D'URFÉ.

Filles d'honneur : Mesdemoiselles DE CHOIN, DE VIANTAIS, DE HAUTEFORT, DE SANSAY, ROYON.

Femmes de chambre : Madame BINET, Mesdemoiselles TOINON, POMMERAY, BLÉSEAU, LEGRAND.

Deux femmes à la comtesse DE BURY, deux femmes aux filles d'honneur, une femme à Mademoiselle ROYON.

Gentilshommes : MM. DE VAUX, DE CHAMFVAL, DU JON, DE BLESELLE, D'APREMONT, DODART, médecin de S. A. S., LENOIR, VIDONNE, aumônier de S. A. S., LECLERC, GAUTIER, OURRY.

Pages : Le sieur JOIGNY, gouverneur des pages; CASTILET, DE VAUX, BRICQUEVILLE, DE LA BRETONNIÈRE.

La domesticité comprenait des laquais, des valets de chambre, des garçons (laveurs de vaisselle, rôtisseurs, tournebroche, porteur d'eau, etc...).

La dame d'honneur n'avait aucun appointement; les filles d'honneur recevaient chacune deux mille livres. Les pages portaient un joli costume bien seyant. Il comprenait un justaucorps et une culotte de drap avec une veste de velours. La culotte et la veste étaient bleues; ceux qui étaient en âge de monter à cheval avaient des bottes. Le justaucorps des domestiques était en serge de Romorantin (2).

1 Lettre de M^{me} de SÉVIGNÉ au président de MOULCEAU (24 novembre 1685). Lettre 932. — A Sillé-le-Gillaume, les chanoines de l'église Notre-Dame célébrèrent un service pour le repos de l'âme du prince d. CONTI. Arch. Nat. R3 110.

2 Arch. Nat. R3 109. — En 1689, le total des gages monte à 32.815 livres 8 sols 4 deniers. — Arch. Nat. R3 110.

Les devoirs respectifs de chaque garçon, le nombre de plats qu'il fallait à la table de S.A.S. et à toutes celles des domestiques, les diverses fonctions des pages, tout était minutieusement réglé.

Quand S.A.S. allait en voyage, elle emmenait généralement dans son propre carrosse sa dame et ses filles d'honneur; les gentilshommes, les pages, les femmes de chambre et la domesticité suivaient soit en carrosse, soit à cheval. Pour les voyages qui duraient plusieurs jours, elle ne se servait d'ordinaire que de 3 carrosses (1).

Le total de ses biens, au début du XVIII^e siècle, dépassait 3.500.000 livres, dont 550.000 livres en bijoux, en vaisselle et en meubles. Une seule paire de boucles d'oreille valait 15.000 livres (2). Tous ses biens étaient gérés par un conseil d'administration, dit le « Conseil de S.A.S. » (2). Il délibérait sur toutes les questions relatives au train de maison, aux dépenses à effectuer, aux diverses seigneuries possédées par la princesse. Cette dernière n'avait plus qu'à signer les délibérations (3).

Marie-Anne était alors duchesse DE PENTHIÈVRE et DE LA VALLIÈRE et dame des baronnies de Sillé-le-Guillaume, Montmirail, Authon, la Basoche et Pagny. Sa résidence habituelle était la Cour. Elle possédait un appartement dans le château de Versailles, au rez-de-chaussée de l'Aile du Midi, ayant vue sur les jardins. Ses voisins étaient le prince DE CONDÉ, Madame la Princesse, fille du Roi, le duc DE BOURBON, Madame la Duchesse, le Grand Ecuyer (4). Elle avait encore un hôtel à Paris, situé dans la rue des Poulies, paroisse de Saint-Germain-l'Auxerrois, un hôtel à Saint-Germain-en-Laye, l'hôtel dit de Loménie à Fontainebleau (5), enfin une somptueuse demeure

1 Arch. Nat., R3 109.

2 Arch. Nat., R3 112. — Cf. aussi R3 114.

3 Au sujet de la signature de la princesse, A. de BOISLILE a toute une discussion (Mémoires de SAINT-SIMON, T. III, p. 139, note 3). Dans tous les papiers de la princesse que nous avons consultés, et ils sont nombreux, elle signe ainsi : « Marie-Anne de BOURBON, f. de France ». Jamais sa signature n'a varié. (Cf. son testament).

4 FÉLIBIEN. « Description... de Versailles », p. 206. — P. de NOLHAC. « Histoire du château de Versailles », T. II, p. 74. — Cf. Arch. Nat., R3 109; cf. aussi O¹ 1781 où il y a un plan de l'appartement de la princesse de CONTI à Versailles (sous le numéro 52); ces plans sont bien portérieurs, il est vrai, à la description de FÉLIBIEN.

5 Depuis 1687 seulement. Elle l'avait acheté 27,500 livres. Cf. Arch. Nat., X 12 9164.

dans la ville de Versailles, sur l'emplacement de l'Hôtel de Ville actuel, l'hôtel DE CONTI. La princesse en avait hérité de son frère, le comte DE VERMANDOIS, en 1683. Derrière les bâtiments s'étendaient de vastes et splendides jardins où fleurissaient à la belle saison les tulipes, les jonquilles, le narcisses, les jacinthes, les renoncules, les anémones... Des rosiers, des vignes vierges, des lilas de Perse et maints autres arbustes contribuaient au charme de ces merveilleux jardins. En 1690-1691, Marie-Anne y avait fait édifier par MANSART un petit pavillon qui s'appela le Pavillon des Bains et qu'elle fit meubler magnifiquement. Elle donna plusieurs fêtes et des comédies dans son bel hôtel et dans ses jardins de Versailles (1).

Elle avait un goût assez vif, semble-t-il, pour les arts, notamment la musique; elle était de caractère généralement affable, généreuse et « bonne amie », s'empressait de rendre service à toutes les personnes pour qui elle éprouvait de l'amitié et savait être reconnaissante; son esprit, sans avoir de ces réparties étincelantes qui sont admirées dans les salons, n'avait pas cette médiocrité qu'on s'est plus à lui donner. Madame la princesse DE CONTI possédait de réelles qualités; malheureusement, elles se trouvaient gâtées par une « humeur » dont tous les mémoires du temps font mention et dont la princesse elle-même reconnaissait la vivacité. Elle écrivait au duc DE VENDOME le 4 septembre 1697 : « Vous savez que je suis fort embarrassée de faire des compliments; je sais seulement dire ce que je pense, peut-être trop vivement. Ne trouvez pas, je vous prie, que ce soit un défaut, car je ne saurais jamais me corriger d'être sincère » (2). Ainsi, ce qui, chez d'autres est défaut était chez elle sincérité; mais les contemporains formulaient de tout autres jugements.

Si l'on dénigrait l'esprit, on savait rendre hommage à la beauté. La princesse DE CONTI était une des plus belles, sinon la plus belle, parmi les dames et les filles de la Cour; sa taille

1 BRUNET. « L'hôtel de ville de Versailles et ses peintures anciennes ». Alph. BERTRAND. « L'hôtel de ville de Versailles », dans la revue « Versailles illustré », T. I, p. 137, T. II p. 25 et 137, T. IV p. 61. — L. DUSSIEUX, « Le château de Versailles », T. II, p. 427-431. — Cf. Arch. Nat. R3 110 et R3 112.

2 Bib. Nat., Ms 14217.

mince et élancée, son port majestueux, émerveillaient les jeunes courtisans; elle avait, nous dit Madame, « un air de reine » (1); on l'appelait la Grande Princesse, et plus d'une fois, les poètes chantèrent les attraits de Marie-Anne. Un faux bruit circula en 1695 d'après lequel la princesse DE CONTI donnerait son portrait au poète qui ferait le plus beau sonnet à sa louange sur des bouts-rimés; aussitôt, tout un groupe de rimeurs se mit à la besogne et célébra sur tous les tons « et la taille et le buste » de la princesse (2). Mais le plus joli poème qu'elle inspira avait été composé par LA FONTAINE, six ans plus tôt. En 1689, le fabuliste avait rencontré un soir la jeune princesse qui se rendait au bal; il fut ému à un tel point qu'il en rêva la nuit. Il chanta son rêve.

*La déesse Conti m'est en songe apparue;
Je la crus de l'Olympe ici-bas descendue;
Elle étalait aux yeux tout un monde d'attraits,
Et menaçait les cœurs du moindre de ses traits
...Quand Morphée à mes sens présenta son image,
Elle allait en un bal s'attirer maint hommage.
Je la suivis des yeux; ses regards et son port
Remplissaient en chemin les cœurs d'un doux transport.
Le songe me l'offrit par les Grâces parée;
Telle aux noces des dieux ne va point Cythérée,
Telle même on ne vit cette fille des flots
Du prix de la beauté triompher dans Paphos.
Conti me parut lors mille fois plus légère
Que ne dansent au bois la nymphe et la bergère;
L'herbe l'aurait portée; une fleur n'aurait pas
Reçu l'empreinte de ses pas... (3)*

La renommée de sa beauté se répandit jusqu'au Maroc. Le féroce empereur Mouley Ismaël, sollicita de Louis XIV le portrait

1 Lettre à la raugrave Amélie-Elisabeth (21 janvier 1700), T. I, p. 214.
— Cf. les éloges dithyrambiques de SPANHEIM. « Relation de la Cour de France... » (édit. BOURGEOIS), p. 200-203.

2 Cf. de nombreux sonnets dans le Ms 12691 (Bib. Nat.), f^{os} 395, 397, 401, 402, 403, 405, 407, 409, 411.

3 LA FONTAINE. « Œuvres », T. VIII, p. 449 et suiv.

de sa fille et, sur un rapport de l'ambassadeur ABDALA BEN HAÏSSA, il la demanda en mariage. Toute la Cour fit des gorges chaudes de cette demande burlesque; le Roi répondit naturellement par un refus catégorique, et MADAME, dans une lettre à la duchesse de Hanovre, concluait en parlant de la princesse DE CONTI : « Toute sa vie est fort romanesque, et pour que le roman fut complet, il faudrait que le roi du Maroc la fit enlever et que les chevaliers amoureux d'ici l'allassent délivrer... » (1).

Marie-Anne triomphait particulièrement dans la danse. Dès son plus jeune âge, elle étonnait ses maîtres par son adresse dans l'art chorégraphique. Les années d'adolescence ne firent qu'accroître sa souplesse et son agilité; elle était de tous les bals de la Cour; à chaque fois, elle y remportait de nouveaux succès. Au carnaval de 1683, par exemple, elle dansa dans le grand appartement du Roi avec Mademoiselle DE LAVAL; tous les yeux restaient sous le charme des deux jeunes femmes. « Elles se tenaient sous les bras; elles paraissaient être attachées; c'étaient deux corps qui n'avaient qu'une âme, tant les pas de leur danse étaient réglés et mesurés... » (2).

Tous les hommages que les courtisans prodiguaient à la « déesse CONTI » lui suscitaient bien des envieux; des chansons satiriques, quelquefois assez fondées, circulaient sur son compte : la petite vérole avait un peu terni le teint de la princesse; il se couperosait; les jaloux, ou plus exactement les jalouses, saisirent l'occasion; on chansonna Marie-Anne :

*La jonquille et la violette,
Princesse, forment votre teint;
Bientôt vous lorgnerez en vain;
Adieu paniers; vendanges sont faites.*

(Sur l'air des « Vendanges de Suresnes ») (3)

L'auteur fait méchamment allusion aux regards trop prolongés de la princesse sur les courtisans qui lui plaisaient.

1 Lettre à la duchesse de HANOVRE (27 décembre 1699). — Cf. E. PLANTEY, « Muley Ismaël, empereur du Maroc, et la princesse de CONTI », Paris, PLON, 1912 (Extrait de la Revue historique diplomatique).

2 « Relation des assemblées faites à Versailles... pendant le carnaval de l'an 1683 ».

3 Bib. Nat. Ms 12692, f° 45.

Sa vie s'écoulait ainsi dans le cadre grandiose de Versailles; Marie-Anne était de presque tous les Marly; les comédies, les ballets, les promenades en calèche, les collations, les opéras, les réceptions... et les galanteries occupaient toutes ses journées (1). La frivolité d'un tel passe-temps alarmait sa pauvre mère, LOUISE DE LA MISÉRICORDE, reléguée dans le carmel de la rue Saint-Jacques. Dans une lettre à Denis DODART, médecin de sa fille, elle écrivait : « J'espère beaucoup, par votre attention, pour l'âme aussi bien que pour le corps de cette pauvre femme. » Elle, Marie-Anne, riche, enviée, jolie, était traitée de « pauvre femme ! » « C'est ainsi que du haut du Carmel on juge les grandeurs du monde » (2).

La princesse s'était particulièrement liée d'amitié avec le dauphin. Ils éprouvaient l'un pour l'autre une inclination naturelle; Monseigneur était « fourré » chez Marie-Anne des jours entiers; il rencontrait chez elle les demoiselles de LILLEBONNE, intimes amies de la princesse, qui avait été leur bienfaitrice, Madame de CHATILLON et les demoiselles d'honneur (3); lorsqu'il revenait de la chasse au cerf ou au loup, il se reposait dans le pavillon des Bains, où il avait de longs entretiens avec sa demi-sœur; il lui offrait des collations tantôt près de Trianon, tantôt à la Ménagerie, tantôt sur le canal; ils allaient tous deux à Paris entendre l'opéra ou se promener sur le Cours, fort à la mode. C'est au retour d'un de ces voyages, le 25 mai 1696, que le carosse du dauphin et de la princesse versa près de Roquencourt; sept personnes étaient à l'intérieur; aucune ne fut blessée (4). Quelquefois, Monseigneur menait Marie-Anne dans son château de Choisy, et à partir de 1695, dans son château de Meudon, où se donnaient des divertissements. A différents baptêmes de fils de domestiques, la princesse DE CONTI fut marraine et le dauphin parrain (5). La princesse pouvait avoir une heureuse

1 Le « Journal » de DANGEAU est très proluxe sur toutes ces questions.

2 J. LAIR, *Ouv. cit.*, p. 359-360.

3 Lettre de MADAME à la duchesse de HANOVRE (6 septembre 1696), T. I, p. 135. — SAINT-SIMON, « Mémoires », T. IX, p. 40-41.

4 « Journal » de DANGEAU, T. V, p. 210.

5 De GROUCHY. « Le château de Meudon », p. 60-61. — Les lettres de Madame, le Journal de DANGEAU, les lettres de M^{me} de MAINTENON, les mémoires de SOURCHES et de SAINT-SIMON donnent de nombreux détails sur cette intimité de la princesse et de Monseigneur.

influence sur l'esprit du dauphin, car il était d'une indifférence et d'une apathie inconcevables. Les plus graves affaires de l'Etat ne le préoccupaient guère (1); il appliquait, par contre, son attention à des futilités; un jour, à Fontainebleau, il énuméra par cœur, devant la princesse DE CONTI une liste de noms bizarres d'endroits de la forêt. « Mon Dieu ! Monseigneur, s'écria-t-elle, la belle mémoire que vous avez là ! C'est bien dommage qu'elle ne soit chargée que de pareilles choses ». Le dauphin ne sentit pas le reproche (2).

L'intimité de Monseigneur et de sa demi-sœur aurait pu porter ombrage à la dauphine, qui se trouvait délaissée; elle avait pris franchement son parti de la situation et prié Monseigneur de se divertir comme il l'entendrait, « pourvu qu'il lui conservât son cœur » (3). Mais entre elle et la princesse DE CONTI, il n'y eut pas toujours une bonne entente, et quand Marie-Christine mourut en 1690, on accusa même Marie-Anne d'avoir été la cause indirecte de cette mort; on prétendait, suivant le préjugé du temps, que les parfums excessifs de la princesse avaient ébranlé la santé de la dauphine lorsqu'elle accoucha du duc de Berry (4).

En 1694, il arriva à Marie-Anne une de ces fâcheuses aventures galantes, si nombreuses à la Cour et qui faisaient la secrète joie des courtisans. Elle avait à son service, comme fille d'honneur Mademoiselle DE CHOIN, nièce de la dame d'honneur, la comtesse DE BURY. « C'était une grosse fille, écrasée, brune, laide, camarde, avec de l'esprit et un esprit d'intrigue et de manège... » (5), « une vilaine femme puante », ajoute tudesquement MADAME (6). Si elle avait un physique désagréable, elle était, par contre, fort spirituelle, et elle sut s'attirer les bonnes grâces de Monseigneur, qui fréquentait alors assidument chez Marie-Anne. Le prince DE CONTI et le maréchal DE LUXEM-

1 SAINT-SIMON. « Mémoires », T. XVI, p. 327-328. — Lettre de MADAME à la duchesse de HANOVRE (4 septembre 1695).

2 SAINT-SIMON. *Id.*

3 Mémoires du Marquis de SOURCHES, p. 186-187.

4 Mémoires de SAINT-SIMON, T. II, p. 521; T. XXVIII, p. 235. — Arch. Nat., Ol 1043.

5 SAINT-SIMON. Mémoires, T. II, p. 187.

6 Mémoires de MADAME, T. II, p. 41. — MADAME a même d'autres expressions assez gaillardes.

BOURG s'aperçurent vite de l'ascendant que Mademoiselle DE CHOIN avait sur le dauphin; ils résolurent de le mettre à profit. Un enseigne des gendarmes de la garde, Alphonse-François DE CLERMONT DE CHATTE, comte de ROUSSILLON, s'était introduit chez la princesse DE CONTI; séduit par sa coquetterie et sa beauté, il devint bientôt son chevalier, puis son amoureux; la princesse ne lui fut pas cruelle; ils s'aimèrent. Monseigneur prit en affection l'amoureux de Marie-Anne; CONTI et LUXEMBOURG, remarquant la faveur particulière dont jouissait CLERMONT, s'abouchèrent avec lui; ils formèrent ainsi un complot « pour se rendre les maîtres de l'esprit de Monseigneur ». En conséquence, CLERMONT s'attacha à Mademoiselle DE CHOIN, dont il devint vite l'amant; ainsi, entraînait-il dans une intimité encore plus grande avec le dauphin. L'infortunée princesse DE CONTI était la dupe de ces trois vils courtisans, car elle croyait toujours à la fidélité de CLERMONT. Sur ces entrefaites, l'enseigne partit pour l'armée, où le maréchal DE LUXEMBOURG lui accorda toutes les distinctions qu'il put lui donner.

Le roi avait deviné qu'on manigançait autour de son fils quelque chose d'insolite; il usa du secret de la poste et intercepta ainsi : 1° des lettres de la princesse de CONTI à CLERMONT, et réciproquement; 2° des lettres de CLERMONT à Mademoiselle DE CHOIN.

L'enseigne infidèle avait même poussé la perfidie jusqu'à renvoyer à la CHOIN des lettres qu'il avait reçues de la princesse. Fort irrité, Louis XIV manda sa fille et lui découvrit toute la supercherie. Marie-Anne « se jeta aux pieds du roi, baignée de ses larmes et ne pouvant presque articuler; ce ne fut que sanglots, pardons, désespoir, rage... » (1). A l'amour-propre humilié de la victime dupée, se joignait la légitime colère de l'amante outragée.

CLERMONT reçut immédiatement l'ordre de se défaire de sa charge et de se retirer en Dauphiné; la CHOIN fut chassée, mais non ignominieusement, car les lettres interceptées avaient fait découvrir l'amitié de Monseigneur pour elle; la princesse DE

1 SAINT-SIMON. « Mémoires », T. II, p. 189-190.

CONTI envoya Mademoiselle DE CHOIN à l'abbaye de Port-Royal dans un de ses carosses (1). La cause de cette disgrâce fut tenue tout à fait secrète, et bien des courtisans ne la connurent qu'imparfaitement (2). Des chansons circulèrent cependant et criblèrent de sarcasmes la princesse et sa fille d'honneur (3). Marie-Anne essaya quelques années après, mais inutilement, de renouer des relations avec elle. Par la suite le dauphin continua à voir Mademoiselle DE CHOIN, d'abord à Paris, puis à Choisy et à Meudon. On prétend même qu'il l'épousa. Quoi qu'il en soit, elle s'installa à Meudon; il se forma là toute une petite cour fréquentée par quelques intimes, notamment la duchesse de Bourgogne. Chacune de ces réunions privées s'appelait un « *parvulo* »; c'était un grand honneur que d'être admis près de Mademoiselle DE CHOIN au « *parvulo* » de Meudon... Madame la duchesse y venait souvent; elle prenait une influence de plus en plus grande sur l'esprit du dauphin, au détriment de la princesse DE CONTI; et peu à peu, à l'ancienne amitié que Monseigneur prodiguait à Marie-Anne, succéda l'indifférence (4). Mademoiselle DE CHOIN resta à Meudon jusqu'à la mort du dauphin; elle reçut alors du roi une pension de 12.000 livres (5); elle mourut vers le milieu du XVIII^e siècle (6).

La princesse DE CONTI avait deux demi-sœurs : la duchesse DE BOURBON et la duchesse DE CHARTRES. Ce trio de jeunes femmes à la tête légère était toujours à l'affût de quelque plaisanterie. A un voyage de Trianon, elles se promenèrent ensemble fort avant dans la nuit; tirent des « *pétarades* » sous les fenêtres de Monsieur « qui le trouva fort mauvais »; il s'en plaignit au roi; les princesses furent sévèrement réprimandées; d'autres fois, c'étaient des brouilles; en décembre 1695, à Marly, la princesse

1 SAINT-SIMON dit même qu'elle lui donna une pension. Nous n'avons trouvé nulle part, dans les divers « états des pensions » accordées par la princesse, mention d'une somme quelconque à M^{lle} de CHOIN. Au contraire, l'année même de son revoi, elle ne reçut que la moitié de ses gages « pour demie-année jusqu'au mois de juillet ». Arch. Nat. R3 III.

2 Cf. Ed. de BARTHÉLEMY, « Mademoiselle de Choin », p. 3-8. — Journal de DANGEAU, T. V, p. 62 et 91. — Bib. de l'Arsenal, Ms 5770, f^{os} 231-244.

3 Bib. Nat. Ms 12690, f^o 173; Ms 12691, f^{os} 291, 349, 369; Ms 12692, f^{os} 2, 4, 5, 7, 45 (autres chansons).

4 SAINT-SIMON, « Mémoires », T. II, p. 393, 394; T. XIV, p. 395 et suiv.

5 Arch. Nat. O¹ 630.

6 La date de sa mort n'est pas connue avec certitude. — Cf. Ed. de BARTHÉLEMY. Ouv. cit., p. 34.

DE CONTI se prend de querelle avec la duchesse DE CHARTRES, et, faisant allusion à ses excès, la traite de « *sac à vin* » ; piquée, la duchesse DE CHARTRES répond qu'elle aime mieux être « *sac à vin* » que « *sac à ordures* », allusion à l'aventure de Marie-Anne avec CLERMONT-CHATTE. « Voilà des disputes princessières », écrivait MADAME (1). Le ressentiment des deux sœurs, malgré les tentatives de Monsieur et de MONSEIGNEUR, dura plusieurs semaines ; Madame la duchesse, qui avait « l'art des chansons salées » (SAINT-SIMON), composa la suivante sur la pauvre Marie-Anne :

*Pourquoy vous en prendre à moy,
Princesse,
Pourquoy vous en prendre à moy ?*

*Vous ay-je osté la tendresse
De quelque garde du Roy ?
Pourquoy vous en prendre à moy,
Princesse,
Pourquoy vous en prendre à moy ?*

*De vostre goust la bassesse
Vaut-il le vin que je boy ?
Pourquoy vous en prendre à moy,
Princesse,
Pourquoy vous en prendre à moy ?... (2).*

Mais la princesse DE CONTI sut trouver des défenseurs, car elle riposta par ce huitain :

*Vous mettez donc votre vertu,
Votre esprit et votre sagesse
A qui s'enivrera le plus ;
Mais croyez-moi, duchesse ;
La femme qui se prend de vin
Ne peut être modeste ;
Elle est des laquais le butin
Et des soldats le reste.*

1 Lettre à la duchesse de HANOVRE (4 décembre 1695).

2 Bib. Nat. Ms 12692, f° 2.

A la même époque, dans un voyage à Marly, la duchesse DE CHARTRES et Madame la Duchesse, rapprochées par l'aver-sion de Marie-Anne, envoyèrent chercher des pipes au corps de de garde suisse et les fumèrent comme des soudards. Le Roi eut connaissance de cette inadmissible grossièreté; dès le lendemain il leur adressa une sévère correction; ce fut une revanche pour la princesse DE CONTI (1).

Les brouilles se multiplièrent; Louis XIV se fâcha; un soir, à Versailles, il fit venir ses filles dans son cabinet et leur annonça que si elles ne cessaient pas leurs querelles, il les enverrait chacune dans une maison de campagne. La crainte d'aller s'isoler dans une de ces mornes petites villes de province apaisa tous les res-sentiments.

Au mois de juin 1698, la princesse célébra la noce de son cousin, Charles-François DE LA VALLIÈRE, avec Marie-Thérèse DE NOAILLES, dans son splendide hôtel de la ville (2). L'année suivante, la princesse obtint du roi que ses deux filles d'honneur mangeassent avec la duchesse DE BOURGOGNE, — ce qui n'avait jamais été accordé à une princesse du sang. La dame d'honneur avait été admise à sa table depuis longtemps. Le roi favorisait ainsi ouvertement ses bâtarde.

Pendant l'hiver de 1700, Marie-Anne donna, dans son hôtel de Versailles, plusieurs divertissements. Un théâtre fut construit dans la galerie principale; l'opéra d'Alceste fut joué, le 2 janvier, devant un seul spectateur, le duc DE NOAILLES; la princesse DE CONTI y chanta en compagnie du duc DE BOUR-GOGNE; il y eut des représentations postérieures; au mois de février, ce fut un bal masqué où l'affluence fut considérable; en 1702, on joua, dans la même galerie, la tragédie d'Electre; le vieux comédien BARON y remporta encore un vif succès; la Cour vint s'entasser dans le petit théâtre de la princesse, mais le Roi

1 On voit donc combien est erronée l'opinion qui attribue à la seule princesse de CONTI cette grossièreté. Il suffit de relire le texte de SAINT-SIMON, « Mémoires », T. II, p. 373-374. M. LAVISSE, dans son histoire de France (VII2, p. 392), reproduit cette erreur.

2 Sur les donations de la princesse, cf. Arch. Nat. Xra 9164; Y 271, f^{os} 46-47.

n'y parut pas; il ne daigna pas honorer le spectacle de sa présence (1).

La princesse ne se montrait pas toujours ni uniquement frivole; elle savait aussi prendre part, le cas échéant, aux événements militaires et politiques; quand tel de ses amis remportait une victoire, elle s'empressait de le féliciter, moins par un souci de politesse que par un effet naturel de son affection. Elle complimenta le duc DE VENDOME, après la prise de Barcelone (1697) (2). En 1702, elle adresse ses félicitations à VILLARS, un de ses plus anciens amis, après la bataille de FRIEDLINGUE, et lui rappelle fort à propos les vers de Corneille :

*...Vous n'avez point déçu
Le généreux espoir que nous avons conçu...
Vos pareils à deux fois ne se font pas connaître
Et pour leurs coups d'essai veulent des coups de maître.*

VILLARS répondit par des galanteries. Il se compara à BRITOMARE, personnage de *Cléopâtre* (*La Calprenède*) et faisant allusion à son illustre correspondante, ajoutait :

*...Et quel cœur assez bas
Pourrait donc la connaître et ne l'adorer pas ?* (3)

En 1707, lorsqu'on apprit à la Cour la victoire d'Almanza, ce fut une joie délirante. La princesse DE CONTI ressentit un tel enthousiasme qu'elle donna sur-le-champ sa montre en or à un musicien qui était venu lui annoncer cette nouvelle.

La même année, la différence qui existait entre la bâtardise de Marie-Anne et la bâtardise de ses demi-sœurs devint manifeste. Madame DE MONTESPAN mourut; ses enfants, très affligés de cette mort, n'osèrent porter aucune marque de deuil; quelques intimes seulement vinrent leur adresser des consolations; au contraire, la princesse DE CONTI avait perdu une tante; elle porta le deuil, car sa mère était reconnue. Aux yeux de tous, le contraste fut singulièrement frappant.

1 DANGEAU. « Journal », T. VII, p. 224, 228, T. VIII, p. 298, 312.
— SAINT-SIMON. « Mémoires », T. X, p. 6-7.

2 Bib. Nat., Ms 14177.

3 Mémoires de VILLARS, T. II, p. 41; T. VI, p. 231-232.

Marie-Anne avait alors dépassé la quarantaine; peu à peu sa beauté s'effaçait; seuls, sa taille majestueuse et son « air de reine » charmaient encore les regards, mais sa jeunesse avait fui; maintenant l'inexorable vieillesse allait creuser les premières rides dans ce visage aux traits jadis si fins; ces lèvres délicates ne s'illumineront plus de clairs sourires, et ces yeux rieurs ne se poseront plus avec complaisance sur les jolis minois des jeunes courtisans. D'ailleurs, les glas vont bientôt tinter de tous côtés. En juin 1710, c'est la sœur LOUISE DE MISÉRICORDE, mère de la princesse, qui meurt après trente-six années d'austère pénitence dans l'infirmerie du Carmel... Marie-Anne avait peu connu sa mère; quelquefois, elle lui rendait visite dans le parloir du couvent ou lui faisait porter des fleurs pour orner la chapelle. Mais que de fois la pauvre LOUISE eut à souffrir du caractère si léger, si volage de sa fille !... Depuis quelques semaines pourtant, mais antérieurement à la mort de LOUISE DE LA MISÉRICORDE, ce caractère avait évolué; l'âge, d'heureuses influences, les prières de sa mère peut-être, le transformèrent progressivement. Faisant un retour sur elle-même et ayant sous les yeux l'exemple de sa mère, Marie-Anne reconnut que les frivolités n'étaient pas le seul but de la vie, qu'il y avait sans doute au-delà de cette sphère terrestre un autre monde plus parfait; elle eut ainsi presque une conversion et se jeta dans la dévotion. Madame DE MAINTENON, fort experte en la matière, reconnut vite ce changement. Le bruit courut même, à la fin de mai 1710, que la princesse DE CONTI voulait se faire carmélite (1).

Ces sentiments pieux n'étouffèrent pas tout à fait l'amour-propre de Marie-Anne; car, ayant obtenu de draper à la mort de sa mère — ce qui était une nouvelle humiliation pour les enfants de Madame DE MONTESPAN — « elle affecta de jouir de cette prodigieuse différence avec une complaisance qui sauta aux yeux » (2).

L'année suivante, c'était un nouveau deuil. Au mois d'avril, le dauphin mourait à son château de Meudon. Bien que ses

1 Lettres de M^{me} de MAINTENON à la princesse des URSINS (19 mai, 25 mai, 2 juin, 15 juin, 9 octobre 1710, 2 février 1711).

2 SAINT-SIMON. Addition au Journal de DANGEAU, T. XIX, p. 441. — Cf. Journal de DANGEAU, T. XIII, p. 178.

sentiments eussent quelque peu changé à l'égard de Marie-Anne, cette dernière vint s'installer à son chevet avec Madame la Duchesse et le soigna avec le plus admirable dévouement (1). Quand Monseigneur rendit le dernier soupir, elle s'évanouit. Pendant les deux ou trois nuits suivantes, elle eut des étouffements à tel point qu'elle crut sa dernière heure venue et qu'elle se confessa au curé de Marly.

C'est la princesse DE CONTI qui regretta le plus Monseigneur : elle y perdait, pourtant, assez peu, car l'ancienne amitié qui les avait profondément unis était devenue tout extérieure depuis la faveur de Madame la Duchesse. Elle garda pieusement la mémoire du dauphin ; elle éleva une fille, Mademoiselle DE FLEURY, qu'il avait eue de la comédienne RAISIN ; en 1715, elle la maria à M. DUBOIS D'AVACOURT et lui donna 200.000 livres de dot.

Elle resta désormais « languissante, triste et solitaire » (2) ou ne reçut plus chez elle que des gens âgés, graves et austères. Il est vrai que sa dame d'honneur, la marquise D'URFÉ, ses demoiselles d'honneur et ses amies, en particulier les DE LILLE-BONNE, n'étaient guère plus gaies qu'elle ; la jeunesse de la Cour préférerait de beaucoup les salons animés et joyeux de la duchesse DE BERRY.

Le 1^{er} septembre 1715, Louis XIV mourait ; la princesse DE CONTI, qui était la fille préférée du Roi, perdait en lui le meilleur des pères. Les réprimandes qu'il lui adressa furent toujours motivées ; sa tâche avait, du reste, été souvent malaisée avec cette incorrigible enfant. Les funèbres préparatifs, les allées et venues du Cabinet du Conseil à la chambre royale, les visages consternés, le roi agonisant : autant de faits qui ne s'effaceront jamais de la mémoire de Marie-Anne (3).

1 La présence de M^{lle} de CHOIN, alors installée dans un « grenier » du château, venait créer des complications. Elle entraînait dans la chambre du dauphin quand la princesse de CONTI en sortait, et réciproquement. — Cf. SAINT-SIMON. Mémoires, T. XXI, p. 396.

2 Lettre de M^{me} de MAINTENON à la princesse des URSINS. 26 juillet 1711.

3 Cf. Journal de DANGEAU, T. XVI, p. 120-129 ; T. XVIII, p. 371 et suiv. — Cf. Lettres de l'abbé MASCARA, publiées par A. de BOISLILLE (Mémoires de SAINT-SIMON, T. XXVII, p. 355 et suiv.). — Lettre de MADAME à la rougrave LOUISE (27 août 1715). — Mémoires de MADAME, T. I, p. 68.

La princesse portait alors le titre de première douairière DE CONTI, pour être distinguée de sa belle-sœur, Marie-Thérèse DE BOURBON-CONDÉ, veuve de François-Louis DE CONTI, appelée seconde douairière.

Au début du XVIII^e siècle, elle avait fait plusieurs acquisitions; en 1711, elle acheta une petite maison à Marly, auprès de la fameuse machine; elle y ajouta des bâtiments et embellit les jardins; en 1713, elle loua à vie l'hôtel de Lorge, à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, puis elle s'en rendit propriétaire (1); en 1716, elle achète le château et la terre de Choisy aux héritiers de Madame DE LOUVOIS pour 100.000 livres; c'est là qu'elle reçut, l'année suivante, le czar PIERRE LE GRAND, en visite à Paris; en 1718, elle fait l'acquisition de la terre de Champs, en Brie (2). Quant à son hôtel de Versailles, la princesse le vendit après la mort de Louis XIV, à un spéculateur nommé Bosc, pour 100.000 livres; ce dernier en retira de fructueux bénéfices.

Désormais la vie de la princesse DE CONTI est plus silencieuse et plus retirée; ses journées s'écoulent soit dans sa terre de Choisy, soit dans son hôtel de Paris; elle s'occupe activement d'œuvres de charité, en particulier d'éducation de petites filles; son train de maison, encore considérable, diminue cependant d'importance; elle n'a plus, comme intimes amies, que sa fille d'honneur, Mademoiselle DE VIANTAIS, la compagne des anciens jours, et une allemande, Mademoiselle DE LANDENBERG; lorsqu'elle fait son testament, en 1723, sa sollicitude s'étend à toutes les personnes de sa maison, depuis son intendant, M. DE GAUMONT, à qui elle offre un diamant de 10.000 livres jusqu'à la laveuse de vaisselle... Vers 1738, un abcès dans la tête lui fit éprouver les plus violentes souffrances; elle supporta son mal avec une résignation toute chrétienne.

Elle s'éteignit à Paris, âgée d'environ 72 ans, dans son hôtel de la rue Neuve-Saint-Augustin, le dimanche 3 mai 1739,

1. Cf. une monographie de l'hôtel de Lorge (Mémoires de SAINT-SIMON, T. XXIII. Appendice XII). — M. de BOISLILE déclare : « On ne sait au juste de quelle façon » la princesse de CONTI se rendit propriétaire de l'hôtel de Lorge. Elle l'acheta le 10 octobre 1720 par l'entremise de Guillaume GUILLOUZOU, prêtre. — Cf. Arch. Nat. X_{1a} 9164, f^{os} 103, 104. (Sur les plans de l'hôtel, cf. Bib. Nat. Cabinet des Estampes, Hd 9 b).

2 Arch. Nat. V₇ 41, E 2000.

vers neuf heures du matin. Selon ses dernières volontés, ses obsèques se firent sans aucune solennité; elles furent célébrées le surlendemain; aucun évêque n'assista à cette inhumation d'une fille du Grand Roi. Le curé de la paroisse (Saint-Roch), quelques prêtres, son confesseur, conduisirent le corps à l'église; il était accompagné de la princesse DE CONTI, de la duchesse DE LA VALLIÈRE et de la marquise D'ENTRAGUES, toutes les trois en mante; il fut inhumé dans un petit caveau de l'église Saint-Roch. Le Roi — Louis XV — prit le deuil pendant trois semaines (1).

Ainsi mourut dans une pieuse humilité celle qui, à l'aube du grand règne, fut une des gloires de la Cour de France — très haute, très puissante et excellente princesse Marie-Anne DE BOURBON, légitimée de France, première douairière DE CONTI.

1 Arch. Nat. Xra 9163, K 577. — « Gazette de France » (19 mai 1739).
— « Mercure de France » (mai 1739). — « Journal » de BARBIER, T. II, p. 229.
— Mémoires du marquis d'ARGENSON, T. II, p. 83.

APPENDICE II

Testament de Marie-Anne de Bourbon Légitimée de France, Princesse de Conti (1)

(28 Janvier 1727)

[Arch. Nat. : X^{1a} 9164.

Première page

Au nom du père, du fils et du saint-esprit

Pendant que dieu me donne la santé, il est raisonnable de faire mon testament, pour ne plus songer qu'à mourir, quand il luy plaira d'en ordonner, voicy mes dernières volontés.

je ne veux point que lon ouvre mon corps

je ne veux point de chambre de parade

je veux estre enterrée sans ceremonie et sans tanture dans la paroisse du lieu ou je mourray.

je veux que l'on fasse dire milles messes pour le repos de mon âme.

je donne à la paroisse de saint-roch que jy sois enterrée ou non quatre mil francs pour les pauvres, donc deux mil francs seront pour les malades de la dite paroisse et mil francs pour la fabrique, ce qui fait en tout cinq mil francs.

je donne à la paroisse de choisy que jy sois enterrée ou non mil francs pour les pauvres et cinq cent francs pour la fabrique.

je donne aux pauvres dans chacune de mes terres la moitié du revenu de la dite terre payable en trois ans

¹ Ce testament olographe a été inséré dans le registre de l'inventaire fait après le décès de la princesse (3 mai 1739). Nous avons scrupuleusement respecté l'orthographe et en partie la ponctuation. Nous n'avons pas cru devoir rétablir les mots que la princesse de CONTI avait elle-même biffés.

Deuxième page

distribuer par les curés, sous les ordres de celui qui sera exécuteur de ce present testament, qui est m^r gaumont, conseiller d'estat qui se mesle présentement de mes affaires et dont la justice et la probité me sont connües.

je donne à l'hospital du duché de la vallièr douze mil francs une fois payes pour augmenter la fondation que ma mère a faite a lublé (1) sur quoy je veux que le chapelain du dit hôpital ait deux cent francs de pension.

je donne aux capucines de paris dix mil francs une fois payes.
je donne aux benedictins anglais du faubourg s'-jacques quatre mil francs une fois payes pour l'annuel du comte de vermandois mon frère

je donne aux theatins de paris quatre mil francs une fois payes.

je donne aux benedictines de moret (2) pres fontainebleau six mil francs une fois payes.

je donne aux enfans trouvés de paris quinze mil francs une fois payes.

Troisième page

je donne au bon pasteur à paris six mil francs une fois payes

je donne aux grandes Carmelites du faubourg s'-jacques dix mil francs pour un annuel perpetuel pour moy, dans lequel on priera aussy pour mon frère, je leur donne encore huit mil francs pour la dot de la sœur adelaïde turque qui est morte chez eux et quils ont eu le désinterressement de prendre pour rien ce qui fait en tout la somme de dix huit mil francs une fois payes.

les pensions que je donne à l'hospital du duche de la vallièr, aux capucines de paris, aux benedictins anglais du faubourg s'jacques et aux theatins de paris, seront eteintes en leur donnant les sommes que je leur laisse dans ce testament

je continue toute les pensions que l'on trouvera sur l'estat quand je mourray, la vie durant des personnes a qui je les donne.

1 Lublé. Commune d'Indre-et-Loire, canton de Châtau-la-Vallièr, arrondissement de Tours.

2 Moret. Chef-lieu de canton de Seine-et-Marne, arrondissement de Fontainebleau.

jaugmente a pension de deux mil francs de m^{lle} de viantais qui est aupres de moy de mil francs affin quelle ait trois mil francs sa vie durant

je donne à m^{lle} de landenberg allemande (1) qui est aupres de moy deux mil livres de pension sa vie durant qui luy seront payes quelque part quelle soit.

Quatrième page

je donne a m^e la marquise d'urfé un diamant de six mil francs comme une marque de lamitié que jay pour elle

je donne a mes femmes anciennes m^{lle} royon et m^e fauvel mil francs de pension chacune leur vie durant

je donne a mes autres femmes huit cent francs de pension chacune leur vie durant.

je donne a la femme de garderobe trois mil francs une fois payes.

je donne a mes anciens valets de chambre Sorhouet, Callameau et Pichonneau huit cent francs de pension chacun leur vie durant

je donne a mes autres valets de chambre six cent francs de pension chacun leur vie durant

je donne a mes anciens gentilshommes du jon et du blesel chacun douze cent francs de pension leur vie durant

je donne a mes autres gentilshommes mil francs de pension chacun leur vie durant

je donne a mon medecin sil y en a un dans ma maison quand je mourray (2) mil francs de pension sa vie durant

je donne à mon secretaire mil francs de pension sa vie durant

Cinquième page

je donne a mon aumonier (3) huit cent francs de pension sa vie durant.

je donne a mon chirurgien huit cent francs de pension sa vie durant

1 C'était une fille d'honneur de la princesse de CONTI.

2 Le sieur DUBOIS était médecin de S. A. S. en 1739.

3 L'abbé PRÉVOT était aumônier de S. A. S. en 1739.

je donne a mon controlleur mil francs de pension sa vie durant
je donne a ourry qui a esté controlleur chez moy huit cent francs
de pension sa vie durant
je donne a haudot qui se mesle de mes affaires huit cent francs
de pension sa vie durant
je donne à celui qui garde mon appartement trois mil francs
une fois payes
je donne a celui qui sert mes valets de chambre deux mil francs
une fois payes
je donne a mes frotteurs, celui de paris et celui de choisy chacun
deux mil francs une fois payes
je donne a mon cuisinier cinq cent francs de pension sa vie
durant
je donne au chef de l'office cinq cent francs de pension sa vie
durant

Sixième page

je donne a l'aide de l'office quatre cent francs de pension sa vie
durant
je donne a laide de cuisine quatre cent francs de pension sa vie
durant, si cest martin, au lieu de pension je luy donne quatre
mil francs une fois payes.
je donne aux garçons du linge chacun quatre cent francs de
pension leur vie durant
je donne à guillomet (?) cinq cent francs de pension sa vie durant
je donne a mon suisse si cest bourkart, quatre mil francs une fois
payes, si c'en est un autre je luy donne trois mil francs une fois
payes.
je donne a mes valets de pied et a mes cochers qui auront plus
de dix ans de service quatre mil francs chacun une fois payes,
a ceux qui seront moins anciens je leur donne chacun trois mil
francs une fois payes
je donne a mes postillons, garçons d'attelage et palfreniers deux
mil francs chacun une fois payes
si jay encore d'anciens porteurs de chaise ou de barquette a qui
je donne des pensions je leur continue leur vie durant

Septième page

je donne au maréchal qui ferre les chevaux deux mil francs une fois payes

je donne a mon portier de paris trois cent francs de pension sa vie durant

je donne a la femme qui lave ma vaisselle deux mil francs une fois payes, si cest m^e casenau (1) je luy donne trois mil francs une fois payes

je donne a mon portier de choisy trois cent francs de pension sa vie durant

je donne aux suisses de choisy quinze cent francs chacun une fois payes

et quand au surplus de tous mes biens je les donne au duc de la valliere mon cousin germain que je fais mon légataire universel, et desirant conserver et perpetuer dans sa maison ma terre de sillé le guillaume au pays du maine je la substitue à son fils aîné et a sa posterité masculine d'ainé en aîné, si son fils aîné meurt sans enfans masles je la substitue à son second fils et a sa postérité masculine d'ainé en aîné, si son second fils meurt sans enfans masles et que le duc de la valliere nait point d'autres enfans masles, je la substitue a la fille ainée de son fils aîné, et si le fils aîné meurt

Huitième page

sans aucuns enfans je la substitue a la fille ainée du second fils et a leurs descendants d'ainé en aîné.

je veux et entend que toutes mes dettes, ensemble les legs contenus en mon present testament soyent payes par m^r de gaumont mon exécuteur testamentaire du prix qui proviendra de mes meubles et des revenus de mes biens qui pourront estre receus dans la première et deuxiesme année après ma mort, et que pour aquitter ce qui n'aura pas esté payé dans les deux années il soit vendu par m^r de gaumont tel de mes biens qu'il jugerâ a propos pour estre employes au payement de mes dettes et legs mesme les contrâts de constitution sil est possible.

1 La veuve CASENAU était encore « laveuse de vaisselle » en 1739.

jentend pareillement que mon légataire universel ne puisse entrer en jouissance d'aucun de mes biens jusqu'à ce que toutes mes dettes et legs soient entièrement acquittés et qu'à cet effet mon exécuteur testamentaire continue de recevoir mes revenus jusqu'à l'entier acquittement de mes dettes et legs dont il rendra compte à mon légataire universel.

je veux aussi que les pensions que je lègue soient exactement

Neuvième page

payées, que la somme à laquelle elles se trouveront monter par chaque année soit touchée | par une personne qui sera proposée par m^r de gaumont | par préférence sur mes rentes de la ville (1) ou sur tel autre de mes biens par lui indiqué, et que la même personne fasse le paiement des pensions à leur échéance, à laquelle personne il sera donné par chaque année pour ses peines telle gratification que m^r de gaumont jugera à propos de prendre sur les mêmes fonds

je donne à m^r de gaumont exécuteur de ce présent testament un diamant de dix mil francs.

je donne à agnes que j'ai élevée présentement... dix mil francs une fois payés

si j'oublie quelqu'un de mes domestiques je m'en remets à mon légataire universel pour le récompenser selon ses services et son ancienneté.

sil y a quelqu'un de mes domestiques qui ne fut à mon service que depuis un an on diminuera la moitié du legs
sil y a encore des petites filles de ma communauté qui

Dixième page

ne soient pas en métier et que j'aie mis dans des convents je leur continue leur pension leur vie durant qui est de trois cent francs chacune.

je donne à mon trésorier mil francs de pension sa vie durant
je donne au chevalier de la vallière second fils du duc de la vallière mon cousin germain trois mil livres de pension viagère

1 Il s'agit de rentes sur la Ville de Paris.

sur la terre de sille le guillaume au pays du maine que jay
substituée a son frere ainé

je donne au mesme chevalier de la valliere deux cent quarante
mil livres de fonds sur la ville qui produisent presentement six
mil livres par an

j'entend que le présent testament soit executé comme estant
ma derniere volonte

fait à paris ce 23^e janvier mil sept cent vingt sept

MARIE-ANNE DE BOURBON, l. de France

je donne ma garderobe, les habits et le linge qui m'auront
servy a mes femmes

je donne mon ecurie a mon escuyer, a la reserve d'un caroce
et d'une caleche de jardin que le duc de la valliere pourra
choisir, aussy bien qu'un attelage de huit chevaux qu'il

Onzième et dernière page

choisira aussy,

il y a quelques ratures et quelques mots effaces dans ce
testament, tout est de ma main

ce 28^e janvier 1727

MARIE-ANNE DE BOURBON, l. de France.

jay déposé a m^r de gaumont un double du present testament,
et tout de ma main comme celuy-cy. (1).

1 A ce testament, il faut ajouter trois codicilles, le premier du 13 jan-
vier 1739, le deuxième du 29 janvier 1739 et le troisième du 15 février 1739. Seuls
les deux premiers portent la signature de la princesse. Ces codicilles ont modifié
certaines clauses du testament. Arch. Nat. X1a 9164. — Copies du testament dans
H4 3105 et K 545.

APPENDICE III

**Foi et hommage rendus à Monsieur,
Comte du Maine,
par le Duc de la Vallière, Baron
de Sillé-le-Guillaume**

(28 mars 1775)

[Arch. d'Indre-et-Loire, C 586, n° 430.]

« Aujourd'hui vingt-huitième jour du mois de mars mil sept cent soixante-quinze, s'est présenté en personne par devant nous François Jean d'ORCEAU, chancelier, garde des sceaux de Monsieur, le sieur Louis-César DE LA BAUME LE BLANC, duc DE LA VALLIÈRE, pair et grand fauconnier de France, chevalier des ordres du Roy, héritier universel institué de feu Madame la princesse DE CONTI, lequel s'étant mis en devoir et posture de vassal, a rendu en nos mains les foi et hommage qu'il est tenu de rendre à Monsieur, pour raison de sa terre et baronnie de Sillé-le-Guillaume, circonstances et dépendances, mouvant et relevant de Monsieur à cause de son château du Mans, et a promis de s'acquitter envers Monsieur de tous les droits et devoirs de vassalité dont il est tenu à cause desdites terre et baronnie, dont nous avons octroyé audit duc DE LA VALLIÈRE le présent acte sur lequel toutes lettres nécessaires seront expédiées, en foi de quoi nous avons signé ces présentes de notre main, à icelles fait apposer le cachet de nos armes et contresigner par notre premier secrétaire.

A Paris, les jour et an que dessus.

.....

Louis Stanislas Xavier, fils de France, frère du Roy, duc d'Anjou, comte du Maine, du Perches et de Senonches, à nos amés et féaux les Conseillers du Roi, présidents-trésoriers de France et généraux des Finances, séants à Tours, et autres officiers qu'il appartiendra, salut. Notre cher et bien amé cousin **Louis-César DE LA BAUME LE BLANC**, duc **DE LA VALLIÈRE**, pair et grand fauconnier de France, chevalier des ordres du Roy, héritier universel institué de feu **Madame la princesse DE CONTI**, nous ayant fait et rendu le vingt-huit du présent mois en personne ès-mains de notre très cher et féal chevalier, chancelier garde de nos sceaux, le sieur **D'ORCEAU...**, suivant l'acte ci-attaché sous le contre-scel de notre chancellerie, la foi et hommage qu'il est tenu de nous rendre pour raison de lad. terre et baronnie de **Sillé-le-Guillaume**, circonstances et dépendances, mouvant et relevant de nous à cause du château du Mans, dépendant de notre Appanage, nous avons reçu et recevons par ces présentes, auxd. foi et hommage, sauf notre droit et l'autrui. Vous mandons et enjoignons que si faute desd. foi et hommage et devoirs non faits, lesd. terre et baronnie, circonstances et dépendances d'icelles, se trouvaient saisies et arrêtées, vous ayez sans délai à en faire, comme nous en faisons aud. duc **DE LA VALLIÈRE**, pleine et entière main-levée, à la charge par lui de satisfaire aux autres droits, si aucuns nous sont pour ce dûs, et de fournir les aveux, déclarations et dénombrements dans le temps porté par la Coutume. Car tel est notre plaisir. Donné à Paris, le trentième jour de mars, l'an de grâce 1775. Signé sur le repli par Monseigneur en son Conseil : **BOISARD**.

Au dos est écrit : enregistré ès registres de l'Audience par nous soussigné Conseiller audiencier, garde des rolles de la chancellerie de Monsieur, frère du Roy.

A Versailles, le deux avril 1775.

Signé : **MOET**.

— Enregistré ès registres du bureau des Finances et Chambre du Domaine du Roi et de Monsieur, ouï le procureur du Roi et de Monsieur, aux charges par ledit sieur duc **DE LA VALLIÈRE**

de fournir dans le temps porté par la Coutume les aveux, déclarations et dénombrements de sa terre et baronnie de Sillé-le-Guillaume, relevant de Monsieur à cause de son château du Mans, de payer les droits seigneuriaux, féodaux et autres, si aucuns sont dûs; en conséquence, faisons main-levée de toutes saisies, arrêts et poursuites qui pourraient avoir été faites, en payant les frais.

Fait au Bureau des Finances à Tours, ce 7 mai 1777. »

APPENDICE IV

Lettres de provisions de Victor Truillet comme Procureur postulant au bailliage seigneurial de Sillé-le-Guillaume

(28 octobre 1788)

[Arch. de la Sarthe. Fonds du bailliage
de Sillé-le-Guillaume.

« ADRIENNE EMILIE FÉLICITÉ DE LA BAUME LE BLANC DE LA VALLIÈRE, veuve de très haut et très illustre seigneur Monseigneur Louis GAUCHER, duc de Chastillon, pair de France, ayant la survivance de la charge de Grand Fauconnier, lieutenant-général de la haute et basse Bretagne, mestre de camp du régiment du Roy-Cavallerie, grand bailli de la préfecture provinciale d'Hagueneau, seigneur baron d'Argenton... et autres lieux, dame des duché-pairie et marquisat de la Vallière, de la principauté de Rhuis, des baronnies de Pagny et de Sillé-le-Guillaume et dépendances, de la terre d'Origny, à tous ceux qui ces présentes lettres verrons, salut. Savoir faisons que sur le bon et louable rapport qui nous a été fait de la personne de M^e Victor-Henry-Hypolite-Fortuné TRUILLET, étant bien et duement informée de ses bonne vie et mœurs, religion catolique, apostholique et romaine, de sa capacité et expérience en fait de pratique, à ces causes nous lui avons donné et octroyé par ces présentes l'état et office de procureur postulant dans notre bailliage et maîtrise particulière des eaux et forêts de notre baronnie de Sillé-le-Guillaume et dépendances, pour par ledit M^e TRUIL-

LET, jouir dudit office aux pouvoirs, libertés, fonctions, privilèges, droits, revenus et émoluments y appartenant, sans gage néanmoins, et ce pour le tems qu'il nous plaira, nous réservant de révoquer ces présentes à notre volonté, sans que nous puissions être tenue d'aucun remboursement de finance, attendu que ledit M^e TRUILLET n'en a payé aucune pour ledit office. Mandons à notre bailly et maître particulier des eaux et forêts de notre baronnie de Sillé-le-Guillaume et dépendances, son lieutenant ou autre officier exerçant, de recevoir ledit M^e TRUILLET audit office de procureur postulant, après avoir de lui pris le serment en tel cas requis, conformément aux ordonnances et à tous nos officiers qu'il appartiendra, de le faire jouir plainement et paisiblement dud. office. Car telle est notre intention. En témoin de laquelle nous avons signé ces présentes que nous avons fait contresigner par l'un de nos secrétaires qui y a apposé le sceau de nos armes. Donnée en notre hôtel à Paris le vingt-huitième jour d'octobre, l'an de grâce mil sept cent quatre vingt-huit.

Signé : LA VALLIÈRE, duchesse de Chastillon.

Par Madame, DUCHON. »

Ces lettres furent enregistrées au bailliage de Sillé le 26 novembre suivant.

APPENDICE V

Cahier des Plaintes, doléances et remontrances du Tiers-Etat de la ville et communauté de Sillé-le-Guillaume

(Jeudi 5 mars 1789)

Remarques préliminaires.

L'original du cahier de doléances a disparu; il n'existe aux archives de la Sarthe que le procès-verbal de la réunion des habitants (jeudi 5 mars 1789); les rédacteurs de l'inventaire des archives ont pris à tort ce document pour l'original du cahier. Nous ne possédons qu'une copie, à laquelle est jointe une copie également du procès-verbal de la réunion; toutes les deux se trouvent dans le registre 1 de l'Hôtel de Ville aux folios suivants :

F^{os} 57-61^{vo} : copie du cahier de doléances.

F^{os} 61^{vo}-63 : copie du procès-verbal de la réunion.

Dans la publication que nous donnons, nous mettons le procès-verbal avant le cahier — ce qui est plus logique.

A la lecture du procès-verbal on verra certains noms propres de gens du peuple précédés du qualificatif « M^e » (maître). Il y a là une erreur du copiste. Il faut lire « M^d » (marchand) et appliquer ce qualificatif au nom propre qui précède. Si nous maintenons l'autre leçon dans notre publication, c'est que nous voulons conserver sous sa forme intégrale la copie du registre 1. Nous nous empressons toutefois de signaler l'erreur.

Le cahier de doléances de Sillé ne se trouve pas dans l'« Annuaire de la Sarthe ». Il a été publié pour la première fois par M. l'abbé GIRAUD. Cf. « La Révolution dans la Sarthe » (octobre-décembre 1913), n° 28, p. 129-148.

« Aujourd'hui jedy cinq mars mil sept cent quatre vingt-neuf.

En l'assemblée convocquée au son de la cloche en la manière accoutumée sont comparus en l'auditoire de cette ville emprunté à cause du peu d'espace de l'Hôtel de Ville, par devant nous, Germain-Edme BÉRANGER DE SARDY, ch^{er} de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, capitaine au bataillon de garnison de Chartres-Infanterie, conseiller du Roi, maire de cette ville et communauté de Sillé-le-Guillaume.

M^e Michel-François BARREAU DE LA TOUCHE, avocat en parlement, bailli de cette ville et baronnie et maître particulier des eaux et forêts en dépendant; M^e Jean GUYON, lieutenant au siège de la ditte baronnie et second échevin de cet hôtel de ville, M^e François-Julien-Michel JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, procureur général fiscal de laditte baronnie et procureur du roi de cet hôtel de ville, M^e Jacques-René BACHELIER, avocat en parlement et notaire royal, M^e Pierre MARTINEAU, notaire de la baronnie et secrétaire greffier de cet hôtel de ville, les sieurs René-Louis MASLIN, ancien n^{re} royal et négociant, François CAMPEAUX DESAINT, nég^t, Thomas BODARD, bourgeois, Charles COURVEAULLE, nég^t, Jacques MOCQUEREAU m^d trésorier receveur de l'hôpital, René LESOURD, aubergiste, Brice PELU, marchand, Paul CHAMBRIER, marchand, Joachim BEDOUE, M^e Jean BEUNACHE, M^e Jacques CHAUVÉAU, M^e François LEFÈVRE, marchand, Jacques LANGEVIN, bordager, Guillaume LALANDE, M^e Marc BLOSSIER, b^{er}, René BOISARD, laboureur, René PAUTONNIER m^d, François CHAUVIN, M^e François CORDEAU m^d, Christophe LEPELÉ, libraire, René MARTIN, M^e Joachim TRUDELLE, marchand, Joseph RAGOT m^d, Marin PELU m^d, Jullien FOUBERT, marchand menuisier, Jean MAUBERT, M^e Elie CHATELAIN, menuisier, Antoine BOULANGER, M^e Jacques CORMIER marchand chapellier, Louis DALIVOUST cordonnier, Michel BOIVIN, marchand quincailler, François FOUCQUÉ, b^{ger}, Marin MARTINEAU cordonnier, Joseph LESTRINGAND marchand, Jean POISSON cordonnier, Joseph TAUPIN bordager, François DUVAL m^d, Guillaume ANDRÉ, bordager, Noël ROTIER tailleur de pierre, Marin SEVIN marchand, Jacques DUFAY laboureur,

Jean SAUDUBRAI laboureur, André COUASNON sergent et Guillaume POIRIER, aussi sergent, commissaires de police de laditte baronnie, François LEMARCHAND aubergiste, François GUITTET huissier royal, François BLANCHARD laboureur, Pierre GUIBON bodager, François MARTINEAU m^d, Mathurin LELOUP lab^r, Pierre PUGEOLLE vitrier, Alexis MARTINEAU cordonnier, Louis LELARDEUX maréchal, Jacques PELU m^d, Guillaume TEMPLÉ m^d, Romain BARRIER m^d, Guillaume BEDOUET b^{ger}, Michel HOULBER boucher, Pierre BOUGUEREAU m^d, Joseph TRUDELLÉ m^d, Jean LOTTIN marchand, Adrien LEPRINCE serrurier, Mathieu LEBESCHU chirurgien de Monsieur, Alexis HARDIAU m^d, René-François CHOUIPPE perruquier, Jacques-Marin MARLOTEAU, M^e Pierre-François DAVID ancien greffier de laditte baronnie, René CHAMAUX huissier royal, René LUCAS m^d, Henry CHÉRON bourgeois, Joseph LETOURNEAU m^d, Pierre ROUAUX boulanger, François-Petit DUBUISSON menuisier, Joseph MOUSSET maréchal, Joseph GUYARD tapissier, François TROUILLARD marchand, Jean LEPRINCE serrurier, Joseph DERENNES negⁱ, Jean LEGROU m^d, Louis BELLANGER tourneur, Pierre GAUTIER cordonnier, Jean LELARDEUX aubergiste, Mathieu DORÉ cordonnier, André LOTTIN m^d, Jullien MAUBERT cordonnier, Michel CHARBONNIER tailleur d'habits, Marin HEURTEBIZE sacristain du chapitre, Denis SIMÉON conroyeur, Jullien REMOND, cordonnier, Pierre-François-Heleine DUBOURG m^d, Joseph LESTRINGANT aubergiste, Jullien BUSSON boulanger, Mathurin GAUTIER cordonnier, Pierre FORÊT m^d, Marin LEGO serrurier, Pierre LOISON coutellier, René CHARTIER b^{ger}, Christophe BOUDARD m^d tanneur, André BAYER cordonnier, Jean-Baptiste TEMPLÉ marchand, Charles BARBESORE laboureur, Mathurin TOURTEAU seillère, Jean OLIVIER couvreur, René JULLIARD m^d, René BEUCHER serrurier, Marin YVON m^d, Pierre RAGOT expert, Joseph COUPARD tisserand, François PELU marchand, Charles BLANCHARD garde-général, François DUBOIS tailleur d'habits, Marin COUTELLE tisserand, Guillaume COUPARD tisserand, Jean BRUNO cabarettier, Joseph MAREAU m^d, Marin SUZANNE m^d, Jean TAUPIN bordager, Mathurin BOUVIER laboureur, Pierre TATIN m^d, René SIMON cordonnier, Jean PAUTONNIER boucher, René MOLLIÈRE labou-

reur, Jacques GUÉDON bordager, Marin JARDIN bordager, Pierre COUASNON m^d, Pierre ANDRÉ cabarettier et Pierre MAUBERT maréchal; tous nés Français ou naturalisés, âgés de vingt-cinq ans, compris dans les rolles des impositions, habitans de cette ville.

Lesquels, pour obéir aux ordres de Sa Majesté portées par ses lettres données à Versailles le vingt-quatre janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf, pour la convocation et tenue des Etats Généraux de ce Royaume et satisfaire aux dispositions du règlement y annexé ainsi qu'à l'ordonnance de M. le Sénéchal du Maine ou M^r son lieutenant-général, dont ils nous ont déclaré avoir une parfaite connaissance, tant par la lecture qui vient de leur en être faite que par la lecture et publication cy-devant faites aux prônes des messes paroissiales de cette ville par MM. les curés, le dimanche premier du présent mois et par la lecture, publication et affiches pareillement faites le même jour à l'issüe desdittes messes de paroisses au devant des portes principales des églises.

Nous ont déclaré qu'il alloient d'abord s'occuper de la rédaction de leur cahier de doléances, plaintes et remontrances, et en effet y ayant vacqué, ils nous ont représenté ledit cahier qui a été signé par ceux desdits habitans qui savent signer, et par nous, après l'avoir cotté par première et dernière page et paraphé *ne varietur* au bas d'icelles. Et de suite, lesdits habitans après avoir murement délibéré sur le choix des députés qu'ils sont tenus de nommer, en conformité desdittes lettres du Roi et règlement y annexé, et les voix ayant été par nous recueillies en la manière accoutumée, la pluralité des suffrages s'est réunie en faveur des sieurs nous BÉRANGER DE SARDY, maire, M^e Jacques René BACHELIER, avocat en parlement, M^e Louis MASLIN, ancien notaire royal et M^e François Jullien Michel JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, procureur général fiscal et procureur du roy de cet hôtel de ville, qui ont accepté laditte commission et promis de s'en acquiter **fidèlement**.

Laditte nomination des députés ainsi faite, lesdits habitans ont en notre présence remis auxdits sieurs BÉRANGER DE SARDY, M^e Jacques René BACHELIER, M^e René Louis MASLIN et JULLIOT MORANDIÈRE, leurs députés, le cahier, afin de le porter

à l'assemblée qui se tiendra le neuf du présent mois devant M. le Sénéchal du Maine ou M. son lieutenant général, et leur ont donné tous pouvoirs requis et nécessaires, à l'effet de les représenter à laditte assemblée pour toutes les opérations prescrites par l'ordonnance susdite de M. le Sénéchal du Maine [ou M^r son lieutenant général] comme aussy de donner pouvoirs généraux et suffisants de proposer et remontrer, aviser et consentir tout ce qui peut concerner les besoins de l'Etat, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration, la prospérité générale du Royaume et le bien de tous et chacun les sujets de Sa Majesté.

Et de leur part lesdits députés se sont présentement chargés du cahier de doléances de laditte ville et communauté de Sillé-le-Guillaume et ont promis de le porter à laditte assemblée et de se conformer à tout ce qui est prescrit et ordonné par lesdittes lettres du Roi, règlement y annexé et ordonnance susdattée, desquelles nominations de députés, remise de cahiers, pouvoirs et déclarations nous avons à tous les susdits comparants donné acte et avons signé avec ceux desdits habitants qui savent signer et avec lesdits députés notre présent procès-verbal ainsi que le duplicata que nous avons présentement remis auxdits députés pour constater leurs pouvoirs et le présent sera déposé aux archives ou secrétariat de cet hôtel de ville lesdits jour et an.

Signé : BARREAU DE LA TOUCHE, MASLIN, JULLIOT MORANDIÈRE, GUYON, BACHELIER, MARTINEAU, BODARD, COURVEAULLE, CAMPEAUX DESAINT, DAVID, J. MOCQUEREAU, René LESOURD, L. BESCHU, B. PELU, P. CHAMBRIÉ, Joachim BEDOUET, CHAUVEAU, M. BLOSSIER, BARRIER, René PAUTONNIER, F. CHAUVIN, F. CORDEAU, René MARTIN, J. TRUELLE, CHÉRON, Joseph RAGOT, M. PELU, Jullien FOUBERT, Jean MAUBERT, L. DALIVoust, A. BOULANGER, Jacques CORMIER, J. PELU père, BOIVIN, Joseph LESTRINGANT, Jean POISSON, Joseph TAUPIN, François DUVAL, MARTINEAU, Guillaume ANDRÉ, Noël ROTIET, M. SEVIN, DUBOURG, François LEMARCHAND, F. GUITTET, F. BLANCHARD, P. GUIBON, MARTINEAU, M. LELOUP, Pierre PUGEOLLE, Louis LARDEUX, J. LEPRINCE, A. LEPRINCE, Guillaume TEMPLÉ, BOUGUEREAU,

Alexis HARDIAU, CHOUIPPE, CHAMAUX, J. LETOURNEAU, Pierre ROUAUX, PETIT, MOUSSET, J.-F. GUYARD. Jean LEGROU, Jean LOTTIN, André LOTTIN, Jullien MAUBER, F. MARTINEAU, Marin HEURTEBIZE, Denis SIMÉON, Joseph LESTRINGANT, M. GAUTTIER, Jean TAUPIN, Mathurin BOUVIER, Jullien LOTTIN, Gatien FOUGERAY, René JULLIARD, Pierre COISNON, Marin LEGO, BOUDARD, François PELU, Jean TEMPLÉ, J. BRU-NEAU, René BEUCHÉ, Jean OLIVIER, M. TOURTEAU, P. COUASNON, Le ch^r BÉRANGER DE SARDY...

Cahier des plaintes, doléances et remontrances du Tiers- Etat de la ville et communauté de Sillé-le-Guillaume.

Nous bourgeois, manans et habitans qui composons le Tiers-Etat de la ville et communauté de Sillé-le-Guillaume, étant assemblés en exécution et dans les formes prescrites par le règlement du Roi arrêté en son Conseil le 24 janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf et de l'ordonnance de M. le Sépéchal du Maine du 16 février suivant.

Mettons au(x) pieds de Sa Majesté le tribut de notre amour et de notre gratitude, sentimens dont nous sommes tous pénétrés pour notre roi Louis le Bienfaisant et qui marchant sur les traces de Louis XII et du bon et grand Henri IV, se montre encore plus qu'aucun de ses prédécesseurs le père et l'ami de son peuple.

Sincèrement disposés à sacrifier nos vies et nos biens pour le bonheur de notre bon roi, celui de son auguste famille et de la prospérité de l'Etat qui en est inséparable.

Demandons humblement qu'à l'assemblée des Etats-Généraux il soit voté que sous le bon plaisir de Sa Majesté il sera fait une députation solennelle pour offrir les remerciements de la nation au digne et courageux ministre qui, dans ce tems de détresse et de calamité a tant mérité d'elle en secondant et en éclairant les intentions bienfaisantes de Sa Majesté.

Qu'il soit voté pour qu'aux dépens de la nation il soit élevé à M. NEKER un monument durable et qui puisse déposer à la postérité de l'obligation que lui ont les Français et de leur

reconnaissance, et en supposant contre toute vraisemblance que les deux premiers ordres de l'Etat s'y refusassent, que Sa Majesté soit suppliée de permettre que ce vœu seroit rempli par l'ordre du Tiers-Etat et à ses frais.

Demandons humblement que dans l'assemblée des Etats-Généraux et toutes les fois qu'il sera question de l'intérêt général des trois ordres les délibérations n'y puissent être prises que par les trois ordres réunis et qu'alors les voix y soient prises et comptées par têtes.

Que les députés de la province aux Etats-Généraux soient spécialement autorisés à consentir provisoirement et en attendant les délibérations ultérieures de l'assemblée nationale les secours pécuniaires qui peuvent être nécessaires au gouvernement pour subvenir aux besoins les plus urgents, soit par la voye d'un emprunt, soit autrement.

Demandons humblement que l'assemblée des Etats-Généraux prenne la connaissance la plus parfaite de la dette publique, que pour la tranquillité des étrangers et des nationaux qui y sont intéressés et encore plus pour l'honneur de la France elle soit assurée et garantie par la nation.

Que pour assurer à jamais le crédit de l'Etat et favoriser l'agriculture et le commerce par la baisse du taux de l'intérêt de l'argent qui en résultera nécessairement, il soit établi une banque nationnalle sous la caution et la garantie des Etats-Généraux.

Que l'assemblée nationale prenne la connaissance la plus détaillée | des dépenses nécessaires, ordinaires et annuelles de chaque département et que ces dépenses soient déterminement fixées de manière à soutenir la majesté du thrône et la dignité de la nation.

Qu'il soit fait une loi pour que le ministre de chaque département soit comptable de son administration à l'assemblée des Etats-Généraux et que s'il est suspect de malversation ou de négligence, son procès lui soit fait par le tribunal et dans les formes qui seront prescrites par la loy.

Que la Chambre des Comptes ne puisse allouer au comptable des deniers de la nation aucunes sommes dont l'emploi

ne seroit pas justifié d'une manière satisfaisante; autrement, que les officiers qui les auroient allouées en soient personnellement responsables.

Que les pensions et autres grâces pécuniaires qui seront accordées sur le trésor public ne le soient plus qu'avec discrétion et pour des causes légitimes; que la dispensation des grâces de ce genre ne dépendent plus du ministre seul, mais d'un comité dont les membres seroient nommés par le Roi et qui seroit composé de cinq personnes au moins; que l'état nominatif de ceux qui auront obtenu ces grâces soient rendus publique à la fin de chaque année par la voye de l'impression.

Que par la même voye le compte détaillé de l'emploi des fonds qui auront été affectés à chaque département soit également rendu public à l'appui du compte général des finances qui sera communiqué tous les ans à la nation.

Demandons humblement la suppression de la gabelle, cet impôt désastreux, celui qui pèse davantage sur la classe la plus indigente de la nation et déjà jugé par l'assemblée des notables.

La suppression des aides et de tous les droits y réunis dont l'énumération seule est révoltante non pas seulement parce que cet impôt est le plus dispendieux dans sa perception, mais encore parce qu'il est le plus odieux puisqu'il attaque d'une manière si notoire et si sensible la liberté du cytoien jusques dans son habitation.

La suppression du droit de franc-fief dont la perception est devenue tyrannique et un objet de vexation continuelle, trop souvent d'exaction, entre les mains du commis du traitant presque toujours juge et partie dans sa propre cause, impôt tellement désastreux qu'il a fait tomber dans cette province les biens nobles d'un tiers au-dessous de leur valeur.

Demandons humblement un nouveau tarif qui recoive la sanction des Etats Généraux pour la perception des droits de contrôle et d'insinuation, établissement d'une utilité spécieuse dans son principe, mais qui n'a pas tardé à devenir entre les mains du traitant une source intarissable pour puiser arbitrairement dans la bourse du cytoien; que le nouveau tarif soit tellement clair et précis que la perception du droit ne dépende plus

du génie plus ou moins fiscal d'un commis : qu'on ne voye plus ces jugemens contradictoires sous le titre d'arrêts ou de décisions du Conseil accordées au crédit ou dictées par les traitans eux-mêmes et dont la collection forme aujourd'hui plusieurs volumes in-folio : que ce tarif, une fois légalement arrêté ne puisse plus recevoir aucunes interpollations ou modifications que par une loi sanctionnée ou vérifiée dans l'assemblée des Etats Généraux ou dans le tribunal qu'elle aura avoué.

Demandons humblement la suppression des impôts connus sous la dénomination de taille, taillon, capitation, accessoire, vingtièmes, deux sols pour livre du dixième et autres du même genre qui sont à présent compris dans les rôles de ces impositions.

Demandons humblement que les deux premiers ordres de l'état, celui du clergé et celui de la noblesse, soient conservés dans leurs propriétés comme dans tous les privilèges personnels et prérogatives honorifiques seulement, qui sont attachés à leur état ou à leur naissance ; que dans la dispensation des graces ou emplois ecclésiastiques, civils et militaires, la noblesse soit à mérite égal toujours préférée au troisième ordre, mais en même tems demandons que les trois ordres contribuent également et cependant en proportion des propriétés ou facultés de chacun de ses membres et par un seul et même rôle au payement de l'impôt et à toutes les charges publiques de l'Etat soit pécuniaires soit en nature.

Remontrons très humblement que pour subvenir aux dépenses du gouvernement et remplacer le produit net et actuel des différens impôts qui seroient supprimés, celui qui paraît préférable pour leur être substitué et (=est) celui qui fut conçu par ce cytoien vertueux M. le maréchal DE VAUBAN sous la dénomination d'une dîme royale, qui se percevroit en nature sur toutes les productions du royaume sans exeption. Les objections qui ont été faites contre ce projet patriotique et qui trop souvent ont été dictées par l'intérêt personnel ne paroissent pas pouvoir contrebalancer les avantages qui résulteroient de ce genre d'impôt soit par la proportion que la nature elle-même établiroit entre les contribuables, soit par la facilité de sa perception en l'affermant par paroisse ou communauté dont le fermier verseroit

le prix de la ferme entre les mains du receveur général de la province qui le verseroit lui-même directement dans le trésor royal, mais le plus grand des avantages, ce seroit celui de la sécurité et de la tranquillité du propriétaire et du cultivateur.

En adoptant cet impôt en nature, il paraîtroit juste que la loi qui l'établirait autorisât en même temps tout débiteur de rentes, intérêts ou loyers, à quelque titre que ce fut à retenir annuellement à son créancier une somme proportionnée au taux de l'impôt en nature, c'est-à-dire le dixième s'il était perçu au dixième, le vingtième s'il l'était au vingtième, et qu'il fut défendu de stipuler en aucuns actes la non retention de l'impôt.

Si l'assemblée nationale, après avoir pesé les avantages et les inconvénients rejettoit cet impôt en nature et préférât un impôt territorial et payable en argent, demandons humblement que le produit net et actuel de l'impôt de la gabelle et de celui des aides qui seroient supprimés ne soit point compris dans la masse de l'imposition, mais qu'il soit réparti au marc la livre de cette masse et distingué dans le rôle sous le titre de *rachat de la gabelle et des aides*, qu'indépendamment des mesures qui seroient prises pour qu'aucune propriété ne fut exempte de l'impôt et pour procurer cette justice et cette égalité de proportion si désirable dans la répartition il soit pour le recouvrement de l'impôt substitué une nouvelle forme au régime actuel. †

Sans parler des haines que la collecte fait naître entre les habitants d'une même paroisse et qui se perpétue quelquefois d'âge en âge dans les familles, des abus et de l'odieux des contraintes, de l'anxiété où se trouve à chaque instant le contribuable à l'approche des collecteurs qui le tourmentent sans cesse parce qu'ils le sont eux-mêmes par les receveurs des impositions, il résulte du régime actuel une perte peut-être incalculable pour le commerce et l'agriculture par le nombre des journées que trois collecteurs au moins dans chaque communauté, ou plutôt six parce qu'ils se succèdent, les uns pour demander l'année courante, les autres pour demander l'année précédente, emploient dans le cours de l'année à tourmenter le citoyen dans son habitation et souvent dans l'instant où il manque de subsistance. Remontrons très humblement que pour remédier à ces inconvé-

nients malheureusement trop notoires et vraiment désastreux, il paraitroit avantageux à tous égards de rendre *portable* l'impôt qui aujourd'hui est *quérable*, qu'alors la contribution de chaque cytoien fut divisée en deux paiements égaux pour être par lui payés le premier dimanche de chèque mois et par *avance* entre les mains d'un receveur qui seroit établi par la municipalité de la ville ou communauté qui en seroit garante et responsable, que ce receveur versât en six paiements et tous les deux mois le montant de l'imposition de toute la communauté dans la caisse du receveur général de la province, que tous les mois il fut par le receveur particulier de la communauté fait un mémoire des contribuables qui seroient en retard, que ce mémoire après avoir été vérifié et certifié par la municipalité fût publié aux prônes des messes paroissiales de chèque paroisse par deux dimanches consécutifs avec sommation aux contribuables qui y seroient dénommés d'acquiter les sommes échües de leur imposition et déclaration, qu'ils y seroient contraints à l'expiration de la huitaine par emprisonnement de leur personne, que les municipalités fussent autorisées à requérir la maréchaussée la plus voisine d'emprisonner tous ceux qui n'auroient pas satisfait à ces sommations et dont le mémoire lui auroit été remis en tête du réquisitoire qui devoit être signé du curé et de deux membres au moins de la municipalité, qu'il fut enjoint aux maréchaussées déjà payées par l'état de procéder sans frais à ces emprisonnements; il y a lieu de croire qu'ils seroient rares, mais la crainte qu'ils imprimerioient, celle-là seule de s'entendre publier au prône de sa paroisse faciliteroient davantage le recouvrement; le voisin viendrait au secours de son voisin, les âmes bienfaisantes au secours des plus malheureux, et cette forme considérée sous tous les aspects rempliroit mieux son objet et seroit moins désastreuse que la collecte actuelle et les contraintes qui en sont inséparables.

Demandons humblement que dans tous les cas, et quelque soit l'impôt ou la forme de son recouvrement il n'y ait jamais qu'un intermédiaire, le receveur général de la province entre la communauté qui paye et le trésor royal qui reçoit.

Que les barrières qui se trouvent dans l'intérieur du royaume et qui rendent les provinces d'un même état étrangères les unes

aux autres soient reculées sur les frontières, que les droits de douanne ou d'entrée et de sortie soient tellement réglés que sans préjudicier à nos manufactures et au commerce qui en est la suite le manufacturier, le négociant et le marchand contribuent cependant au payement de l'impôt.

Demandons humblement que ces assignations, ces anticipations annuelles sur les revenus de l'état, ressources imaginées par des ministres inhabiles ou déprédateurs et qui ont été si onéreuses à la nation, soient à jamais prosrites.

Demandons humblement la réformation des abus si multipliés qui reignent dans l'administration de la justice et particulièrement.

L'abréviation des procédures et la diminution des frais ruineux qu'elles occasionnent.

Qu'il soit mis un frein indomptable à cet esprit de chicane qui éternise les procès et réduit les familles à l'aumône.

Qu'il soit fixé un terme dans lequel tout procès devra être jugé soit en première instance soit en cause d'appel et que, le délai passé, les juges soient tenus des dommages-intérêts des parties.

La suppression de la vénalité de toutes les charges de judicature.

La suppression des épices, et que tout procès par écrit soit comme toutes les causes d'audience jugé gratuitement.

Qu'il ne soit permis aux juges de se taxer des vacations qu'au cas de déplacement et qu'elles soient modérément fixées, qu'au surplus il leur soit accordé des gages raisonnables.

Que le rapport et les jugements de tous procès civils et criminels soient faits et prononcés publiquement en présence des parties ou de leurs défenseurs.

Qu'ainsi il soit toujours accordé un défenseur à l'accusé de quelque crime qu'il soit prévenu.

Que les loix pénales soient les mêmes pour tous les membres des différents ordres de l'état.

Que l'instruction de tout procès criminel depuis la plainte rendue ne puisse plus être faite que par trois juges au moins qui en signeront tous les actes.

Qu'ainsi les cours des justices des seigneurs et celles des

justices royales inférieures soient composées de trois juges au moins résidents dans le chef-lieu où doit se rendre la justice.

Que dans ces justices il y ait des prisons sûres et un auditoire convenable, qu'elles soient au surplus composées du nombre nécessaire d'officiers inférieurs pour leur exercice.

Que l'exercice de toute justice qui ne serait pas ainsi composée soit suspendu et dévolue à la cour de justice du suzerain immédiat, | soit royale soit seigneuriale.

Que les seigneurs haut-justiciers ne puissent vendre les offices de leur justice et qu'ils soient tenus de gager leurs officiers.

Que par une loi de rigueur et sous des peines sévères il soit défendu à tous juges et à tous officiers chargés du ministère public, à tous leurs secrétaires, clerks ou commis dont ils seront responsables, de recevoir directement ou indirectement de l'argent ou présent quelconque de leurs justiciables.

Demandons humblement la réforme des abus qui règnent dans les universités où la dispensation des grades est pour ainsi dire à l'enchère, ce qui avilit des professions nobles et fait dire aujourd'hui que le titre de docteur ou celui d'avocat n'exclue par celui d'ignorant.

Remontrons humblement que pour la meilleure administration et dispensation de la justice et ne plus voir des juges se livrer aux fonctions les plus importantes, décider de la vie et de la fortune des citoyens sans avoir acquis aucune expérience, il seroit à désirer que la loi prononçât que désormais personne ne pourroit être pourvu d'un office de judicature ou remplir les fonctions du ministère public dans une justice seigneuriale ou royale inférieure s'il n'a prêté le serment d'avocat et s'il n'a suivi les audiences dans une sénéchaussée ou bailliage supérieur pendant trois ans, que personne ne pourroit être pourvu d'un office de juge ou être chargé du ministère public dans une sénéchaussée ou bailliage supérieur s'il n'a pas servi dans l'une ou l'autre (de) ces qualités dans une justice seigneuriale ou royale inférieure pendant quatre ans, et enfin que personne ne pût être pourvu dans un parlement ou cour souveraine s'il n'a servi en qualité de juge ou d'officier chargé du ministère public dans une sénéchaussée ou bailliage supérieur pendant six ans au moins, et que dans

tous les cas le pourvu soit de bonne vie et mœurs et que l'information qui se fera pour s'en assurer ne soit plus une vaine formalité.

Demandons humblement la suppression de tous les tribunaux d'expection et particulièrement de la juridiction attribuée à Messieurs les Intendants et que toutes les matières dont la connaissance leur est attribuée soient renvoyées aux juges ordinaires.

La suppression du droit de *Committimus* attribuée à tout autre qu'aux pairs du Royaume et aux grands officiers de la Couronne, que d'ailleurs aucuns sujets du Roy ne puisse être soustrait à ses juges naturels soit en matière civile soit en matière criminelle.

Demandons humblement que les ressorts trop étendus des Cours souveraines et des sénéchaussées ou bailliages soit restreints, et qu'il en soit créé de nouvelles, de manière que le diametre de l'arrondissement d'une Cour souveraine ne soit pas de plus de quarante lieues et celui d'une sénéchaussée ou baillage de plus de vingt lieues.

Que dans chaque cour souveraine il y ait le tiers des juges qui soient choisis dans le tiers-état du ressort de cette cour et que ces juges du troisième ordre ne puissent y acquérir la noblesse | si après vingt ans de service elle n'est pas demandée à Sa Majesté par les Etats ou assemblée de leur province.

Demandons humblement qu'en matière civile seulement les premiers juges, soit royaux ou seigneuriaux, étant au nombre de trois, puissent juger sans appel jusqu'à concurrence de 500 livres et jusqu'à mille livres à la charge de l'appel, mais que dans ce dernier cas leur sentence s'exécute par provision.

Que les sénéchaussées, baillages ou présidiaux puissent juger sans appel jusqu'à concurrence de trois mille livres et jusqu'à six mille livres à la charge de l'appel.

Demandons humblement la suppression de tous ces offices bursaux nés dans des tems de détresse et qui loin d'être utiles pèsent sur les peuples et gênent leur liberté et leur confiance, comme par exemple, ces offices de greffiers dits de l'écritoire, ces offices (1) d'experts-arpenteurs dont les pourvus, souvent très

1 Le texte porte : « ces officiers ».

ignares relativement aux fonctions de l'office qu'ils ont acheté, ont cependant le privilège exclusif d'être appelés dans toutes les affaires contentieuses pour mesurer, estimer et qui, par leurs rapports infiniment dispendieux décident de la fortune du cytoien..., ces offices d'huissiers-priseurs dont dans ces derniers tems des traitants ont fait une spéculation de finance dans cette province, véritable fléau qui prépare dans le silence la ruine d'une multitude de familles agricollés parce que dans leurs successions, les tuteurs ou curateurs n'osent plus faire d'inventaire à cause des frais excessifs qui en résultent et qui enlèveroient aux mineurs leur première subsistance.

Demandons humblement que les notaires royaux et seigneuriaux, les huissiers ou sergents soient réduits au nombre nécessaire, qu'ils soient tenus de résider chacun dans la ville ou le chef-lieu de la paroisse qui lui sera assignée, mais que pour ne pas mettre d'entraves à la confiance et à (la) liberté du cytoien les notaires ayent la faculté d'instrumenter comme les huissiers ou sergents ont celle d'exploiter partout où ils seront appelés dans l'étendue du ressort où ils auront prêté serment.

Qu'une loi de rigueur deffende sous peine d'interdiction aux notaires de passer des actes dans les auberges et cabarets, si ce n'est entre les propriétaires ou locataires desdittes auberges et cabarets, ou à la réquisition, ou entre étrangers qui y seroient malades; cette loi exécutée corrigeroit et préviendrait de très grands abus.

Que par un règlement les honoraires des notaires ou le salaire des huissiers ou sergents soient fixés d'une manière claire et précise.

Que (pour) les notaires, huissiers et sergents, la conservation de leurs protocollés ou minutes soit soumise à la police et surveillance des juges des lieux où ils résideront soit royaux ou seigneuriaux.

Demandons humblement que tous les archevêques et évêques, les gouverneurs, lieutenants-généraux des provinces, gouverneurs lieutenant de Roi particulliers des villes et tous autres officiers possédant des emplois ou charges publiques soient tenus, lorsqu'ils ne seront pas appelés ailleurs pour le service de l'état | de

résider dans leurs diocèses, gouvernements, provinces ou villes affectées à leurs charges ou emplois et qu'ils ne puissent s'en absenter sans une permission ou congé de Sa Majesté..., que toutes personnes jouissant d'un bénéfice ecclésiastique, abbayes, prieuré ou chapelle et de quelque nature qu'il soit, de douze cent livres de revenu et au-dessus soit tenu de résider dans la paroisse du chef-lieu du bénéfice et qu'il ne puisse s'en dispenser sans une permission du Roi, s'il n'est pas appelé par quelqu'autre emploi au service de l'Eglise ou à celui de l'Etat.

Demandons humblement qu'il soit établi dans toutes les paroisses ou communauté du Royaume des bureaux de charité et de conciliation et encore de petites écoles où il n'y en a pas. Les fonds de ces établissements nécessaires et si désirés pourroient être légitimement pris sur les biens ecclésiastiques puisque ce seroit en rappeler au moins une partie à leur première destination.

Que tous les baux des biens des bénéficiers soient après publication toujours donnés et renouvelés à l'enchère, soit devant notaires, soit devant les juges des lieux et qu'en faveur de l'agriculture et encore plus par un sentiment de justice il ne puisse être exigé par les titulaires des bénéfices aucun pot-de-vin puisque c'est, si on peut se servir de cette expression, un vol fait au successeur ou au fermier lui-même lorsque le titulaire vient à décéder dans le cours du bail et que ce bail se trouve résilié par sa mort..., qu'au moyen de la publicité des baux et de ce qu'ils seraient consentis sans pot-de-vin cette faculté de résiliation soit proscrite.

Que les rétributions accordées aux ministres de l'église pour les mariages et les sépultures soient supprimés afin de prévenir le scandale souvent donné de voir des prêtres refuser de marier de pauvres habitants qui, le lendemain de leur union n'auraient que leurs bras pour pourvoir à leur subsistance, avant d'avoir payé l'enterrement de leur père, quelquefois même de leur grand-père, qui n'auroient pas été acquittés dans les tems.

Demandons humblement que le régime provisoirement adopté pour la confection des routes soit rendu définitif en y ajoutant néanmoins que lorsque le tracé d'une route à ouvrir aura été décidé l'ingénieur qui en sera chargé sera tenu avant de faire aucune de ses opérations de prendre l'avis des muni-

cipalités des villes, paroisses ou communautés que la route devra traverser ou aux environs desquelles elle devra passer afin d'en déterminer l'emplacement le moins dommageable et le moins dispendieux, ce qui seroit constaté et arrêté par un procès-verbal de chacune des municipalités des villes ou paroisses intéressées, duquel procès-verbal le duplicata seroit remis à l'ingénieur pour le déposer au greffe de la Commission Intermédiaire des Etats ou assemblée de la province quinze jours au moins avant de tracer la route dont il seroit question.

Qu'en faveur de l'agriculture qui manque de bras dans la saison où ils lui sont le plus nécessaire, il soit réglé que les travaux des routes ne seront ouverts que depuis le premier novembre jusqu'au premier mai... et il en résultera encore un avantage pour les pauvres qui seront assurés de trouver du travail | dans toutes les saisons.

Que les travaux à faire dans chaque canton soient divisés en plusieurs adjudications et que les devis soient faits de manière que le prix de chacune d'elles n'exède pas trois mille livres.

Demandons humblement un règlement général qui fixe déterminement la largeur des chemins vicinaux qui conduisent de bourg à ville, de bourg à bourg, de bourg à village, de village à village, et enfin de ceux qui ne sont destinés qu'à l'exploitation des héritages; que tous les propriétaires riverains de tous lesdits chemins soient tenus de les réparer et de les tenir toujours en bon état; qu'il soit pris des mesures pour les y contraindre et pour qu'il soit suppléé en cas de deffaut à leurs frais.

Demandons humblement sauf l'indemnité qui sera jugée être dûe aux seigneurs propriétaires la suppression des droits de bannalité des moulins, fours et pressoirs, droits qui pèzent particulièrement sur la classe indigente..., la suppression des droits de colombier et de garenne..., la suppression des droits de boiselage dans les marchés, de tous les droits de péage qui gênent encore la circulation et la liberté du commerce.

Qu'on ne voye plus ces désarmemens faits d'autorité chez de paisibles cultivateurs d'après des ordres surpris au ministre par le crédit et dont l'objet est toujours dissimulé et à la conservation de ces animaux sauvages qui dévastent et dévorent sans cesse la récolte des malheureux.

Demandons humblement la suppression des maîtrises des corps et métiers et qu'à cet égard l'édit de leur suppression qui fut promulgué sous le ministère de ce magistrat vertueux, Monsieur TURGOT, et qui fut retiré sous celui de son successeur, Monsieur DE CLUNY, soit renouvelé.

Qu'il soit pris des mesures pour que les formes d'administrations, les frais de recette et de comptabilité des revenus des villes et communautés n'absorbent pas pour ainsi dire tout leur produit.

Que tous les officiers juges nécessaires au gouvernement ou administration municipale des villes, paroisses ou communautés en raison de leur population soient électifs.

Demandons humblement qu'il soit accordé à cette province du Maine des Etats Provinciaux dont la composition et le régime soient les mêmes que ceux de semblables Etats que Sa Majesté a ressement accordé à la province de Dauphiné.

Et enfin que le retour périodique de l'assemblée des Etats-Généraux soit invariablement fixé, qu'avant la séparation de l'assemblée prochaine il soit établi une cour nationale composée de la cour des pairs (1), de tel nombre des membres des Parlements ou Cours souveraines des provinces, de tel nombre des membres du clergé, de la noblesse et du tiers-état qui seront choisis et nommés dans l'assemblée et dans la proportion qu'elle jugera convenable pour dans l'intervalle d'une assemblée à l'autre vérifier provisoirement et promulguer dans tout le Royaume les loix et les règlements qui lui seroient adressés par Sa Majesté.

Telles sont nos plaintes, doléances et remontrances ensemble les moyens que nous croyons pouvoir subvenir aux besoins de l'état ainsi qu'à tout ce qui peut intéresser la prospérité du royaume et celle de tous et chacun les sujets du Roy, et nous bourgeois, manants et habitants composant le tiers-état de la ville de Sillé-le-Guillaume les mettons humblement et avec soumission aux pieds de Sa Majesté.

Signé : BARREAU DE LA TOUCHE, GUYON, JULLIOT MORANDIÈRE, BACHELIER, MARTINEAU, MASLIN, BODARD, COURVEAULLE, CAMPEAUX DESAINT, DAVID, MOCQUEREAU.

1 Le texte porte : « des pères ».

René LESOURD, LEBESCHU, B. PELU, P. CHAMBRÉ, Joachim BEDOUET, CHAUVEAU, M. BLOSSIER, BARRIER, René PAUTONNIER, F. CHAUVIN, F. CORDEAU, René MARTIN, J. TRUDELLE, CHÉRON, Joseph RAGOT, M. PELU, Jullien FOUBERT, Jean MAUBERT, L. DALIVOUST, A. BOULANGER, Jacques CORMIER, J. PELU père, BOIVIN, M. MARTINEAU, Joseph LESTRINGANT, Jean POISSON, Joseph TAUPIN, François DUVAL, Guillaume ANDRÉ, DUBOURG, Noël ROTIET, M. SEVIN, François LEMARCHAND, F. GUITTET, F. BLANCHARD, F. GUIBON, MARTINEAU, M. LELOUP, Pierre PUGEOLLE, Louis LARDEUX, J. LEPRINCE, A. LEPRINCE, Guillaume TEMPLÉ, BOUGUEREAU, Alexis HARDYAU, CHOUIPPE, CHAMEAUX, J. LETOURNEAU, Pierre ROUAUX, PETIT, MOUSSET, J.-F. GUYARD, Jean LEGROU, Jean LOTTIN, André LOTTIN, Jullien MAUBERT, F. MARTINEAU, Marin HEURTEBIZE, Denis SIMÉON, Joseph LESTRINGANT, M. GAUTTIER, Jean TAUPIN, Mathurin BOUVIER, Jullien LOTTIN, Gatien FOUGERAY, René JULLIARD, Pierre LOISON, Marin LEGO, C. BODARD, François PELU, Jean TEMPLÉ, J. BRUNEAU, René BEUCHÉ, Jean OLIVIER, M. TOURTEAU, P. COUASNON, André BAYÉ, René MOLLIÈRE, Joseph MAREAU, P. RAGOT, P. ANDRÉ, C. BLANCHARD, A. COUASNON, le ch^{er} BÉRANGER DE SARDY, maire.

Collationné et trouvé conforme à l'original déposé aux archives,

Le ch^{er} BÉRANGER DE SARDY. (1)

Vu :

Le Doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de Paris,

F. BRUNOT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

Table des Matières

	<i>Pages</i>
PRÉFACE	I
SOURCES MANUSCRITES ET BIBLIOGRAPHIE.....	VII
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. La baronnie de Sillé-le-Guillaume et l'administration seigneuriale	5
CHAPITRE II. La collégiale Notre-Dame.....	47
CHAPITRE III. L'église Saint-Etienne et les établisse- ments religieux	74
CHAPITRE IV. La vie sociale et économique.....	101
CHAPITRE V. Les cahiers de doléances et les premiers troubles révolutionnaires	153
CONCLUSION	181
APPENDICE I. La princesse DE CONTI (1666-1739).	185
APPENDICE II. Testament de la princesse DE CONTI.	209
APPENDICE III. Foi et hommage rendus à Monsieur, comte du Maine, par le duc DE LA VALLIÈRE, baron de Sillé-le-Guillaume (1775)	217
APPENDICE IV. Lettres de provisions de Victor TRUILLET comme procureur postulant au bailliage seigneurial de Sillé-le- Guillaume	221
APPENDICE V. Cahier des plaintes, doléances et remonstrances du Tiers-Etat de la ville et communauté de Sillé-le-Guillaume.	223

Gournay-en-Brag. — Imp. A. Letresor.
